

# Gesetzblatt

## für die Freie Stadt Danzig

Nr. 42

Ausgegeben Danzig, den 22. Oktober

1927

105 Wortlaut des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr, dem die Freie Stadt Danzig gemäß Gesetzbl. 1927 S. 375 beigetreten ist.

(Deutsche Übersetzung.)

Convention Internationale concernant  
le transport des Marchandises par  
Chemins de fer.

(C. I. M.)

conclue entre

L'Allemagne, L'Autriche, La Belgique, La Bulgarie, Le Danemark, La Ville libre de Dantzig, L'Espagne, L'Esthonie, La Finlande, La France, La Grèce, La Hongrie, L'Italie, La Lettonie, La Lithuanie, Le Luxembourg, La Norvège, Les Pays-Bas, La Pologne, Le Portugal, La Roumanie, Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, La Suède, La Suisse et la Tchecoslovaquie.

Les Gouvernements des Etats ci-dessus énumérés, ayant reconnu la nécessité d'apporter de nombreux changements à la Convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemins de fer, modifiée les 16 juillet 1895, 16 juin 1898 et 19 septembre 1903, à laquelle participent la plupart d'entre eux,

ont résolu de conclure une nouvelle Convention sur le transport des marchandises par chemins de fer, basée sur le projet qu'ils ont fait élaborer, d'un commun accord, et qui est contenu dans le Procès-verbal signé à Berne le 8 juin 1923, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(ci-après les noms des plénipotentiaires.),

lesquels, en présence et avec la participation de (ci-après le nom) Délégué de la *Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre*,

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Internationales Übereinkommen  
über den Eisenbahnfrachtverkehr

(I. ü. G.)

vereinbart zwischen

Deutschland, Österreich, Belgien, Bulgarien, Dänemark, der Freien Stadt Danzig, Spanien, Estland, Finnland, Frankreich, Griechenland, Ungarn, Italien, Lettland, Litauen, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Polen, Portugal, Rumänien, dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen, Schweden, der Schweiz und der Tschechoslowakei.

Die Regierungen der oben aufgeführten Staaten, in der Erkenntnis der Notwendigkeit, zahlreiche Änderungen anzubringen an dem Internationalen Übereinkommen vom 14. Oktober 1890 über den Eisenbahnfrachtverkehr, das am 16. Juli 1895, am 16. Juni 1898 und am 19. September 1906 geändert worden ist und an dem die meisten von ihnen teilhaben,

haben beschlossen, auf Grund des in ihrem Auftrag ausgearbeiteten und in dem Protokoll d. d. Bern, 8. Juni 1923, niedergelegten Entwurfs ein Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr zu treffen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

(Folgen die Namen der Bevollmächtigten.),

die in Gegenwart und unter Beteiligung des (folgt Name), Delegierter der Regierungskommission des Saarbeckengebiets, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

## Titre premier.

## Objet et portée de la Convention.

## Article premier.

## Chemins de fer et transports auxquels s'applique la Convention.

§ 1. La présente Convention s'applique à tous les envois de marchandises remis au transport avec une lettre de voiture directe pour des parcours empruntant les territoires d'au moins deux des Etats contractants et s'effectuant exclusivement par des lignes inscrites sur la liste établie conformément à l'article 58 de la présente Convention.

§ 2. Sont toutefois exceptés de l'application de la présente Convention :

1<sup>o</sup> Les envois dont les points de départ et d'arrivée sont situés sur le territoire d'un même Etat et qui n'empruntent le territoire d'un autre Etat qu'en transit :

- a) lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit sont exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ ;
- b) même lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit ne sont pas exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ, si les Chemins de fer intéressés ont conclu des arrangements particuliers en vertu desquels ces transports ne sont pas considérés comme internationaux.

2<sup>o</sup> Les envois entre gares de deux Etats limitrophes, si les transports sont effectués sur tout le parcours par des Chemins de fer de l'un de ces Etats, à la condition toutefois que l'expéditeur, par le choix du formulaire de lettre de voiture, revendique le régime du règlement intérieur applicable à ces Chemins de fer et qu'aucun de ces Etats ne s'y oppose.

## Article 2.

## Participation d'entreprises autres que les Chemins de fer.

§ 1. Peuvent être inscrites sur la liste prévue à l'article premier, en sus des Chemins de fer, des lignes régulières de services automobiles ou de navigation complétant des parcours par voie ferrée et effectuant les transports internationaux sous la responsabilité d'un Etat contractant ou d'un Chemin de fer inscrit sur la liste.

§ 2. Les entreprises de ces lignes sont soumises à toutes les obligations imposées et sont investies de tous les droits reconnus aux Chemins de fer par la présente Convention, sous réserve des modifications résultant nécessairement des modalités différentes du transport. Ces modifications ne peuvent, toutefois, pas déroger aux règles de responsabilité établies par la présente Convention.

## Titel I.

## Gegenstand und Geltungsbereich des Übereinkommens.

## Artikel 1.

## Eisenbahnen und Sendungen, auf die das Übereinkommen Anwendung findet.

§ 1. Dieses Übereinkommen findet Anwendung auf alle Sendungen von Gütern, die mit durchgehendem Frachtbrief zur Beförderung auf einem Wege aufgegeben werden, der die Gebiete mindestens zweier Vertragsstaaten berührt und ausschließlich Strecken umfaßt, die in der gemäß Artikel 58 dieses Übereinkommens aufgestellten Liste verzeichnet sind.

§ 2. Von der Anwendung des Übereinkommens sind jedoch ausgenommen :

1. Sendungen, deren Versand- und Bestimmungsstationen im Gebiete desselben Staates liegen und das Gebiet eines anderen Staates nur im Durchgang berühren :

- a) wenn die Durchgangsstrecken von einer Eisenbahn des Versandstaates betrieben werden ;
- b) auch dann, wenn die Durchgangsstrecken nicht von einer Eisenbahn des Versandstaates betrieben werden, die beteiligten Eisenbahnen aber besondere Abkommen geschlossen haben, nach denen diese Sendungen nicht als internationale angesehen werden sollen.

2. Sendungen zwischen Stationen zweier Nachbarstaaten, wenn die Beförderung auf der ganzen Strecke von Eisenbahnen des einen dieser Staaten bewirkt wird, jedoch nur unter der Bedingung, daß der Versender durch die Wahl des Frachtbriefformulars die Anwendung des inneren Reglements dieser Eisenbahnen beansprucht und keiner dieser Staaten widerspricht.

## Artikel 2.

## Beteiligung anderer Unternehmungen als der Eisenbahnen.

§ 1. Außer Eisenbahnstrecken können in die im Artikel 1 vorgesehene Liste auch regelmäßig betriebene Kraftwagen- oder Schifffahrtslinien aufgenommen werden, die im Anschluß an eine Eisenbahn internationale Beförderungen unter der Verantwortung eines der Vertragsstaaten oder einer in die Liste eingetragenen Eisenbahn ausführen.

§ 2. Die Unternehmungen, die solche Linien betreiben, haben alle Rechte und Pflichten, die den Eisenbahnen durch dieses Übereinkommen übertragen sind, vorbehaltlich der sich aus der Verschiedenartigkeit der Beförderungsart ergebenden Abweichungen. Die durch dieses Übereinkommen festgesetzten Haftungsbestimmungen dürfen jedoch nicht geändert werden.

§ 3. Tout Etat qui désire faire inscrire sur la liste une des lignes désignées au § 1, doit prendre les mesures utiles pour que les modifications prévues au § 2 soient publiées dans les mêmes formes que les tarifs.

#### Article 3.

##### Objets exclus du transport.

Sont exclus du transport aux conditions de la présente Convention, sous réserve des dérogations prévues au § 2 de l'article 4:

- 1<sup>o</sup> les objets dont le transport est réservé à l'administration des postes, ne fût-ce que sur l'un des territoires à parcourir;
- 2<sup>o</sup> les objets qui, par leurs dimensions, leur poids ou leur conditionnement, ne se prêteraient pas au transport demandé, à raison des aménagements ou du matériel ne fût-ce que de l'un des Chemins de fer à emprunter;
- 3<sup>o</sup> les objets dont le transport serait interdit, par des dispositions légales ou par mesure d'ordre public, ne fût-ce que sur l'un des Etats à emprunter;

4<sup>o</sup> sauf exceptions indiquées dans l'Annexe I à la présente Convention:

A. les matières sujettes à explosion, savoir:

- a) Explosifs de mines ou de tir;
- b) Munitions;
- c) Inflammateurs et pièces d'artifice;
- d) Gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous pression;
- e) Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables ou facilitant la combustion.

Les substances qui ne sont pas utilisées, soit pour le tir, soit pour provoquer des explosions, ne sont pas des explosifs au sens de la présente Convention, lorsque le contact d'une flamme ne peut pas les faire détonner et qu'elles ne sont pas plus sensibles au choc ou à la friction que le dinitrobenzol;

B. les matières sujettes à l'inflammation spontanée;

C. les produits répugnants ou de mauvaise odeur.

#### Article 4.

##### Objets admis au transport sous certaines conditions.

§ 1. Les objets ci-après désignés sont admis au transport avec la lettre de voiture internationale, sous les conditions indiquées ci-après:

- 1<sup>o</sup> les objets désignés dans l'annexe I à la présente Convention sont admis sous les conditions qui y sont fixées;

§ 3. Jeder Staat, der eine der im § 1 bezeichneten Linien in die Liste eintragen lassen will, muß dafür Sorge tragen, daß die im § 2 vorgesehenen Abweichungen in gleicher Weise wie die Tarife veröffentlicht werden.

#### Artikel 3.

##### Von der Beförderung ausgeschlossene Gegenstände.

Von der Beförderung auf Grund dieses Abkommens sind vorbehaltlich der im § 2 des Artikels 4 vorgesehenen Ausnahmen ausgeschlossen:

1. diejenigen Gegenstände, die auch nur in einem der an der Beförderung beteiligten Staaten dem Postzwang unterworfen sind;
2. diejenigen Gegenstände, die sich wegen ihres Umfangs, ihres Gewichtes oder ihrer Beschaffenheit nach den Anlagen oder Betriebsmitteln auch nur einer der in Betracht kommenden Eisenbahnen zur Beförderung nicht eignen;
3. diejenigen Gegenstände, deren Beförderung auch nur in einem der in Betracht kommenden Staaten durch gesetzliche Bestimmungen oder aus Gründen der öffentlichen Ordnung verboten ist;

4. vorbehaltlich der in der Anlage I zu diesem Abkommen angegebenen Ausnahmen:

- A. explosionsgefährliche Gegenstände, wie
- a) Spreng- und Schießmittel;
  - b) Munition;
  - c) Zündwaren und Feuerwerkskörper;
  - d) verdichtete, verflüssigte oder unter Druck gelöste Gase;
  - e) Stoffe, die in Berührung mit Wasser entzündliche oder die Verbrennung unterstützende Gase entwickeln.

Stoffe, die nicht Schieß- oder Sprengzwecken dienen, sind keine explosionsgefährlichen Gegenstände im Sinne dieses Abkommens, wenn die Berührung mit einer Flamme sie nicht zur Explosion bringen kann, und wenn sie gegen Stoß oder Reibung nicht empfindlicher sind als Dinitrobenzol;

B. selbstentzündliche Stoffe;

C. ekelerregende oder übelriechende Stoffe.

#### Artikel 4.

##### Bedingungsweise zur Beförderung zugelassene Gegenstände.

§ 1. Die nachstehenden Gegenstände werden zur Beförderung mit internationalem Frachtbrief unter folgenden Bedingungen zugelassen:

1. die in der Anlage I zu diesem Abkommen bezeichneten Gegenstände zu den daselbst angegebenen Bedingungen.

2<sup>o</sup> les transport funèbres sont admis sous les conditions suivantes:

- a) le transport est effectué en grande vitesse, sous la garde d'une personne qui l'accompagne, à moins que le transport en petite vitesse ou la dispense d'escorte ne soient admis sur tous les Chemins de fer participant au transport;
- b) les frais de transport sont obligatoirement payés au départ;
- c) le transport est soumis aux lois et règlements de police de chaque Etat, à moins qu'il ne soit réglé par des Conventions spéciales entre plusieurs Etats;

3<sup>o</sup> les véhicules de Chemins de fer roulant sur leurs propres roues sont admis, à la condition qu'un Chemin de fer vérifie que le véhicule est en état de circuler et l'atteste par une inscription sur le véhicule ou par un certificat spécial; les locomotives, tenders et automotrices doivent, en outre, être accompagnés d'un agent compétent fourni par l'expéditeur, notamment pour assurer le graissage;

4<sup>o</sup> les animaux vivants sont admis dans les conditions ci-après:

- a) les envois d'animaux vivants doivent être accompagnés d'un convoyeur fourni par l'expéditeur, à moins qu'il ne s'agisse d'animaux de petite taille remis au transport dans des cages, caisses, paniers, etc., bien clos; toutefois, l'accompagnement n'est pas exigé en cas d'exceptions prévues par des tarifs directs internationaux ou par des accords intervenus entre Chemins de fer;
- b) l'expéditeur doit se conformer aux prescriptions de police vétérinaire des Etats d'expédition, de destination et de transit. Il est tenu de fournir à cet effet toutes les pièces d'accompagnement nécessaires;

5<sup>o</sup> les objets dont le chargement ou le transport présenterait, de l'avis du Chemin de fer expéditeur, des difficultés spéciales à raison des aménagements ou du matériel d'un ou plusieurs des Chemins de fer empruntés, ne sont admis que sous des conditions particulières à déterminer dans chaque cas.

§ 2. Deux ou plusieurs Etats contractants peuvent convenir, par des accords spéciaux, soit que certains objets exclus par la présente Convention seront admis au transport international entre ces Etats sous certaines conditions, soit que les objets désignés dans l'Annexe I seront admis sous des conditions moins rigoureuses.

2. Leichentransporte, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt werden:

- a) sie müssen als Eilgut unter Begleitung einer dazu beauftragten Person befördert werden, wenn nicht die Aufgabe als Frachtgut oder ohne Begleitung auf allen an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen gestattet ist;
- b) die Beförderungsgebühren sind bei der Aufgabe zu entrichten;
- c) die Beförderung unterliegt im Gebiet jedes einzelnen Staates den daselbst geltenden Gesetzen und Polizeivorschriften, soweit nicht einzelne Staaten unter sich besondere Abmachungen treffen.

3. Eisenbahnfahrzeuge, die auf eigenen Rädern laufen, werden unter der Bedingung zugelassen, daß eine Eisenbahn feststellt, daß das Fahrzeug lauffähig ist, und dies durch eine Aufschrift auf dem Fahrzeug oder durch ein besonderes Zeugnis bescheinigt; Lokomotiven, Tender und Motorwagen müssen außerdem von einem vom Absender gestellten fachverständigen Angestellten begleitet werden, der sie insbesondere zu schmieren hat.

4. Lebende Tiere werden unter folgenden Bedingungen zugelassen:

- a) den Sendungen lebender Tiere muß ein vom Absender gestellter Begleiter beigegeben werden, sofern es sich nicht um kleine Tiere handelt, die in gut verschlossenen Käfigen, Kisten, Körben usw. zur Beförderung aufgegeben werden. Die Begleitung ist indessen nicht erforderlich, soweit in den direkten internationalen Tarifen oder in den Vereinbarungen der Eisenbahnen Ausnahmen vorgesehen sind;
- b) der Absender hat die viehseuchenpolizeilichen Vorschriften des Versand- und Empfangs- sowie der Durchfuhrstaaten zu erfüllen. Er hat zu diesem Zweck alle erforderlichen Begleitpapiere beigegeben.

5. Gegenstände, deren Verladung oder Beförderung nach dem Ermessen der Versandbahn mit Rücksicht auf die Anlagen oder Betriebsmittel einer oder mehrerer der berührten Eisenbahnen besondere Schwierigkeiten verursacht, werden nur unter besonderen, von Fall zu Fall festzusetzenden Bedingungen zugelassen.

§ 2. Zwei oder mehrere Vertragsstaaten können durch besondere Abmachungen vereinbaren, daß einzelne durch dieses Abereinkommen ausgeschlossene Gegenstände unter gewissen Bedingungen oder daß die in der Anlage I aufgeführten Gegenstände unter leichteren Bedingungen zur internationalen Beförderung zwischen diesen Staaten zugelassen werden.

Les Chemins de fer peuvent aussi, au moyen de clauses appropriées insérées dans leurs tarifs, soit admettre certains objets exclus du transport, soit adopter des conditions moins rigoureuses pour les objets admis conditionnellement.

#### Article 5.

##### Obligation pour le Chemin de fer de transporter.

§ 1. Tout Chemin de fer soumis à la présente Convention est tenu d'effectuer, en se conformant aux conditions de celle-ci, tout transport de marchandises admis en vertu de cette Convention, pourvu que:

- a) l'expéditeur se conforme aux prescriptions de la Convention;
- b) le transport soit possible avec les moyens ordinaires de transport;
- c) le transport ne soit pas empêché par des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

§ 2. Le Chemin de fer n'est tenu d'accepter les objets dont le chargement, le transbordement ou le déchargement exige l'emploi de moyens spéciaux que si les gares où ces opérations doivent être effectuées disposent de ces moyens.

§ 3. Le Chemin de fer n'est tenu d'accepter que les envois dont le transport peut être effectué sans délai; les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice déterminent les cas où cette gare est tenue de prendre provisoirement en dépôt les envois ne remplissant pas cette condition.

§ 4. Les envois doivent être expédiés dans l'ordre de leur acceptation au transport sauf le cas prévu au paragraphe suivant.

§ 5. Si l'intérêt public ou les nécessités de l'exploitation l'exigent, l'autorité compétente peut décider que

- a) le service sera suspendu en totalité ou en partie;
- b) certaines expéditions seront exclues ou admises seulement sous certaines conditions;
- c) certaines expéditions bénéficieront de priorités.

Ces mesures doivent être portées à la connaissance du public.

Tout Chemin de fer peut refuser les envois dont le transport serait empêché par des restrictions de ce genre.

§ 6. Toute infraction aux dispositions de cet article pourra donner lieu à une action en réparation du préjudice causé.

Die Eisenbahnen können auch durch entsprechende Tarifbestimmungen entweder gewisse, von der Beförderung ausgeschlossene Gegenstände zulassen oder für die bedingungsweise zugelassenen Güter leichtere Bedingungen zugestehen.

#### Artikel 5.

##### Beförderungspflicht der Eisenbahn.

§ 1. Jede diesem Übereinkommen unterstehende Eisenbahn ist verpflichtet, die Beförderung aller im Sinne dieses Übereinkommens zugelassenen Güter nach dessen Bestimmungen zu übernehmen, sofern

- a) der Absender den Vorschriften dieses Übereinkommens nachkommt;
- b) die Beförderung mit den regelmäßigen Beförderungsmitteln möglich ist;
- c) die Beförderung nicht durch Umstände verhindert wird, welche die Eisenbahn nicht abzuwenden und denen sie auch nicht abzuhelfen vermochte.

§ 2. Die Eisenbahn ist zur Annahme von Gütern, deren Auf-, Um- oder Abladung die Verwendung besonderer Anlagen erforderlich macht, nur verpflichtet, wenn die in Betracht kommenden Stationen derartige Anlagen besitzen.

§ 3. Die Eisenbahn ist nur verpflichtet, Güter anzunehmen, deren Beförderung alsbald erfolgen kann; die für die Versandstation geltenden Vorschriften bestimmen, in welchen Fällen diese Station verpflichtet ist, Güter, die dieser Bedingung nicht entsprechen, vorläufig in Verwahrung zu nehmen.

§ 4. Die Güter sind vorbehaltlich der im nachstehenden Paragraphen vorgesehenen Ausnahme in der Reihenfolge ihrer Annahme zu befördern.

§ 5. Wenn das öffentliche Interesse oder zwingende Gründe des Betriebs es erfordern, kann die zuständige Behörde anordnen, daß

- a) der Betrieb ganz oder teilweise eingestellt wird;
- b) gewisse Sendungen ausgeschlossen oder nur bedingungsweise zugelassen werden;
- c) gewisse Sendungen vorzugsweise befördert werden.

Diese Maßnahmen müssen veröffentlicht werden.

Jede Eisenbahn kann Güter, deren Beförderung durch eine solche Einschränkung verhindert würde, zurückweisen.

§ 6. Jede Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen dieses Artikels begründet einen Anspruch auf Ersatz des dadurch entstandenen Schadens.

## Titre II. Du contrat de transport.

### Chapitre premier.

#### Forme et conditions du contrat de transport.

##### Article 6.

##### Teneur et forme de la lettre de voiture.

§ 1. L'expéditeur doit présenter pour toute expédition internationale soumise à la présente Convention, une lettre de voiture conformé au formulaire qui constitue l'Annexe II à la Convention.

Les formulaires de lettre de voiture doivent être imprimés sur papier à écrire, blanc, résistant; ils portent, pour la grande vitesse, une bande rouge d'un centimètre au moins de largeur, l'une au bord supérieur, l'autre au bord inférieur, au recto et au verso.

§ 2. Les tarifs internationaux ou les accords entre Chemins de fer déterminent la langue dans laquelle doivent être imprimés les formulaires des lettres de voiture. A défaut de dispositions de tarifs ou d'accords, les formulaires doivent être imprimés dans une des langues officielles de l'Etat expéditeur; ils doivent, en outre, contenir un texte français, ou allemand, ou italien, et ils peuvent contenir toutes traductions en d'autres langues jugées utiles.

La partie à remplir par l'expéditeur doit toujours être rédigée dans une des langues officielles du pays de départ. Les traductions nécessaires doivent faire l'objet de dispositions des tarifs internationaux ou d'accords spéciaux entre les Chemins de fer. A défaut, l'expéditeur doit joindre une traduction en français, ou en allemand, ou en italien.

§ 3. Les parties du formulaire encadrées de lignes grasses doivent être remplies par le Chemin de fer, les autres par l'expéditeur. L'expéditeur doit oblitérer, au moyen d'une barre, les cadres qu'il laisse en blanc.

§ 4. Le choix du formulaire de lettre de voiture blanc ou du formulaire à bandes rouges indique si la marchandise est à transporter en petite ou en grande vitesse. La demande de la grande vitesse sur une partie du parcours et de la petite vitesse sur l'autre partie n'est pas admise, sauf accord spécial entre tous les Chemins de fer intéressés.

§ 5. Les lettres de voiture surchargées ou grattées ne sont pas admises. Les ratures sont tolérées à la condition que l'expéditeur les approuve par sa signature et qu'il inscrive les quantités rectifiées en toutes lettres, quand il s'agit du nombre ou du poids des colis.

§ 6. Les mentions portées sur la lettre de voiture doivent être écrites ou imprimées en caractères indélébiles.

## Titel II. Frachtvertrag.

### Kapitel I.

#### Form und Bedingungen des Frachtvertrags.

##### Artikel 6.

##### Inhalt und Form des Frachtbriefs.

§ 1. Der Absender muß mit jeder unter dieses Abereinkommen fallenden internationalen Sendung einen Frachtbrief nach dem Muster der Anlage II dieses Abereinkommens überreichen.

Die Frachtbriefformulare müssen auf festes, weißes Schreibpapier gedruckt sein, das für Eilfracht auf der Vorder- und Rückseite oben und unten am Rande einen mindestens einen Zentimeter breiten roten Streifen trägt.

§ 2. Die internationalen Tarife oder Vereinbarungen zwischen den Eisenbahnen bestimmen, in welcher Sprache die Frachtbriefformulare gedruckt werden müssen. Wenn die Tarife oder Vereinbarungen nichts bestimmen, sind die Frachtbriefformulare in einer der amtlichen Sprachen des Versandstaates zu drucken; sie müssen daneben einen französischen oder deutschen oder italienischen Text enthalten; Übersetzungen in andere für zweckmäßig erachtete Sprachen können beigelegt werden.

Der vom Absender auszufüllende Teil muß immer in einer der amtlichen Sprachen des Versandstaates abgefaßt sein. Welche Übersetzungen beizufügen sind, wird in den internationalen Tarifen oder besonderen Vereinbarungen der Eisenbahnen bestimmt. In deren Ermangelung muß der Absender eine französische oder deutsche oder italienische Übersetzung beifügen.

§ 3. Die stark umrahmten Teile des Formulars hat die Eisenbahn, die übrigen der Absender auszufüllen. Der Absender muß die Spalten, die er nicht ausfüllen will, durch einen Strich ungültig machen.

§ 4. Die Wahl des weißen oder rotumranderten Formulars zeigt an, ob das Gut in gewöhnlicher oder in Eilfracht befördert werden soll. Vorbehaltlich besonderer Vereinbarungen zwischen allen beteiligten Eisenbahnen ist es nicht zulässig, die Beförderung auf einer Teilstrecke in Eilfracht und auf einer anderen Teilstrecke in gewöhnlicher Fracht vorzuschreiben.

§ 5. Frachtbriefe mit abgeänderten oder radierten Eintragungen werden nicht zugelassen. Durchstreichungen sind nur zulässig, wenn der Absender sie mit seiner Unterschrift anerkennt und, wenn es sich um die Zahl oder das Gewicht der Stücke handelt, die berechtigten Mengen in Buchstaben ein schreibt.

§ 6. Die Angaben auf dem Frachtbrief müssen in unauslöschbarer Schrift geschrieben oder gedruckt sein.

Les mentions suivantes sont obligatoires :

- a) le lieu et la date de l'établissement de la lettre de voiture ;
- b) la désignation du Chemin de fer expéditeur ;
- c) la désignation du Chemin de fer destinataire et celle de la gare destinataire, avec toutes les spécifications nécessaires pour éviter toute confusion entre les diverses gares desservant soit une même localité, soit des localités portant le même nom ou des noms analogues ;
- d) le nom et le domicile du destinataire. Une seule personne, firme ou raison sociale doit être indiquée comme destinataire. L'indication comme destinataire de la gare ou du chef de la gare destinataire n'est admise que si le tarif applicable le permet expressément. Les adresses n'indiquant pas le nom du destinataire, telles que „à l'ordre de . . .“ ou „au porteur du duplicata de la lettre de voiture“, ne sont pas autorisées ;
- e) la désignation de la nature de la marchandise, l'indication du poids ou une indication analogue conforme aux règlements du Chemin de fer expéditeur et, en outre, pour les envois par colis de détail, le nombre, la description de l'emballage, les marques et numéros des colis et, pour les envois dont le chargement incombe à l'expéditeur, la série, le numéro et les marques de propriété du wagon. Les marchandises doivent être désignées : celles qui figurent dans l'Annexe I, sous le nom qui leur est donné dans cette Annexe ; celles qui sont dénommées dans la classification des marchandises ou dans le tarif, sous le nom qui les désigne dans ces documents ; les autres, sous la dénomination usitée dans le commerce.

Si l'espace réservé sur la lettre de voiture pour la spécification des marchandises est insuffisant, la désignation des articles doit être faite sur des feuilles soigneusement attachées à la lettre de voiture et signées par l'expéditeur ;

- f) l'énumération détaillée des pièces requises par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives qui sont jointes à la lettre de voiture ou qui sont mentionnées comme déposées dans une gare désignée ;
- g) le nom ou la raison sociale de l'expéditeur, constaté par sa signature, ainsi que l'indication de son adresse complétée, s'il le juge utile, par son adresse, télégraphique, et téléphonique. La signature peut être imprimée ou remplacée par le timbre de l'expéditeur, si les lois et règlements en vigueur à la gare expéditrice le permettent. Une seule per-

Der Frachtbrief muß folgende Angaben enthalten :

- a) Ort und Tag der Ausstellung ;
- b) die Bezeichnung der Versandbahn ;
- c) die Bezeichnung der Empfangsbahn und der Bestimmungsstation mit allen näheren Angaben, die notwendig sind, um jede Verwechslung zwischen verschiedenen Stationen desselben Ortes oder gleich oder ähnlich benannter Orte auszuschließen ;
- d) Namen und Wohnort des Empfängers. Als Empfänger darf nur eine einzige Person, Firma oder juristische Person angegeben werden. Die Bestimmungsstation oder deren Vorsteher als Empfänger anzugeben, ist nur statthaft, wenn der anzuwendende Tarif es ausdrücklich zuläßt. Adressen, die den Namen des Empfängers nicht bezeichnen, wie „an Order von . . . .“ oder „an den Inhaber des Frachtbriefduplicats“, sind unzulässig ;
- e) die Bezeichnung der Sendung nach ihrem Inhalt, die Angabe des Gewichts oder statt dessen eine den Vorschriften der Versandbahn entsprechende ähnliche Angabe, ferner bei Stückgut die Anzahl, Art der Verpackung, Zeichen und Nummern der Frachtstücke und bei Gütern, deren Verladung dem Absender obliegt, die Gattung, die Nummer und die Eigentumsmerkmale des Wagens. Die Güter müssen wie folgt bezeichnet werden : die in der Anlage I enthaltenen Güter nach der in dieser Anlage gewählten Bezeichnung ; die in der Güterklassifikation oder im Tarif aufgeführten Güter nach der daselbst gewählten Bezeichnung, die übrigen Güter nach ihrer handelsüblichen Bezeichnung.

Wenn der auf dem Frachtbrief für die Bezeichnung der Güter vorgesehene Platz nicht ausreicht, so sind besondere, dem Frachtbrief sorgfältig angeheftete und vom Absender unterzeichnete Blätter hierfür zu verwenden ;

- f) das genaue Verzeichnis der durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder sonstigen Verwaltungsbehörden vorgeschriebenen Begleitpapiere, die dem Frachtbrief beigelegt oder als bei einer bestimmten Station hinterlegt bezeichnet sind ;
- g) die Unterschrift des Absenders mit seinem Namen oder seiner Firma sowie die Angabe seiner Wohnung, nach seinem Ermessen ergänzt durch seine Telegramm- oder Telefonadresse. Die Unterschrift des Absenders kann aufgedruckt oder angestempelt werden, wenn die für die Versandstation geltenden Gesetze und Reglemente es gestatten. Als Absender darf nur eine

sonne, firme ou raison sociale doit figurer sur la lettre de voiture comme expéditeur.

La lettre de voiture peut, en outre, contenir les mentions suivantes:

- h) la mention „en gare (bureau restant)“ ou la mention „livrable à domicile“, à la condition que ce dernier mode de livraison soit applicable dans la gare destinataire (article 16, § 2). Les matières sujettes à l'explosion ou à l'inflammation spontanée (voir Annexe I) ne peuvent être adressées en gare;
- i) la demande des tarifs à appliquer, notamment des tarifs spéciaux ou exceptionnels prévus aux articles 11, § 10, et 34;
- k) le montant de la somme représentant l'intérêt à la livraison déclaré conformément à l'article 35;
- l) l'indication des frais que l'expéditeur prend à sa charge, conformément aux dispositions de l'article 17;
- m) le montant du remboursement grevant la marchandise et des débours qui auraient été acceptés par le Chemin de fer, comme il est dit à l'article 19;
- n) l'itinéraire réclamé et l'indication des gares où doivent s'accomplir les opérations de douane ou d'octroi, ainsi que les vérifications exigées par les autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives;
- o) la désignation d'un mandataire conformément à l'article 15.

§ 7. Il n'est permis d'insérer dans la lettre de voiture d'autres déclarations que si elles sont prescrites par les lois et règlements d'un Etat et ne sont pas contraires à la présente Convention.

Il est interdit de remplacer la lettre de voiture par d'autres pièces ou d'y ajouter d'autres documents que ceux que la présente Convention autorise. Toutefois, lorsque les lois et règlements en vigueur à la gare expéditrice le prescrivent, l'expéditeur doit établir, outre la lettre de voiture, une pièce destinée à être conservée par le Chemin de fer pour lui servir de preuve du contrat de transport.

§ 8. Il est interdit de comprendre dans une même lettre de voiture des objets qui ne peuvent être chargés les uns avec les autres sans inconvénients et sans infraction aux prescriptions des douanes, octrois, autorités fiscales, de police ou autres autorités administratives.

§ 9. Les marchandises dont le chargement et le déchargement incombent à l'expéditeur et au destinataire doivent être accompagnées de lettres de voiture distinctes, ne comprenant aucun objet dont la manutention incombe au Chemin de fer.

Des lettres de voiture distinctes doivent également être établies pour les objets désignés à l'article 4.

einzigste Person, Firma oder juristische Person auf dem Frachtbrief erscheinen.

Der Frachtbrief kann außerdem folgende Angaben enthalten:

- h) die Angabe „bahnlagernd“ oder „in der Wohnung abzuliefern“, wenn die letztere Zustellungsart auf der Bestimmungsstation eingeführt ist (Artikel 16, § 2). Explosionsgefährliche Gegenstände oder selbstentzündliche Stoffe (vgl. Anlage I) dürfen nicht bahnlagernd gestellt werden;
- i) das Verlangen bestimmte Tarife, insbesondere Spezial- oder Ausnahmetarife gemäß Artikel 11, § 10 und Artikel 34 anzuwenden;
- k) den Betrag eines gemäß Artikel 35 angegebenen Interesses an der Lieferung;
- l) die Angaben der Kosten, die die Absender gemäß Artikel 17 übernimmt;
- m) die Höhe der auf dem Gut haftenden Nachnahme und der von der Eisenbahn geleisteten Barvorschüsse gemäß Artikel 19;
- n) die Vorschrift des Beförderungsweges und die Bezeichnung der Stationen, auf denen die Behandlung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden stattfinden soll;
- o) die Bezeichnung eines Bevollmächtigten gemäß Artikel 15.

§ 7. Andere Erklärungen dürfen in den Frachtbrief nur aufgenommen werden, wenn sie durch die Gesetze und Reglemente eines Staates vorgeschrieben sind und diesem Abkommen nicht widersprechen.

Die Ausstellung anderer Urkunden anstatt des Frachtbrieves oder die Beifügung anderer als der von diesem Abkommen zugelassenen Schriftstücke zum Frachtbrief ist unzulässig. Der Absender hat indessen, wenn es die für die Versandstation geltenden Gesetze oder Reglemente vorschreiben, außer dem Frachtbrief eine Urkunde auszustellen, die dazu bestimmt ist, in den Händen der Eisenbahn zu bleiben und ihr als Beweis über den Frachtvertrag zu dienen.

§ 8. Es ist unzulässig, in einen und denselben Frachtbrief mehrere Güter aufzunehmen, die nach ihrer Beschaffenheit nicht ohne Nachteil oder nur unter Verletzung von Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder sonstigen verwaltungsbehördlichen Vorschriften zusammengeladen werden können.

§ 9. Den vom Absender oder Empfänger auf- oder abzuladenden Gütern sind besondere Frachtbriefe beizugeben, die keine von der Eisenbahn auf- oder abzuladende Güter betreffen.

Für die im Artikel 4 bezeichneten Gegenstände müssen gleichfalls besondere Frachtbriefe ausgestellt werden.



§ 10. Une même lettre de voiture ne peut comprendre que le chargement d'un seul wagon, sauf pour les objets indivisibles exigeant plus d'un wagon. Toutefois, cette règle n'est pas applicable lorsque les prescriptions particulières au trafic dont il s'agit ou les tarifs à appliquer autorisent pour la totalité du parcours l'expédition de plusieurs wagons avec la même lettre de voiture.

§ 11. L'expéditeur est autorisé à insérer au bas du verso de la lettre de voiture, mais à titre de simple information pour le destinataire et sans qu'il en résulte ni obligation ni responsabilité pour le Chemin de fer, les mentions suivantes:

- „Envoi de N.“;
- „Par ordre de N.“;
- „A la disposition de N.“;
- „Pour être réexpédié à N.“;
- „Assuré auprès de N.“;
- „Pour le navire N.“;
- „Provenant du navire N.“;
- „Pour l'exportation à destination de N.“;

Chacune de ces mentions doit s'appliquer à l'ensemble de l'expédition.

#### Article 7.

#### Responsabilité pour les énonciations de la lettre de voiture. Surtaxes. Mesures à prendre en cas de surcharge.

§ 1. L'expéditeur est responsable de l'exactitude des indications et déclarations inscrites par ses soins dans la lettre de voiture; il supporte toutes les conséquences résultant du fait que ces déclarations ou indications seraient irrégulières, inexactes, incomplètes ou inscrites ailleurs qu'à la place réservée à chacune d'elles.

2. Le Chemin de fer a toujours le droit de vérifier si l'envoi répond aux énonciations de la lettre de voiture. L'expéditeur ou le destinataire doit être invité à assister à la vérification, lorsque celle-ci a lieu à la gare expéditrice ou à la gare destinataire. Si l'intéressé ne se présente pas ou si la vérification a lieu en cours de route et à défaut d'autres prescriptions légales ou réglementaires en vigueur dans le pays où la vérification a lieu, celle-ci doit se faire en présence de deux témoins étrangers au Chemin de fer. Si l'envoi ne répond pas aux énonciations de la lettre de voiture, les frais occasionnés par la vérification grèvent la marchandise, à moins qu'ils n'aient été payés sur place.

§ 3. Les lois et règlements de chaque Etat déterminent les conditions dans lesquelles le Chemin de fer a le droit ou est tenu de constater ou de contrôler le poids de la marchandise ou le nombre des colis, ainsi que la tare réelle des wagons.

§ 10. Ein und derselbe Frachtbrief darf nur eine einzige Wagenladung umfassen mit Ausnahme der unteilbaren Gegenstände, die mehr als einen Wagen beanspruchen. Diese Vorschrift gilt jedoch nicht, wenn die besonderen Vorschriften für den betreffenden Verkehr oder die Tarife die Aufgabe mehrerer Wagen mit einem und demselben Frachtbrief für die ganze Beförderungstrecke zulassen.

§ 11. Der Absender darf auf dem unteren Teil der Rückseite des Frachtbrieves, jedoch nur zur Nachricht für den Empfänger und ohne jede Verbindlichkeit und Verantwortlichkeit für die Eisenbahn, die folgenden Vermerke anbringen:

- „Von Sendung des N.“.
- „Im Auftrag des N.“.
- „Zur Verfügung des N.“.
- „Zur Weiterbeförderung an N.“.
- „Versichert bei N.“.
- „Für Schiff N.“.
- „Aus Schiff N.“.
- „Zur Ausfuhr nach N.“.

Jeder dieser Vermerke muß sich auf die ganze Sendung beziehen.

#### Artikel 7.

#### Haftung für die Angaben im Frachtbrief. Frachtzuschläge. Maßnahmen bei Überlastung.

§ 1. Der Absender haftet für die Richtigkeit der von ihm in den Frachtbrief aufgenommenen Angaben und Erklärungen. Er trägt alle Folgen, die daraus entstehen, daß diese Angaben oder Erklärungen unrichtig, ungenau, unvollständig oder nicht an der für sie vorgesehenen Stelle eingetragen sind.

§ 2. Die Eisenbahn ist jederzeit berechtigt, die Übereinstimmung der Sendungen mit den Angaben des Frachtbrieves nachzuprüfen. Findet die Feststellung auf der Versandstation statt, so ist der Absender, findet sie auf der Bestimmungstation statt, der Empfänger einzuladen, ihr beizuwohnen. Erscheint der Beteiligte nicht, oder findet die Feststellung auf einer Unterwegstation statt, so sind, sofern die Gesetze oder Reglemente des Staates, in dem die Feststellung stattfindet, nichts anderes vorschreiben, zwei Zeugen beizuziehen, die nicht der Eisenbahn angehören. Wenn die Sendung den Angaben im Frachtbrief nicht entspricht, haften die durch die Feststellung verursachten Kosten, falls sie nicht an Ort und Stelle beglichen werden, auf dem Gut.

§ 3. Die Gesetze und Reglemente jeden Staates sind maßgebend für die Bedingungen, unter denen die Eisenbahn das Recht oder die Pflicht hat, das Gewicht des Gutes oder die Stückzahl zu ermitteln oder nachzuprüfen sowie das wirkliche Eigengewicht der Wagen festzustellen.

§ 4. En cas de pesage des charges complètes sur un pont à bascule, le poids est déterminé en déduisant du poids total du wagon chargé la tare inscrite sur le wagon, à moins qu'une tare différente ne résulte d'un pesage spécial du wagon vide.

§ 5. En cas soit d'indication ou de déclaration irrégulière, inexacte ou incomplète pouvant avoir pour conséquence de faire accepter des objets exclus du transport en vertu du 4<sup>o</sup> de l'article 3, de faire bénéficier l'envoi d'un prix de transport plus réduit ou de faire échec à l'application normale des tarifs, soit d'inobservation des mesures de sécurité prescrites dans l'Annexe I, soit de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, une surtaxe doit être payée sans préjudice du paiement complémentaire de la différence des frais de transport et, s'il y a lieu, de toute indemnité pour le dommage éventuel, ainsi que des sanctions pénales.

La surtaxe est déterminée ainsi qu'il suit:

- a) En cas soit de déclaration irrégulière, inexacte ou incomplète des marchandises exclues du transport en vertu du 4<sup>o</sup> de l'article 3, ou des marchandises dénommées à l'Annexe I, soit d'inobservation des mesures de sécurité prescrites dans cette Annexe, la surtaxe est la suivante:

Pour les marchandises exclues du transport en vertu du 4<sup>o</sup> de l'article 3 15 francs

Pour les marchandises dénommées à l'Annexe I	Classe I, groupe 1a	15	„
		Classe I, groupes 1b, 1c et 1d . . . . .	10
	Classe I, groupe 1e, et Classes II et III	5	„
		Classes IV, V et VI.	1

par kilogramme de poids brut du colis entier.

Si les prescriptions en vigueur pour le trafic intérieur du Chemin de fer sur lequel la contravention a été découverte prévoient des surtaxes moins élevées, ce sont ces dernières qui sont perçues.

- b) En cas de dénomination indiquant d'une manière irrégulière, inexacte ou incomplète la nature d'une expédition comprenant des marchandises autres que celles prévues sous la lettre a) du présent paragraphe, la surtaxe est égale au double de la différence entre le prix de transport depuis le point de départ jusqu'au point de destination régulièrement applicable avec la dénomination irrégulière, inexacte ou incomplète et celui qui aurait dû être perçu, si la dénomination avait été régulière, exacte et complète.

§ 4. Wenn Wagenladungen auf einer Gleiswaage gemogen werden, wird das Gewicht dadurch ermittelt, daß vom Gesamtgewicht des beladenen Wagens das auf dem Wagen verzeichnete Eigengewicht abgezogen wird, es sei denn, daß eine besondere Verwiegung des leeren Wagens ein anderes Eigengewicht ergibt.

§ 5. Bei unrichtigen, ungenauen oder unvollständigen Angaben oder Erklärungen, die zur Folge haben können, daß Gegenstände angenommen werden, die gemäß Ziffer 4 des Artikels 3 von der Beförderung ausgeschlossen sind, daß das Gut eine niedrigere Fracht genießt, oder daß die normale Anwendung des Tarifs verhindert wird, oder bei Nichtbeachtung der in der Anlage I vorgeschriebenen Sicherheitsvorschriften, sowie bei Überlastung eines vom Absender beladenen Wagens ist ein Frachtzuschlag zu zahlen, vorbehaltlich der Nachzahlung des Frachtunterschieds und gegebenenfalls der Haftung für den Schaden sowie der strafrechtlichen Folgen.

Der Frachtzuschlag wird wie folgt festgestellt:

- a) Bei unrichtiger, ungenauer oder unvollständiger Bezeichnung der von der Beförderung gemäß Ziffer 4 des Artikels 3 ausgeschlossenen oder der in der Anlage I angeführten Gegenstände oder bei Nichtbeachtung der in dieser Anlage gegebenen Sicherheitsvorschriften wird folgender Frachtzuschlag erhoben:

Für die gemäß Ziffer 4 des Artikels 3 von der Beförderung ausgeschlossenen Gegenstände . . . . . 15 Franken

Für die in der Anlage I bezeichneten Gegenstände der . . . . .	Klasse I, Gruppe 1 a	15	„
		„ I, Gruppen 1 b, 1 c und 1 d . . . . .	10
	„ I, Gruppe 1 e u. Klasse II u. III	5	„
		Klassen IV, V u. VI	1

für das Kilogramm Rohgewicht des ganzen Frachtstücks.

Wenn die Vorschriften für den inneren Verkehr der Eisenbahn, auf welcher die Zuwiderhandlung entdeckt wird, niedrigere Zuschläge vorsehen, so werden die letzteren erhoben.

- b) Bei unrichtiger, ungenauer oder unvollständiger Bezeichnung einer Sendung, die andere als die unter a) vorgesehene Güter enthält, beträgt der Zuschlag das Doppelte des Unterschieds zwischen der Fracht, die für das unrichtig, ungenau oder unvollständig bezeichnete Gut von der Versandstation bis zur Bestimmungsstation zu erheben wäre, und der Fracht, die hätte erhoben werden müssen, wenn die Bezeichnung richtig, genau und vollständig erfolgt wäre.

Cette surtaxe ne peut être inférieure à 1 franc, même s'il n'y a pas de différence de prix. Si les prescriptions en vigueur pour le trafic intérieur du Chemin de fer sur lequel la contravention a été découverte prévoient un minimum moins élevé, c'est ce dernier qui est appliqué.

- c) En cas d'indication d'un poids inférieur au poids réel, la surtaxe est égale au double de la différence entre le prix de transport du poids déclaré et celui du poids constaté, depuis la gare expéditrice jusqu'à la gare destinataire.
- d) En cas de surcharge d'un wagon chargé par l'expéditeur, la surtaxe est égale à six fois le prix applicable au transport, entre la gare expéditrice et la gare destinataire, du poids en excédant sur la limite de charge. Il y a surcharge quand la charge d'un wagon dépasse la limite de charge définie de la manière suivante:

Lorsqu'un wagon ne porte qu'une seule inscription relative au poids du chargement qu'il peut recevoir, celle-ci est considérée comme indiquant la charge normale; la limite de charge est alors égale à cette charge normale augmentée de cinq pour cent.

Lorsqu'un wagon porte deux inscriptions, celle qui indique le tonnage le plus faible détermine la charge normale; celle qui indique le tonnage le plus élevé détermine la limite de charge.

- e) S'il y a, pour un même wagon, indication d'un poids inférieur au poids réel et surcharge, les surtaxes relatives à ces deux infractions sont perçues cumulativement.

§ 6. Les surtaxes à percevoir conformément au § 5 ci-dessus grèvent la marchandise transportée, quel que soit le lieu où ont été constatés les faits qui les justifient.

Si la valeur de la marchandise ne couvre pas le montant des surtaxes ou si le destinataire refuse la marchandise, le surplus de la créance résultant des surtaxes doit être payé par l'expéditeur.

§ 7. La surtaxe n'est pas due:

- a) en cas d'indication inexacte du poids, lorsque le pesage par le Chemin de fer est obligatoire d'après les règles en vigueur à la gare expéditrice;
- b) en cas d'indication inexacte du poids ou en cas de surcharge, si l'expéditeur a demandé dans la lettre de voiture que le pesage soit fait par le Chemin de fer;
- c) en cas de surcharge occasionnée, au cours du transport, par des influences atmosphériques.

Selbst wenn kein Frachtunterschied besteht, beträgt der Zuschlag mindestens einen Franken. Wenn die Vorschriften für den inneren Verkehr der Eisenbahn, auf welcher die Zuwiderhandlung entdeckt wird, einen niedrigeren Mindestzuschlag vorsehen, so wird dieser letztere erhoben.

- c) Bei zu niedriger Angabe des Gewichts beträgt der Frachtzuschlag das Doppelte des Unterschieds zwischen der Fracht für das angegebene und das ermittelte Gewicht von der Versand- bis zur Bestimmungsstation.
- d) Bei Überlastung eines vom Absender beladenen Wagens beträgt der Frachtzuschlag das Sechsfache der Fracht für das die Belastungsgrenze übersteigende Gewicht von der Versand- bis zur Bestimmungsstation. Eine Überlastung liegt vor, wenn die wie folgt ermittelte Belastungsgrenze eines Wagens überschritten ist:

Wenn ein Wagen nur eine die zulässige Belastung kennzeichnende Aufschrift trägt, wird diese als normales Ladegewicht angesehen; die Belastungsgrenze entspricht alsdann diesem Ladegewicht zuzüglich fünf vom Hundert.

Wenn ein Wagen zwei Aufschriften trägt, bezeichnet die niedrigere Zahl die normale Belastung, die höhere Zahl die Belastungsgrenze.

- e) Wenn für ein und denselben Wagen eine zu niedrige Gewichtsangabe und eine Überlastung vorliegt, werden die Frachtzuschläge für beide Zuwiderhandlungen nebeneinander erhoben.

§ 6. Die nach § 5 zu erhebenden Frachtzuschläge haften auf dem Gut, gleichgültig an welchem Orte die Tatsachen, die ihre Erhebung nach sich ziehen, festgestellt worden sind.

Wenn der Wert des Gutes den Betrag der Frachtzuschläge nicht deckt, oder wenn der Empfänger die Annahme des Gutes verweigert, hat der Absender den aus den Frachtzuschlägen sich ergebenden Mehrbetrag zu bezahlen.

§ 7. Ein Frachtzuschlag wird nicht erhoben:

- a) bei unrichtiger Gewichtsangabe von Gütern, zu deren Verwiegung die Eisenbahn nach den für die Versandstation geltenden Bestimmungen verpflichtet ist;
- b) bei unrichtiger Gewichtsangabe oder bei Überlastung, wenn der Absender im Frachtbrief die Verwiegung durch die Eisenbahn beantragt hat;
- c) bei einer während der Beförderung infolge von Witterungseinflüssen eingetretenen Überlastung,

ques, si l'expéditeur prouve qu'il s'est conformé, en chargeant le wagon, aux prescriptions en vigueur à la gare expéditrice;

- d) en cas d'augmentation de poids survenue pendant le transport, sans qu'il y ait surcharge, si l'expéditeur prouve que cette augmentation est due à des circonstances atmosphériques.

§ 8. Quand la surcharge d'un wagon est constatée par la gare expéditrice ou par une gare intermédiaire, l'excédent de charge peut être retiré du wagon, même s'il n'y a pas lieu de percevoir une surtaxe. L'expéditeur est, s'il y a lieu, invité sans retard par l'intermédiaire de la gare expéditrice à faire connaître comment il entend disposer de l'excédent de charge.

La surcharge est taxée, pour le parcours effectué, d'après le prix de transport appliqué au chargement principal, avec la surtaxe prévue au § 5 ci-dessus, s'il y a lieu; en cas de déchargement, les frais de cette opération sont perçus d'après le tarif des frais accessoires du Chemin de fer qui l'effectue.

Si l'expéditeur prescrit de renvoyer ou de réexpédier la surcharge, elle est traitée comme un envoi isolé.

#### Article 8.

##### Conclusion du contrat de transport. Duplicata de la lettre de voiture.

§ 1. Le contrat de transport est conclu dès que la gare expéditrice a accepté au transport la marchandise avec la lettre de voiture. La gare expéditrice constate l'acceptation en apposant sur la lettre de voiture son timbre portant la date de l'acceptation.

§ 2. L'apposition du timbre doit avoir lieu immédiatement après la remise de la totalité de l'envoi faisant l'objet de la lettre de voiture et le paiement des frais que l'expéditeur prend à sa charge. Cette apposition doit avoir lieu en présence de l'expéditeur si ce dernier le demande.

§ 3. Après l'apposition du timbre, la lettre de voiture fait preuve du contrat de transport.

§ 4. Toutefois, en ce qui concerne les marchandises dont le chargement incombe à l'expéditeur en vertu des prescriptions des tarifs ou des conventions passées avec lui, lorsque de telles conventions sont autorisées à la gare expéditrice, les énonciations de la lettre de voiture relatives soit au poids, soit au nombre des colis, ne font preuve contre le Chemin de fer que si la vérification de ce poids et du nombre des colis a été faite par le Chemin de fer et constatée sur la lettre de voiture.

§ 5. Le Chemin de fer est tenu de certifier la réception de la marchandise et la date de

wenn der Absender nachweist, daß er bei der Beladung des Wagens die für die Versandstation geltenden Bestimmungen eingehalten hat;

- d) bei einer während der Beförderung eingetretenen Gewichtszunahme ohne Überlastung, wenn der Absender nachweist, daß die Gewichtszunahme auf Witterungseinflüsse zurückzuführen ist.

§ 8. Wenn die Überlastung eines Wagens durch die Versandstation oder durch eine Zwischenstation festgestellt wird, kann der überschießende Teil der Ladung aus dem Wagen entfernt werden, selbst wenn zur Erhebung eines Frachtzuschlags kein Anlaß vorliegt. Der Absender ist gegebenenfalls unverzüglich durch Vermittlung der Versandstation zur Verfügung über den überschießenden Teil der Ladung aufzufordern.

Die Fracht für den überschießenden Teil der Ladung wird für die durchfahrene Strecke nach dem für die Hauptladung anzuwendenden Tarif berechnet, gegebenenfalls zuzüglich des im vorstehenden § 5 vorgesehenen Frachtzuschlags; bei Entladung werden die Kosten für diese Maßnahme nach dem Nebengebührentarif der Eisenbahn, die sie ausführt, berechnet.

Wenn der Absender vorschreibt, daß der überschießende Teil der Ladung zurückgeschickt oder weiterbefördert werden soll, so wird dieser als besondere Sendung behandelt.

#### Artikel 8.

##### Abchluss des Frachtvertrags. Frachtbriefduplicat.

§ 1. Der Frachtvertrag ist abgeschlossen, sobald die Versandstation das Gut mit dem Frachtbrief zur Beförderung angenommen hat. Als Zeichen der Annahme wird dem Frachtbrief der Tagesstempel der Versandstation aufgedrückt.

§ 2. Der Frachtbrief ist nach vollständiger Auslieferung des darin verzeichneten Gutes und nach Zahlung der vom Absender übernommenen Beträge ohne Verzug abzustempeln, und zwar auf Verlangen des Absenders in dessen Gegenwart.

§ 3. Der abgestempelte Frachtbrief dient als Beweis für den Frachtvertrag.

§ 4. Jedoch bilden bezüglich der Güter, deren Ausladen nach den Tarifen oder nach besonderer Vereinbarung, soweit eine solche für die Versandstation zulässig ist, dem Absender obliegt, die Angaben des Frachtbriefs über das Gewicht und die Anzahl der Stücke gegen die Eisenbahn keinen Beweis, sofern nicht die Nachwiegung oder Nachzählung durch die Eisenbahn erfolgt und dies auf dem Frachtbriefe bezeugt ist.

§ 5. Die Eisenbahn ist verpflichtet, den Empfang des Gutes unter Angabe des Tages der Annahme

l'acceptation au transport sur le duplicata de la lettre de voiture qui doit lui être présenté par l'expéditeur en même temps que la lettre de voiture.

Ce duplicata n'a la valeur ni de la lettre de voiture accompagnant l'envoi, ni d'un connaissement.

#### Article 9.

##### Bases pour le calcul des prix de transport. Tarifs et itinéraires.

§ 1. Les prix de transport et les frais accessoires sont calculés conformément aux tarifs légalement en vigueur et dûment publiés dans chaque Etat. Ces tarifs doivent contenir toutes les indications nécessaires pour le calcul des prix de transport et des frais accessoires et spécifier, le cas échéant, les conditions dans lesquelles il sera tenu compte du change.

§ 2. Les tarifs doivent faire connaître toutes les conditions spéciales aux divers transports, et notamment la vitesse à laquelle ils s'appliquent. Si, pour toutes les marchandises ou pour certaines d'entre elles, ou pour certains parcours, un Chemin de fer a une tarification ne comportant qu'une seule vitesse, cette tarification peut être appliquée aux transports effectués tant avec lettre de voiture blanche qu'avec lettre de voiture à bandes rouges, sous les conditions de délai de livraison qui résultent pour chacune de ces lettres de voiture des dispositions des articles 6, § 4, et 11.

Les tarifs doivent être appliqués à tous les intéressés d'une manière uniforme. Leurs conditions sont valables pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la présente Convention; sinon elles sont considérées comme nulles et non avenues.

§ 3. a) Si l'expéditeur a prescrit sur la lettre de voiture l'itinéraire à suivre, les frais de transport sont calculés par cet itinéraire.

La désignation des gares où doivent s'effectuer les formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives équivaut à une prescription d'itinéraire.

b) Si l'expéditeur a prescrit dans la lettre de voiture seulement les tarifs à appliquer, le Chemin de fer applique ces tarifs, en tant que la prescription suffit à déterminer les gares entre lesquelles les tarifs revendiqués devront être appliqués. Le Chemin de fer choisit parmi les itinéraires sur lesquels ces tarifs sont valables au jour de la conclusion du contrat de transport l'itinéraire qui lui paraît le plus avantageux pour l'expéditeur.

c) Si l'expéditeur a prescrit dans la lettre de voiture le paiement à l'avance du port jusqu'à une station intermédiaire, dans les conditions prévues à l'article 17, § 1, le Chemin de fer choisit parmi

zur Beförderung auf dem ihr vom Absender zugleich mit dem Frachtbrief vorzulegenden Duplikat zu bescheinigen.

Dieses Duplikat hat nicht die Bedeutung des Frachtbriefs oder eines Konnossements (Vadescheins).

#### Artikel 9.

##### Grundsätze für die Frachtberechnung. Tarife und Wegevorschriften.

§ 1. Die Fracht und die Nebengebühren werden nach den in jedem Staat zu Recht bestehenden und gehörig veröffentlichten Tarifen berechnet. Diese Tarife müssen alle zur Berechnung der Fracht und der Nebengebühren notwendigen Angaben enthalten und gegebenenfalls bestimmen, in welcher Weise den Verschiedenheiten der Währungen Rechnung getragen werden soll.

§ 2. Die Tarife müssen alle besonderen Bedingungen für die verschiedenen Beförderungsarten, besonders auch eine Bestimmung darüber enthalten, ob sie für Eilgut oder Frachtgut gültig sind. Wenn eine Eisenbahn für alle Güter oder für einzelne von ihnen oder für bestimmte Strecken nur einen Tarif für eine einzige Beförderungsart besitzt, so ist dieser Tarif für alle Sendungen anwendbar, gleichgültig, ob sie von einem gewöhnlichen oder von einem Eilfrachtbrief begleitet sind; dabei gelten die Lieferfristen, die im Artikel 6, § 4 und Artikel 11 dieses Übereinkommens für die jeweilige Beförderungsart des betreffenden Frachtbriefs vorgesehen sind.

Die Tarife müssen jedermann gegenüber in gleicher Weise angewendet werden. Ihre Bestimmungen gelten nur insoweit, als sie diesem Übereinkommen nicht widersprechen; andernfalls sind sie nichtig.

§ 3. a) Wenn der Absender auf dem Frachtbrief den Beförderungsweg vorgeschrieben hat, werden die Beförderungskosten nach diesem Wege berechnet.

Die Bezeichnung der Stationen, auf denen die von den Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden vorgeschriebenen Formlichkeiten zu erfüllen sind, ist einer Wegevorschrift gleichzuachten.

b) Wenn der Absender im Frachtbrief nur die anzuwendenden Tarife vorgeschrieben hat, wendet die Eisenbahn diese Tarife an, sofern diese Vorschrift für die Feststellung der Stationen, zwischen denen die verlangten Tarife Anwendung finden sollen, genügt. Die Eisenbahn sucht unter den Beförderungswegen, für die diese Tarife am Tage des Abschlusses des Frachtvertrags gültig sind, den Beförderungsweg aus, der ihr für den Absender am vorteilhaftesten erscheint.

c) Wenn der Absender im Frachtbrief die Vorauszahlung der Fracht bis zu einer Zwischenstation gemäß Artikel 17, § 1 vorgeschrieben hat, sucht die Eisenbahn unter den Beförderungswegen, die die genannte

les itinéraires qui passent par la dite station intermédiaire celui qui lui paraît le plus avantageux pour l'expéditeur. Les frais de transport sont calculés par l'itinéraire choisi par le Chemin de fer.

d) Si, dans les cas prévus sous les lettres a) et c) ci-dessus, il existe un tarif international entre la gare expéditrice et la gare destinataire sur l'itinéraire revendiqué sous la lettre a) ou entre la gare expéditrice et celle indiquée sous la lettre c), ce tarif est appliqué, pourvu qu'au moment de l'expédition, son application ne soit pas subordonnée à des conditions qui ne seraient pas remplies.

e) Si les indications données par l'expéditeur ne suffisent pas à déterminer complètement l'itinéraire ou les tarifs, ou si certaines de ces indications sont incompatibles, le Chemin de fer choisit l'itinéraire ou les tarifs qui lui paraissent les plus avantageux pour l'expéditeur. Il se conforme toujours aux indications de la lettre de voiture en ce qui concerne les gares visées sous la lettre a), alinéa 2, et, autant que possible, aux autres prescriptions de l'expéditeur.

Toutefois, s'il existe un tarif direct international entre la gare expéditrice et la gare destinataire, ce tarif est appliqué pourvu que l'itinéraire qu'il détermine observe, le cas échéant, les prescriptions de la lettre de voiture concernant les gares visées sous la lettre a), alinéa 2, et que son application ne soit pas subordonnée à d'autres conditions qui ne seraient pas remplies.

f) Dans tous les cas prévus ci-dessus, les délais sont calculés par l'itinéraire revendiqué par l'expéditeur ou choisi par le Chemin de fer.

g) Le Chemin de fer ne peut, hors les cas visés à l'article 5, § 5, et à l'article 23, § 1, effectuer le transport par une autre voie que l'itinéraire indiqué par l'expéditeur qu'à la condition:

- 1<sup>o</sup> que les frais de transport et les délais de livraison ne seront pas supérieurs aux frais et délais calculés par l'itinéraire que l'expéditeur avait indiqué;
- 2<sup>o</sup> que les formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives auront toujours lieu aux stations désignées par l'expéditeur.

L'expéditeur est avisé que le transport a lieu par une voie autre que celle qu'il a prescrite.

h) Dans les cas visés aux points b), c) et e) (alinéa 1) du présent paragraphe, le Chemin de fer n'est responsable d'un dommage résultant du choix de l'itinéraire ou des tarifs qu'en cas de dol ou de faute lourde.

§ 4. Il n'est perçu au profit des Chemins de fer, en sus des taxes de transport et des divers

Zwischenstation berühren, den aus, der ihr für den Absender am vorteilhaftesten erscheint. Die Beförderungskosten werden nach dem von der Eisenbahn gewählten Beförderungsweg berechnet.

d) Wenn in den vorstehend unter a) und c) erwähnten Fällen ein internationaler Tarif zwischen der Versand- und der Bestimmungsstation auf dem nach a) vorgeschriebenen Beförderungsweg oder zwischen der Versandstation und der vorstehend unter c) genannten Station besteht, so wird dieser Tarif angewendet, vorausgesetzt, daß zur Zeit der Auslieferung auf den betreffenden Beförderungswegen seine Anwendbarkeit nicht Bedingungen unterliegt, die nicht erfüllt sind.

e) Wenn die vom Absender gemachten Angaben nicht genügen, um den Leitungsweg oder die Tarife vollständig festzustellen, oder wenn einzelne dieser Angaben sich widersprechen, wählt die Eisenbahn den Leitungsweg oder die Tarife, die ihr für den Absender am vorteilhaftesten erscheinen. Bezüglich der unter a), Absatz 2 erwähnten Stationen richtet sich die Eisenbahn immer nach den Angaben im Frachtbrief, ebenso — soweit möglich — bezüglich der anderen Vorschriften des Absenders.

Wenn jedoch zwischen der Versandstation und der Bestimmungsstation ein direkter internationaler Tarif besteht, so wird dieser Tarif angewendet, vorausgesetzt, daß seine Begevorschrift den etwaigen Angaben des Frachtbriefs bezüglich der unter a), Absatz 2 erwähnten Stationen entspricht und daß seine Anwendung nicht anderen Bedingungen unterliegt, die nicht erfüllt sind.

f) In allen obenerwähnten Fällen werden die Fristen nach dem vom Absender vorgeschriebenen oder von der Bahn gewählten Leitungsweg berechnet.

g) Die Eisenbahn kann außer den im Artikel 5, § 5 und Artikel 23, § 1 erwähnten Fällen die Beförderung nur dann auf einem anderen als dem vom Absender vorgeschriebenen Weg vornehmen, wenn:

1. die Beförderungskosten und Lieferfristen nicht größer sind als die Kosten und Fristen auf dem vom Absender vorgeschriebenen Weg;
2. die von der Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden vorgeschriebenen Formlichkeiten immer auf den vom Absender angegebenen Stationen erfüllt werden.

Der Absender ist zu benachrichtigen, wenn die Beförderung auf einem anderen als dem von ihm vorgeschriebenen Wege erfolgt.

h) In den unter b), c) und e), Absatz 1 des gegenwärtigen Paragraphen erwähnten Fällen ist die Eisenbahn für einen aus der Wahl des Leitungswegs oder der Tarife etwa entstehenden Schaden nur bei Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit verantwortlich.

§ 4. Außer den in den Tarifen vorgesehenen Frachtsätzen und Nebengebühren dürfen zugunsten der Eisen-

frais accessoires prévus par les tarifs, aucune somme autre que les dépenses faites par eux, telles que droits de sortie ou d'entrée, frais de camionnage d'une gare à l'autre non indiqués par le tarif, frais de réparations à l'emballage extérieur ou intérieur des marchandises nécessaires pour en assurer la conservation et autres dépenses analogues. Ces dépenses doivent être dûment constatées et décomptées à part sur la lettre de voiture, à laquelle les pièces justificatives doivent être jointes. Quand le paiement de ces dépenses incombe à l'expéditeur, les pièces justificatives ne sont pas livrées au destinataire avec la lettre de voiture, mais elles sont remises à l'expéditeur avec le compte des frais, comme il est dit à l'article 17.

*Article 10.*

**Interdiction de traités particuliers.**

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs expéditeurs une réduction sur les prix des tarifs est formellement interdit et nul de plein droit.

Toutefois, sont autorisées les réductions de prix dûment publiées et également accessibles à tous aux mêmes conditions, ainsi que celles qui sont accordées soit pour le service du Chemin de fer, soit pour le service des administrations publiques, soit au profit d'œuvres de bienfaisance.

*Article 11.*

**Délais de livraison.**

§ 1. Les délais de livraison ne doivent pas dépasser les maxima suivants:

- a) pour la grande vitesse:
- 1<sup>o</sup> délai d'expédition . . . . . 1 jour;
  - 2<sup>o</sup> délai de transport, par fraction indivisible de 250 kilomètres de distances d'application des tarifs . 1 jour;
- b) pour la petite vitesse:
- 1<sup>o</sup> délai d'expédition . . . . . 2 jours;
  - 2<sup>o</sup> délai de transport, par fraction indivisible de 250 kilomètres de distances d'application des tarifs 2 jours.

§ 2. Lorsque l'envoi emprunte plusieurs réseaux reliés par rails, le délai de transport est calculé sur la distance totale entre la gare expéditrice et la gare destinataire; le délai d'expédition n'est compté qu'une seule fois, quel que soit le nombre des réseaux empruntés.

§ 3. Les lois et règlements de chaque Etat déterminent dans quelle mesure les Chemins de fer soumis à leur autorité ont la faculté de fixer des délais supplémentaires dans les cas suivants:

- a) pour les transports qui empruntent:
- soit la mer ou les voies navigables intérieures par bac ou par bateau,
  - soit une route ne comportant pas de voie ferrée,

bahn nur Barauslagen erhoben werden, wie Aus- und Einfuhrabgaben, nicht in den Tarif aufgenommene Kosten für die Überführung von einem Bahnhof zum anderen, Kosten der Instandsetzung der äußeren und inneren Verpackung der Güter, die zu ihrer Erhaltung notwendig sind, und ähnliche Auslagen. Diese Auslagen sind gehörig festzustellen und getrennt auf dem Frachtbrief zu berechnen, dem die Belege beizufügen sind. Wenn die Bezahlung dieser Auslagen dem Absender obliegt, sind die Beweisstücke dem Empfänger nicht mit dem Frachtbrief auszuhändigen, sondern dem Absender mit der Kostenrechnung gemäß Artikel 17 zu stellen.

*Artikel 10.*

**Verbot von Sonderübereinkommen.**

Jedes Sonderübereinkommen, wodurch einem oder mehreren Absendern eine Preisermäßigung gegenüber den Tarifen gewährt wird, ist verboten und nichtig.

Dagegen sind Tarifiermäßigungen erlaubt, welche gehörig veröffentlicht sind und unter Erfüllung der gleichen Bedingungen jedermann in gleicher Weise zugute kommen, sowie die Ermäßigungen, die für den Eisenbahndienst, für Zwecke der öffentlichen Verwaltungen oder für Wohlfahrtszwecke gewährt werden.

*Artikel 11.*

**Lieferfristen.**

§ 1. Die Lieferfristen dürfen folgende Höchstmäße nicht überschreiten:

- a) für Eilgüter:
- 1. Abfertigungsfrist . . . . . 1 Tag;
  - 2. Beförderungsfrist für je auch nur angefangene 250 Tariffilometer . 1 Tag;
- b) für Frachtgüter:
- 1. Abfertigungsfrist . . . . . 2 Tage;
  - 2. Beförderungsfrist für je auch nur angefangene 250 Tariffilometer . 2 Tage,

§ 2. Wenn die Beförderung sich über mehrere durch Schienen verbundene Eisenbahnnetze erstreckt, berechnet sich die Beförderungsfrist nach der Gesamtentfernung zwischen der Versand- und der Bestimmungsstation; die Abfertigungsfrist wird nur einmal berechnet ohne Rücksicht auf die Zahl der beteiligten Netze.

§ 3. Die Gesetze und Reglemente jedes Staates bestimmen, inwiefern den unter seiner Aufsicht stehenden Eisenbahnen gestattet ist, Zuschlagfristen für folgende Fälle festzusetzen:

- a) für Beförderungen, die benutzen:
- entweder den Seeweg oder die Binnenwasserstraßen mittels Fähre oder Schiffes,
  - oder eine Landstraße ohne Eisenbahn,

soit certains raccordements reliant deux lignes d'un même réseau ou de réseaux différents,  
soit une ligne secondaire,  
soit une ligne dont les rails n'ont pas l'écartement normal;

- b) à l'occasion de circonstances extraordinaires de nature à déterminer;  
soit un développement anormal du trafic,  
soit des difficultés anormales pour l'exploitation.

Les délais supplémentaires doivent dans tous les cas être fixés en jours.

§ 4. Les délais supplémentaires motivés par les circonstances mentionnées sous la lettre a) du § 3 ci-dessus doivent figurer dans les tarifs.

Les délais supplémentaires prévus sous la lettre b) du § 3 doivent être publiés et ne peuvent entrer en vigueur avant leur publication.

§ 5. Le délai de livraison prend cours à partir de l'heure de minuit après l'acceptation au transport de la marchandise, prévue à l'article 8, § 1.

§ 6. Le délai est observé si, avant son expiration, la marchandise est remise ou son arrivée notifiée soit au destinataire, soit à la personne autorisée à la recevoir en vertu des règlements du Chemin de fer qui doit effectuer la livraison. Les lois et règlements de chaque Etat déterminent les formes dans lesquelles la remise de la lettre d'avis est constatée.

Pour les envois qui ne sont pas livrés à domicile par le Chemin de fer et qui ne doivent pas faire l'objet d'un avis d'arrivée, le délai de livraison est observé si, avant son expiration, la marchandise est à la disposition du destinataire, à la gare destinataire.

§ 7. Les délais de livraison cessent de courir pendant tout le séjour qu'entraîne l'accomplissement des formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives, ainsi que pendant toute interruption du trafic empêchant temporairement de commencer ou de continuer le transport et ne résultant pas d'une faute imputable au Chemin de fer.

Les délais cessent également de courir pendant l'exécution des opérations prévues aux §§ 2 et 3 de l'article 7 et pendant la durée d'un arrêt causé par une modification du contrat de transport ordonnée par l'expéditeur en vertu de l'article 21.

En outre, pour le transport des animaux vivants, les délais de livraison cessent de courir pendant la durée:

- a) du séjour de ces animaux dans les gares-abreuvoirs;  
b) des arrêts résultant d'une mesure de police;  
c) de la visite vétérinaire.

oder Verbindungsbahnen, die zwei Linien desselben Netzes oder verschiedener Netze verbinden,  
oder Eisenbahnen untergeordneter Bedeutung,  
oder eine Linie mit einer anderen als der normalen Spurweite;

- b) für außergewöhnliche Verhältnisse, die zur Folge haben:  
eine ungewöhnliche Verkehrszunahme  
oder ungewöhnliche Betriebschwierigkeiten.

Die Zuschlagsfristen müssen stets nach ganzen Tagen bemessen sein.

§ 4. Die Zuschlagsfristen, die durch die im § 3 unter a) vorgesehenen Verhältnisse begründet sind, müssen in den Tarifen erwähnt sein.

Die im § 3 unter b) vorgesehenen Zuschlagsfristen müssen veröffentlicht werden und treten nicht vor ihrer Veröffentlichung in Kraft.

§ 5. Die Lieferfrist beginnt mit der auf die Annahme des Gutes (Artikel 8, § 1) folgenden Mitternacht.

§ 6. Die Lieferfrist ist gewahrt, wenn vor ihrem Ablauf der Empfänger oder diejenige Person, die nach den Reglementen der abliefernden Eisenbahn zur Empfangnahme berechtigt ist, das Gut ausgeliefert erhalten hat oder von der Ankunft des Gutes benachrichtigt ist. Die Gesetze und Reglemente jedes Staates bestimmen die Art und Weise, wie die Übergabe des Benachrichtigungsschreibens festzustellen ist.

Für Güter, die von der Eisenbahn dem Empfänger nicht zugeführt werden und von deren Ankunft der Empfänger nicht benachrichtigt zu werden braucht, ist die Lieferfrist gewahrt, wenn sie vor Ablauf der Lieferfrist auf der Bestimmungsstation zur Ablieferung an den Empfänger bereitgestellt sind.

§ 7. Der Lauf der Lieferfrist ruht für die ganze Dauer des Aufenthalts, der durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder sonstige verwaltungsbehördliche Abfertigung verursacht wird, sowie für die Dauer jeder ohne Verschulden der Eisenbahn eingetretenen Verkehrsunterbrechung, durch die der Beginn oder die Fortsetzung der Beförderung zeitweilig verhindert wird.

Der Lauf der Lieferfrist ruht gleichfalls während der Ausführung der im Artikel 7, §§ 2 und 3 vorgesehenen Maßnahmen und während der Dauer des durch eine nachträgliche Verfügung des Absenders im Sinne des Artikels 21 verursachten Aufenthaltes.

Außerdem ruht bei der Beförderung lebender Tiere der Lauf der Lieferfrist während der Dauer:

- a) des Aufenthalts dieser Tiere in Tränkstationen,  
b) des Aufenthalts wegen einer polizeilichen Maßregel,  
c) der Viehseuchenpolizeilichen Untersuchung.



§ 8. Pour les envois en petite vitesse, les délais de livraison cessent de courir les dimanches et jours fériés légaux.

Pour les envois en grande vitesse, lorsque le jour qui suit celui de l'acceptation au transport est un dimanche ou un jour férié légal, le délai commence à courir un jour plus tard. De même, lorsque le dernier jour du délai de livraison est un dimanche ou un jour férié légal, le délai n'expire que le lendemain. Toutefois, ces dispositions ne s'appliquent pas aux envois de grande vitesse pour lesquels les gares sont ouvertes, soit dans le pays expéditeur, soit dans le pays destinataire, les dimanches et jours fériés.

§ 9. Lorsque dans un Etat les lois ou les règlements édictent l'interruption totale ou partielle du transport en grande vitesse des marchandises le dimanche et certains jours fériés légaux, les délais de livraison sont augmentés en conséquence.

§ 10. Lorsque, d'après les lois et règlements d'un Etat, il peut être créé des tarifs spéciaux ou exceptionnels à prix réduits et à délais allongés, les Chemins de fer de cet Etat peuvent aussi appliquer ces tarifs à délais allongés dans le trafic international.

#### Article 12.

##### Etat de la marchandise. Emballage.

§ 1. Lorsque le Chemin de fer accepte au transport une marchandise présentant des signes manifestes d'avarie, il peut exiger que l'état de cette marchandise fasse l'objet d'une mention spéciale sur la lettre de voiture.

§ 2. Lorsque la nature de la marchandise exige un emballage, l'expéditeur doit l'emballer de telle sorte qu'elle soit préservée de perte totale ou partielle et d'avarie en cours de transport et ne risque pas de porter dommage aux personnes, au matériel ou aux autres marchandises.

L'emballage doit, d'ailleurs, être conforme aux prescriptions des tarifs et règlements du Chemin de fer expéditeur.

§ 3. Si l'expéditeur ne s'est pas conformé aux prescriptions du paragraphe 2, le Chemin de fer peut, soit refuser l'envoi, soit exiger que l'expéditeur reconnaisse, sur la lettre de voiture, l'absence d'emballage ou l'état défectueux de l'emballage, en donnant une description exacte de celui-ci.

§ 4. L'expéditeur est responsable des conséquences de l'absence d'emballage ou de son état défectueux ainsi reconnus sur la lettre de voiture, de même que des vices non apparents de l'emballage. Tous les dommages qui en résultent sont à la charge de l'expéditeur qui, le cas échéant, doit indemniser le Chemin de fer du préjudice qu'il aurait subi.

§ 8. Bei Frachtgütern ruht der Lauf der Lieferfrist an Sonntagen und gesetzlichen Feiertagen.

Bei Eilgütern beginnt, wenn der auf die Annahme des Gutes zur Beförderung folgende Tag ein Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, die Lieferfrist einen Tag später. Falls der letzte Tag der Lieferfrist ein Sonntag oder gesetzlicher Feiertag ist, so läuft die Lieferfrist erst am darauffolgenden Tage ab. Diese Bestimmungen sind jedoch nicht anwendbar, soweit im Versand- oder Empfangsstaat die Stationen für den Eilgutverkehr an Sonn- und Feiertagen geöffnet sind.

§ 9. Wenn die Gesetze oder Reglemente eines Staates bestimmen, daß die Eilgutbeförderung an Sonn- und bestimmten gesetzlichen Feiertagen ganz oder teilweise ruht, werden die Lieferfristen entsprechend verlängert.

§ 10. Wenn nach den Gesetzen und Reglementen eines Staates Spezial- oder Ausnahmetarife zu ermäßigten Preisen und mit verlängerten Lieferfristen gestattet sind, so können die Eisenbahnen dieses Staates diese Tarife mit verlängerten Lieferfristen auch im internationalen Verkehr anwenden.

#### Artikel 12.

##### Zustand des Gutes. Verpackung.

§ 1. Nimmt die Eisenbahn ein Gut zur Beförderung an, das offensichtlich Spuren von Beschädigungen aufweist, so kann sie verlangen, daß der Zustand des Gutes im Frachtbrief besonders vermerkt wird.

§ 2. Der Absender hat das Gut, soweit dessen Natur eine Verpackung erfordert, zum Schutze gegen gänzlichen oder teilweisen Verlust und gegen Beschädigung während der Beförderung sowie zur Verhütung einer Beschädigung von Personen, Betriebsmitteln oder anderen Gütern sicher zu verpacken.

Im übrigen gelten für die Verpackungen die Bestimmungen der Tarife und Reglemente der Versandbahn.

§ 3. Ist der Absender der Vorschrift des § 2 nicht nachgekommen, so ist die Eisenbahn berechtigt, entweder die Anfahme des Gutes zu verweigern oder zu verlangen, daß der Absender auf dem Frachtbrief das Fehlen oder den mangelhaften Zustand der Verpackung unter genauer Beschreibung desselben anerkennt.

§ 4. Der Absender haftet für die Folgen des Fehlens oder des mangelhaften Zustandes der Verpackung, die in dieser Weise auf dem Frachtbrief anerkannt sind, sowie für äußerlich nicht erkennbare Mängel der Verpackung. Alle sich daraus ergebenden Schäden fallen dem Absender zur Last, der gegebenenfalls der Eisenbahn den von ihr erlittenen Schaden zu ersetzen hat.

L'expéditeur est aussi responsable des défectuosités apparentes de l'emballage non reconnues sur la lettre de voiture si la preuve de ces défectuosités est faite par le Chemin de fer.

§ 5. Lorsqu'un expéditeur à l'habitude d'expédier, de la même gare, des marchandises de même nature nécessitant un emballage, et de les remettre, soit sans emballage, soit sous le même emballage défectueux, il peut se dispenser de satisfaire pour chaque expédition aux prescriptions du paragraphe 3, en déposant dans cette gare une déclaration générale conforme au modèle constituant l'Annexe III à la présente Convention. Dans ce cas, la lettre de voiture doit contenir mention de la déclaration générale remise à la gare expeditrice.

§ 6. Sauf exception expressément prévue dans les tarifs, l'expéditeur est tenu de munir les colis de détail (charges incomplètes) de marques extérieures claires et indélébiles ne permettant aucune confusion et concordant parfaitement avec celles qui sont indiquées sur la lettre de voiture. Il est tenu, en outre, d'apposer sur chaque colis de détail une étiquette indiquant en caractères indélébiles la gare destinataire. Le nom et l'adresse du destinataire doivent être également inscrits, si cela est prescrit par le règlement applicable au chemin de fer expéditeur, soit à découvert, soit sous un repli de l'étiquette qui ne serait ouvert qu'à défaut de la lettre de voiture.

Les anciennes inscriptions ou étiquettes doivent être oblitérées ou enlevées par l'expéditeur.

§ 7. Sauf exception expressément prévue dans les tarifs, ne sont pas transportés autrement que par wagons complets les objets fragiles (tels que la verrerie, la porcelaine, la poterie), les objets qui s'éparpilleraient dans les wagons (tels que les noix, les fruits, les fourrages, les pierres), ainsi que les marchandises qui pourraient salir ou détériorer les autres colis (telles que le charbon, la chaux, la cendre, les terres ordinaires, les terres à couleur), à moins que ces marchandises ne soient emballées ou ficelées de telle sorte qu'elles ne puissent se briser, se perdre, salir ou détériorer d'autres colis.

#### Article 13.

**Pièces à fournir pour l'accomplissement des formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives. Fermeture douanière.**

§ 1. L'expéditeur est tenu de joindre à la lettre de voiture les pièces qui sont nécessaires à l'accomplissement des formalités à remplir, avant, la livraison de la marchandise au destinataire, vis-à-vis des douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives. Ces pièces doivent concerner unique-

Der Absender haftet auch für äußerlich erkennbare Mängel der Verpackung, die im Frachtbrief nicht anerkannt sind, wenn das Vorhandensein dieser Mängel von der Eisenbahn nachgewiesen wird.

§ 5. Wenn ein Absender gleichartige Güter, die einer Verpackung bedürfen, unverpackt oder mit den gleichen Mängeln der Verpackung auf der gleichen Station aufzugeben pflegt, kann er sich der Verpflichtung, für jede Sendung der im § 3 enthaltenen Vorschrift gesondert zu entsprechen, dadurch entziehen, daß er auf dieser Station eine allgemeine Erklärung nach dem Muster der Anlage III hinterlegt. In diesem Falle muß der Frachtbrief einen Hinweis auf die bei der Versandstation hinterlegte allgemeine Erklärung enthalten.

§ 6. Vorbehaltlich der ausdrücklich in den Tarifen vorgesehenen Ausnahmen ist der Absender verpflichtet, Stückgüter mit deutlichen, unauslöschbaren äußeren Zeichen zu versehen, die keine Verwechslung zulassen und mit den auf dem Frachtbrief angegebenen Zeichen genau übereinstimmen. Außerdem ist er verpflichtet, auf jedem Stück einen Zettel anzubringen, auf dem in unauslöschbarer Schrift die Bestimmungsstation angegeben ist. Name und Adresse des Empfängers müssen gleichfalls angegeben werden, wenn dies durch das Reglement der Versandbahn vorgeschrieben ist, und zwar entweder offen oder in einer Falte deszettels, die nur beim Fehlen des Frachtbriefes geöffnet werden darf.

Alte Anschriften oder Zettel müssen vom Absender durchstrichen oder entfernt sein.

§ 7. Vorbehaltlich der ausdrücklich in den Tarifen vorgesehenen Ausnahmen dürfen leicht zerbrechliche Gegenstände (wie Glaswaren, Porzellan, Töpferwaren), Gegenstände, die sich leicht im Wagen verstreuen (wie Nüsse, Obst, Futtermittel, Steine), und Güter, die andere Sendungen beschmutzen oder beschädigen könnten (wie Kohlen, Kalk, Asche, gewöhnliche Erden, Farberden), nur als Wagenladungen befördert werden, es sei denn, daß diese Güter so verpackt oder zusammengebunden werden, daß sie nicht zerbrechen, verlorengehen oder andere Sendungen beschmutzen oder beschädigen können.

#### Artikel 13.

**Begleitpapiere für die Abfertigung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden. Zollverschluß.**

§ 1. Der Absender ist verpflichtet, dem Frachtbrief die Begleitpapiere beizugeben, die zur Erfüllung der Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen verwaltungsbehördlichen Vorschriften vor der Ablieferung des Gutes an den Empfänger erforderlich sind. Diese Papiere dürfen nur Güter umfassen, die den Gegenstand eines und desselben Frachtbriefs

ment les marchandises faisant l'objet d'une même lettre de voiture, à moins que les prescriptions administratives ou les tarifs n'en disposent autrement.

Lorsque des pièces de ce genre ne peuvent être jointes à la lettre de voiture parce qu'elles sont déposées à une gare frontière, la lettre de voiture doit contenir l'indication précise de l'endroit où elles sont déposées.

§ 2. Le Chemin de fer n'est pas tenu d'examiner si les pièces fournies sont exactes et suffisantes.

L'expéditeur est responsable envers le Chemin de fer de tous dommages qui pourraient résulter de l'absence, de l'insuffisance ou de l'irrégularité de ces pièces, sauf le cas de faute de la part du Chemin de fer.

Le Chemin de fer est responsable, conformément aux dispositions du titre III, des conséquences de la perte des pièces mentionnées sur la lettre de voiture et jointes à cette lettre de voiture comme il est dit à l'article 6, § 6, lettre f.

§ 3. L'expéditeur est tenu de se conformer aux prescriptions douanières au sujet de l'emballage et du bâchage des marchandises. Le Chemin de fer peut refuser les envois dont la fermeture douanière est endommagée ou defectueuse.

### Chapitre II:

#### Exécution du contrat de transport.

##### Article 14.

#### Remise au transport et chargement des marchandises.

§ 1. La remise au transport des marchandises est régie par les lois et règlements en vigueur à la gare expéditrice.

§ 2. Le chargement incombe soit au Chemin de fer, soit à l'expéditeur, selon les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice, à moins que la présente Convention ne renferme d'autres dispositions ou que la lettre de voiture ne mentionne un accord spécial conclu entre l'expéditeur et le Chemin de fer.

§ 3. Les marchandises doivent être transportées soit en wagons couverts, soit en wagons découverts, soit en wagons spéciaux aménagés, soit en wagons découverts bâchés, selon les indications des tarifs directs internationaux, à moins que la présente Convention ne contienne d'autres prescriptions à cet égard. S'il n'y a pas de tarifs directs internationaux ou s'ils ne contiennent pas de dispositions à ce sujet, les prescriptions en vigueur à la gare expéditrice font règle pour tout le parcours.

bilden, es sei denn, daß Verwaltungs- oder Tarifsvorschriften etwas anderes bestimmen.

Wenn solche Papiere dem Frachtbrief nicht beigegeben werden können, weil sie in einer Grenzstation hinterlegt sind, muß der Frachtbrief die genaue Angabe enthalten, bei welcher Stelle sie hinterlegt sind.

§ 2. Die Eisenbahn ist nicht verpflichtet, die beigegebenen Papiere auf ihre Richtigkeit und Vollständigkeit zu prüfen.

Der Absender haftet der Eisenbahn, sofern dieser kein Verschulden zur Last fällt, für alle Schäden, die aus dem Fehlen, der Unzulänglichkeit oder Unrichtigkeit dieser Papiere entstehen könnten.

Die Eisenbahn haftet nach den Bestimmungen des Titels III für die Folgen des Verlustes der nach Artikel 6, § 6, f in den Frachtbriefen erwähnten und ihnen beigegebenen Papiere.

§ 3. Der Absender ist verpflichtet, für die Verpackung und Bedeckung der Güter entsprechend den Zollvorschriften zu sorgen. Güter, deren zollamtlicher Verschluß verletzt oder mangelhaft ist, können zurückgewiesen werden.

### Kapitel II.

#### Ausführung des Frachtvertrags.

##### Artikel 14.

#### Auslieferung und Verladung der Güter.

§ 1. Das Verfahren bei der Auslieferung der Güter richtet sich nach den für die Versandstation geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen.

§ 2. Ob die Güter durch die Eisenbahn oder durch den Absender zu verladen sind, bestimmen die für die Versandstation geltenden Vorschriften, soweit nicht dieses Abereinkommen andere Bestimmungen darüber enthält oder eine besondere Vereinbarung zwischen dem Absender und der Eisenbahn getroffen und im Frachtbrief vermerkt ist.

§ 3. Ob die Güter in bedeckten, offenen oder besonders eingerichteten Wagen oder in offenen Wagen mit Decke befördert werden, richtet sich, soweit dieses Abereinkommen keine Vorschriften darüber enthält, nach den Bestimmungen der direkten internationalen Tarife. Falls solche nicht bestehen oder keine Bestimmungen darüber enthalten, sind die für die Versandstation geltenden Vorschriften für den ganzen Durchlauf des Gutes maßgebend.

## Article 15.

**Formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives.**

§ 1. En cours de route, les formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives sont remplies par le Chemin de fer. Celui-ci est libre, sous sa propre responsabilité, de confier ce soin à un commissionnaire ou de s'en charger lui-même. Dans l'un et l'autre cas, le Chemin de fer assume les obligations d'un commissionnaire.

Toutefois, l'expéditeur peut, soit par lui-même, soit par un mandataire désigné dans la lettre de voiture, assister aux opérations prévues à l'alinéa ci-dessus pour fournir tous renseignements et présenter toutes observations utiles, sans qu'en résulte pour lui le droit de prendre possession de la marchandise ou d'effectuer les opérations.

Si l'expéditeur a prescrit, pour l'accomplissement des formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales ou de police ou autres autorités administratives, un mode de procéder qui ne peut pas être admis, le Chemin de fer opère de la façon qui lui paraît la plus favorable aux intérêts de l'ayant droit et fait connaître à l'expéditeur les mesures prises.

§ 2. Lorsque la gare destinataire est pourvue d'un bureau de douane, si la lettre de voiture prescrit le dédouanement à l'arrivée ou si, en l'absence de cette prescription, la marchandise arrive à destination sous régime de douane, le destinataire a le droit d'accomplir, à la gare destinataire, les formalités de douane. S'il use de ce droit, il doit acquitter au préalable les frais grevant l'envoi et retirer la lettre de voiture.

Si les formalités de douane ne sont remplies ni par le destinataire, ni par le mandataire de l'expéditeur dans un délai fixé par les règlements en vigueur à la gare destinataire, le Chemin de fer peut, tant que la lettre de voiture n'a pas été retirée par le destinataire, procéder comme il est dit au § 1.

## Article 16.

**Livraison.**

§ 1. Le Chemin de fer est tenu de livrer au destinataire, à la gare destinataire indiquée par l'expéditeur, la lettre de voiture et la marchandise contre quittance et paiement du montant des créances résultant de la lettre de voiture.

L'acceptation de la marchandise et de la lettre de voiture oblige le destinataire à payer au Chemin de fer le montant des créances résultant de la lettre de voiture.

## Artikel 15.

**Abfertigung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden.**

§ 1. Die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen verwaltungsbehördlichen Vorschriften werden, solange das Gut sich unterwegs befindet, von der Eisenbahn erfüllt. Sie kann diese Aufgabe unter ihrer eigenen Verantwortlichkeit einem Kommissionär übertragen oder sie selbst übernehmen. In beiden Fällen hat sie die Verpflichtungen eines Kommissionärs.

Der Absender kann jedoch entweder selbst oder durch einen im Frachtbrief bezeichneten Bevollmächtigten der im vorigen Absatz bezeichneten Behandlung beiwohnen, um alle nötigen Aufklärungen zu geben und sachdienliche Bemerkungen zu machen, ohne daß daraus für ihn das Recht begründet würde, das Gut in Besitz zu nehmen oder die Förmlichkeiten selbst zu erfüllen.

Wenn der Absender für die Behandlung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder sonstigen Verwaltungsbehörden eine unzulässige Art des Vorgehens vorgeschrieben hat, handelt die Eisenbahn so, wie es ihr für die Interessen des Berechtigten am günstigsten erscheint, und teilt dem Absender die getroffenen Maßnahmen mit.

§ 2. Wenn auf der Bestimmungsstation ein Zollamt besteht, und wenn entweder der Frachtbrief die Zollbehandlung auf der Bestimmungsstation vorschreibt oder beim Fehlen einer solchen Vorschrift das Gut unverzollt auf der Bestimmungsstation ankommt, so hat der Empfänger das Recht, auf der Bestimmungsstation die Zollbehandlung zu besorgen. Wenn er von diesem Recht Gebrauch macht, muß er vorher die auf der Sendung haftenden Kosten begleichen und den Frachtbrief einlösen.

Die Eisenbahn kann, solange der Frachtbrief nicht eingelöst ist, die Zollbehandlung gemäß § 1 besorgen, wenn dies innerhalb einer im Reglement der Empfangsbahn vorgeschriebenen Frist weder durch den Empfänger noch durch den Bevollmächtigten des Absenders geschieht.

## Artikel 16.

**Ablieferung.**

§ 1. Die Eisenbahn ist verpflichtet, auf der vom Absender bezeichneten Bestimmungsstation dem Empfänger den Frachtbrief und das Gut gegen Quittung und gegen Bezahlung der sich aus dem Frachtbrief ergebenden Beträge auszuhändigen.

Durch die Annahme des Gutes und des Frachtbriefs wird der Empfänger verpflichtet, der Eisenbahn die aus dem Frachtbrief sich ergebenden Beträge zu bezahlen.

§ 2. La livraison des marchandises, ainsi que l'obligation éventuelle du Chemin de fer de remettre la marchandise au domicile du destinataire, soit dans la localité où est située la gare destinataire soit dans une autre localité, sont réglées conformément aux lois et règlements applicables au Chemin de fer chargé de la livraison.

§ 3. Après l'arrivée de la marchandise à la gare destinataire, le destinataire a le droit de demander au Chemin de fer de lui remettre la lettre de voiture et de lui livrer la marchandise. Si la marchandise n'est pas arrivée à l'expiration du délai prévu à l'article 30, § 1, le destinataire, qu'il agisse dans son propre intérêt ou dans l'intérêt d'autrui, est autorisé après l'expiration de ce délai, à faire valoir en son propre nom, vis-à-vis du Chemin de fer, les droits résultant du contrat de transport, à condition d'exécuter préalablement les obligations que ce contrat lui impose.

#### Article 17.

##### Paiement des frais de transport.

§ 1. Les frais de transport et autres frais que l'expéditeur n'a pas pris à sa charge en vertu de la lettre de voiture sont considérés comme mis à la charge du destinataire. L'expéditeur peut payer, à titre d'affranchissement, soit certains frais déterminés, soit les frais de transport jusqu'à un point frontière ou une gare frontière quelconque, selon les tarifs appliqués; exceptionnellement, des tarifs ou des accords entre Chemins de fer pourront autoriser l'affranchissement jusqu'à certaines gares autres que les gares frontières.

L'expéditeur doit indiquer, dans la lettre de voiture, sous la rubrique à ce destinée, les frais qu'il prend à sa charge, sous la forme ci-après:

- a) si l'expéditeur prend à sa charge les frais de transport ainsi que tous les autres frais qui d'après les règlements et le tarif, peuvent être mis en compte par la gare expéditrice, y compris éventuellement les taxes supplémentaires pour déclaration d'intérêt à la livraison prévues à l'article 35 ci-après et les taxes pour débours et pour remboursements, il l'indique par le mot „franco“;
- b) si l'expéditeur prend à sa charge d'autres frais que ceux qui sont compris sous la lettre a) ci-dessus, il l'indique par les mots „franco de port et de . . . (désignation exacte de la taxe ou des taxes qu'il veut payer)“.

La mention „franco de douane“ signifie que l'expéditeur aura à payer les droits et les frais de douane à percevoir par les bureaux de douane, ainsi que les frais de dédouanement à percevoir par le Chemin de fer;

§ 2. Das Verfahren bei der Ablieferung des Gutes sowie die etwaige Verpflichtung der Eisenbahn, das Gut dem Empfänger, sei es am Orte der Bestimmungsstation, sei es an einem anderen Orte, zuzuführen, richtet sich nach den für die abliefernde Eisenbahn geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen.

§ 3. Nach Ankunft des Gutes auf der Bestimmungsstation ist der Empfänger berechtigt, von der Eisenbahn die Übergabe des Frachtbriefs und die Ablieferung des Gutes zu verlangen. Ist das Gut innerhalb der im Artikel 30, § 1 vorgesehenen Frist nicht angekommen, so kann er die sich aus dem Frachtvertrag ergebenden Rechte gegen vorherige Erfüllung der sich daraus ergebenden Verpflichtungen in eigenem Namen gegen die Eisenbahn geltend machen, sei es, daß er hierbei in eigenem oder in fremdem Interesse handle.

#### Artikel 17.

##### Zahlung der Fracht.

§ 1. Die Frachtgelder und sonstigen Kosten, deren Bezahlung der Absender nicht laut Frachtbriefvorschrift übernommen hat, gelten als auf den Empfänger überwiesen. Der Absender kann als Frankatur entweder gewisse genau bezeichnete Kosten oder nach näherer Bestimmung der Tarife die Frachtkosten bis zu einer beliebigen Grenze oder Grenzstation übernehmen; ausnahmsweise können die Tarife oder Vereinbarungen zwischen den Eisenbahnen die Frankatur auch bis zu bestimmten Stationen, die nicht Grenzstationen sind, zulassen.

Der Absender muß in der dafür bestimmten Spalte des Frachtbriefs die Kosten, die er übernehmen will, in der nachfolgenden Form angeben:

- a) wenn der Absender die Frachtkosten und alle übrigen Kosten übernimmt, die nach Maßgabe des Reglements und des Tarifs von der Versandstation in Rechnung gestellt werden können, einschließlich der Gebühr für eine etwaige Angabe des Interesses an der Lieferung gemäß Artikel 35 und der Gebühr für Barvorschüsse und Nachnahmen, bezeichnet er es durch das Wort „Franko“;
- b) wenn der Absender andere Kosten als die unter a) angegebenen übernimmt, bezeichnet er es durch die Worte „Franko Fracht und . . . . (genaue Angabe der Gebühr oder Gebühren, die er bezahlen will)“;

die Angabe „Franko Zoll“ bedeutet, daß der Absender sowohl die von der Zollbehörde zu erhebenden Gebühren und Spesen als auch die von der Eisenbahn zu erhebende Gebühr für die Besorgung der Verzollung zu tragen hat;

- c) si l'expéditeur prend à sa charge les frais de toute nature, même ceux qui se produiraient après l'acceptation de la marchandise au transport, il l'indique par les mots „franco de tous frais“;
- d) si l'expéditeur ne prend à sa charge qu'une ou plusieurs des taxes comprises sous la lettre a) ci-dessus, il l'indique par les mots „franco de . . . (désignation exacte de la taxe ou des taxes qu'il veut payer)“;
- e) si l'expéditeur prend à sa charge les frais de transport jusqu'à un point frontière, ou une gare frontière, ou exceptionnellement jusqu'à une gare désignée autre qu'une gare frontière, il l'indique par les mots „franco jusqu'à x frontière“, ou „franco jusqu'à x“.

Il est permis d'inscrire à la fois, dans la lettre de voiture, plusieurs mentions concernant l'affranchissement qui se complètent l'une l'autre, par exemple „franco de port et franco de douane“, ou „franco jusqu'à x frontière et franco de douane“.

§ 2. Le Chemin de fer expéditeur peut exiger l'avance des frais de transport, lorsqu'il s'agit d'envois qui, d'après son appréciation, sont sujets à prompt détérioration ou qui, à cause de leur valeur minime ou de leur nature, ne lui garantissent pas suffisamment les frais de transport.

§ 3. Si l'expéditeur prend à sa charge le montant de tout ou partie des frais et si ce montant ne peut pas être fixé exactement au moment de la remise au transport, le Chemin de fer peut exiger, à titre de garantie, le dépôt contre reçu d'une somme représentant approximativement les frais. Ces frais sont portés par les gares de réinscription successives sur un bulletin d'affranchissement qui accompagne l'envoi jusqu'à destination et qui est renvoyé à la gare expéditrice dans les deux mois qui suivent l'expiration du délai de livraison.

Dès réception du bulletin d'affranchissement le règlement du compte est effectué et le reçu du dépôt est remplacé par un compte de frais dressé d'après les indications de ce bulletin.

Le bulletin d'affranchissement est établi conformément au modèle constituant l'Annexe IV à la présente Convention.

§ 4. La gare expéditrice doit spécifier, tant dans le duplicata que dans la lettre de voiture, les frais perçus en port payé.

#### Article 18.

##### Application irrégulière du tarif.

§ 1. En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur dans la détermination des frais de

- c) wenn der Absender alle irgendwie erwachsenden Gebühren übernimmt, auch wenn sie nach der Annahme des Gutes zur Beförderung entstehen, bezeichnet er es durch die Worte „Franko einschließlich aller Gebühren“;
- d) wenn der Absender nur eine oder mehrere der unter a) bezeichneten Gebühren übernehmen will, bezeichnet er es durch die Worte „Franko . . . (genaue Angabe der Gebühr oder Gebühren, die er übernimmt)“;
- e) wenn der Absender die Fracht bis zu einer Grenze (oder einer Grenzstation) oder ausnahmsweise bis zu einer bestimmten anderen Station, die nicht Grenzstation ist, übernimmt, bezeichnet er es durch die Worte „Franko bis X-(Grenze oder Grenzstation) oder Franko bis X“.

Im Frachtbrief können mehrere einander ergänzende Frankaturvermerke angebracht werden, z. B. „Franko und franko Zoll“, oder „Franko bis X-Grenze und franko Zoll“.

§ 2. Bei Sendungen, die nach dem Ermessen der Versandbahn schnellern Verderb ausgesetzt sind oder wegen ihres geringen Wertes oder ihrer Natur nach die Fracht nicht sicher decken, kann sie Vorauszahlung der Fracht verlangen.

§ 3. Wenn der Absender die Kosten ganz oder teilweise übernimmt und wenn dieser Betrag bei der Auslieferung nicht genau festgestellt werden kann, kann die Eisenbahn gegen Quittung die Hinterlegung einer den Kosten annähernd entsprechenden Summe als Sicherheit fordern. Diese Kosten werden nacheinander von den einzelnen Übergangsstationen in eine Frankaturrechnung eingetragen, die die Sendung bis zur Bestimmungsstation begleitet und innerhalb von 2 Monaten nach Ablauf der Lieferfrist an die Versandstation zurückgesandt sein muß.

Nach Rückkunft der Frankaturrechnung ist endgültig abzurechnen und dem Absender gegen Rückgabe der Quittung eine den Eintragungen in die Frankaturrechnung entsprechende Kostenrechnung auszuhandigen.

Die Frankaturrechnung ist nach dem Muster der Anlage IV zu diesem Übereinkommen aufzustellen.

§ 4. Die Versandstation muß sowohl im Duplikat wie im Frachtbrief die als Frankatur erhobenen Beträge einzeln auführen.

#### Artikel 18.

##### Unrichtige Anwendung des Tarifs.

§ 1. Ist der Tarif unrichtig angewendet worden, oder sind bei der Festsetzung der Fracht und der

transport et des frais divers, la différence en plus ou en moins devra être remboursée.

§ 2. Les différences en plus constatées par le Chemin de fer doivent être portées d'office à la connaissance de l'intéressé lorsqu'elles dépassent 0 fr. 50 par lettre de voiture, et le règlement doit en être opéré le plus tôt possible.

§ 3. Le paiement au Chemin de fer des différences en moins incombe à l'expéditeur si la lettre de voiture n'est pas retirée. Lorsque la lettre de voiture a été acceptée par le destinataire, l'expéditeur n'est tenu au paiement d'une différence en moins que dans la mesure où elle porte sur les frais qu'il a pris à sa charge en vertu de la mention d'affranchissement inscrite par lui sur la lettre de voiture; le complément de la différence est à la charge du destinataire.

§ 4. Les sommes dues en vertu du présent article sur une lettre de voiture portent intérêt à six pour cent lorsqu'elles dépassent dix francs. Ces intérêts courent du jour de la réclamation administrative prévue à l'article 40 ou, s'il n'y a pas eu de réclamation, du jour de la demande en justice.

#### Article 19.

##### Remboursements et débours.

§ 1. L'expéditeur peut grever son envoi d'un remboursement, jusqu'à concurrence de la valeur de la marchandise. Le montant du remboursement doit être exprimé dans la monnaie du pays de départ; les tarifs peuvent prévoir des exceptions.

§ 2. Le Chemin de fer n'est tenu de payer le remboursement à l'expéditeur qu'autant que le montant en a été versé par le destinataire. Ce montant doit être mis à la disposition de l'expéditeur dans le délai de trois mois à partir de ce versement; en cas de retard, des intérêts à six pour cent sont dus à dater de l'expiration du délai.

§ 3. Si la marchandise a été livrée au destinataire sans encaissement préalable du remboursement, le Chemin de fer est tenu de payer à l'expéditeur le montant du dommage jusqu'à concurrence du montant du remboursement, sauf son recours contre le destinataire.

§ 4. L'envoi contre remboursement donne lieu à la perception d'une taxe à déterminer par les tarifs; cette taxe est due lors même que le remboursement est annulé ou réduit par une modification du contrat de transport (article 21, § 1).

§ 5. Les débours ne sont admis que d'après les dispositions en vigueur à la gare expéditrice.

#### Article 20.

##### Obligations du Chemin de fer destinataire.

Le Chemin de fer destinataire est tenu d'opérer le recouvrement de la totalité des créances

sonstigen Kosten Fehler vorgekommen, so muß der Mehr- oder Minderbetrag erstattet werden.

§ 2. Von der Eisenbahn festgestellte Überzahlungen müssen, wenn sie für einen Frachtbrief den Betrag 0,50 Franken übersteigen, von Amts wegen den Beteiligten mitgeteilt und möglichst bald ausgeglichen werden.

§ 3. Zuwenig bezahlte Beträge hat der Absender der Eisenbahn nachzuzahlen, wenn der Frachtbrief nicht eingelöst wird. Hat der Empfänger den Frachtbrief eingelöst, so ist der Absender zur Nachzahlung nur bezüglich der Kosten verpflichtet, die er nach Maßgabe des Frankaturvermerks im Frachtbrief übernommen hat, im übrigen liegt die Nachzahlung dem Empfänger ob.

§ 4. Die nach diesem Artikel auf einem Frachtbrief geschuldeten Summen sind, sofern sie den Betrag von 10 Franken übersteigen, mit sechs vom Hundert zu verzinsen. Diese Zinsen laufen vom Tage der im Artikel 40 vorgesehenen Reklamation oder, wenn keine Reklamation vorausging, vom Tage der Klageerhebung an.

#### Artikel 19.

##### Nachnahmen und Barvorschüsse.

§ 1. Der Absender kann das Gut bis zur Höhe seines Wertes mit Nachnahme belasten. Der Nachnahmebetrag muß in der Währung des Versandstaates ausgedrückt werden; hiervon können die Tarife Ausnahmen zulassen.

§ 2. Die Eisenbahn ist nicht verpflichtet, dem Absender die Nachnahme auszusahlen, bevor der Betrag vom Empfänger bezahlt ist. Dieser Betrag muß dem Absender innerhalb einer Frist von 3 Monaten nach der Einzahlung zur Verfügung gestellt werden; bei Verzögerung ist er vom Ablauf dieser Frist mit sechs vom Hundert zu verzinsen.

§ 3. Ist das Gut dem Empfänger ohne vorherige Einziehung der Nachnahme abgeliefert worden, so hat die Eisenbahn dem Absender den Schaden bis zum Betrag der Nachnahme zu ersetzen, vorbehaltlich ihres Rückgriffs gegen den Empfänger.

§ 4. Für die Nachnahme wird die tarifmäßige Gebühr berechnet; diese Gebühr bleibt geschuldet, auch wenn die Nachnahme durch nachträgliche Verfügung aufgehoben oder eingeschränkt wird (Artikel 21, § 1).

§ 5. Barvorschüsse werden nur nach den für die Versandstation geltenden Bestimmungen zugelassen.

#### Artikel 20.

##### Verpflichtungen der Empfangsbahn.

Die Empfangsbahn hat alle sich aus dem Frachtvertrag ergebenden Forderungen, insbesondere Fracht-

résultant du contrat de transport, notamment des frais de transport, des frais divers, de ceux de douane, des remboursements et autres sommes qui pourraient grever la marchandise. Il opère ces recouvrements tant pour son compte que pour celui des Chemins de fer précédents ou des autres intéressés.

### Chapitre III.

#### Modification du contrat de transport.

##### Article 21.

#### Droit de modifier le contrat de transport.

§ 1. L'expéditeur a seul le droit de modifier le contrat de transport, soit en retirant la marchandise à la gare expéditrice, soit en l'arrêtant en cours de route, soit en ajournant sa livraison, soit en la faisant livrer au lieu de destination ou en tout autre point situé en deçà ou au delà, au destinataire indiqué sur la lettre de voiture ou à une autre personne, soit enfin en ordonnant son retour à la gare expéditrice.

Le Chemin de fer a en outre la faculté d'accepter, à la demande de l'expéditeur, des modifications au contrat tendant à l'établissement, à l'augmentation, à la diminution ou au retrait d'un remboursement ou bien à l'affranchissement des envois: ces modifications sont admises par le Chemin de fer sans aucune garantie pour leur exécution.

D'autres modifications que celles qui sont énumérées ci-dessus ne sont admises en aucun cas.

Les modifications au contrat de transport ne doivent jamais avoir pour effet de diviser l'envoi.

§ 2. Les modifications au contrat mentionnées ci-dessus doivent être données au moyen d'une déclaration écrite, signée par l'expéditeur et conforme au formulaire constituant l'Annexe V à la présente Convention.

Cette déclaration doit être répétée sur le duplicata de la lettre de voiture, qui sera présenté en même temps au Chemin de fer et rendu par ce dernier à l'expéditeur. Le Chemin de fer qui se sera conformé aux ordres de l'expéditeur sans exiger la présentation de ce duplicata sera responsable du préjudice causé par ce fait au destinataire à qui ce duplicata aurait été remis par l'expéditeur.

Quand l'expéditeur demande l'augmentation, la diminution ou le retrait d'un remboursement, il doit produire le titre qui lui a été primitivement délivré. En cas d'augmentation ou de diminution du remboursement, ce titre est, après rectification, rendu à l'intéressé; il est retiré des mains de ce dernier en cas de retrait du remboursement.

und Nebengebühren, Zollgebühren, Nachnahmen sowie die sonstigen auf dem Gute haftenden Beträge, einzuziehen, und zwar sowohl für eigene Rechnung als auch für die der vorhergehenden Eisenbahnen und der sonstigen Berechtigten.

### Kapitel III.

#### Abänderung des Frachtvertrags.

##### Artikel 21.

#### Recht zur Abänderung des Frachtvertrags.

§ 1. Der Absender allein hat das Recht, den Frachtvertrag nachträglich abzuändern, indem er verfügt, daß das Gut entweder auf der Versandstation wieder zurückgegeben oder daß es unterwegs aufgehalten oder daß seine Ablieferung ausgesetzt werde, oder daß es am Bestimmungsort oder an einem anderen vor der Bestimmungstation oder darüber hinaus gelegenen Ort dem im Frachtbrief angegebenen Empfänger oder einer anderen Person abgeliefert oder schließlich, daß es an die Versandstation zurückgesandt werde.

Die Eisenbahn kann außerdem auf Wunsch des Absenders nachträgliche Verfügungen wegen Auflage, Erhöhung, Minderung oder Zurückziehung von Nachnahmen sowie wegen Frankierung der Sendungen annehmen; solche nachträgliche Verfügungen werden ohne jede Gewähr für ihre Ausführung angenommen.

Nachträgliche Verfügungen anderen als des oben erwähnten Inhalts sind unzulässig.

Nachträgliche Verfügungen dürfen niemals eine Teilung der Sendung zur Folge haben.

§ 2. Die oben erwähnten Verfügungen muß der Absender durch eine schriftliche, von ihm unterschriebene Erklärung nach dem Muster der Anlage V zu diesem Übereinkommen treffen.

Diese Erklärung ist auf dem Frachtbriefduplicat zu wiederholen, das gleichzeitig der Eisenbahn vorzulegen und von ihr dem Absender zurückzugeben ist. Hat die Eisenbahn die Verfügungen des Absenders befolgt, ohne die Vorzeigung des Duplicats zu verlangen, so ist sie für den daraus entstandenen Schaden dem Empfänger, dem der Absender dieses Duplicat übergeben hat, verantwortlich.

Wenn der Absender die Erhöhung, Ernäßigung oder Aufhebung einer Nachnahme verlangt, so muß er die ihm ausgestellte Bescheinigung über die Nachnahme vorweisen. Wird die Nachnahme erhöht oder ernäßigt, so wird die Bescheinigung dem Absender nach Berichtigung zurückgegeben. Im Falle der Aufhebung der Nachnahme wird ihm die Bescheinigung abgenommen.



Toute modification au contrat ordonnée par l'expéditeur sous des formes autres que celles qui sont prescrites ci-dessus est nulle et non avenue.

§ 3. Le Chemin de fer ne donne suite aux modifications de contrat ordonnées par l'expéditeur que lorsqu'elles sont transmises par l'intermédiaire de la gare expéditrice.

Si l'expéditeur le demande, la gare destinataire ou la gare d'escale est prévenue, à ses frais, par un télégramme émanant de la gare expéditrice et confirmé par une déclaration écrite. Dans ce cas, la gare destinataire ou la gare d'escale doit s'abstenir soit de remettre la lettre de voiture, soit de livrer la marchandise au destinataire, soit enfin de procéder à la réexpédition de l'envoi jusqu'à ce qu'elle ait reçu la déclaration écrite.

§ 4. Le droit de modifier le contrat de transport s'éteint, même si l'expéditeur est muni du duplicata de la lettre de voiture, lorsque la lettre de voiture a été remise au destinataire, ou lorsque celui-ci a fait valoir le droit résultant du contrat de transport conformément à l'article 16, § 3. A partir de ce moment, le Chemin de fer doit se conformer aux ordres du destinataire, sous peine d'être responsable envers lui des conséquences de leur inexécution dans les conditions déterminées au titre III.

#### Article 22.

#### Exécution des modifications apportées au contrat de transport.

§ 1. Le Chemin de fer ne peut ni se refuser à l'exécution des ordres dont il est fait mention au premier alinéa du § 1 de l'article 21, ni apporter des retards ou des changements dans cette exécution, sauf dans les cas ci-après:

- a) l'exécution n'est plus possible au moment où les ordres parviennent au Chemin de fer;
- b) l'exécution est de nature à troubler le service régulier de l'exploitation;
- c) l'exécution est en opposition, lorsqu'il s'agit d'un changement de la gare destinataire, avec les lois et règlements en vigueur dans les Etats à emprunter notamment au point de vue des prescriptions des douanes, octrois, autorités fiscales ou de police et autres autorités administratives
- d) la valeur de la marchandise, lorsqu'il s'agit d'un changement de la gare destinataire, ne couvre pas, selon toute prévision, tous les frais du transport dont cette marchandise sera grevée à l'arrivée à sa nouvelle destination, à moins que le montant de ces frais ne soit payé ou garanti immédiatement.

Dans les cas visés ci-dessus, l'expéditeur est avisé le plus tôt possible des empêchements qui s'opposent à l'exécution de ses ordres.

Jede Verfügung des Absenders, die in anderer als der oben vorgeschriebenen Form gegeben wird, ist nichtig.

§ 3. Die Eisenbahn gibt den Verfügungen des Absenders nur Folge, wenn sie ihr durch Vermittlung der Versandstation zugegangen sind.

Wenn der Absender es verlangt, ist die Bestimmungs- oder Anhaltestation auf seine Kosten durch ein Telegramm der Versandstation zu benachrichtigen; das Telegramm ist durch schriftliche Erklärung zu bestätigen. In diesem Falle darf die Bestimmungs- oder Anhaltestation dem Empfänger den Frachtbrief nicht übergeben und das Gut nicht ausliefern oder weiter senden, bis sie die schriftliche Erklärung erhalten hat.

§ 4. Das Recht des Absenders zur Abänderung des Frachtvertrags erlischt, auch wenn er das Frachtbriefduplikat besitzt, sobald der Frachtbrief dem Empfänger übergeben ist, oder sobald der letztere seine Rechte aus dem Frachtvertrage nach Maßgabe des Artikels 16, § 3 geltend gemacht hat. Von diesem Zeitpunkt an hat die Eisenbahn die Anweisungen des Empfängers zu beachten, widrigenfalls sie ihm gegenüber für die Folgen der Nichtbeachtung unter den im Titel III angegebenen Bedingungen haftbar wird.

#### Artikel 22.

#### Ausführung der nachträglichen Verfügungen.

§ 1. Die Eisenbahn darf die Ausführung der im Artikel 21, § 1, Abs. 1 vorgesehenen Verfügungen nur dann verweigern oder verzögern oder solche Verfügungen in veränderter Weise ausführen, wenn:

- a) ihre Ausführung in dem Zeitpunkt, in dem sie der Eisenbahn zugehen, nicht mehr möglich ist,
- b) durch ihre Befolgung der regelmäßige Beförderungsdienst gestört würde,
- c) ihrer Ausführung in den Fällen einer Änderung der Bestimmungsstation gesetzliche oder sonstige Bestimmungen eines der an der Beförderung beteiligten Staaten, insbesondere Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder sonstige verwaltungsbehördliche Vorschriften, entgegenstehen,
- d) in den Fällen einer Änderung der Bestimmungsstation der Wert des Gutes voraussichtlich die Gesamtkosten der Beförderung bis zur neuen Bestimmungsstation nicht deckt, es sei denn, daß der Betrag dieser Kosten sofort entrichtet oder sichergestellt werde.

In diesen Fällen ist der Absender unverzüglich von den Hindernissen zu verständigen, die der Ausführung seiner Verfügung entgegenstehen.

Si le Chemin de fer n'est pas à même de prévoir à l'avance ces empêchements, l'expéditeur supporte toutes les conséquences résultant du commencement d'exécution donné à ses ordres.

§ 2. Si l'expéditeur a prescrit de livrer la marchandise à une gare intermédiaire, le port est perçu jusqu'à cette gare d'après les tarifs applicables entre la gare expéditrice et la susdite gare intermédiaire.

Si l'expéditeur a prescrit le renvoi à la gare expéditrice, le port est calculé: 1<sup>o</sup> jusqu'à la gare où le transport a été arrêté, d'après les tarifs applicables entre cette gare et la gare expéditrice; 2<sup>o</sup> depuis la gare de réexpédition jusqu'à la gare expéditrice, d'après les tarifs applicables pour ce parcours.

Si l'expéditeur a prescrit la réexpédition à une autre gare, le port est calculé: 1<sup>o</sup> jusqu'à la gare où le transport a été arrêté, d'après les tarifs applicables entre cette gare et la gare expéditrice; 2<sup>o</sup> depuis la gare de réexpédition jusqu'à la nouvelle gare destinataire, d'après les tarifs applicables entre ces deux dernières gares.

§ 3. Le Chemin de fer a droit au remboursement des frais résultant de l'exécution des ordres mentionnés au § 1 de l'article 21, à moins que ces frais n'aient eu pour cause une faute commise par lui.

#### Article 23.

##### Empêchements au transport.

§ 1. Lorsqu'un transport est empêché ou interrompu, il appartient au Chemin de fer de décider s'il convient, dans l'intérêt de l'expéditeur, de lui demander des instructions, ou bien s'il est préférable de transporter d'office la marchandise en modifiant l'itinéraire. Le Chemin de fer est fondé à réclamer le prix du transport par cette autre voie et dispose des délais correspondants, même s'ils sont plus élevés que par l'itinéraire primitif, à moins que le Chemin de fer ne soit en faute.

§ 2. S'il n'y a pas d'autre voie de transport, le Chemin de fer demande des instructions à l'expéditeur; toutefois cette demande n'est pas obligatoire pour le Chemin de fer dans le cas d'empêchement temporaire résultant des circonstances prévues à l'article 5, § 5.

§ 3. L'expéditeur avisé d'un empêchement au transport peut résilier le contrat, à charge par lui de payer au Chemin de fer, suivant le cas, soit le prix du transport pour le parcours déjà effectué, soit les frais préparatoires au transport, ainsi que tous ceux qui sont prévus par les tarifs, à moins que le Chemin de fer ne soit en faute.

Wenn die Eisenbahn diese Hindernisse nicht voraussehen konnte, trägt der Absender alle Folgen, die sich daraus ergeben, daß die Eisenbahn seine Verfügung auszuführen begonnen hat.

§ 2. Hat der Absender die Auslieferung des Gutes auf einer Zwischenstation verfügt, so wird die Fracht bis zu dieser Station nach den zwischen der Versandstation und der genannten Zwischenstation geltenden Tarifen erhoben.

Hat der Absender die Rücksendung nach der Versandstation verfügt, so wird die Fracht berechnet: 1. bis zur Station, wo die Sendung aufgehalten worden ist, nach den zwischen dieser Station und der Versandstation geltenden Tarifen; 2. von der genannten Station bis zur Versandstation nach den für diese Strecke geltenden Tarifen.

Hat der Absender die Weiterbeförderung nach einer anderen Station verfügt, so wird die Fracht berechnet: 1. bis zur Station, wo die Sendung aufgehalten worden ist, nach den zwischen dieser und der Versandstation geltenden Tarifen; 2. von der genannten Station bis zur neuen Bestimmungsstation nach den zwischen diesen beiden letzteren Stationen geltenden Tarifen.

§ 3. Die Eisenbahn ist berechtigt, den Ersatz der Kosten zu verlangen, die durch die Ausführung der im Artikel 21, § 1 erwähnten Verfügungen entstanden sind, sofern diese Kosten nicht durch ihr eigenes Verschulden verursacht worden sind.

#### Artikel 23.

##### Beförderungshindernisse.

§ 1. Wird der Beginn oder die Fortsetzung der Beförderung einer Sendung verhindert, so hat die Eisenbahn zu entscheiden, ob es im Interesse des Absenders liegt, ihn um Anweisung zu ersuchen, oder ob es zweckmäßiger ist, das Gut von Amts wegen unter Abänderung des Beförderungswegs zu befördern. Die Eisenbahn hat Anspruch auf Zahlung der Fracht über diesen anderen Weg und verfügt über die entsprechende Lieferfrist, selbst wenn diese größer ist als diejenige des ursprünglichen Beförderungswegs, es sei denn, daß die Eisenbahn ein Verschulden trifft.

§ 2. Wenn kein anderer Beförderungsgrund vorhanden ist, ersucht die Eisenbahn den Absender um Anweisung; indessen ist die Eisenbahn zur Einholung der Anweisung im Falle vorübergehender Behinderung infolge der im Artikel 5, § 5 bezeichneten Umstände nicht verpflichtet.

§ 3. Der Absender, der von einem Beförderungshindernis benachrichtigt wird, kann vom Vertrag zurücktreten, muß aber dann der Eisenbahn je nach Lage des Falles entweder die Fracht für die bereits zurückgelegte Strecke oder die Kosten der Vorbereitung der Beförderung, außerdem alle sonstigen Kosten bezahlen, die in den Tarifen vorgesehen sind, es sei denn, daß die Eisenbahn ein Verschulden trifft.

§ 4. Si l'expéditeur n'est pas en possession du duplicata de la lettre de voiture, les instructions qu'il donne, dans les cas prévus au présent article, ne peuvent modifier ni la désignation du destinataire, ni le lieu de destination.

§ 5. Il n'est pas donné suite:

- a) aux instructions de l'expéditeur qui ne seraient pas adressées par l'intermédiaire de la gare expéditrice;
- b) aux demandes de renvoi d'une marchandise dont la valeur ne couvre pas, selon toute prévision, les frais de réexpédition, à moins que le montant de ces frais ne soit payé ou garanti immédiatement.

§ 6. Si l'expéditeur avisé d'un empêchement au transport ne donne pas, dans un délai raisonnable, des instructions exécutables, il sera procédé conformément aux règlements relatifs aux empêchements à la livraison en vigueur sur le Chemin de fer sur lequel la marchandise a été retenue.

§ 7. Si l'empêchement au transport vient à cesser avant l'arrivée des instructions de l'expéditeur, la marchandise est dirigée sur sa destination sans attendre ces instructions et l'expéditeur en est prévenu dans le plus bref délai possible.

#### Article 24.

##### Empêchements à la livraison.

§ 1. Lorsqu'il se présente des empêchements à la livraison de la marchandise, la gare destinataire doit en prévenir sans retard l'expéditeur par l'entremise de la gare expéditrice et demander ses instructions. Quand la demande en a été faite dans la lettre de voiture, cet avis doit être donné immédiatement par télégraphe. Les frais de cet avis sont à la charge de la marchandise.

Si le destinataire refuse la marchandise, l'expéditeur a le droit d'en disposer, même s'il ne peut pas produire le duplicata de la lettre de voiture.

Si, après l'avoir refusée, le destinataire se présente pour prendre livraison de la marchandise, celle-ci lui est livrée, à moins que la gare destinataire n'ait reçu entre-temps des instructions contraires de l'expéditeur. Avis de cette livraison doit être donné immédiatement à l'expéditeur par une lettre recommandée dont les frais restent à la charge de la marchandise.

En aucun cas la marchandise ne peut être retournée à l'expéditeur sans son consentement exprès.

§ 2. Pour tout ce qui n'est pas prévu au § 1 du présent article et sous réserve des dispositions de l'article 43, le mode de procéder, dans le cas d'empêchement à la livraison, est déterminé par les lois et règlements en vigueur pour le Chemin de fer chargé de la livraison.

§ 4. Ist der Absender nicht im Besitz des Frachtbriefduplicats, so dürfen die in diesem Artikel vorgesehenen Anweisungen weder die Person des Empfängers noch den Bestimmungsort abändern.

§ 5. Es wird nicht Folge gegeben:

- a) Anweisungen des Absenders, die nicht durch Vermittlung der Versandstation gegeben werden;
- b) der Anweisung, ein Gut zurückzusenden, dessen Wert aller Wahrscheinlichkeit nach die Kosten der Rücksendung nicht deckt, es sei denn, daß diese Kosten sofort bezahlt oder sichergestellt werden.

§ 6. Erteilt der Absender, der von einem Beförderungshindernis benachrichtigt worden ist, innerhalb angemessener Frist keine ausführbare Anweisung, so ist nach den für Ablieferungshindernisse geltenden reglementarischen Bestimmungen der Eisenbahn zu verfahren, auf deren Strecken das Gut aufgehalten wurde.

§ 7. Wenn das Beförderungshindernis vor dem Eintreffen einer Anweisung des Absenders wegfällt, so ist das Gut der Bestimmungstation zuzuleiten, ohne daß Anweisungen abgewartet werden; der Absender wird hiervon möglichst rasch benachrichtigt.

#### Artikel 24.

##### Ablieferungshindernisse.

§ 1. Wenn der Ablieferung Hindernisse entgegenstehen, so hat die Bestimmungstation den Absender davon durch Vermittlung der Versandstation sofort in Kenntnis zu setzen und seine Anweisung einzuholen. Wenn diese schon im Frachtbrief beantragt ist, so muß der Absender sofort auf telegraphischem Wege benachrichtigt werden. Das Gut haftet für die Kosten der Benachrichtigung.

Verweigert der Empfänger die Abnahme des Gutes, so steht dem Absender das Verfügungsrecht auch dann zu, wenn er das Frachtbriefduplicat nicht vorweisen kann.

Wenn der Empfänger nach Verweigerung der Abnahme sich nachträglich zur Abnahme des Gutes meldet, ist ihm dieses abzuliefern, sofern nicht die Bestimmungstation inzwischen entgegengesetzte Anweisungen des Absenders erhalten hat. Von dieser nachträglichen Ablieferung ist der Absender sofort durch eingeschriebenen Brief zu benachrichtigen, dessen Kosten auf dem Gut haften.

In keinem Falle darf das Gut dem Absender ohne sein ausdrückliches Einverständnis zurückgesandt werden.

§ 2. Soweit im § 1 dieses Artikels keine Bestimmungen getroffen sind und vorbehaltlich der Vorschriften des Artikels 43 richtet sich das Verfahren bei Ablieferungshindernissen nach den für die abliefernde Eisenbahn geltenden gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen.

*Chapitre IV.***Garantie des droits du Chemin de fer.***Article 25.***Droit de gage du Chemin de fer.**

§ 1. Le Chemin de fer a sur la marchandise les droits d'un créancier gagiste, pour la totalité des créances indiquées à l'article 20. Ces droits subsistent aussi longtemps que la marchandise se trouve en la possession du Chemin de fer ou d'un tiers qui la détient pour lui.

§ 2. Les effets du droit de gage sont réglés d'après les lois et règlements de l'Etat où s'effectue la livraison.

**Titre III.****Responsabilité des Chemins de fer.  
Actions.***Chapitre premier.***Responsabilité.***Article 26.***Responsabilité collective des Chemins de fer.**

§ 1. Le Chemin de fer qui a accepté au transport la marchandise, avec la lettre de voiture, est responsable de l'exécution du transport sur le parcours total jusqu'à la livraison.

§ 2. Chaque Chemin de fer subséquent, par le fait même de la prise en charge de la marchandise avec la lettre de voiture primitive, participe au contrat de transport, conformément aux stipulations de ce document, et accepte les obligations qui en résultent sans préjudice des dispositions de l'article 42, § 3, concernant le Chemin de fer destinataire.

§ 3. La responsabilité du Chemin de fer, fondée sur la présente Convention, cesse à la gare destinataire indiquée sur la lettre de voiture, même si l'expéditeur a désigné un autre lieu de destination. Le transport au delà est régi par les lois et règlements intérieurs.

*Article 27.***Etendue de la responsabilité.**

§ 1. Le Chemin de fer est responsable, dans les conditions déterminées au présent chapitre, du dommage résultant, soit de la perte totale ou partielle de la marchandise ainsi que des avaries qu'elle subit à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison, soit des retards à la livraison.

§ 2. Il est déchargé de cette responsabilité, en cas de perte totale ou partielle ou d'avarie s'il prouve que le dommage a eu pour cause une faute de l'ayant droit, un ordre de celui-ci ne résultant pas d'une faute du Chemin de fer, un vice propre de la marchandise (détérioration intérieure, déchet, coulage ordinaire, etc.), ou un cas de force majeure.

**Kapitel IV.****Sicherstellung der Rechte der Eisenbahn.****Artikel 25.****Pfandrecht der Eisenbahn.**

§ 1. Die Eisenbahn hat für alle im Artikel 20 bezeichneten Forderungen die Rechte eines Faustpfandgläubigers am Gut. Dieses Pfandrecht besteht, solange sich das Gut in der Verwahrung der Eisenbahn oder eines Dritten befindet, der es für sie innehat.

§ 2. Die Wirkungen des Pfandrechts bestimmen sich nach Gesetzen und Reglementen des Staates, in dem die Ablieferung erfolgt.

**Titel III.****Haftung der Eisenbahnen. Klagen.****Kapitel I.****Haftung.****Artikel 26.****Haftungsgemeinschaft der Eisenbahnen.**

§ 1. Die Eisenbahn, die das Gut mit dem Frachtbrief zur Beförderung angenommen hat, haftet für die Ausführung der Beförderung auf der ganzen Strecke bis zur Ablieferung.

§ 2. Jede nachfolgende Eisenbahn tritt dadurch, daß sie das Gut mit dem ursprünglichen Frachtbrief übernimmt, nach Maßgabe des letzteren in den Frachtvertrag ein und übernimmt die sich daraus ergebenden Verpflichtungen, unbeschadet der die Empfangsbahn betreffenden Vorschrift des Artikels 42, § 3.

§ 3. Die Haftung der Eisenbahn auf Grund dieses Übereinkommens hört auf der im Frachtbrief bezeichneten Bestimmungstation auf, auch wenn der Absender einen anderen Bestimmungsort angegeben hat. Die Weiterbeförderung richtet sich nach den inneren Gesetzen und Reglementen.

**Artikel 27.****Umfang der Haftung.**

§ 1. Die Eisenbahn haftet unter den in diesem Kapitel festgesetzten Bedingungen für den Schaden, der durch gänzlichen oder teilweisen Verlust oder durch Beschädigung des Gutes in der Zeit von der Annahme bis zur Ablieferung oder durch Überschreitung der Lieferfrist entsteht.

§ 2. Sie ist bei gänzlichem oder teilweisem Verlust oder bei Beschädigung des Gutes von dieser Haftung befreit, wenn sie beweist, daß der Schaden durch ein Verschulden oder eine nicht von der Eisenbahn verschuldete Anweisung des Berechtigten, durch die natürliche Beschaffenheit des Gutes (inneren Verderb, Schwinden, gewöhnliche Leckage usw.) oder durch höhere Gewalt herbeigeführt worden ist.

§ 3. Il est déchargé de la responsabilité pour le dommage résultant du retard à la livraison, s'il prouve que le retard a eu pour cause des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

*Article 28.*

**Restrictions à la responsabilité en cas de dommages pouvant résulter de certaines causes.**

§ 1. Le Chemin de fer n'est pas responsable des dommages qui résultent d'une ou de plusieurs des causes ci-après:

- a) danger inhérent au transport en wagons découverts, pour les marchandises qui auront été transportées de cette manière en vertu, soit des prescriptions de tarifs, soit des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture;
- b) danger résultant soit de l'absence d'emballage, soit des défauts de l'emballage, pour les marchandises exposées par leur nature à des déchets ou avaries quand elles ne sont pas emballées;
- c) danger inhérent aux opérations de chargement ou de déchargement ou résultant d'un chargement défectueux, pour les marchandises chargées par l'expéditeur ou déchargées par le destinataire, en vertu soit des tarifs, soit des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées dans la lettre de voiture, soit des conventions passées avec le destinataire;
- d) danger particulier, soit de perte totale ou partielle, soit d'avarie, notamment par bris, rouille, détérioration intérieure et spontanée, coulage extraordinaire, dessiccation, déperdition, auquel certaines marchandises sont exposées par des causes inhérentes à leur nature;
- e) danger résultant du fait soit que des objets exclus du transport ont été néanmoins expédiés sous une dénomination irrégulière, inexacte ou incomplète, soit que des objets admis seulement sous certaines conditions ont été expédiés sous une dénomination irrégulière, inexacte ou incomplète ou sans que l'expéditeur ait pris les mesures de précaution prescrites;
- f) danger particulier que le transport entraîne pour les animaux vivants;
- g) danger que l'escorte des animaux vivants ou des marchandises a pour but d'écartier, lorsqu'aux termes soit de la présente Convention, soit des tarifs, soit des conventions passées avec l'expéditeur et mentionnées

§ 3. Sie ist von der Haftung für den durch Überschreitung der Lieferfrist entstandenen Schaden befreit, wenn sie beweist, daß die Überschreitung durch Umstände herbeigeführt worden ist, die sie nicht abzuwenden und denen sie auch nicht abzuhelpfen vermochte.

*Artikel 28.*

**Beschränkung der Haftung für Schäden, die aus besonderen Ursachen entstehen können.**

§ 1. Die Eisenbahn haftet nicht für Schäden, die aus einer oder mehreren der nachbenannten Ursachen entstehen:

- a) der mit der Beförderung in offenen Wagen verbundenen Gefahr für Güter, die nach den Tarifbestimmungen oder nach einer in den Frachtbrief aufgenommenen Vereinbarung mit dem Absender auf diese Weise befördert werden;
- b) der mit dem Fehlen einer Verpackung oder mit der mangelhaften Beschaffenheit der Verpackung verbundenen Gefahr für Güter, die ohne Verpackung nach ihrer Natur Verlusten oder Beschädigungen ausgesetzt sind;
- c) der mit dem Auf- oder Abladen oder mit mangelhafter Verladung verbundenen Gefahr für Güter, die nach den Tarifbestimmungen oder nach einer in den Frachtbrief aufgenommenen Vereinbarung mit dem Absender oder nach Vereinbarung mit dem Empfänger vom Absender verladen oder vom Empfänger entladen werden;
- d) der besonderen Gefahr des gänzlichen oder teilweisen Verlustes oder der Beschädigung, namentlich durch Bruch, Rost, inneren Verderb, außergewöhnliche Leckage, Austrocknung, Verstreuen, der gewisse Güter wegen ihrer eigentümlichen Beschaffenheit ausgesetzt sind;
- e) der Gefahr, die damit verbunden ist, daß Gegenstände, die von der Beförderung ausgeschlossen sind, trotzdem unter unrichtiger, ungenauer oder unvollständiger Bezeichnung aufgegeben werden, oder daß Gegenstände, die nur bedingungsweise zur Beförderung zugelassen sind, unter unrichtiger, ungenauer oder unvollständiger Bezeichnung oder unter Außerachtlassung der vorgeschriebenen Vorsichtsmaßregeln durch den Absender aufgegeben werden;
- f) der für lebende Tiere mit der Beförderung verbundenen besonderen Gefahr;
- g) der Gefahr, deren Abwendung durch die Begleitung von lebenden Tieren oder Gütern bezweckt wird, wenn nach den Bestimmungen dieses Übereinkommens oder nach den Tarifbestimmungen oder nach einer in den Fracht-

dans la lettre de voiture, le transport de ces animaux ou de ces marchandises doit être effectué sous escorte.

§ 2. Lorsque, en égard aux circonstances de fait, un dommage a pu résulter d'une ou de plusieurs de ces causes, il y a présomption qu'il en résulte, à moins que l'ayant droit n'ait fait la preuve qu'il n'en résulte pas.

#### Article 29.

##### Montant de l'indemnité en cas de perte totale ou partielle de la marchandise.

Quand, en vertu des dispositions de la présente Convention, une indemnité pour perte totale ou partielle de la marchandise est mise à la charge du Chemin de fer, elle est calculée :

- d'après le cours à la bourse,
- à défaut de cours, d'après le prix courant sur le marché,
- à défaut de l'un et de l'autre, d'après la valeur usuelle,

des marchandises de même nature et qualité, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport. Toutefois, l'indemnité ne peut dépasser 50 francs par kilogramme de poids brut manquant, sous réserve des limitations prévues à l'article 34.

Sont en outre remboursés les frais de transport, droits de douane et autres sommes déboursées pour la marchandise perdue, sans autres dommages-intérêts, sous réserve des exceptions prévues aux articles 35 et 36.

Lorsque les éléments qui servent de base au calcul de l'indemnité ne sont pas exprimés dans la monnaie de l'Etat où le paiement est réclamé, la conversion est faite d'après le cours au jour et au lieu du paiement.

#### Article 30.

##### Présomption de perte de la marchandise.

###### Cas où elle est retrouvée.

§ 1. L'ayant droit peut, sans avoir à fournir d'autres preuves, considérer la marchandise comme perdue quand elle n'a pas été livrée au destinataire ou tenue à sa disposition dans les trente jours qui suivent l'expiration des délais, tels qu'ils sont calculés à l'article 11.

A ces trente jours, il est ajouté autant de fois dix jours, avec maximum de trente jours, qu'il y a d'Etats traversés en sus de ceux de départ et d'arrivée.

§ 2. L'ayant droit, en recevant le paiement de l'indemnité pour la marchandise perdue, peut stipuler dans la quittance qu'il demande à être avisé immédiatement dans le cas où la marchandise serait retrouvée au cours des quatre mois qui suivront le paiement de l'indemnité.

Il lui est donné acte par écrit de cette demande.

brief aufgenommenen Vereinbarung mit dem Absender diesen Tieren oder Gütern eine Begleitung beigegeben werden muß.

§ 2. Wenn nach den Umständen des Falles ein Schaden aus einer oder mehreren dieser Ursachen entstehen konnte, so wird bis zum Nachweis des Gegenteils durch den Berechtigten vermutet, daß der Schaden hieraus entstanden ist.

#### Artikel 29.

##### Höhe der Entschädigung bei gänzlichem oder teilweisem Verlust des Gutes.

Wenn von der Eisenbahn auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens Entschädigung für gänzlichen oder teilweisen Verlust des Gutes zu leisten ist, so wird die Entschädigung berechnet

- nach dem Börsenpreis,
- in Ermanglung eines solchen nach dem Marktpreis,
- in Ermanglung beider nach dem gemeinen Wert,

den Güter derselben Art und Beschaffenheit am Versandort zu der Zeit hatten, zu der das Gut zur Beförderung angenommen worden ist. Jedoch darf vorbehaltlich der im Artikel 34 vorgesehenen Einschränkung die Entschädigung 50 Franken für jedes fehlende Kilogramm des Rohgewichts nicht übersteigen.

Dazu kommt die Erstattung dessen, was an Fracht, Zöllen und sonstigen Kosten für das Gut bezahlt worden ist, jedoch vorbehaltlich der in den Artikeln 35 und 36 vorgesehenen Ausnahmen ohne weiteren Schadenersatz.

Sind die als Grundlage für die Berechnung der Entschädigung dienenden Beträge nicht in der Währung des Staates ausgedrückt, in dem die Zahlung verlangt wird, so erfolgt die Umrechnung nach dem Kurs zur Zeit und am Orte der Zahlung.

#### Artikel 30.

##### Vermutung für den Verlust des Gutes. Wiederfinden verlorenen Gutes.

§ 1. Der Berechtigte kann das Gut ohne weiteren Nachweis als in Verlust geraten betrachten, wenn es nicht innerhalb von 30 Tagen nach Ablauf der gemäß Artikel 11 berechneten Lieferfrist dem Empfänger abgeliefert oder zur Verfügung gestellt worden ist.

Zu diesen 30 Tagen werden so oft 10 Tage — höchstens aber 30 Tage — hinzugerechnet, wie Staaten außer dem Versand- und Empfangsstaat an der Beförderung beteiligt sind.

§ 2. Der Berechtigte kann bei der Empfangnahme der Entschädigung für das in Verlust geratene Gut in der Quittance den Vorbehalt machen, daß er für den Fall, daß das Gut binnen vier Monaten nach Zahlung der Entschädigung wieder aufgefunden wird, sofort benachrichtigt werden soll.

Aber diesen Vorbehalt wird ihm eine Bescheinigung erteilt.

§ 3. Dans le délai de trente jours après avoir reçu cet avis, l'ayant droit peut exiger que la marchandise lui soit livrée sans frais, à la gare de départ ou à la gare de destination désignée dans la lettre de voiture, à son choix, contre restitution de l'indemnité qu'il a reçue et sous réserve de tous droits à l'indemnité pour retard prévue à l'article 33 et, s'il y a lieu, à l'article 35, § 3, ci-après.

§ 4. A défaut soit de la stipulation dans la quittance prévue au § 2 ci-dessus, soit d'instructions données dans le délai de trente jours prévu au § 3, ou encore si la marchandise n'a été retrouvée que plus de quatre mois après le paiement de l'indemnité, le Chemin de fer en dispose conformément aux lois et règlements de l'Etat dont il relève.

#### Article 31.

### Restrictions de la responsabilité en cas de déchet de poids.

§ 1. En ce qui concerne les marchandises qui, à raison de leur nature particulière, subissent généralement un déchet de poids par le seul fait du transport, le Chemin de fer ne répond des manquants qu'autant qu'ils dépassent la tolérance déterminée comme suit:

a) deux pour cent du poids pour les marchandises liquides ou remises à l'état humide ainsi que pour les marchandises suivantes, quel que soit le parcours effectué:

Bois de réglisse,  
Bois de teinture râpés ou moulus,  
Cornes et onglons,  
Crins,  
Cuirs,  
Déchets de peaux,  
Ecorces,  
Feuilles de tabac fraîches,  
Fourrures,  
Fruits frais,  
Fruits séchés ou cuits,  
Graisses,  
Houblon,  
Laine,  
Légumes frais,  
Mastic frais,  
Os entiers ou moulus,  
Peaux,  
Poissons séchés,  
Racines,  
Savons et huiles concrètes,  
Sel,  
Soies de porc,  
Tabac haché,  
Tendons d'animaux;

b) un pour cent pour toutes les autres marchandises sèches également sujettes à déchet de route.

§ 3. In diesem Falle kann der Berechtigte innerhalb 30 Tagen nach erhaltener Nachricht verlangen, daß ihm das Gut nach seiner Wahl auf der Versandstation oder auf der im Frachtbrief angegebenen Bestimmungstation kostenfrei gegen Rückerstattung der ihm bezahlten Entschädigung und vorbehaltlich aller Ansprüche auf Entschädigung wegen Verspätung gemäß Artikel 33 und gegebenenfalls 35, § 3 ausgeliefert werde.

§ 4. Wenn der im § 2 erwähnte Vorbehalt in der Quittung nicht gemacht oder keine Anweisung in der im § 3 bezeichneten Frist von 30 Tagen erteilt worden ist, oder endlich, wenn das Gut später als vier Monate nach Zahlung der Entschädigung wieder aufgefunden worden ist, so kann die Eisenbahn darüber nach den Gesetzen und Reglementen ihres Staates verfügen.

#### Artikel 31.

### Einschränkung der Haftung bei Gewichtsverlusten.

§ 1. Bei Gütern, die nach ihrer besonderen natürlichen Beschaffenheit bei der Beförderung regelmäßig einen Verlust an Gewicht erleiden, haftet die Eisenbahn für Gewichtsverluste nur insoweit, als die nachstehend bestimmten Normalsätze überschritten werden:

a) zwei vom Hundert des Gewichtes für die flüssigen oder in feuchtem Zustand aufgegebenen Güter sowie für die nachstehenden Güter:

Farbhölzer, geraspelte oder gemahlene,  
Felle,  
Fettwaren,  
Fische, getrocknete,  
Früchte, frische,  
Gemüse, frische,  
Häute,  
Hautabfälle,  
Hopfen,  
Hörner und Klauen,  
Kitt, frische,  
Knochen, ganze oder gemahlene,  
Leder,  
Obst, getrocknetes oder gebackenes,  
Pferdehaare,  
Rinden,  
Salz,  
Schafswolle,  
Schweinsborsten,  
Seifen und harte Öle,  
Süßholz,  
Tabak, geschnittener,  
Tabakblätter, frische,  
Tiersfleichen,  
Wurzeln;

b) eins vom Hundert des Gewichtes für alle übrigen trockenen Güter, die gleichfalls bei der Beförderung einem Gewichtsverlust unterliegen.

§ 2. La restriction de responsabilité prévue au § 1 du présent article ne peut être invoquée s'il est prouvé, d'après les circonstances de fait, que la perte ne résulte pas des causes qui justifient la tolérance.

§ 3. Dans le cas où plusieurs colis sont transportés avec une seule lettre de voiture, la tolérance est calculée pour chaque colis, lorsque son poids au départ est indiqué séparément sur la lettre de voiture ou peut être constaté d'une autre manière.

§ 4. En cas de perte totale de la marchandise, il n'est fait aucune déduction résultant du déchet de route pour le calcul de l'indemnité

§ 5. Les prescriptions du présent article ne dérogent en rien à celles de l'article 28.

#### Article 32.

#### Montant de l'indemnité en cas d'avarie de la marchandise.

En cas d'avarie, le Chemin de fer doit, sauf l'exception prévue à l'article 34, payer le montant de la dépréciation subie par la marchandise, sans autres dommages-intérêts, sous réserve des exceptions prévues aux articles 35 et 36.

Toutefois l'indemnité ne peut dépasser:

- a) si la totalité de l'expédition est dépréciée par l'avarie, le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte totale;
- b) si une partie seulement de l'expédition est dépréciée par l'avarie le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte de la partie dépréciée.

#### Article 33.

#### Montant de l'indemnité pour retard à la livraison.

§ 1. En cas de dépassement du délai de livraison, si l'ayant droit ne prouve pas qu'un dommage soit résulté de ce retard, le Chemin de fer est tenu de payer:

- 1/10<sup>e</sup> du prix de transport, pour un retard ne dépassant pas 1/10<sup>e</sup> du délai de livraison;
- 2/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 1/10<sup>e</sup> et ne dépassant pas 2/10<sup>es</sup> du délai de livraison;
- 3/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 2/10<sup>es</sup> et ne dépassant pas 3/10<sup>es</sup> du délai de livraison;
- 4/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 3/10<sup>es</sup> et ne dépassant pas 4/10<sup>es</sup> du délai de livraison;
- 5/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour tout retard supérieur à 4/10<sup>es</sup> du délai de livraison.

§ 2. Die im § 1 dieses Artikels vorgesehene Beschränkung der Haftung tritt nicht ein, soweit nachgewiesen wird, daß der Verlust nach den Umständen des Falles nicht auf die Ursachen zurückzuführen ist, die die Annahme eines regelmäßigen Gewichtsverlustes rechtfertigen.

§ 3. Wenn mehrere Stücke mit einem einzigen Frachtbrief befördert werden, wird der Gewichtsverlust für jedes Stück berechnet, sofern sein Gewicht bei der Aufgabe entweder auf dem Frachtbrief einzeln angegeben ist oder auf andere Weise festgestellt werden kann.

§ 4. Bei ganzlichem Verlust des Gutes findet bei der Berechnung der Entschädigung kein Abzug für Gewichtsverlust statt.

§ 5. Durch diesen Artikel werden die Vorschriften des Artikels 28 nicht berührt.

#### Artikel 32.

#### Höhe der Entschädigung bei Beschädigung des Gutes.

Bei Beschädigung hat die Eisenbahn, abgesehen von dem im Artikel 34 vorgesehenen Fall, den Betrag des Minderwerts des Gutes, und zwar ohne weiteren Schadensersatz vorbehaltlich der in den Artikeln 35 und 36 vorgesehenen Ausnahmen zu zahlen.

Die Entschädigung darf jedoch nicht übersteigen:

- a) wenn die ganze Sendung durch die Beschädigung entwertet ist, den Betrag, der im Falle des Verlustes der ganzen Sendung zu zahlen wäre;
- b) wenn nur ein Teil der Sendung durch die Beschädigung entwertet ist, den Betrag, der im Falle des Verlustes dieses Teiles der Sendung zu zahlen wäre.

#### Artikel 33.

#### Höhe der Entschädigung bei Überschreitung der Lieferfrist.

§ 1. Bei Überschreitung der Lieferfrist hat die Eisenbahn, wenn der Berechtigte nicht nachweist, daß ein Schaden aus dieser Überschreitung entstanden ist, zu zahlen:

- 1/10 der Fracht bei einer Überschreitung bis einschließlich 1/10 der Lieferfrist;
- 2/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 1/10 bis einschließlich 2/10 der Lieferfrist;
- 3/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 2/10 bis einschließlich 3/10 der Lieferfrist;
- 4/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 3/10 bis einschließlich 4/10 der Lieferfrist;
- 5/10 der Fracht bei jeder Überschreitung von mehr als 4/10 der Lieferfrist.



§ 2. Si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard, il est payé, pour ce dommage, une indemnité qui ne peut pas dépasser le prix de transport.

§ 3. Les indemnités prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article ne peuvent pas se cumuler avec celles qui seraient dues pour perte totale de la marchandise.

En cas de perte partielle, elles sont payées, s'il y a lieu, pour la partie non perdue de l'expédition.

En cas d'avarie, elles se cumulent, s'il y a lieu, avec l'indemnité prévue à l'article 32.

#### Article 34.

#### Limitation de l'indemnité en vertu de certains tarifs.

Lorsque le Chemin de fer offre au public des conditions particulières de transport (tarifs spéciaux ou exceptionnels) comportant une réduction sur le prix total calculé d'après les conditions ordinaires (tarifs généraux), il peut limiter par un maximum l'indemnité due à l'ayant droit, en cas d'avarie, de perte ou de retard.

Lorsque le maximum ainsi fixé résulte d'un tarif appliqué seulement sur une fraction du parcours, il ne peut être invoqué que si le fait générateur de l'indemnité s'est produit sur cette partie du parcours.

#### Article 35.

#### Déclaration d'intérêt à la livraison.

§ 1. Toute expédition peut faire l'objet d'une déclaration d'intérêt à la livraison, inscrite sur la lettre de voiture comme il est dit à l'article 6, § 6, lettre k).

Le montant de l'intérêt déclaré doit être indiqué en monnaie de l'Etat de départ, en francs or ou en toute autre monnaie qui serait fixée par les tarifs.

§ 2. Il est perçu une taxe supplémentaire d'un quart pour mille de la somme déclarée, par fraction indivisible de 10 kilomètres.

Les tarifs peuvent réduire cette taxe et fixer un minimum de perception.

§ 3. S'il y a eu déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être réclamé en cas de retard:

a) s'il n'est pas prouvé qu'un dommage est résulté de ce retard et dans les limites de l'intérêt déclaré:

2/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard ne dépassant pas 1/10<sup>e</sup> du délai de livraison;

4/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 1/10<sup>e</sup> et ne dépassant pas 2/10<sup>es</sup> du délai de livraison;

§ 2. Wird der Nachweis erbracht, daß ein Schaden aus der Überschreitung entstanden ist, so ist für diesen Schaden eine Entschädigung bis zur Höhe der Fracht zu entrichten.

§ 3. Die in den §§ 1 und 2 dieses Artikels vorgesehenen Entschädigungen können nicht neben der bei ganzlichem Verlust zu leistenden Entschädigung verlangt werden.

Bei teilweisem Verlust sind sie gegebenenfalls für den nicht verlorengegangenen Teil der Sendung zu entrichten.

Bei Beschädigung treten sie gegebenenfalls neben die im Artikel 32 vorgesehene Entschädigung.

#### Artikel 34.

#### Beschränkung der Entschädigung bei gewissen Tarifen.

Wenn die Eisenbahn besondere Beförderungsbedingungen (Spezial- oder Ausnahmetarife) gewährt, die gegenüber der nach den gewöhnlichen Bedingungen (Allgemeinen Tarifen) für die ganze Beförderung berechneten Fracht eine Ermäßigung enthalten, so kann sie die dem Berechtigten bei Verlust, Beschädigung oder Überschreitung der Lieferfrist zu leistende Entschädigung auf einen Höchstbetrag beschränken.

Ist ein solcher Höchstbetrag in einem Tarif vorgesehen, der nur auf einem Teil der Beförderungstrecke angewendet worden ist, so tritt die Beschränkung der Haftung der Eisenbahn nur ein, wenn die die Entschädigung begründende Tatsache sich auf diesem Teil der Beförderungstrecke ereignet hat.

#### Artikel 35.

#### Angabe des Interesses an der Lieferung.

§ 1. Für jede Sendung kann das Interesse an der Lieferung durch Eintragung in den Frachtbrief gemäß Artikel 6, § 6 k angegeben werden.

Der Betrag des Interesses muß in der Währung des Versandstaates, in Goldfranken oder in einer anderen durch die Tarife festgesetzten Währung ausgedrückt werden.

§ 2. Es wird eine besondere Gebühr von einem Viertel vom Tausend der angegebenen Summe für je angefangene 10 km erhoben.

Die Tarife können die Gebühr herabsetzen, auch einen Mindestbetrag festsetzen.

§ 3. Ist das Interesse an der Lieferung angegeben, so kann bei Überschreitung der Lieferfrist beansprucht werden:

a) wenn nicht nachgewiesen wird, daß ein Schaden aus dieser Überschreitung entstanden ist, bis zur Höhe des angegebenen Interesses

2/10 der Fracht bei einer Überschreitung bis einschließlich 1/10 der Lieferfrist,

4/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 1/10 bis einschließlich 2/10 der Lieferfrist,

- 6/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 2/10<sup>es</sup> et ne dépassant pas 3/10<sup>es</sup> du délai de livraison;
- 8/10<sup>es</sup> du prix de transport, pour un retard supérieur à 3/10<sup>es</sup> et ne dépassant pas 4/10<sup>es</sup> du délai de livraison;
- la totalité du prix de transport, pour tout retard supérieur à 4/10<sup>es</sup> du délai de livraison;

b) si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard: une indemnité pouvant s'élever jusqu'au montant de l'intérêt déclaré.

Lorsque le montant de l'intérêt déclaré est inférieur aux indemnités prévues à l'article 33, celles-ci peuvent être réclamées au lieu des indemnités prévues sous les lettres a) et b).

§ 4. Si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté de la perte totale ou partielle ou de l'avarie de la marchandise ayant fait l'objet de la déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être alloué, en sus des indemnités prévues aux articles 29 et 32 ou s'il y a lieu à l'article 34, des dommages-intérêts supplémentaires jusqu'à concurrence du montant de la somme déclarée.

#### Article 36.

##### Montant de l'indemnité en cas de dol ou de faute lourde imputable au Chemin de fer.

Dans tous les cas où la perte totale ou partielle, l'avarie ou le retard subis par la marchandise a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer, l'ayant droit doit être complètement indemnisé pour le préjudice prouvé, jusqu'à concurrence du double des maxima prévus aux articles 29, 32, 33, 34 et 35 suivant le cas.

#### Article 37.

##### Intérêts de l'indemnité.

L'ayant droit peut demander des intérêts, à raison de six pour cent de l'indemnité allouée sur une lettre de voiture, lorsque cette indemnité dépasse dix francs.

Ces intérêts courent du jour de la réclamation administrative prévue à l'article 40, ou, s'il n'y a pas eu de réclamation, du jour de la demande en justice.

#### Article 38.

##### Restitution des indemnités.

Toute indemnité indûment perçue doit être restituée.

En cas de fraude, le Chemin de fer a droit, en outre, au versement d'une somme égale à celle qu'il a payée indûment, sans préjudice des sanctions pénales.

6/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 2/10 bis einschließlich 3/10 der Lieferfrist,

8/10 der Fracht bei einer Überschreitung von mehr als 3/10 bis einschließlich 4/10 der Lieferfrist,

die ganze Fracht bei jeder Überschreitung von mehr als 4/10 der Lieferfrist;

b) wenn der Nachweis erbracht wird, daß ein Schaden aus der Überschreitung entstanden ist, eine Entschädigung bis zur Höhe des angegebenen Interesses.

Ist der Betrag des angegebenen Interesses geringer als die im Artikel 33 vorgesehenen Entschädigungen, so können diese Entschädigungen an Stelle der unter a und b erwähnten Beträge verlangt werden.

§ 4. Wird der Nachweis erbracht, daß ein Schaden aus dem gänzlichen oder teilweisen Verlust oder aus der Beschädigung des Gutes entstanden ist, für welches das Interesse an der Lieferung angegeben ist, so kann außer der in den Artikeln 29 und 32 oder gegebenenfalls im Artikel 34 vorgesehenen Entschädigung ein weiterer Schadenersatz bis zur Höhe der angegebenen Summe beansprucht werden.

#### Artikel 36.

##### Höhe der Entschädigung bei Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit der Eisenbahn.

In allen Fällen, in denen der gänzliche oder teilweise Verlust, die Beschädigung oder die Überschreitung der Lieferfrist auf Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit der Eisenbahn zurückzuführen ist, ist der Schaden jeweils bis zum Doppelten der in den Artikeln 29, 32, 33, 34 und 35 vorgesehenen Höchstbeträge zu ersetzen.

#### Artikel 37.

##### Verzinsung des Entschädigungsbetrags.

Der Berechtigte kann sechs vom Hundert Zinsen der ihm auf einen Frachtbrief gewährten Entschädigung verlangen, sofern sie den Betrag von 10 Franken übersteigt.

Diese Zinsen laufen vom Tage der in Artikel 40 vorgesehenen Reklamation oder, wenn keine Reklamation vorausging, vom Tage der Klageerhebung an.

#### Artikel 38.

##### Rückstattung der Entschädigung.

Jede zu Unrecht empfangene Entschädigung ist zurückzuerstatten.

Außerdem hat die Eisenbahn im Falle eines Betrugs unbeschadet der strafrechtlichen Folgen Anspruch auf Zahlung einer Summe, die dem zu Unrecht bezahlten Betrage gleichkommt.

*Article 39.***Responsabilité du Chemin de fer pour ses agents.**

Le Chemin de fer est responsable des agents attachés à son service et des autres personnes qu'il emploie pour l'exécution d'un transport dont il est chargé.

Toutefois si, à la demande de l'intéressé, les agents du Chemin de fer établissent les lettres de voiture, font des traductions ou rendent d'autres services qui n'incombent pas au Chemin de fer, ils sont considérés comme agissant pour le compte de la personne à laquelle ils rendent ces services.

*Chapitre II.***Réclamations administratives. Actions, procédure et prescription en cas de litiges nés du contrat de transport.***Article 40.***Réclamations administratives.**

§ 1. Les réclamations administratives fondées sur le contrat de transport doivent être adressées par écrit au Chemin de fer désigné à l'article 42.

§ 2. Le droit de présenter la réclamation appartient aux personnes qui ont le droit d'actionner le Chemin de fer en vertu de l'article 41.

§ 3. Quand la réclamation est formée par l'expéditeur, il doit produire le duplicata de la lettre de voiture. Quand elle est formée par le destinataire, il doit produire la lettre de voiture si elle lui a été remise.

§ 4. La lettre de voiture, le duplicata et les autres documents que l'ayant droit juge utile de joindre à sa réclamation doivent être présentés soit en originaux, soit en copies, celles-ci dûment légalisées si le Chemin de fer le demande.

Lors du règlement de la réclamation, le Chemin de fer pourra exiger la présentation en original de la lettre de voiture, du duplicata ou du bulletin de remboursement en vue d'y porter la constatation du règlement.

*Article 41.***Personnes qui peuvent exercer le droit d'action contre le Chemin de fer.**

§ 1. L'action en restitution d'une somme payée en vertu du contrat de transport n'appartient qu'à celui qui a effectué le paiement.

§ 2. L'action relative aux remboursements prévus à l'article 19 n'appartient qu'à l'expéditeur.

§ 3. Les autres actions contre le Chemin de fer qui naissent du contrat de transport appartiennent :

à l'expéditeur, tant qu'il a le droit de modifier le contrat de transport, comme il est dit à l'article 21;

*Artikel 39.***Haftung der Eisenbahn für ihre Leute.**

Die Eisenbahn haftet für ihre Leute und für andere Personen, deren sie sich bei Ausführung der von ihr übernommenen Beförderung bedient.

Wenn indessen Bahnangestellte auf Verlangen eines Beteiligten Frachtbriefe ausstellen oder Übersetzungen anfertigen oder sonstige der Eisenbahn nicht obliegende Verrichtungen ausüben, gelten sie als Beauftragte dessen, für den sie tätig sind.

*Kapitel II.***Reklamationen. Klagen. Verfahren bei Rechtsstreitigkeiten aus dem Frachtvertrag. Verjährung der Ansprüche aus dem Frachtvertrag.***Artikel 40.***Reklamationen.**

§ 1. Außergerichtliche Ansprüche aus dem Frachtvertrag müssen schriftlich bei der in Artikel 42 näher bezeichneten Eisenbahn angebracht werden.

§ 2. Zur Geltendmachung sind die gemäß Artikel 41 zur Erhebung der Klage gegen die Eisenbahn berechtigten Personen befugt.

§ 3. Bei Geltendmachung solcher Ansprüche hat der Absender das Frachtbriebsduplicat, der Empfänger den Frachtbrief vorzulegen, vorausgesetzt, daß er ihm übergeben worden ist.

§ 4. Der Frachtbrief, das Frachtbriebsduplicat und die übrigen Belege, die der Berechtigte seiner Reklamation beifügen will, müssen in Urschrift oder Abschrift vorgelegt werden, Abschriften auf Verlangen der Eisenbahn in gehörig beglaubigter Form.

Bei der endgültigen Erledigung der Reklamation kann die Eisenbahn die Vorlage der Urschriften des Frachtbriefts, Frachtbriebsduplicats oder des Nachnahmescheins verlangen, um auf ihnen die endgültige Erledigung zu beurkunden.

*Artikel 41.***Zur Erhebung der Klage gegen die Eisenbahn berechtigte Personen.**

§ 1. Zur gerichtlichen Geltendmachung von Ansprüchen auf Rückerstattung von Zahlungen, die auf Grund des Frachtvertrags geleistet worden sind, ist nur befugt, wer die Zahlung geleistet hat.

§ 2. Zur gerichtlichen Geltendmachung von Ansprüchen wegen Nachnahmen (Artikel 19) ist nur der Absender befugt.

§ 3. Zur gerichtlichen Geltendmachung sonstiger Ansprüche gegen die Eisenbahn auf Grund des Frachtvertrages sind befugt:

der Absender, solange ihm nach Artikel 21 das Recht zusteht, nachträgliche Verfügungen über das Gut zu treffen;

au destinataire, à partir du moment où il a soit reçu la lettre de voiture, soit fait valoir les droits qui lui appartiennent en vertu de l'article 16, § 3.

Pour exercer ces actions, l'expéditeur doit représenter le duplicata de la lettre de voiture. A défaut, il ne peut actionner le Chemin de fer que si le destinataire l'y a autorisé ou s'il apporte la preuve que le destinataire a refusé la marchandise.

#### Article 42.

**Chemins de fer contre lesquels l'action peut être exercée. Compétence.**

§ 1. L'action en restitution d'une somme payée en vertu du contrat de transport ne peut être exercée que contre le Chemin de fer qui a perçu cette somme.

§ 2. L'action relative aux remboursements prévus à l'article 19 ne peut être exercée que contre le Chemin de fer expéditeur.

§ 3. Les autres actions qui naissent du contrat de transport ne peuvent être exercées que contre le Chemin de fer expéditeur, le Chemin de fer destinataire ou celui sur lequel s'est produit le fait générateur de l'action.

Dans le cas où le Chemin de fer destinataire n'a pas reçu la marchandise, il peut néanmoins être actionné.

Le demandeur a le choix entre lesdits Chemins de fer; l'action intentée, le droit d'option est éteint.

§ 4. L'action ne peut être intentée que devant le juge compétent de l'Etat duquel relève le Chemin de fer actionné, à moins qu'il n'en soit décidé autrement dans les accords entre Etats ou les actes de concession.

Lorsqu'une entreprise exploite des réseaux autonomes dans divers Etats, chacun de ces réseaux est considéré comme un Chemin de fer distinct au point de vue de l'application du présent paragraphe.

§ 5. L'action peut être formée contre un Chemin de fer autre que ceux qui sont désignés aux §§ 1, 2 et 3, lorsqu'elle est présentée comme demande reconventionnelle ou comme exception dans l'instance relative à une demande principale fondée sur le même contrat de transport.

§ 6. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux recours des Chemins de fer entre eux, réglés au chapitre III du présent titre.

der Empfänger von dem Zeitpunkt an, zu dem ihm der Frachtbrief übergeben worden ist oder er seine Rechte aus dem Frachtvertrag nach Maßgabe des Artikels 16, § 3 geltend gemacht hat.

Zur Erhebung der Klage durch den Absender bedarf es der Vorlegung des Frachtbrieffduplikats. Vermag der Absender das Frachtbrieffduplikat nicht vorzulegen, so kann er seinen Anspruch gegen die Bahn nur mit Zustimmung des Empfängers oder dann gerichtlich geltend machen, wenn er nachweist, daß der Empfänger die Annahme des Gutes verweigert hat.

#### Artikel 42.

**Eisenbahnen, gegen welche die Klagen zu richten sind. Zuständigkeit.**

§ 1. Ansprüche auf Rückerstattung von Zahlungen, die auf Grund des Frachtvertrags geleistet sind, können nur gegen die Eisenbahn gerichtlich geltend gemacht werden, die den Betrag erhoben hat.

§ 2. Ansprüche wegen Nachnahmen (Artikel 19) können nur gegen die Versandbahn gerichtlich geltend gemacht werden.

§ 3. Sonstige Ansprüche auf Grund des Frachtvertrages können nur gegen die Versandbahn, die Empfangsbahn oder diejenige Eisenbahn gerichtlich geltend gemacht werden, auf deren Strecken sich die den Anspruch begründende Tatsache ereignet hat.

Auch wenn die Empfangsbahn das Gut nicht erhalten hat, kann sie gleichwohl gerichtlich in Anspruch genommen werden.

Unter den bezeichneten Eisenbahnen steht dem Kläger die Wahl zu; mit der Erhebung der Klage erlischt das Wahlrecht.

§ 4. Die Klage kann, wenn nicht in Staatsverträgen oder KonzeSSIONen ein anderes bestimmt ist, nur vor den zuständigen Gerichten des Staates erhoben werden, dem die beklagte Eisenbahn angehört.

Betreibt ein Eisenbahnunternehmen mehrere Eisenbahnnetze mit selbständiger Betriebsverwaltung in verschiedenen Staaten, so wird jedes dieser Eisenbahnnetze als besondere Eisenbahn im Sinne dieser Vorschrift angesehen.

§ 5. Im Wege der Widerklage oder der Einrede können Ansprüche auch gegen eine andere als die in den §§ 1, 2 und 3 bezeichneten Eisenbahnen erhoben werden, wenn sich die Klage auf denselben Frachtvertrag gründet.

§ 6. Die Vorschriften dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Rückgriff der Eisenbahnen gegeneinander nach Maßgabe des Kapitels III dieses Titels.

*Article 43.***Constatation de la perte partielle ou d'une avarie subie par une marchandise.**

§ 1. Lorsqu'une perte partielle ou une avarie est découverte ou présumée par le Chemin de fer ou alléguée par l'ayant droit, le Chemin de fer est tenu de faire dresser sans délai et si possible en présence de cet ayant droit un procès-verbal constatant l'état et le poids de la marchandise et, autant que possible, le montant du dommage, sa cause et le moment où il s'est produit.

Une copie de ce procès-verbal doit être remise à l'ayant droit sur sa demande.

§ 2. Lorsque l'ayant droit n'accepte pas les constatations du procès-verbal, il peut demander la constatation judiciaire de l'état et du poids de la marchandise, ainsi que des causes et du montant du dommage, conformément aux lois et règlements de l'Etat où la livraison est effectuée.

*Article 44.***Extinction de l'action contre le Chemin de fer née du contrat de transport.**

§ 1. L'acceptation de la marchandise éteint toute action contre le Chemin de fer provenant du contrat de transport.

§ 2. Toutefois l'action n'est pas éteinte :

1° si l'ayant droit fournit la preuve que le dommage a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer ;

2° en cas de réclamation pour cause de retard, lorsqu'elle est faite à l'un des Chemins de fer désignées par l'article 42, § 3, dans un délai ne dépassant pas quatorze jours, non compris celui de l'acceptation ;

3° en cas de réclamation pour perte partielle ou pour avarie :

a) si la perte ou l'avarie a été constatée avant l'acceptation de la marchandise par l'ayant droit conformément à l'article 43 ;

b) si la constatation qui aurait dû être faite conformément à l'article 43 n'a été omise que par la faute du Chemin de fer ;

4° en cas de réclamation pour dommages non apparents dont l'existence est constatée après l'acceptation, à la condition :

a) que la vérification de la marchandise à la gare destinataire n'ait pas été offerte par le Chemin de fer à l'ayant droit ;

b) que la demande de constatation conformément à l'article 43 soit faite immédiatement après la découverte du dommage, et au plus tard dans les sept jours qui suivent l'acceptation de la marchandise ;

*Artikel 43.***Feststellung eines teilweisen Verlustes oder einer Beschädigung des Gutes.**

§ 1. Wird ein teilweiser Verlust oder eine Beschädigung des Gutes von der Eisenbahn entdeckt oder vermutet oder von dem Berechtigten behauptet, so hat die Eisenbahn den Zustand und das Gewicht des Gutes und, soweit dies möglich ist, den Betrag, die Ursache und den Zeitpunkt des Schadens sofort, wo möglich im Beisein des Berechtigten, durch eine Tatbestandsaufnahme festzustellen.

Dem Berechtigten ist auf Verlangen eine Abschrift der Tatbestandsaufnahme auszuhändigen.

§ 2. Wenn der Berechtigte die Feststellungen der Tatbestandsaufnahme nicht anerkennt, kann er verlangen, daß der Zustand und das Gewicht des Gutes sowie die Schadensursache und der Betrag des Schadens gemäß den Gesetzen und Reglementen des Staates, wo die Ablieferung stattgefunden hat, gerichtlich festgestellt wird.

*Artikel 44.***Erlöschen der Ansprüche gegen die Eisenbahn aus dem Frachtvertrag.**

§ 1. Mit der Abnahme des Gutes sind alle Ansprüche gegen die Eisenbahn aus dem Frachtvertrag erlöschen.

§ 2. Jedoch erlöschen nicht :

1. Entschädigungsansprüche, bei denen der Berechtigte nachweist, daß der Schaden durch Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit der Eisenbahn herbeigeführt worden ist ;

2. Entschädigungsansprüche wegen Überschreitung der Lieferfrist, wenn sie bei einer der im Artikel 42, § 3 bezeichneten Bahnen innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen den Tag der Abnahme nicht mitgerechnet, angebracht werden ;

3. Entschädigungsansprüche wegen teilweisen Verlustes oder Beschädigung :

a) wenn der Verlust oder die Beschädigung vor der Abnahme des Gutes durch den Berechtigten gemäß Artikel 43 festgestellt worden ist ;

b) wenn die Feststellung, die nach Artikel 43 hätte erfolgen sollen, nur durch Verschulden der Eisenbahn unterblieben ist ;

4. Entschädigungsansprüche wegen äußerlich nicht erkennbarer Schäden, die erst nach der Abnahme festgestellt worden sind, jedoch nur unter nachstehenden Voraussetzungen :

a) daß sich die Eisenbahn dem Berechtigten gegenüber nicht zur Feststellung des Zustandes des Gutes auf der Bestimmungsstation bereit erklärt hat ;

b) daß unverzüglich nach der Entdeckung des Schadens und spätestens sieben Tage nach der Abnahme des Gutes der Antrag auf Feststellung gemäß Artikel 43 angebracht wird ;

- c) que l'ayant droit fasse la preuve que le **dommages** s'est produit dans l'intervalle écoulé entre l'acceptation au transport et la livraison;  
 5° lorsque l'action a pour objet la restitution de sommes payées ou le remboursement prévu à l'article 19.

§ 3. L'ayant droit peut refuser l'acceptation de la marchandise, même après la réception de la lettre de voiture et le paiement des frais de transport, tant qu'il n'a pas été procédé aux vérifications requises par lui en vue de constater un dommage allégué.

Les réserves qu'il ferait tout recevant la marchandise ne seraient d'aucun effet, à moins d'être acceptées par le Chemin de fer.

§ 4. Si une partie des colis mentionnés dans la lettre de voiture manque lors de la livraison, l'ayant droit peut constater, dans la quittance prévue au § 1 de l'article 16, que ces colis, dûment désignés, ne lui ont pas été livrés.

#### Article 45.

##### Prescription de l'action née du contrat de transport.

§ 1. L'action née du contrat de transport est prescrite par un an, lorsque la somme due n'a pas été déjà fixée par une reconnaissance, par une transaction ou par un jugement.

Toitefois, la prescription est de trois ans s'il s'agit:

- a) de l'action de l'expéditeur en versement d'un remboursement perçu par le Chemin de fer sur le destinataire;
- b) d'une action fondée sur un dommage ayant pour cause un dol ou une faute lourde;
- c) d'une action fondée sur le cas de fraude visé dans l'article 38.

§ 2. La prescription court:

- a) pour les demandes d'indemnité en cas de perte partielle, d'avarie ou de retard à la livraison:  
du jour où la livraison a eu lieu;
- b) pour les demandes d'indemnité en cas de perte totale:  
du jour de l'expiration du délai de livraison;
- c) pour les demandes en paiement ou en restitution de taxes, de frais accessoires ou de surtaxes ou pour les demandes en rectification de taxe, en cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur de calcul:  
du jour du paiement de la taxe, des frais accessoires ou de la surtaxe, ou s'il n'y a pas eu paiement, du jour de la remise de la marchandise au transport;

- c) daß der Berechtigte beweist, daß der Schaden in der Zeit zwischen der Annahme zur Beförderung und der Ablieferung entstanden ist;  
 5. Ansprüche auf Rückerstattung geleisteter Zahlungen oder wegen Nachnahmen (Artikel 19).

§ 3. Der Berechtigte kann die Abnahme des Gutes auch nach Annahme des Frachtbriefs und Bezahlung der Fracht so lange verweigern, bis seinem Antrag auf Feststellung von behaupteten Schäden stattgegeben ist.

Vorbehalte bei der Abnahme des Gutes sind wirkungslos, sofern sie nicht von der Eisenbahn anerkannt sind.

§ 4. Wenn von mehreren im Frachtbrief verzeichneten Gegenständen einzelne bei der Ablieferung fehlen, so kann der Berechtigte in der in Artikel 16, § 1 vorgesehenen Quittung feststellen, daß diese genau zu bezeichnenden Gegenstände ihm nicht abgeliefert worden sind.

#### Artikel 45.

##### Verjährung der Klagen aus dem Frachtvertrage.

§ 1. Klagen aus dem Frachtvertrage verjähren in einem Jahre, wenn die geschuldete Summe nicht bereits durch Auerkenntnis, Vergleich oder gerichtliches Urteil festgestellt worden ist.

Die Verjährung beträgt indessen drei Jahre, wenn es sich handelt um eine Klage:

- a) des Absenders auf Auszahlung einer Nachnahme, die die Eisenbahn vom Empfänger eingezogen hat;
- b) wegen eines durch Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit verursachten Schadens;
- c) wegen des in Artikel 38 erwähnten Falles des Betrugs.

§ 2. Die Verjährung beginnt:

- a) bei Entschädigungsansprüchen wegen teilweisen Verlustes, Beschädigung oder Überschreitung der Lieferfrist  
mit dem Tage der Ablieferung;
- b) bei Entschädigungsansprüchen wegen gänzlichen Verlustes  
mit dem Tage des Ablaufs der Lieferfrist;
- c) bei Ansprüchen auf Zahlung oder Rückerstattung von Fracht, Nebengebühren oder Frachtzuschlägen oder auf Berichtigung bei unrichtiger Tarifanwendung oder bei Rechenfehlern  
mit dem Tage der Zahlung oder, wenn keine Zahlung stattgefunden hat, mit dem Tage der Aufgabe des Gutes;

d) pour les demandes relatives aux remboursements prévus à l'article 19:

du 90<sup>e</sup> jour après l'expiration du délai de livraison;

e) pour les demandes en paiement d'un supplément de droit, réclamé par la douane:

du jour de la réclamation de la douane.

Le jour indiqué comme point de départ de la prescription n'est jamais compris dans le délai.

§ 3. En cas de réclamation administrative écrite adressée au Chemin de fer conformément à l'article 40, la prescription cesse de courir. La prescription reprend son cours à partir du jour où le Chemin de fer a repoussé la réclamation par écrit et restitué les pièces qui y étaient jointes. La preuve de la réception de la réclamation ou de la réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge de la partie qui invoque ce fait.

Les réclamations ultérieures ne suspendent pas la prescription.

§ 4. Sous réserve des dispositions qui précèdent, la suspension et l'interruption de la prescription sont réglées par les lois et règlements de l'Etat où l'action est intentée.

#### Article 46.

### Inadmissibilité de la reprise de l'action éteinte ou prescrite.

L'action éteinte ou prescrite conformément aux dispositions des articles 44 et 45 ne peut être reprise ni sous la forme d'une demande reconventionnelle ni sous celle d'une exception.

#### Chapitre III.

### Règlement des comptes. Recours des Chemins de fer entre eux.

#### Article 47.

### Règlement des comptes entre Chemins de fer.

§ 1. Tout Chemin de fer qui a encaissé, soit au départ, soit à l'arrivée, les frais de transport ou d'autres créances résultant du contrat de transport, est tenu de payer aux Chemins de fer intéressés la part leur revenant sur ces frais et créances.

§ 2. La remise de la marchandise par un Chemin de fer au Chemin de fer subséquent donne au premier le droit de débiter immédiatement le second du montant des frais et créances dont était grevée la marchandise au moment de sa remise, d'après la lettre de voiture, sous réserve du compte définitif à établir conformément au § 1 du présent article.

§ 3. Sous réserve de ses droits contre l'expéditeur, le Chemin de fer expéditeur est responsable des frais de transport et des autres

d) bei Ansprüchen wegen Nachnahmen (Artikel 19)

mit dem 90. Tage nach Ablauf der Lieferfrist;

e) bei Ansprüchen auf Zahlung eines von der Zollbehörde verlangten Zuschlags

mit dem Tage, an dem die Zollbehörde das Verlangen gestellt hat.

Der als Beginn der Verjährung bezeichnete Tag ist in der Frist nicht einbegriffen.

§ 3. Wenn der Berechtigte eine schriftliche Reklamation gemäß Artikel 40 bei der Eisenbahn eingereicht hat, wird der Lauf der Verjährung gehemmt. Der Lauf beginnt wieder mit dem Tage, an dem die Eisenbahn die Reklamation durch schriftlichen Bescheid zurückgewiesen und die der Reklamation etwa beigefügten Belege zurückgegeben hat. Der Beweis des Eingangs der Reklamation oder des Bescheids und der Rückgabe der Belege liegt dem ob, der sich auf diese Tatsachen beruft.

Weitere Reklamationen hemmen die Verjährung nicht.

§ 4. Vorbehaltlich vorstehender Bestimmungen gelten für die Hemmung und die Unterbrechung der Verjährung die Gesetze und Reglemente des Staates, in dem die Klage angestellt wird.

#### Artikel 46.

### Unzulässigkeit der Geltendmachung erloschener oder verjährter Ansprüche.

Ansprüche, die gemäß den Artikeln 44 und 45 erloschen oder verjährt sind, können auch nicht im Wege einer Widerklage oder einer Einrede geltend gemacht werden.

#### Kapitel III.

### Abrechnung.

### Rückgriff der Eisenbahnen gegeneinander.

#### Artikel 47.

### Abrechnung zwischen den Eisenbahnen.

§ 1. Jede Eisenbahn, die bei der Aufgabe oder Ablieferung des Gutes die Fracht oder andere aus dem Frachtvertrag herrührende Forderungen eingezogen hat, ist verpflichtet, den beteiligten Eisenbahnen den ihnen gebührenden Anteil an der Fracht und den erwähnten Forderungen zu bezahlen.

§ 2. Die Übergabe des Gutes von einer Eisenbahn an die nächstfolgende begründet für die erstere das Recht, die letztere sofort mit dem Betrage der Fracht und der sonstigen Forderungen zu belasten, soweit sich diese zur Zeit der Übergabe des Gutes aus dem Frachtbrief ergeben, vorbehaltlich der endgültigen Abrechnung nach Maßgabe des § 1 dieses Artikels.

3. Die Versandbahn haftet vorbehaltlich ihrer Ansprüche gegen den Absender für die Fracht und sonstigen Beträge, die sie nicht erhoben hat, obwohl

frais qu'il n'aurait pas encaissés alors que l'expéditeur les avait pris à sa charge en vertu de la lettre de voiture.

§ 4. Si le Chemin de fer destinataire délivre la marchandise sans recouvrer à la livraison les frais et créances dont elle était grevée, il est responsable du paiement de ces frais et créances, sous réserve de ses droits contre le destinataire.

#### Article 48.

##### Recours en cas d'indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie.

§ 1. Le Chemin de fer qui a payé une indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie, en vertu des dispositions de la présente Convention, a le droit d'exercer un recours contre les Chemins de fer qui ont concouru au transport, conformément aux dispositions suivantes:

- a) le Chemin de fer par le fait duquel le dommage a été causé en est seul responsable;
- b) lorsque le dommage a été causé par le fait de plusieurs Chemins de fer, chacun d'eux répond du dommage causé par lui. Si la distinction est impossible dans l'espèce, la charge de l'indemnité est répartie entre eux d'après les principes énoncés à la lettre c);
- c) s'il ne peut être prouvé que le dommage a été causé par le fait d'un ou de plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité due est répartie entre tous les Chemins de fer ayant participé au transport, à l'exception de ceux qui prouveraient que le dommage n'a pas été occasionné sur leurs lignes. La répartition est faite proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

§ 2. Dans le cas d'insolvabilité de l'un des Chemins de fer, la part lui incombant et non payée par lui est répartie entre tous les autres Chemins de fer qui ont pris part au transport, proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

#### Article 49.

##### Recours en cas d'indemnité pour retard à la livraison.

§ 1. Les règles énoncées dans l'article 48 sont appliquées en cas d'indemnité payée pour retard. Si le retard a eu pour causes des irrégularités constatées sur plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité est répartie entre ces Chemins de fer proportionnellement à la durée du retard sur leurs réseaux respectifs.

§ 2. Les délais de livraison déterminés par l'article 11 de la présente Convention sont partagés entre les différents Chemins de fer qui ont pris part au transport de la manière suivante:

sie der Absender nach Maßgabe des Frachtbriefs zu seinen Lasten übernommen hatte.

§ 4. Liefert die Empfangsbahn das Gut ab, ohne bei der Ablieferung die Fracht und die sonstigen Forderungen, mit denen es belastet war, einzuziehen, ist sie vorbehaltlich ihrer Ansprüche gegen den Empfänger für die Bezahlung dieser Beträge verantwortlich.

#### Artikel 48.

##### Rückgriff bei Entschädigung für gänzlichen oder teilweisen Verlust oder Beschädigung.

§ 1. Hat eine Eisenbahn auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens eine Entschädigung für gänzlichen oder teilweisen Verlust oder Beschädigung geleistet, so steht ihr der Rückgriff gegen die an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen nach Maßgabe folgender Bestimmungen zu:

- a) die Eisenbahn, die den Schaden verursacht hat, haftet ausschließlich dafür;
- b) haben mehrere Eisenbahnen den Schaden verursacht, so haftet jede Bahn für den von ihr verursachten Schaden. Ist eine solche Unterscheidung nach den Umständen des Falles nicht möglich, so bestimmen sich ihre Anteile an der Entschädigung nach den Grundsätzen unter c);
- c) wenn nicht nachgewiesen werden kann, daß eine oder mehrere Eisenbahnen den Schaden verursacht haben, so haften sämtliche an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen mit Ausnahme derjenigen, die beweisen, daß der Schaden auf ihrer Strecke nicht verursacht worden ist; die Verteilung erfolgt nach Verhältnis der Tarifkilometer.

§ 2. Bei Zahlungsunfähigkeit einer dieser Eisenbahnen wird der auf sie entfallende, aber von ihr nicht bezahlte Anteil unter alle übrigen an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen nach Verhältnis der Tarifkilometer verteilt.

#### Artikel 49.

##### Rückgriff bei Entschädigung für Überschreitung der Lieferfrist.

§ 1. Die Vorschriften des Artikels 48 finden auch bei Entschädigung für Überschreitung der Lieferfrist Anwendung. Wird die Überschreitung durch Unregelmäßigkeiten veranlaßt, die im Bereiche mehrerer Eisenbahnen festgestellt worden sind, so ist die Entschädigung unter diese Eisenbahnen nach Verhältnis der Zeitdauer der auf ihren Strecken vorgekommenen Verspätung zu verteilen.

§ 2. Die im Artikel 11 dieses Übereinkommens festgesetzten Lieferfristen verteilen sich unter die an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen wie folgt:



- 1<sup>o</sup> Entre deux Chemins de fer voisins:
- a) le délai d'expédition est partagé également;
  - b) le délai de transport est partagé proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs sur chacun des deux Chemins de fer;
- 2<sup>o</sup> Entre trois Chemins de fer ou plus:
- a) il est attribué d'abord, sur le délai d'expédition, au premier, d'une part, et au dernier, d'autre part, douze heures pour la petite vitesse et six heures pour la grande vitesse;
  - b) le reste du délai d'expédition et un tiers du délai de transport sont partagés par parts égales entre tous les Chemins de fer participants;
  - c) les deux autres tiers du délai de transport sont partagés proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs sur chacun de ces Chemins de fer.

§ 3. Les délais supplémentaires auxquels un Chemin de fer a droit sont attribués à ce Chemin de fer.

§ 4. L'intervalle, entre le moment où la marchandise est remise au premier Chemin de fer et celui auquel le délai commence à courir reste exclusivement à la disposition de ce Chemin de fer.

§ 5. Le partage dont il est question ci-dessus n'est pris en considération que dans le cas où le délai de livraison total n'a pas été observé.

#### Article 50.

##### Procédure de recours.

§ 1. Le Chemin de fer contre lequel est exercé un des recours prévus aux articles 48 et 49 ci-dessus n'est jamais recevable à contester le bien-fondé du paiement effectué par l'administration exerçant le recours, lorsque l'indemnité a été fixée par l'autorité de justice après que l'assignation lui avait été dûment signifiée et qu'il avait été mis à même d'intervenir dans le procès. Le juge saisi de l'action principale fixe, selon les circonstances de fait, les délais impartis pour la signification et pour l'intervention.

§ 2. Le Chemin de fer qui veut exercer son recours doit former sa demande dans une seule et même instance contre tous les Chemins de fer intéressés avec lesquels il n'a pas transigé, sous peine de perdre son recours contre ceux qu'il n'aurait pas assignés.

§ 3. Le juge doit statuer par un seul et même jugement sur tous les recours dont il est saisi.

§ 4. Les Chemins de fer actionnés ne peuvent exercer aucun recours ultérieur.

1. im Verkehre zweier Nachbarbahnen:
  - a) die Abfertigungsfrist wird zu gleichen Teilen verteilt,
  - b) die Beförderungsfrist wird nach dem Verhältnis der Tarifkilometer, die auf jede der beiden Eisenbahnen entfallen, verteilt;
2. im Verkehr zwischen drei oder mehr Bahnen:
  - a) vorweg werden aus der Abfertigungsfrist der ersten und der letzten Eisenbahn je zwölf Stunden bei Frachtgut und je sechs Stunden bei Eilgut zugeteilt,
  - b) der Rest der Abfertigungsfrist und ein Drittel der Beförderungsfrist werden zu gleichen Teilen unter alle beteiligten Eisenbahnen verteilt,
  - c) die beiden anderen Drittel der Beförderungsfrist werden nach dem Verhältnis der Tarifkilometer, die auf jede dieser Eisenbahnen entfallen, verteilt.

§ 3. Zuschlagsfristen, auf die eine Eisenbahn Anspruch hat, werden dieser Eisenbahn zugeteilt.

§ 4. Die Zeit von der Aufgabe des Gutes bis zum Beginn der Lieferfrist wird lediglich der Versandbahn zugeteilt.

§ 5. Die obenerwähnte Verteilung kommt nur in Betracht, wenn die Lieferfrist im ganzen nicht eingehalten worden ist.

#### Artikel 50.

##### Verfahren bei Rückgriffen.

§ 1. Keine Eisenbahn, gegen die nach Artikel 48 oder 49 Rückgriff genommen wird, ist befugt, die Rechtmäßigkeit der durch die rückgriffnehmende Eisenbahn geleisteten Zahlung zu bestreiten, wenn über die Entschädigung gerichtlich entschieden worden ist, nachdem der Eisenbahn in gehöriger Weise der Streit verkündet und ihr die Möglichkeit gegeben war, in dem Rechtsstreit zu intervenieren. Der Richter der Hauptsache bestimmt nach den Umständen des Falles die Fristen für die Streitverkündung und für die Intervention.

§ 2. Die den Rückgriff nehmende Eisenbahn hat sämtliche beteiligten Eisenbahnen, mit denen sie sich nicht gütlich geeinigt hat, in einer und derselben Klage zu belangen, widrigenfalls das Recht des Rückgriffs gegen die nicht belangten Eisenbahnen erlischt.

§ 3. Der Richter hat in einem und demselben Verfahren über alle Rückgriffe, mit denen er befaßt ist, zu entscheiden.

§ 4. Den beklagten Eisenbahnen steht ein weiterer Rückgriff nicht zu.

§ 5. Il n'est pas permis d'introduire les recours en garantie dans l'instance relative à la demande principale en indemnité.

*Article 51.*

**Compétence pour les recours.**

§ 1. Le juge du domicile du Chemin de fer contre lequel le recours s'exerce est exclusivement compétent pour toutes les actions en recours.

§ 2. Lorsque l'action doit être intentée contre plusieurs Chemins de fer, le Chemin de fer demandeur a le droit de choisir entre les juges compétents en vertu du paragraphe précédent, celui devant lequel il porte sa demande.

*Article 52.*

**Conventions particulières au sujet des recours.**

Sont réservées les conventions particulières qui peuvent intervenir entre les Chemins de fer, soit d'avance pour les divers recours qu'ils pourraient avoir les uns contre les autres, soit pour un cas spécial.

**Titre IV.**

**Dispositions diverses.**

*Article 53.*

**Application du droit national.**

A défaut de stipulations dans la présente Convention, les dispositions des lois et règlements nationaux relatifs au transport dans chaque Etat sont applicables.

*Article 54.*

**Règles générales de procédure.**

Pour tous les litiges auxquels donnent lieu les transports soumis à la présente Convention, la procédure à suivre est celle du juge compétent, sous réserve des dispositions contraires insérées dans la Convention.

*Article 55.*

**Exécution des jugements. Saisies et cautions.**

§ 1. Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent en vertu des dispositions de la présente Convention sont devenus exécutoires d'après les lois appliquées par ce juge, ils deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans cet Etat. La révision du fond de l'affaire n'est pas admise.

Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement, non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées en sus des dépens, contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

§ 5. Die Verbindung des Rückgriffsverfahrens mit dem Entschädigungsverfahren ist unzulässig.

*Artikel 51.*

**Zuständigkeit im Rückgriffsverfahren.**

§ 1. Der Richter des Wohnsitzes der Eisenbahn, gegen die der Rückgriff genommen wird, ist für alle Rückgriffsansprüche ausschließlich zuständig.

§ 2. Ist die Klage gegen mehrere Eisenbahnen zu erheben, so hat die klagende Eisenbahn die Wahl unter den nach § 1 dieses Artikels zuständigen Richtern.

*Artikel 52.*

**Besondere Vereinbarungen über den Rückgriff.**

Die Befugnis der Eisenbahnen, über den Rückgriff im voraus oder im einzelnen Falle andere Vereinbarungen zu treffen, bleibt unberührt.

**Titel IV.**

**Verschiedene Vorschriften.**

*Artikel 53.*

**Anwendung des inneren Rechtes.**

Soweit in diesem Übereinkommen keine Bestimmungen getroffen sind, finden die Gesetze und Reglemente für den inneren Verkehr jedes Staates Anwendung.

*Artikel 54.*

**Allgemeine Vorschriften über das Verfahren.**

In allen Rechtsstreitigkeiten, zu denen die diesem Übereinkommen unterworfenen Sendungen Anlaß geben, richtet sich das Verfahren nach dem Rechte des zuständigen Richters, soweit nicht durch dieses Übereinkommen andere Bestimmungen getroffen sind.

*Artikel 55.*

**Vollstreckbarkeit von Urteilen, Beschlagnahmen und Sicherstellungen.**

§ 1. Urteile, die auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens von dem zuständigen Richter infolge eines kontradiktorischen oder eines Versäumnisverfahrens erlassen und nach den für den urteilenden Richter maßgebenden Gesetzen vollstreckbar geworden sind, erlangen im Gebiet jedes anderen Vertragsstaates Vollstreckbarkeit, sobald die in diesem Staate vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt sind. Eine sachliche Nachprüfung des Inhalts ist nicht zulässig.

Auf nur vorläufig vollstreckbare Urteile findet diese Vorschrift keine Anwendung, ebensowenig auf solche Bestimmungen eines Urteils, durch die der Kläger, weil er im Rechtsstreit unterliegt, außer in dessen Kosten zu einer weiteren Entschädigung verurteilt wird.

§ 2. Les créances engendrées par un transport international, au profit d'un Chemin de fer sur un Chemin de fer qui ne relève pas du même Etat que le premier, ne peuvent être saisies qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat duquel relève le Chemin de fer titulaire des créances saisies.

§ 3. Le matériel roulant d'un Chemin de fer, ainsi que les objets mobiliers de toute nature lui appartenant et contenus dans ce matériel, ne peuvent faire l'objet d'une saisie, sur un territoire autre que celui de l'Etat duquel relève le Chemin de fer propriétaire, qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de cet Etat.

§ 4. La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens ne peut être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

#### Article 56.

##### Unité monétaire. Cours de conversion ou d'acceptation des monnaies étrangères.

§ 1. Les sommes indiquées en francs dans la présente Convention ou ses Annexes sont considérées comme se rapportant au franc or, valant  $\frac{1}{5,18}$  dollar or des Etats-Unis d'Amérique.

§ 2. Le Chemin de fer est tenu de publier, par voie d'affichage aux guichets ou de toute autre manière appropriée, les cours auxquels il effectue la conversion des frais de transport, des remboursements, des frais accessoires et autres frais exprimés en unités monétaires étrangères, qui sont payés en monnaie du pays (cours de conversion).

§ 3. De même un Chemin de fer qui accepte en paiement des monnaies étrangères est tenu de publier les cours auxquels il les accepte (cours d'acceptation).

#### Article 57.

##### Office central des transports internationaux par Chemins de fer.

§ 1. Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il est institué un Office central des transports internationaux par Chemins de fer chargé:

- a) de recevoir les communications de chacun des Etats contractants et de chacun des Chemins de fer intéressés et de les notifier aux autres Etats et Chemins de fer;
- b) de recueillir, coordonner et publier les renseignements de toute nature qui intéressent le service des transports internationaux;
- c) de prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les Chemins de fer;

§ 2. Aus einer internationalen Beförderung herührende Forderungen einer Eisenbahn gegen eine andere Eisenbahn, die nicht dem gleichem Staat angehört wie die erstere, können nur auf Grund einer Entscheidung der Gerichte des Staates, dem die forderungsberechtigte Eisenbahn angehört, mit Arrest belegt oder gepfändet werden.

§ 3. Das rollende Material einer Eisenbahn mit Einschluß sämtlicher beweglichen, der betreffenden Eisenbahn gehörenden Gegenstände, die zu diesem Material gehören, kann in dem Gebiet eines anderen Staates als desjenigen, welchem die betreffende Eisenbahn angehört, nur auf Grund einer Entscheidung der Gerichte des Staates, dem die betreffende Eisenbahn angehört, mit Arrest belegt oder gepfändet werden.

§ 4. Eine Sicherstellung für die Kosten des Rechtsstreits kann bei Klagen, die auf Grund des internationalen Frachtvertrags erhoben werden, nicht gefordert werden.

#### Artikel 56.

##### Währungen. Umrechnungs- und Annahmekurse für fremde Währungen.

§ 1. Als Franken im Sinne dieses Abkommens oder seiner Anlagen gelten Goldfranken im Werte von  $\frac{1}{5,18}$  Golddollar der Vereinigten Staaten von Amerika.

§ 2. Die Eisenbahn hat die Kurse, zu denen sie die in ausländischer Währung ausgedrückten Frachten, Nachnahmen, Neben- oder anderen Gebühren, die in inländischer Währung bezahlt werden, umgerechnet (Umrechnungskurse), durch Schalterausgang oder auf sonstige geeignete Weise bekanntzugeben.

§ 3. Ebenso hat eine Eisenbahn, die fremdes Geld in Zahlung nimmt, die Kurse bekanntzugeben, zu denen sie es annimmt (Annahmekurse).

#### Artikel 57.

##### Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung.

§ 1. Um die Ausführung dieses Abkommens zu erleichtern und zu sichern, ist ein Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung errichtet, das die Aufgabe hat:

- a) die Mitteilungen eines jeden der vertragschließenden Staaten und einer jeden der beteiligten Eisenbahnen entgegenzunehmen und sie den übrigen Staaten und Eisenbahnen zur Kenntnis zu bringen;
- b) Nachrichten aller Art, die für das internationale Beförderungswesen von Wichtigkeit sind, zu sammeln, zusammenzustellen und zu veröffentlichen;
- c) auf Verlangen der Parteien Entscheidungen über Streitigkeiten der Eisenbahnen untereinander zu treffen;

- d) de faciliter, entre les divers Chemins de fer, les relations financières nécessitées par le service des transports internationaux et le recouvrement des créances restées en souffrance et d'assurer, à ce point de vue, la sécurité des rapports des Chemins de fer entre eux;
- e) d'instruire les demandes de modifications à la présente Convention et de proposer la réunion des Conférences prévues à l'article 60, quand il y a lieu.

§ 2. Un règlement spécial constituant l'Annexe VI à la présente Convention détermine le siège, la composition et l'organisation de cet Office, ainsi que ses moyens d'action. Ce règlement et les modifications qui y sont apportées par des accords entre tous les Etats contractants ont la même valeur et durée que la Convention.

#### Article 58.

##### Liste des lignes soumises à la Convention.

§ 1. L'Office central prévu à l'article 57 est chargé d'établir et de tenir à jour la liste des lignes soumises à la présente Convention. A cet effet, il reçoit les notifications des Etats contractants relatives à l'inscription sur cette liste ou à la radiation des lignes d'un Chemin de fer ou d'une des entreprises mentionnées à l'article 2.

§ 2. L'entrée d'une ligne nouvelle dans le service des transports internationaux n'a lieu qu'un mois après la date de la lettre de l'Office central notifiant son inscription aux autres Etats.

§ 3. La radiation d'une ligne est effectuée par l'Office central, aussitôt que celui des Etats contractants sur la demande duquel cette ligne a été portée sur la liste lui a notifié qu'elle ne se trouve plus en situation de satisfaire aux obligations imposées par la Convention.

§ 4. La simple réception de l'avis émanant de l'Office central donne immédiatement à chaque chemin de fer le droit de cesser, avec la ligne radiée, toutes relations de transport international, sauf en ce qui concerne les transports en cours, qui doivent être continués jusqu'à destination.

#### Article 59.

##### Admission de nouveaux Etats.

§ 1. Tout Etat non signataire qui veut adhérer à la présente Convention adresse sa demande au Gouvernement suisse, qui la communique à tous les Etats participants avec une note de l'Office central sur la situation des chemins de fer de l'Etat demandeur au point de vue des transports internationaux.

- d) die durch den internationalen Verkehr bedingten finanziellen Beziehungen zwischen den beteiligten Eisenbahnen sowie die Einziehung rückständig gebliebener Forderungen zu erleichtern und in dieser Hinsicht die Sicherheit des Verhältnisses der Eisenbahnen untereinander zu fördern;

- e) die geschäftliche Behandlung der Vorschläge zur Abänderung dieses Übereinkommens zu übernehmen und, wenn ein Anlaß dazu vorliegt, den Zusammentritt von Konferenzen (Artikel 60) vorzuschlagen.

§ 2. Ein besonderes Reglement, das die Anlage VI zu diesem Übereinkommen bildet, trifft Bestimmung über Sitz, Zusammensetzung und Organisation dieses Zentralamts sowie über die zur Ausübung seiner Tätigkeit nötigen Mittel. Dieses Reglement und die an ihm durch Vereinbarung aller Vertragsstaaten vorgenommenen Änderungen haben dieselbe Geltung und Gültigkeitsdauer wie das Übereinkommen selbst.

#### Artikel 58.

##### Liste der dem Übereinkommen unterstehenden Strecken.

§ 1. Das in Artikel 57 bezeichnete Zentralamt hat die Liste der diesem Übereinkommen unterstehenden Strecken aufzustellen und auf dem laufenden zu halten. Zu diesem Zweck erhält es von den Vertragsstaaten die Mitteilungen über die Eintragung oder Streichung von Strecken einer Eisenbahn oder einer der in Artikel 2 bezeichneten Unternehmungen.

§ 2. Eine neue Strecke nimmt am internationalen Beförderungsdienst erst nach Ablauf eines Monats vom Tage der vom Zentralamt an die anderen Staaten gerichteten Mitteilung über ihre Eintragung an teil.

§ 3. Das Zentralamt streicht eine Strecke, sobald derjenige Vertragsstaat, auf dessen Ersuchen diese Strecke in die Liste aufgenommen worden ist, ihm mitgeteilt hat, daß sie nicht mehr in der Lage ist, den durch das Übereinkommen auferlegten Verpflichtungen nachzukommen.

§ 4. Jede Eisenbahn ist, sobald sie vom Zentralamt die Nachricht von der erfolgten Streichung erhalten hat, ohne weiteres berechtigt, mit der gestrichenen Strecke alle sich aus der internationalen Beförderung ergebenden Beziehungen abzubrechen. Die bereits in der Ausführung begriffenen Beförderungen sind jedoch vollständig auszuführen.

#### Artikel 59.

##### Zulassung neuer Staaten.

§ 1. Ein an diesem Übereinkommen nicht beteiligter Staat, der ihm beitreten will, richtet seinen Antrag an die schweizerische Regierung, die ihn allen Vertragsstaaten mitteilt unter Beifügung einer Äußerung des Zentralamts über die Lage der Eisenbahnen des antragstellenden Staates hinsichtlich der internationalen Beförderung.

§ 2. Si, dans le délai de six mois à dater de l'envoi de cet avis, deux Etats au moins n'ont pas notifié leur opposition au Gouvernement suisse, la demande est admise de plein droit, et avis en est donné par le Gouvernement suisse à l'Etat demandeur et à tous les Etats participants.

Dans le cas contraire, le Gouvernement suisse notifie à tous les Etats et à l'Etat demandeur que l'examen de la demande est ajourné.

§ 3. Toute admission produit ses effets un mois après la date de l'avis envoyé par le Gouvernement suisse.

#### Article 60.

##### Révision de la Convention.

§ 1. Les Délégués des Etats contractants se réunissent pour la révision de la Convention, sur la convocation du Gouvernement suisse, au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des modifications adoptées à la dernière Conférence.

Une Conférence sera convoquée avant cette époque, si la demande en est faite par le tiers au moins des Etats contractants.

§ 2. Il est institué, en vue de tenir à jour l'Annexe I, une Commission d'experts, dont l'organisation et le fonctionnement font l'objet d'un règlement qui forme l'Annexe VII de la présente Convention. Les décisions de cette Commission sont communiquées immédiatement aux Gouvernements des Etats participants par l'intermédiaire de l'Office central. Elles sont tenues pour acceptées si, dans le délai de deux mois, calculé dès le jour de la notification, deux Gouvernements au moins n'ont pas formulé d'objection. Elles entrent en vigueur le premier jour du troisième mois après le mois dans lequel l'Office central a porté leur acceptation à la connaissance des Gouvernements des Etats contractants. L'Office central désigne ce jour lors de la communication des décisions.

#### Article 61.

##### Dispositions complémentaires.

§ 1. Les dispositions complémentaires que certains Etats contractants ou certains Chemins de fer participants jugeraient utile de publier pour l'exécution de la Convention sont communiquées par eux à l'Office central.

§ 2. Les accords intervenus pour l'adoption de ces dispositions peuvent être mis en vigueur, sur les Chemins de fer qui y ont adhéré, dans les formes prévues par les lois et règlements de chaque Etat, sans pouvoir porter dérogation à la Convention internationale.

Leur mise en vigueur est notifiée à l'Office central.

§ 2. Wenn innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Absendung dieser Mitteilung nicht mindestens zwei Staaten der schweizerischen Regierung ihren Widerspruch bekanntgegeben haben, ist der Antrag rechtsverbindlich angenommen und macht die schweizerische Regierung dem Antragsteller und allen Vertragsstaaten hiervon Mitteilung.

Andernfalls teilt die schweizerische Regierung allen Staaten und dem Antragsteller mit, daß die Prüfung des Antrags vertagt ist.

§ 3. Jeder Beitritt wird einen Monat nach dem Tage der von der schweizerischen Regierung versandten Mitteilung wirksam.

#### Artikel 60.

##### Revision des Übereinkommens.

§ 1. Die Vertreter der Vertragsstaaten treten zur Revision des Übereinkommens auf Einladung der schweizerischen Regierung spätestens fünf Jahre nach dem Inkrafttreten der auf der letzten Konferenz beschlossenen Änderungen zusammen.

Auf Verlangen von mindestens einem Drittel der Vertragsstaaten ist eine Konferenz schon früher einzuberufen.

§ 2. Zur Fortbildung der Anlage I wird eine sachmännische Kommission eingesetzt, über deren Organisation und Geschäftsgang ein besonderes Reglement, das die Anlage VII zu diesem Übereinkommen bildet, nähere Bestimmung trifft. Die Beschlüsse der Kommission werden durch Vermittlung des Zentralamts unverzüglich den Regierungen der Vertragsstaaten mitgeteilt. Sie gelten als angenommen, wenn innerhalb der Frist von zwei Monaten, vom Tage der Mitteilung an gerechnet, nicht mindestens zwei Regierungen Widerspruch erhoben haben. Sie treten am ersten Tage des dritten Monats in Kraft, an dem das Zentralamt den Regierungen der Vertragsstaaten von ihrer Annahme Kenntnis gegeben hat; das Zentralamt bezeichnet bei der Mitteilung der Beschlüsse den Tag des Inkrafttretens.

#### Artikel 61.

##### Zusatzbestimmungen.

§ 1. Die von den einzelnen dem Übereinkommen angehörenden Staaten oder Eisenbahnen zur Ausführung des Übereinkommens etwa erlassenen Zusatzbestimmungen sind dem Zentralamt mitzuteilen.

§ 2. Die Vereinbarungen über die Annahme dieser Bestimmungen können auf den Eisenbahnen, die ihnen beigetreten sind, in der in den Gesetzen und Reglementen jedes Staates vorgeschriebenen Form in Kraft gesetzt werden; sie können aber die Vorschriften des Übereinkommens nicht abändern.

Ihre Einführung ist dem Zentralamt mitzuteilen.

*Article 62.***Durée de l'engagement résultant de l'adhésion à la Convention.**

§ 1. La durée de la présente Convention est illimitée. Toutefois, chaque Etat participant peut se dégager dans les conditions ci-après:

Le premier engagement est valable jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention. Tout Etat qui voudrait se dégager pour l'expiration de cette période devra notifier son intention au moins un an avant cette date au Gouvernement suisse, qui en informera tous les Etats participants.

A défaut de notification dans le délai indiqué, l'engagement sera prolongé de plein droit pour une période de trois années, et ainsi de suite, de trois ans en trois ans, à défaut de dénonciation un an au moins avant le 31 décembre de la dernière année de l'une des périodes triennales.

§ 2. Les nouveaux Etats admis à participer à la Convention au cours de la période quinquennale ou d'une des périodes triennales sont engagés jusqu'à la fin de cette période, puis jusqu'à la fin de chacune des périodes suivantes, tant qu'ils n'auront pas dénoncé leur engagement un an au moins avant l'expiration de l'une d'entre elles.

*Article 63.***Textes de la Convention et leur valeur respective.**

La présente Convention a été conclue et signée en langue française selon l'usage diplomatique établi.

Au texte français sont joints un texte en langue allemande et un texte en langue italienne qui ont la valeur de traductions officielles.

En cas de divergence, le texte français fait foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés et le Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune de Puissances signataires.

(Ci-après les signatures.)

*Artikel 62.***Dauer der durch den Eintritt zum Übereinkommen eingegangenen Verpflichtungen.**

§ 1. Die Dauer dieses Übereinkommens ist unbeschränkt. Jedoch kann jeder Vertragsstaat unter den nachstehenden Bedingungen zurücktreten:

Das Übereinkommen ist bis zum 31. Dezember des fünften Jahres nach dem Tage seines Inkrafttretens für jeden Vertragsstaat verbindlich. Jeder Staat, der nach Ablauf dieser Frist zurückzutreten wünscht, hat diese Absicht wenigstens ein Jahr vorher der schweizerischen Regierung mitzuteilen, die allen Vertragsstaaten davon Kenntnis gibt.

In Ermangelung einer Kündigung innerhalb der bezeichneten Frist erstreckt sich die Verpflichtung ohne weiteres auf weitere drei Jahre, und so fort von drei zu drei Jahren, sofern nicht wenigstens ein Jahr vorher auf den 31. Dezember des letzten Jahres einer der dreijährigen Zeiträume gekündigt wird.

§ 2. Für die neuen Staaten, die im Laufe des fünfjährigen oder eines der dreijährigen Zeiträume zugelassen werden, ist das Übereinkommen bis zum Ende dieses Zeitraums und weiter bis zum Ende jedes folgenden Zeitraums verbindlich, sofern sie nicht wenigstens ein Jahr vor dem Ablauf eines Zeitraums ihren Rücktritt erklärt haben.

*Artikel 63.***Texte des Übereinkommens und deren Verhältnis zueinander.**

Dieses Übereinkommen ist dem diplomatischen Gebrauch entsprechend in französischer Sprache abgeschlossen und gezeichnet.

Dem französischen Texte ist ein deutscher und ein italienischer Text beigelegt, die als amtliche Übersetzungen gelten.

Bei Nichtübereinstimmung entscheidet der französische Text.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten und der Delegierte der Regierungskommission des Saarbeckengebiets das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet.

So geschehen zu Bern, den dreiundzwanzigsten Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig, in einer einzigen Urschrift, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt und von der jeder der unterzeichneten Mächte eine amtliche Ausfertigung zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

**Prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions.***Observation préliminaire.*

Les marchandises inscrites dans l'Annexe I doivent être désignées dans la lettre de voiture sous la dénomination admise dans l'Annexe.

S'il s'agit d'une marchandise de la classe I la désignation de la marchandise doit être soulignée en rouge par l'expéditeur sur la lettre de voiture.

Les matières énumérées dans l'Annexe I ne peuvent être comprises dans un même emballage ensemble ou avec d'autres objets, à moins que l'Annexe I ne l'autorise. Elles peuvent être chargées dans un même wagon ensemble ou avec d'autres objets, à moins que l'Annexe I ne l'interdise.

Lorsque l'Annexe I prévoit l'inscription de certaines mentions sur les emballages, celles-ci doivent être accompagnées du signe  $\text{Ⓒ}$ .

*Classe I.***Matières sujettes à l'explosion.****Ia. Explosifs de mine ou de tir<sup>1)</sup>.**

Sont admis au transport:

1<sup>o</sup> la *nitrocellulose* (fulmi-coton, fulmi-coton pour collodion), à savoir:

- a) *sous forme d'ouate et non comprimée*, contenant au moins 25% d'eau ou d'alcool (75 parties de matière sèche et 25 parties de liquide);
- b) *comprimée*, contenant au moins 15% d'eau (85 parties de matière sèche et 15 parties d'eau).

La nitrocellulose doit satisfaire aux conditions de stabilité suivantes:

La nitrocellulose chauffée pendant deux heures à une température de 132<sup>o</sup> centigrade ne doit pas dégager plus de 3 centimètres cubes d'oxyde d'azote pour 1 gramme de nitrocellulose; la température de détonation doit être supérieure à 180<sup>o</sup> centigrade.

2<sup>o</sup> Le *trinitrotoluol*, ainsi que le *trinitrotoluol dit liquide* (mélange neutre de toluols nitrés, liquide à la température ordinaire). Ces matières ne doivent pas être plus dangereuses que le „trinitrotoluol a“ chimiquement pur.

1) Les substances, non utilisées en vue du tir ou pour provoquer des explosions, que le contact d'une flamme ne peut faire détoner et qui ne sont pas plus sensibles au choc ou à la friction que le dinitrobenzol, ne rentrent pas dans les explosifs au sens des présentes dispositions.

**Vorschriften über die bedingungsweise zur Beförderung zugelassenen Gegenstände.***Vorbemerkung.*

Die in der Anlage I aufgeführten Gegenstände müssen im Frachtbrief mit den in der Anlage enthaltenen Benennungen bezeichnet werden.

Bei den in der Klasse I aufgeführten Gegenständen muß der Absender diese Bezeichnungen im Frachtbrief rot unterstreichen.

Die in der Anlage I bezeichneten Gegenstände dürfen miteinander und mit anderen Gegenständen nur dann zusammengepackt werden, wenn dies in der Anlage I zugelassen ist. Sie dürfen miteinander und mit anderen Gegenständen in demselben Wagen zusammengeladen werden, wenn dies in der Anlage I nicht verboten ist.

Soweit in der Anlage I Aufschriften auf den Packgefäßen vorgeschrieben sind, müssen sie das Zeichen  $\text{Ⓒ}$  tragen.

*Klasse I.***Explosionsgefährliche Gegenstände.****1a. Sprengstoffe (Spreng- und Schießmittel<sup>1)</sup>).**

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Nitrozellulose (Schießbaumwolle, Kolloidumwolle), und zwar:

- a) in *Flockenform* und ungepreßt, mit mindestens 25 v. H. Wasser- oder Alkoholgehalt (75 Teile Trockenstoff und 25 Teile Flüssigkeit);
- b) *gepreßt*, mit mindestens 15 v. H. Wasser-gehalt (85 Teile Trockenstoff und 15 Teile Wasser).

Die Nitrozellulose muß folgenden Stabilitätsbedingungen genügen:

Die Abspaltung von Stickoxyd während einer zweistündigen Erhitzung auf 132<sup>o</sup> C darf für 1 g Nitrozellulose höchstens 3 cm<sup>3</sup> betragen, die Verpuffungstemperatur muß über 180<sup>o</sup> C liegen.

2. *Trinitrotoluol*, auch sogenanntes flüssiges *Trinitrotoluol* (ein bei gewöhnlicher Temperatur flüssiges, neutrales Gemisch nitrirter Toluole). Diese Stoffe dürfen nicht gefährlicher sein als chemisch reines „a-*Trinitrotoluol*“.

1) Stoffe, die nicht Schieß- oder Sprengzwecken dienen, durch *Flammenzündung* nicht zur Explosion gebracht werden können und gegen *Stoß* oder *Reibung* nicht empfindlicher sind als *Dinitrobenzol*, gehören nicht zu den Sprengstoffen im Sinne dieser Bestimmungen.

3° L'acide picrique. Il ne doit contenir aucune impureté qui le rende plus dangereux que le produit chimiquement pur.

#### Conditions de transport.

Le transport des *explosifs* est régi par les dispositions suivantes:

##### A

#### Emballage.

(1) 1° Nitrocellulose (fulmi-coton, fulmi-coton pour collodion).

La nitrocellulose sous forme d'ouate et non comprimée contenant au moins 25% d'eau ou d'alcool (a) et la nitrocellulose comprimée contenant au moins 15% d'eau (b) doivent être renfermées dans des récipients en bois forts, étanches et bien fermés, imperméables à l'eau et à l'alcool. Au lieu de récipients en bois, on peut aussi employer des tonneaux en carton résistants et imperméables. Les récipients ne doivent pas être fermés au moyen de clous en fer et doivent porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosif“.

2° Le trinitrotoluol doit être solidement emballé dans de forts récipients en bois, étanches et bien fermés. Au lieu de récipients en bois, on peut aussi employer des tonneaux en carton résistants et imperméables. Les récipients doivent porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosif“.

Le trinitrotoluol dit liquide peut être emballé non seulement dans de forts récipients en bois, étanches et bien fermés, mais aussi dans des récipients en fer; ceux-ci doivent avoir une fermeture absolument hermétique, qui puisse céder, en cas d'incendie, à la pression des gaz qui se dégagent dans l'intérieur du récipient. Les récipients doivent porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosifs“.

3° L'acide picrique doit être solidement emballé dans des récipients en bois résistants, étanches et bien fermés. Au lieu de récipients en bois, on peut aussi employer des tonneaux en carton résistants et imperméables. Les récipients doivent porter l'inscription en caractères rouges bien apparents: „Acide picrique“. „Explosif“. Les matières contenant du plomb (mélanges ou combinaisons) doivent être exclues de l'emballage.

(2) Le poids brut d'un colis ne doit pas dépasser 60 kilogrammes.

##### B.

#### Attestations. Lettres de voiture.

(1) Pour tout envoi, l'expéditeur et un expert-chimiste agréé par le Chemin de fer expéditeur doivent certifier dans la lettre de voiture que la nature de la marchandise et l'emballage sont

3. Pikrinäure. Sie darf keine Verunreinigungen enthalten, durch die sie gefährlicher wäre als das chemisch reine Produkt.

#### Beförderungsvorschriften.

Für die Beförderung der Sprengstoffe gelten folgende Vorschriften:

##### A.

#### Verpackung.

(1) 1. Nitrozellulose (Schießbaumwolle, Kolodiumwolle).

Nitrozellulose in Flockenform und ungepreßt mit mindestens 25 v. H. Wasser- oder Alkoholgehalt (a) und gepreßte Nitrozellulose mit mindestens 15 v. H. Wassergehalt (b) müssen wasser- bzw. alkoholdicht in haltbare, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter fest verpackt sein. Statt der Holzbehälter können auch widerstandsfähige, wasserdichte Pappgefäße verwendet werden. Die Behälter dürfen nicht mit eisernen Nägeln verschlossen sein und müssen in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

2. Trinitrotoluol muß in haltbare, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter fest verpackt sein. Statt der Holzbehälter können auch widerstandsfähige, wasserdichte Pappgefäße verwendet werden. Die Behälter müssen in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

Das sogenannte flüssige Trinitrotoluol darf außer in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter auch in eiserne Behälter verpackt sein; diese müssen einen völlig dichten Verschluss haben, der im Falle eines Brandes dem Druck der sich im Innern des Behälters entwickelnden Gase nachgibt. Die Behälter müssen in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

3. Pikrinäure muß in haltbare, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter fest verpackt sein. Statt der Holzbehälter können auch widerstandsfähige, wasserdichte Pappgefäße verwendet werden. Die Behälter müssen in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Pikrinäure“, „Explosiv“ tragen. Zur Verpackung dürfen bleihaltige Stoffe nicht verwendet werden.

(2) Das Rohgewicht eines Versandstücks darf 60 kg nicht übersteigen.

##### B.

#### Bescheinigungen. Frachtbriefe.

(1) Bei jeder Sendung muß auf dem Frachtbrief vom Absender und von einem von der Versandbahn anerkannten sachverständigen Chemiker bescheinigt sein, daß die Beschaffenheit der Sendung und die Ver-



conformes aux prescriptions ci-dessus. L'attestation de l'expert n'est pas nécessaire si une déclaration spéciale d'une autorité compétente est jointe, aux mêmes fins, à la lettre de voiture, qui devra en faire mention.

(2) Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, déterminent les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

### C.

#### Matériel de transport.

(1) Les *explosifs de toute nature* doivent être transportés dans des wagons à marchandises couverts.

(2) Les wagons dont les parois ou la toiture sont recouverts de plomb ne doivent pas être employés pour le transport de l'*acide picrique*.

### D.

#### Chargement.

(1) Les *matières explosibles* ne doivent pas être chargées dans un même wagon avec des objets dénommés sous I c, I d, I e, II, III et V.

(2) Il est interdit de charger des matières contenant du plomb (mélanges ou combinaisons) dans un même wagon, avec de l'*acide picrique*.

### E.

#### Mode de transport.

Le transport ne peut pas être effectué en grande vitesse.

#### I b. Munitions.

Sont admis au transport:

1° Les *mèches non amorcées*,

a) Les *mèches à combustion rapide* (mèches composées d'un boyau épais à âme de poudre noire de grande section ou à âme de filaments de fulmi-coton nitré).

b) Les *mèches détonantes instantanées* (tubes métalliques à parois minces de faible section à âme remplie d'explosifs qui ne soient pas plus dangereux que l'acide picrique pur, ou cordeaux tissés de faible section à âme remplie d'une matière explosive qui ne soit pas plus dangereuse que la poudre noire).

2° Les *amorces non détonantes* (amorces qui ne produisent d'effet brisant ni à l'aide de capsules explosibles ni par d'autres moyens),

a) Les *capsules pour armes à feu* (capsules métalliques); les *pastilles fulminantes pour munitions* (godets de carton) renfermant 40 milligrammes au plus de matière explosive et dont le rebord du carton en saillie doit être au moins deux fois plus haut que le diamètre de l'explosif encastré.

packung den obigen Vorschriften entspricht. Die Bescheinigung eines Chemikers ist nicht erforderlich, wenn eine entsprechende besondere Bescheinigung einer zuständigen Behörde beigelegt ist, auf die im Frachtbrief hinzuweisen ist.

(2) Ob und welche weiteren Bescheinigungen für die Sendungen noch erforderlich sind, bestimmen die besonderen gesetzlichen Vorschriften der Vertragsstaaten, über deren Gebiet die Beförderung erfolgen soll.

### C.

#### Beförderungsmittel.

(1) Zur Beförderung aller Sprengstoffe müssen bedeckte Güterwagen verwendet werden.

(2) Mit Blei ausgekleidete oder mit Blei bedeckte Wagen dürfen zur Beförderung von Pikrinsäure nicht verwendet werden.

### D.

#### Verladung.

(1) Sprengstoffe dürfen nicht mit den Gegenständen unter I c, I d, I e, II, III und V in denselben Wagen verladen werden.

(2) Mit Pikrinsäure dürfen bleihaltige Stoffe nicht in denselben Wagen verladen werden.

### E.

#### Beförderung.

Die Beförderung als Gütergut ist ausgeschlossen.

#### 1 b. Munition.

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Zündschnüre ohne Zünder:

a) Schnellzündschnüre (Zündschnüre aus dickem Schlauch mit Schwarzpulverseele von großem Querschnitt oder mit Seele aus nitrierten Baumwollfäden).

b) Momentzündschnüre (dünnwandige Metallröhren von geringem Querschnitt mit einer Seele aus Sprengstoffen von nicht größerer Gefährlichkeit als reine Pikrinsäure oder gesponnene Schnüre von geringem Querschnitt mit einer Seele aus Knallsatz von nicht größerer Gefährlichkeit als Schwarzpulver).

2. Nicht sprengkräftige Zündungen (Zündungen, die weder durch Sprengkapseln noch infolge sonstiger Einrichtungen eine brisante Wirkung äußern):

a) Zündhütchen (Metallzündhütchen) für Schusswaffen; Munitionszündspiegel (Pappnäpfchen), die höchstens 40 mg Zündsatz enthalten und deren überstehender Papprand mindestens doppelt so hoch ist als der Durchmesser des eingepreßten Zündsatzes.

- b) Les *douilles vides* avec capsules pour armes à feu.
- c) Les *étoupilles, étoupilles à vis, amorces électriques sans leur détonateur, allumeurs de sûreté ou autres amorces analogues* contenant une faible charge de poudre noire, actionnés par friction, par percussion ou par l'électricité.
- d) Les *fusées de projectiles sans amorces ou dispositifs provoquant un effet brisant, les amorces pour fusées de projectiles.*
- 3° Les *pétards pour signaux d'arrêt* sur les chemins de fer.
- 4° Les *cartouches pour armes à feu portatives.*
- a) Les *cartouches terminées, dont les douilles sont entièrement en métal.* Les projectiles doivent être adaptés à la douille de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher ni permettre le tamisage de la charge de poudre.
- b) Les *cartouches terminées, dont les douilles ne sont qu'en partie métalliques.* La charge entière de poudre doit être contenue dans le culot métallique de la cartouche et être enfermée par un bouchon ou une bourre. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.
- c) Les *cartouches en carton à inflammation centrale, terminées.* Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.
- d) Les *cartouches Flobert à balles.*
- e) Les *cartouches Flobert à petits plombs.*
- f) Les *cartouches Flobert sans balles ni petits plombs.*
- b) Leere Patronenhülsen mit Zündvorrichtungen für Schusswaffen.
- c) Schlagröhren, Zündschrauben, elektrische Zünder ohne sprengkräftige Zündung, Sicherheitszündschnuranzünder oder ähnliche Zündungen mit kleiner Schwarzpulverladung, die durch Reibung, Schlag oder Elektrizität zur Wirkung gebracht werden.
- d) Geschoszünder ohne Sprengkapseln oder andere Einrichtungen, die eine brisante Wirkung hervorrufen, Zündmittel zu Geschoszündern.
3. Petarden für Knallhaltssignale auf Eisenbahnen.
4. Patronen für Handfeuerwaffen:
- a) Fertige Patronen mit ausschließlich aus Metall bestehenden Hülsen. Die Geschosse müssen mit den Hülsen so fest verbunden sein, daß sie sich nicht ablösen können und ein Ausstreuen der Pulverladung verhindert ist.
- b) Fertige Patronen, deren Hülsen nur zum Teil aus Metall bestehen. Die ganze Menge des Pulvers muß sich in dem metallenen Patronenunterteil befinden und durch einen Pfropfen oder Spiegel abgeschlossen sein. Die Pappe muß so beschaffen sein, daß sie bei der Beförderung nicht bricht.
- c) Fertige Zentralfeuerpappetratronen. Die Pappe muß so beschaffen sein, daß sie bei der Beförderung nicht bricht.
- d) Kugelzündhütchen (Flobertmunition).
- e) Schrotzündhütchen (Flobertmunition).
- f) Flobertzündhütchen ohne Kugel und Schrot.

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

*En ce qui concerne le 1°.*

(1) Les *mèches non amorcées* doivent être emballées dans des récipients en bois (caisses ou tonneaux) solides étanches, bien fermés, de manière qu'aucune déperdition ou tamisage ne puisse se produire; les caisses ou tonneaux ne doivent pas être garnis de cercles ou de bandes en fer. On peut employer, au lieu de récipients en bois, des tonneaux en carton résistants et imperméables. Les récipients ne doivent pas être fermés au moyen de clous en fer.

(2) Le poids brut d'une expédition de mèches ne doit pas dépasser 60 kilogrammes.

(3) Chaque colis doit porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosifs“.

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

Zu 1.

(1) Zündschnüre ohne Zünder sind in haltbare, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Kisten oder Tonnen) fest zu verpacken, die das Verstreuen oder Verstauben sicher verhindern und die nicht mit eisernen Reifen oder Bändern versehen sind. Statt der hölzernen Behälter können auch widerstandsfähige, wasserdichte Pappgefäße verwendet werden. Beim Verschluß der Behälter dürfen keine eisernen Nägel verwendet werden.

(2) Das Rohgewicht eines Behälters mit Zündschnüren darf 60 kg nicht übersteigen.

(3) Jedes Versandstück muß in in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

*En ce qui concerne le 2<sup>o</sup>.*

(1) Les amorces non détonantes doivent être emballées dans des récipients en bois (caises) solides, étanches et bien fermés; sont en outre admissibles:

les fûts en bois, pour les amorces dénommées en a;

les sacs, pour les douilles vides dénommées en b;

les tonneaux en bois ou les tonneaux en carton résistants et imperméables pour les amorces électriques sans leur détonateur dénommées en c.

(2) Il y a lieu d'observer ce qui suit avant de placer dans les récipients extérieurs les amorces énumérées en a:

1<sup>o</sup> Les capsules dont la matière explosible est à découvert doivent être solidement emballées, au nombre de 1000 au plus, les capsules dont la matière explosible est couverte, au nombre de 5000 au plus, dans des récipients en fer-blanc, des boîtes en carton rigides ou des caissettes en bois.

2<sup>o</sup> Les pastilles fulminantes pour munitions doivent être solidement emballées, au nombre de 1000 au plus, dans des boîtes en carton rigides. Les boîtes doivent avoir un couvercle à rebords et être bien ficelées. Chaque caisse doit contenir 10 boîtes au plus et être revêtue à l'intérieur soit d'une plaque de feutre d'un centimètre d'épaisseur, soit d'une garniture analogue.

(3) Les amorces énumérées en c et d doivent être emballées dans les récipients de façon qu'aucun déplacement ne puisse se produire.

(4) Chaque colis contenant des amorces dénommées en a, c et d ne doit pas peser plus de 60 kilogrammes.

(5) Chaque colis doit porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosif“.

*En ce qui concerne le 3<sup>o</sup>.*

(1) Les pétards doivent être emballés dans des caisses formées de planches d'au moins 22 millimètres d'épaisseur, bien jointives, assujetties par des vis à bois, complètement étanches et entourées d'une seconde caisse étanche. Celle-ci ne doit pas avoir un volume supérieur à 60 décimètres cubes.

(2) Les pétards doivent être solidement assujettis dans des déchetts de papier, de la sciure de bois ou du plâtre, ou être bien rangés et isolés les uns des autres de telle manière qu'ils ne puissent entrer en contact les uns avec les autres ou avec les parois de la caisse.

(3) Chaque colis doit porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosif“.

*En ce qui concerne le 4<sup>o</sup>.*

(1) Les cartouches pour armes à feu doivent être parfaitement assujetties dans des récipients

*Zu 2.*

(1) Nichtsprengkräftige Zündungen sind in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Kisten) zu verpacken; ferner sind zulässig:

Holzfüßer: bei den Zündungen unter a;

Säcke: bei den leeren Patronenhülsen unter b;

hölzerne Tonnen oder widerstandsfähige, wasserdichte Pappfüßer: bei elektrischen Zündern ohne sprengkräftige Zündung unter c.

(2) Vor dem Einlegen der Zündungen unter a in die äußeren Behälter ist folgendes zu beachten:

1. Zündhütchen mit unbedeckter Zündsagoberfläche sind bis zu 1000 Stück, Zündhütchen mit bedeckter Zündsagoberfläche bis zu 5000 Stück in Blechbehälter, steife Pappschachteln oder Holzboxen fest zu verpacken.

2. Munitionszündspiegel sind bis zu 1000 Stück in steife Pappschachteln fest zu verpacken. Die Schachteln müssen einen übergreifenden Deckel haben und sind gut zu verschließen. Jede Kiste darf höchstens 10 Schachteln enthalten und muß innen mit einem 1 cm dicken Filz oder einem ähnlichen Stoffe ausgelegt sein.

(3) Die Zündungen unter c und d sind in die Behälter so zu verpacken, daß sie sich nicht verschieben können.

(4) Jedes Versandstück mit Zündungen unter a, c und d darf höchstens 60 kg wiegen.

(5) Jedes Versandstück muß in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

*Zu 3.*

(1) Die Petarden sind in Kisten aus mindestens 22 mm starken, gespundeten Brettern zu verpacken, die durch Holzschrauben zusammengehalten, völlig dicht und von einer dichten Überkiste umgeben sind. Letztere darf höchstens 60 Kubikdezimeter groß sein.

(2) Die Petarden müssen fest in Papierschnitzel, Sägemehl oder Gips gebettet oder auf andere Weise so fest und getrennt verpackt sein, daß sie weder sich untereinander noch die Kistenwände berühren können.

(3) Jedes Versandstück muß in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

*Zu 4.*

(1) Die Patronen für Handfeuerwaffen sind in Behälter aus Blech, Holz oder steifer Pappe

en fer-blanc, en bois ou dans des cartons solides, de façon qu'aucun déplacement ne puisse se produire. Les récipients doivent être serrés les uns à côté des autres par rangées superposées dans des caisses en bois solides, étanches et bien fermées. Les espaces vides doivent être remplis de carton, de papier, d'étoffe, de fibres de bois ou de copeaux de bois — le tout exempt d'humidité et de matière grasse — de manière à éviter tout ballonnement.

(2) Le poids brut d'un colis ne doit pas dépasser 60 kilogrammes.

(3) Chaque colis doit porter l'inscription en caractères rouges bien apparents „Explosif“.

## B.

### Attestations. Lettres de voiture.

(1) Pour les *mèches détonantes instantanées dénommées sous 1<sup>o</sup>b*, la lettre de voiture doit porter une attestation d'un expert-chimiste agréé par le chemin de fer, certifiant que la nature de l'explosif est conforme aux conditions énoncées sous Ib, 1<sup>o</sup>b de l'Annexe I à la Convention internationale. L'attestation de l'expert n'est pas nécessaire si une déclaration spéciale d'une autorité compétente est jointe, aux mêmes fins, à la lettre de voiture, qui devra en faire mention.

(2) Pour les *amorces non détonantes dénommées sous 2<sup>o</sup>*, la lettre de voiture doit porter une attestation signée de l'expéditeur, qui doit être ainsi conçue:

„Le soussigné certifie que l'envoi mentionné dans cette lettre de voiture est conforme, en ce qui concerne la nature et l'emballage, aux dispositions édictées sous Ib de l'Annexe I à la Convention internationale, pour les amorces non détonantes.“

(3) En ce qui concerne les *pétards*, l'expéditeur doit certifier dans la lettre de voiture que l'envoi est emballé conformément aux prescriptions édictées sous Ib de l'Annexe I à la Convention internationale.

(4) En ce qui concerne les *cartouches pour armes à feu portatives dénommées sous 4<sup>o</sup>*, la lettre de voiture doit porter une attestation signée de l'expéditeur, qui doit être ainsi conçue:

„Le soussigné certifie que l'envoi mentionné dans cette lettre de voiture est conforme, en ce qui concerne la nature et l'emballage, aux dispositions édictées sous Ib de l'Annexe I à la Convention internationale, à l'égard des cartouches pour armes à feu portatives.“

(5) Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, déterminent les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

so fest zu verpacken, daß sie sich nicht verschieben können. Die Behälter sind dicht neben- und übereinander in starke, dichte, sicher verschlossene Holzkisten zu verpacken. Zwischenräume sind mit Pappe, Papier, Werg, Holzwole oder Hobelspänen — alles frei von Feuchtigkeit und fettigen Stoffen — so fest auszufüllen, daß jedes Schlottern verhindert ist.

(2) Das Rohgewicht eines Versandstücks darf 60 kg nicht übersteigen.

(3) Jedes Versandstück muß in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen.

## B.

### Bescheinigungen. Frachtbriefe.

(1) Bei den Momentzündschnüren der Ziffer 1b muß im Frachtbrief durch einen von der Eisenbahn anerkannten sachverständigen Chemiker bescheinigt sein, daß die Beschaffenheit des Sprengstoffes den Bedingungen unter Ib Ziffer 1b der Anlage I zum Internationalen Abereinkommen entspricht. Die Bescheinigung eines Chemikers ist nicht erforderlich, wenn eine entsprechende besondere Bescheinigung einer zuständigen Behörde beigelegt ist, auf die im Frachtbrief hinzuweisen ist.

(2) Bei den nichtsprengkräftigen Zündungen der Ziffer 2 muß der Frachtbrief eine vom Absender unterzeichnete Erklärung enthalten, die zu lauten hat:

„Der Unterzeichnete erklärt, daß die zu diesem Frachtbrief gehörende Sendung nach Beschaffenheit und Verpackung den unter Ib der Anlage I zum Internationalen Abereinkommen für nichtsprengkräftige Zündungen getroffenen Bestimmungen entspricht.“

(3) Bei den Petarden hat der Absender im Frachtbrief zu bescheinigen, daß die Sendung nach der Vorschrift unter Ib der Anlage I zum Internationalen Abereinkommen verpackt ist.

(4) Bei den Patronen für Handfeuerwaffen der Ziffer 4 muß der Frachtbrief eine vom Absender unterzeichnete Erklärung enthalten, die zu lauten hat:

„Der Unterzeichnete erklärt, daß die zu diesem Frachtbrief gehörende Sendung nach Beschaffenheit und Verpackung den unter Ib der Anlage I zum Internationalen Abereinkommen für Patronen für Handfeuerwaffen getroffenen Vorschriften entspricht.“

(5) Ob und welche weiteren Bescheinigungen für die Sendungen noch erforderlich sind, bestimmen die besonderen gesetzlichen Vorschriften der Vertragsstaaten, über deren Gebiet die Beförderung erfolgen soll.

## C.

**Matériel de transport.**

Les *munitions de toute nature* doivent être transportées dans des wagons à marchandises couverts.

## D.

**Mode de transport.**

Les *mèches* (1<sup>o</sup>) et les *pétards* (3<sup>o</sup>) sont exclus du transport en grande vitesse.

**I c. Inflammateurs et pièces d'artifice.**

Sont admis au transport:

1<sup>o</sup> Les *inflammateurs* et les *mèches*.

- a) Les allumettes ordinaires et autres allumettes à friction.
- b) Les baguettes pyrotechniques, telles que: allumettes feux de Bengale, bougies-pluie d'or, bougies-pluie de fleurs, cierges merveilleux, etc.
- c) Les mèches de sûreté consistant en un boyau mince et étanche avec une âme de poudre noire de faible section; (en ce qui concerne les autres mèches, voir I b 1<sup>o</sup>).

2<sup>o</sup> Les *articles pyrotechniques de salon, bandes d'amorces*.

- a) Les bonbons fulminants, cartes de fleurs, lamelles de papier-collodion et autres articles similaires renfermant des quantités très minimes de papier-collodion, ou de petits points d'argent fulminant
- b) Les pois fulminants, grenades fulminantes et articles similaires contenant du fulminate d'argent. Ils ne doivent pas contenir plus d'un gramme de fulminate d'argent pour 1000 pièces.
- c) Les bombes confetti, cylindres Bosco, fruits pour cotillons et articles similaires, renfermant une faible charge de fulmicoton pour collodion, destinée à chasser une bourre inoffensive, telle que balles d'ouate, confetti, etc.
- d) Les amorces explosibles, les bandes d'amorces, les bandes d'amorces paraffinées, renfermant un explosif composé de chlorate de potasse ou de salpêtre, de petites quantités de phosphore ainsi que de sulfure d'antimoine, de soufre, de sucre de lait, d'outre-mer, d'agglutinants (dextrine, gomme) ou de matières similaires. On ne peut employer que 7 grammes 5 décigrammes au maximum d'explosif pour 1000 amorces.
- e) Les feux d'artifice dits espagnols, tels que pastilles tapageuses, baguettes pour charivari, grêlons.

Chaque objet ne doit pas peser plus de 2 grammes 5 décigrammes, ni renfermer,

## C.

**Beförderungsmittel.**

Zur Beförderung aller Munitionsgegenstände müssen bedeckte Güterwagen verwendet werden.

## D.

**Beförderung.**

Bei den Zündschnüren (Ziffer 1) und den Petarden (Ziffer 3) ist die Beförderung als Eilgut ausgeschlossen.

**1 c. Zündwaren und Feuerwerkskörper.**

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Zündkörper, Zündschnüre.

- a) Gewöhnliche Zündhölzer und andere Reib- und Streichzündler;
- b) pyrotechnische Zündstäbchen, wie bengalische Zündhölzer, Goldregenhölzer, Blumenregenhölzer, Wunderkerzen und dergleichen;
- c) Sicherheitszündler (Zündschnüre aus dünnem, dichtem Schlauch mit Schwarzpulverseele von geringem Querschnitt, wegen anderer Zündschnüre vergleiche I b, Ziffer I).

2. Pyrotechnische Scherzartikel, Zündbänder.

- a) Knallbonbons, Blumenkarten, Blättchen von Kollodiumpapier und ähnliche Sachen, die ganz geringe Mengen von Kollodiumpapier oder kleine Knallsilberpünktchen enthalten;
- b) Knallerbsen, Knallgranaten und ähnliche Gegenstände mit Knallsilber. 1000 Stück dürfen nicht über 1 g Knallsilber enthalten;
- c) Konfettibomben, Boskozynder, Kotillonfrüchte und ähnliche Gegenstände, die eine kleine Ladung von Kollodiumwolle zum Ausstoßen einer ungefährlichen Füllung, wie Wattefugeln, Konfetti und dergleichen, enthalten;
- d) Zündblättchen (Amorces), Zündbänder, Paraffinzündbänder, enthaltend einen Knallsatz aus Kaliumchlorat oder Salpeter, aus geringen Mengen von Phosphor, ferner aus Schwefelantimon, Schwefel, Milchsücker, Ultramarin, Klebemittel. (Dextrin, Gummi) oder dergleichen. 1000 Zündpillen dürfen im ganzen höchstens 7,5 g Knallsatz enthalten;

e) sogenanntes spanisches Feuerwerk, wie Radauplätzchen, Krawallstangen, Gewitterhagel.

Der einzelne Körper darf höchstens 2,5 g wiegen und neben Gummi und Farben

outre la gomme et la couleur, plus de 6% de phosphore jaune, 23% de phosphore amorphe et 21% de chlorate de potasse.

### 3° Les pièces d'artifice.

- a) Les pièces d'artifice artistique, telles que fusées, chandelles romaines, fontaines, roues, soleils, etc.
- b) Les petites pièces d'artifice et les feux d'artifice de salon, tels que crapauds, fire crackers, serpenteaux, pluies d'argent et d'or, et autres feux d'artifice similaires que l'on brûle dans la main.
- c) Les feux de Bengale, torches de Bengale, signal blue lights, etc.

La composition des pièces d'artifice est soumise aux prescriptions suivantes:

(1) Les pièces d'artifice ne doivent pas pouvoir produire de forte explosion, ni contenir aucun mélange capable de s'enflammer aisément, soit spontanément, soit par friction, compression ou percussion.

Sont admis:

dans les mélanges de nitrates et pour les torches de Bengale au magnésium, une addition de 3% au plus de poudre de magnésium;

dans les petites étoiles que renferment les pièces d'artifice, des mélanges de chlorates contenant jusqu'à 40% de chlorate de potasse;

des tubes contenant du picrate de magnésie et des chlorates, et renfermés dans des douilles en papier. Mais ces tubes ne doivent pas pouvoir détoner par choc, percussion ou inflammation.

Ne sont pas admis les autres mélanges renfermant du phosphore jaune, de la poussière de zinc, de la poudre de magnésium ou des chlorates.

(2) Les pièces énumérées en a et b doivent se composer essentiellement de pulvérin, mélangé avec du charbon, de poussière métallique (poussière de fonte de fer, de fonte d'acier), de paillettes d'aluminium, d'oxyde de plomb et autres poussières minérales à l'état comprimé. Chaque pièce isolée ne peut contenir plus de 30 grammes de poudre noire grenée.

- 4° Les pièces d'artifice pour signaux, telles que coups de canon, etc., se composant d'une douille de papier collée, entourée de ficelle, et contenant 75 grammes au plus de poudre grenée avec mèche, mais sans détonateur.

höchstens 6 v. H. gelben Phosphor, höchstens 23 v. H. amorphen Phosphor und höchstens 21 v. H. Kaliumchlorat enthalten.

### 3. Feuerwerkskörper.

- a) Kunstfeuerwerkskörper, wie Raketen, römische Lichter, Fontänen, Feuerräder, Sonnen und dergleichen.
- b) Klein- und Salonfeuerwerk, wie Frösche, Firecrackers, Schwärmer, Silber und Goldregen und ähnliche in der Hand abzubrennende Feuerwerkskörper;
- c) bengalische Feuer, bengalische Fackeln, Signalbluelights und dergleichen.

Für die Zusammensetzung der Feuerwerkskörper gilt folgendes:

(1) Sie dürfen keine erhebliche Sprengwirkung hervorrufen können, auch keine Mischungen enthalten, die sich von selbst oder durch Reibung, Druck oder Schlag leicht entzünden können.

Es sind gestattet:

in Nitratfäßen und bei bengalischen Magnesiumfackeln ein Zusatz von höchstens 3 v. H. Magnesiumpulver;

in besonderen kleinen Leuchtkörpern, die im Feuerwerkskörper eingebettet sind, Chloratmischungen mit einem Gehalte von höchstens 40 v. H. Kaliumchlorat;

in Papierhülsen eingefüllte Pfeifenfäße, die pikrin-saure Magnesia und chlorsaurer Salz enthalten. Die fertigen Pfeifenfäße dürfen aber durch Stoß, Schlag oder Zündung nicht zur Detonation gebracht werden können.

Audere, gelben Phosphor, Zinkstaub, Magnesiumpulver oder Chlorate enthaltende Mischungen sind nicht zulässig.

(2) Die Körper unter a und b müssen hauptsächlich aus Mehlpulver bestehen, gemischt mit Kohle, Metallpulver (Gußeisen-, Gußstahlpulver), Aluminiumfitter, Bleiglätte und anderen Mineralpulvern in gepreßtem Zustand. Von gekörntem Schwarzpulver darf der einzelne Körper höchstens 30 g enthalten.

4. Signalf Feuerwerk, wie Kanonenschläge und dergleichen, bestehend aus einer mit Bindfaden umschnürten und geleimten Papierhülse, die höchstens 75 g Kornpulver mit Zündschnur, aber ohne Detonationszünder, enthält.

## Conditions de transport.

## A.

## Emballage.

(1) L'emballage doit être fait dans des caisses en bois solides, étanches et bien fermées. Pour les *objets dénommés sous 1<sup>o</sup> a*, on peut aussi employer des récipients en fer-blanc solides. Pour les *objets dénommés sous 2<sup>o</sup> b à e, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>*, les caisses seront en planches rainées; leurs arêtes seront assemblées à dents ou au moyen de couvre-joints. Pour les *objets dénommés sous 1<sup>o</sup> c, 2<sup>o</sup> b à e, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>*, les caisses seront faites en planches de 18 millimètres au moins d'épaisseur; l'intérieur sera entièrement tapissé de bon papier résistant; le papier peut aussi être remplacé par une garniture intérieure en zinc mince.

(2) Les articles ci-dessous énumérés doivent, avant d'être rangés dans le récipients, être solidement emballés comme suit:

- a) ceux des 1<sup>o</sup> a, 2<sup>o</sup> a et 2<sup>o</sup> c  
dans du papier d'emballage fort ou dans des boîtes solides;
- b) ceux du 1<sup>o</sup> b  
dans des boîtes, réunies ensuite par paquets de 10 à 12 boîtes, enveloppés de papier;
- c) ceux du 2<sup>o</sup> b  
dans des caissettes en bois ou dans de fortes boîtes en carton, entourées de papier, dont chacune ne doit pas renfermer plus de 1000 pièces; elles doivent être immobilisées au moyen de sciure de bois;
- d) ceux du 2<sup>o</sup> d
  - a) les amorces explosibles, dans de fortes boîtes en carton dont chacune ne doit pas renfermer plus de 100 amorces. Ces boîtes d'amorces seront réunies au nombre de 12 en un rouleau, et 12 rouleaux seront liés en un paquet solide, enveloppé de papier d'emballage;
  - β) les bandes d'amorces et les bandes d'amorces paraffinées, soit comme il est dit sous a, soit dans des cylindres en fer-blanc portant aux deux extrémités des couvercles bien emboîtés. Chaque cylindre contiendra au plus 12 bandes enroulées, portant chacune 50 amorces. Ces boîtes seront réunies au nombre de 30 au plus en un paquet solide enveloppé de papier d'emballage;
- e) ceux du 2<sup>o</sup> e  
dans des caissettes en bois, dont chacune ne doit pas renfermer plus de 144 pièces d'artifice bien emballées dans de la sciure de bois;

## Beförderungsvorschriften.

## A.

## Verpackung.

(1) Zur Verpackung sind starke, dichte, sicher verschlossene Holzkisten zu verwenden. Bei den Gegenständen der Ziffer 1a sind auch feste Blechgefäße zulässig. Bei den Gegenständen der Ziffern 2b bis e, 3 und 4 müssen die Kisten aus gefügten Brettern bestehen; ihre Seitenteile müssen durch Zinken oder Kopfleisten mit einander verbunden sein. Bei den Gegenständen der Ziffern 1c, 2b bis e, 3 und 4 müssen die Kisten eine Brettstärke von mindestens 18 mm haben; im Innern sind sie mit gutem, zähem Papier vollständig auszulegen; an Stelle des Papiers sind dünne Zinkeinsätze zulässig.

(2) Vor dem Einlegen in die Behälter sind die Gegenstände fest zu verpacken, und zwar diejenigen:

- a) der Ziffern 1a, 2a und 2c  
in starke Papierumschläge oder Schachteln;
- b) der Ziffer 1b  
in Schachteln und je 10 bis 12 Schachteln in einen Papierumschlag;
- c) der Ziffer 2b  
in Holzkistchen oder in starke, mit Papier umwickelte Pappschachteln, wobei jeder Behälter höchstens 1000 Stück enthalten darf; zur Festlegung ist Sägemehl zu verwenden;
- d) der Ziffer 2d
  - a) Zündblättchen in starke Pappschachteln, von denen jede höchstens 100 Zündpillen enthalten darf. Je 12 Schachteln mit Zündblättchen sind zu einer Rolle und je 12 Rollen wieder zu einem festen Paket mit Papierumschlag zu verbinden;
  - β) Zündbänder und Paraffinzündbänder entweder wie unter a oder in zylindrische Blechbüchsen mit oben und unten dicht aufgeschobenen Deckeln. Jede Büchse darf höchstens 12 gerollte Bandstreifen mit je 50 Zündpillen enthalten. Höchstens je 30 Büchsen sind durch Papierumschlag zu einem festen Pakete zu vereinigen;
- e) der Ziffer 2e  
in Holzkistchen, von denen jedes nicht mehr als 144 Feuerwerkskörper, gut in Sägemehl verpackt, enthalten darf;

f) ceux du 3<sup>o</sup>

dans de fortes boîtes en carton ou dans des caissettes en bois; les objets dénommés sous *c* du 3<sup>o</sup> peuvent aussi être emballés dans des sacs en papier; les feux d'artifice artistiques de grandes dimensions doivent être emballés dans du papier si leur point de mise de feu n'est pas revêtu d'une coiffe en papier; dans les deux cas on doit empêcher le tamisage;

g) ceux du 4<sup>o</sup>

dans de fortes boîtes, dans lesquelles les pièces d'artifice pour signaux doivent être solidement assujetties, les différentes pièces étant séparées les unes des autres par une forte couche de sciure de bois ou de matière analogue.

(3) Les paquets ne doivent pas pouvoir se déplacer dans le récipients. Pour les *objets dénommés sous 2<sup>o</sup> b à e, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>*, les vides de la caisse extérieure doivent être bien remplis avec des matières d'emballage appropriées et sèches (fibres de bois, papier, etc.). Le foin humide, l'étaupe ou d'autres matières sujettes à l'inflammation spontanée ne doivent pas être utilisés. Lorsqu'il s'agit de grands décors pour feux d'artifice (transparents), il suffit de les fixer solidement dans le récipient.

(4) Les récipients extérieurs doivent porter en caractères bien apparents et durables l'indication de leur contenu et, en outre, pour *ceux qui figurent sous 2<sup>o</sup> b à e, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>*, l'adresse exacte de l'expéditeur.

(5) Le poids brut d'un colis renfermant des *objets dénommés aux 2<sup>o</sup> b à e, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>*, ne doit pas excéder 60 kilogrammes, le poids total des matières inflammables 20 kilogrammes, et le poids de la poudre grenée qui entre dans la composition du feu d'artifice, 2 kilogrammes 500 grammes.

(6) Chaque colis doit porter en caractères rouges bien apparents l'inscription „Explosif“. Toutefois, cette prescription n'est pas applicable aux colis renfermant des allumettes.

## B.

## Autres dispositions.

(1) Les *allumettes dénommées sous 1<sup>o</sup> a*, par quantités ne dépassant pas 5 kilogrammes, emballées conformément aux dispositions du chapitre A, peuvent être réunies en un seul colis avec d'autres objets (à l'exception des matières dénommées sous Ia, Ib et Ic, II et III de la présente Annexe).

(2) Les *mèches (1<sup>o</sup> c)* et les *amorces (2<sup>o</sup> d)* ne doivent pas être chargées dans un même wagon avec des explosifs ou avec des matières inflammables.

## f) der Ziffer 3

in starke Pappschachteln oder Holzlisten; für die Gegenstände unter *c* dieser Ziffer sind auch Papierbeutel zulässig; größere Kunstfeuerwerkskörper sind in Papierumschläge zu verpacken, wenn ihre Anzündestelle nicht mit einer Papierkappe bekleidet ist; in beiden Fällen muß ein Ausstreuen des Satzgemenges verhindert sein;

## g) der Ziffer 4

in starke Schachteln, in die das Signalfeuerwerk fest eingebettet werden muß, die einzelnen Körper durch eine starke Schicht Sägemehl oder einen ähnlichen geeigneten Stoff voneinander getrennt.

(3) Die Pakete dürfen sich in den Behältern nicht bewegen können. Bei den Gegenständen der Ziffern 2b bis e, 3 und 4 müssen die Zwischenräume in den äußeren Behältern mit geeigneten trockenen Verpackungstoffen (Holzwohle, Papier oder dergleichen) fest ausgestopft sein. Feuchtes Heu, Pußwolle oder ähnliche zur Selbstentzündung neigende Stoffe dürfen nicht verwendet werden. Bei größeren Feuerbildern (Transparenten) genügt sicheres Befestigen in dem Behälter.

(4) Auf den äußeren Behältern muß ihr Inhalt und bei den Gegenständen der Ziffern 2b bis e, 3 und 4 außerdem die genaue Adresse des Absenders deutlich und haltbar angegeben sein.

(5) Das Rohgewicht eines Versandstücks mit Gegenständen der Ziffern 2b bis e, 3 und 4 darf 60 kg, sein Gesamtgewicht an Feueratz 20 kg, das darin enthaltene Feuerwerksfornpulver 2,5 kg nicht übersteigen.

(6) Jedes Versandstück muß in roten Buchstaben die deutliche Aufschrift „Explosiv“ tragen. Für Versandstücke mit Zündhölzern gilt diese Vorschrift nicht.

## B.

## Sonstige Vorschriften.

(1) Zündhölzer der Ziffer Ia in Mengen bis zu 5 kg die gemäß Abschnitt A verpackt sind, dürfen mit anderen Gegenständen, jedoch nicht mit den unter Ia bis Ic, II und III dieser Anlage genannten Stoffen, in einem Frachtstück vereinigt werden.

(2) Zündschnüre (1c) und Zündblättchen (2d) dürfen nicht mit Sprengstoffen oder leicht entzündlichen Gegenständen in denselben Wagen verladen werden.



(3) Le transport doit être effectué dans des wagons couverts.

(4) En ce qui concerne les *articles dénommés sous 2° b à e, 3° et 4°*, l'expéditeur doit certifier dans les lettres de voiture que la nature de l'envoi et l'emballage répondent aux prescriptions énoncées au I c de l'Annexe I à la Convention internationale.

### C.

#### Mode de transport.

Les *pièces d'artifice (3°)* et les *pièces d'artifice pour signaux (4°)* sont exclues du transport en grande vitesse.

#### 1 d. Gaz comprimés liquéfiés et dissous sous pression.

Sont admis au transport les gaz comprimés, liquéfiés et dissous sous pression ci-après dénommés:

##### a) Gaz comprimés:

- 1° *L'acide carbonique;*
- 2° *Le gaz à l'eau, le gaz d'éclairage, le gaz mixte (gaz d'huile ne contenant pas plus de 30 % d'acétylène);*
- 3° *Le gaz d'huile (gaz riche);*
- 4° *L'oxygène, l'hydrogène, l'azote, le protocarbure d'hydrogène (grisou, méthane), l'air, les gaz rares (argon, néon, hélium, xénon, crypton);*

##### b) Gaz liquéfiés:

- 5° *L'acide carbonique, le gaz d'huile, le protoxyde d'azote, l'éthane;*
- 6° *L'ammoniaque l'oxychlorure de carbone (phosgène);*
- 7° *Le chlore exempt d'humidité, l'acide sulfureux, le tétroxyde d'azote;*
- 8° *Le chlorure de méthyle, le chlorure d'éthyle, l'éther méthylique, le méthylamine, l'éthylamine;*
- 9° *L'air liquide, l'oxygène liquide;*

##### c) Gaz dissous sous pression:

- 10° *L'ammoniaque dissoute dans de l'eau, en concentrations supérieures à 25% et ne dépassant pas 50%;*
- 11° *L'acétylène dissous dans de l'acétone et absorbé par des matières poreuses.*

#### Conditions de transport.

### A.

#### Nature des récipients.

a) Dans la mesure où elles ne sont pas spécifiées dans la présente Annexe, les conditions de fabrication, de nature et de qualité de métal, auxquelles doivent satisfaire les récipients des gaz comprimés, liquéfiés et dissous sous pression pour être admis au trafic international, sont celles qui sont exigées pour la circulation à l'intérieur de leur pays d'origine.

(3) Zur Beförderung sind bedeckte Wagen zu verwenden.

(4) In den Frachtbriefen muß bei den Gegenständen der Ziffern 2b bis e, 3 und 4 vom Absender bescheinigt sein, daß Art und Verpackung der Sendung den Bestimmungen unter I c der Anlage I zum Internationalen Übereinkommen entsprechen.

### C.

#### Beförderung.

Bei Feuerwerkskörpern (Ziffer 3) und Signalf Feuerwerk (Ziffer 4) ist die Beförderung als Güter ausgeschlossen.

#### 1 d. Verdichtete, verflüssigte und unter Druck gelöste Gase.

Zur Beförderung sind folgende verdichteten, verflüssigten und unter Druck gelösten Gase zugelassen:

##### a. Verdichtete Gase:

1. Kohlenäure;
2. Wassergas, Leuchtgas, Mischgas (Ölgas mit nicht mehr als 30 v. H. Acetylen);
3. Ölgas (Fettgas);
4. Sauerstoff, Wasserstoff, Stickstoff, Grubengas (Methan), Preßluft, seltene Gase (Argon, Neon, Helium, Xenon, Krypton);

##### b. Verflüssigte Gase:

5. Kohlenäure, verflüssigtes Ölgas, Stickoxydul, Äthan;
6. Ammoniak, Chlorkohlenoxyd (Phosgen);
7. Chlor, wasserfrei, schweflige Säure Stickstofftetroxyd;
8. Chlormethyl, Chloräthyl, Methyläther, Methylamin, Äthylamin;
9. Flüssige Luft, flüssiger Sauerstoff;

##### c. Unter Druck gelöste Gase:

10. In Wasser gelöstes Ammoniak, in Lösungen von über 25 v. H. und nicht mehr als 50 v. H.;
11. In Aceton gelöstes und in porösen Massen aufgesaugtes Acetylen.

#### Beförderungsvorschriften.

### A.

#### Art der Behälter.

a) In soweit in dieser Anlage keine Vorschriften über die Natur und den Baustoff sowie über die Herstellung der metallenen Gefäße für verdichtete, verflüssigte und unter Druck gelöste Gase gegeben sind, sind hierfür die einschlägigen Vorschriften des Ursprungslandes maßgeblich.

b) On emploiera pour l'air liquide et l'oxygène liquide :

a) Des bouteilles en verre à double paroi, dans lesquelles on a fait le vide.

Elles doivent être entourées de feutre et fermées par un bouchon de feutre permettant l'échappement des gaz sans produire à l'intérieur une forte pression, mais empêchant l'écoulement du liquide. Ce bouchon de feutre doit être fixé de manière à ne pouvoir se déplacer si la bouteille perd l'équilibre ou est renversée. Chaque bouteille ou plusieurs bouteilles réunies doivent être protégées contre les chocs par une corbeille en fil de fer ou un autre récipient analogue reposant fixement sur le sol. Ces corbeilles ou autres récipients doivent être placés dans des coffres métalliques ou dans des caisses en bois revêtus intérieurement de tôle, ouverts en haut ou simplement garantis à leur partie supérieure par un treillis en fil de fer, un couvercle perforé ou tout autre mode de protection analogue. Les coffres métalliques ou les caisses en bois doivent être complètement étanches dans la partie inférieure jusqu'à une hauteur suffisante pour que, en cas de bris des bouteilles, le liquide ne puisse se répandre à l'extérieur. Les coffres et les caisses ne renfermeront aucune matière d'emballage facilement inflammable; les matières telles que le feutre et la laine sont admises.

β) Récipients constitués d'autres matières.

Ils ne peuvent être employés qu'à la condition d'être protégés contre l'échauffement, de manière à ne pouvoir se couvrir de rosée ni de givre. Ils n'ont pas besoin d'être protégés par d'autres moyens. Les prescriptions édictées sous a) concernant la fermeture des bouteilles en verre sont applicables par analogie à ces récipients.

c) Pour les solutions d'acétylène dans l'acétone, les dimensions des récipients soudés ne doivent pas dépasser 21 cm de diamètre et 2 m de longueur.

Les récipients seront en acier très doux. Ils seront remplis d'une substance poreuse, également répartie, et telle qu'il ne puisse s'y produire aucune cavité sous l'influence d'une température de 50° centigrade ou des chocs pendant le transport. Cette masse ne devra avoir aucune action chimique, même lente sur le solvant, ni sur le métal constituant le récipient. Aucune pièce métallique en contact direct avec l'acétylène dissous ne pourra être établie en cuivre ou en alliage contenant plus de 30% de cuivre. Dans les récipients, la quantité normale du solvant doit être telle que l'augmentation du volume qu'il subit en absorbant

b) Bei flüssiger Luft und flüssigem Sauerstoff sind zugelassen:

a) Glasgefäße mit luftleeren Doppelwänden.

Sie müssen mit Filz umkleidet und mit einem Filzpfropfen so verschlossen sein, daß die verdampfenden Gase entweichen können, ohne im Inneren einen erheblichen Überdruck zu erzeugen, daß aber ein Ausfließen des Inhalts verhindert wird. Der Filzpfropfen muß so befestigt sein, daß er sich beim Knippen oder Umfallen der Flasche nicht lockert. Jede Flasche oder mehrere Flaschen gemeinschaftlich müssen durch einen sicher stehenden Drahtkorb oder durch ein ähnliches Gefäß gegen Stöße geschützt sein. Die Drahtkörbe oder anderen Gefäße sind in Metallkästen oder in Holzkisten mit Blecheinfaß einzustellen, die oben offen oder nur durch ein Drahtnetz, einen mit Löchern versehenen Deckel oder eine ähnliche Vorrichtung geschlossen sind. Die Metallkästen oder Holzkisten müssen am unteren Teile bis zu einer solchen Höhe dicht sein, daß im Falle eines Bruches der Flaschen die Flüssigkeit nicht auslaufen kann. In den Metallkästen oder Holzkisten dürfen sich keine leicht entzündbaren Verpackungstoffe befinden; Stoffe wie Filz und Wolle sind zulässig.

β) Gefäße aus anderem Stoff.

Sie dürfen nur dann verwendet werden, wenn sie gegen Wärmedurchgang so geschützt sind, daß sie nicht beschlagen oder bereisen. Eine weitere Verpackung dieser Gefäße ist nicht erforderlich. Die Vorschriften für den Verschluß der Gasflaschen unter a) gelten sinngemäß auch für solche Gefäße.

c) Für in Aceton gelöstes Acetylen dürfen geschweißte Gefäße keine größeren Abmessungen haben als 21 cm Durchmesser und 2 m Länge.

Die Gefäße müssen aus sehr zähem Stahle hergestellt sein. Sie müssen mit einer porösen Masse durchaus gleichmäßig ausgefüllt sein; in dieser dürfen auch bei einer Temperatur von 50° C und bei den im Verkehr möglichen Stößen keine Höhlungen entstehen. Diese Masse darf auf das Lösungsmittel und auf das Metall, aus dem das Gefäß besteht, keine — auch keine langsame — chemische Wirkung ausüben. Kein Metallteil, der mit dem gelösten Acetylen in unmittelbare Berührung kommt, darf aus Kupfer oder aus einer Verbindung, die mehr als 30 v. H. Kupfer enthält, bestehen. In den Gefäßen muß die normale Menge des Lösungsmittels derart sein, daß die Vergrößerung, die

l'acétylène à la pression de charge puisse se faire librement, et que si la température atteint 50° centigrade, la tension ne dépasse pas les  $\frac{2}{3}$  de la pression d'épreuve.

## B.

## Epreuve officielle des récipients.

(1) Les récipients en fer ou acier doux ou en cuivre doivent, avant leur emploi, être soumis de la part d'un expert autorisé par les autorités compétentes, à une épreuve de pression hydraulique. Les récipients destinés au transport des solutions d'acétylène doivent en outre, avant leur emploi, être examinés en ce qui concerne la nature de la matière poreuse et de la quantité du solvant admissible (voir A, c).

(2) La pression intérieure à faire supporter lors de l'épreuve de pression hydraulique doit comporter:

- a) Pour les gaz comprimés, une fois et demie la pression de chargement, laquelle ne doit pas dépasser les limites autorisées en D (voir plus loin). La pression d'épreuve doit dépasser de 5 kilogrammes par centimètre carré au moins la pression de chargement;
- b) Pour les gaz liquéfiés dénommés sous 5°, 6°, 7° et 8°:

Acide carbonique, le gaz d'huile et protoxyde d'azote . . . . .	250 kg/cm <sup>2</sup>
Ethane . . . . .	140 „
Tétoxyde d'azote . . . . .	50 „
Ammoniaque . . . . .	35 „
Chlore . . . . .	30 „
Oxychlorure de carbone . . . . .	30 „
Acide sulfureux . . . . .	20 „
Chlorure de méthyle, méthylamine, éther méthylique, chlorure d'éthyle et éthylamine . . . . .	10 „

c) Pour les gaz dissous sous pression:

Acétylène dissous dans l'acétone . . . . .	60 „
Ammoniaque dissoute sous pression . . . . .	12 „

(3) L'épreuve de pression doit être renouvelée:

- a) tous les 2 ans pour les récipients destinés au transport du chlore, du tétoxyde d'azote, de l'acide sulfureux, de l'oxychlorure de carbone, du chlorure de méthyle et du chlorure d'éthyle;
- b) tous les 5 ans pour les récipients destinés au transport des autres gaz comprimés ou liquéfiés;
- c) tous les 10 ans pour les récipients d'acétylène dissous.

Pour vérifier à nouveau les récipients d'acétylène dissous, on pourra remplacer l'épreuve hydraulique par une épreuve au moyen de l'azote, de l'air, etc., comprimés,

sein Rauminhalt durch die Aufnahme von Acetylen beim Füllungsdruck erfährt, unbehindert stattfinden kann, und daß, wenn die Temperatur auf 50° steigt, die Spannung  $\frac{2}{3}$  des Probedrucks nicht übersteigt.

## B.

## Amtliche Prüfung der Gefäße.

(1) Gefäße aus Schweißisen, Flußeisen, Gußstahl oder Kupfer müssen vor ihrer Verwendung durch einen von der zuständigen Behörde anerkannten Sachverständigen einer Wasserdruckprobe unterzogen werden. Gefäße für Acetylenlösungen sind vor der Verwendung überdies auf die Beschaffenheit der porösen Masse und die zulässige Füllung mit dem Lösungsmittel (siehe A c) zu untersuchen.

(2) Der bei der Wasserdruckprobe anzuwendende innere Druck muß betragen:

- a) bei den verdichteten Gasen das  $1\frac{1}{2}$  fache des Füllungsdrucks, der nicht größer sein darf, als unter D angegeben ist. Dabei muß der Probedruck den Füllungsdruck um mindestens 5 kg/cm<sup>2</sup> übersteigen;

- b) bei den verflüssigten Gasen der Ziffern 5, 6, 7 und 8:

bei Kohlenäure, verflüssigtem Ölgas und Stickoxydul . . . . .	250 kg/cm <sup>2</sup>
„ Athan . . . . .	140 „
„ Stickstofftetroxyd . . . . .	50 „
„ Ammoniak . . . . .	35 „
„ Chlor . . . . .	30 „
„ Chlorkohlenoxyd . . . . .	30 „
„ schwefliger Säure . . . . .	20 „
„ Chlormethyl, Methylamin und Methyläther, Chloräthyl und Athylamin . . . . .	10 „

c) bei den unter Druck gelösten Gasen:

bei dem in Aceton gelösten Acetylen . . . . .	60 „
„ dem in Wasser unter Druck gelösten Ammoniak . . . . .	12 „

(3) Die Druckprobe ist zu wiederholen:

- a) alle zwei Jahre bei den Gefäßen für Chlor, Stickstofftetroxyd, schweflige Säure, Chlorkohlenoxyd, Chlormethyl, Chloräthyl;
- b) alle fünf Jahre bei den Gefäßen für die übrigen verdichteten oder verflüssigten Gase;
- c) alle zehn Jahre bei den Gefäßen für gelöstes Acetylen.

Die wiederkehrende Prüfung der Acetylenflaschen erfolgt mittels Wasserdrucks oder nach völliger Füllung mit gelöstem Acetylen mittels gepreßten Stickstoffs, Luft oder eines ähnlichen

en maintenant le récipient immergé dans l'eau pour en vérifier l'étanchéité absolue sous l'épreuve de pression;

d) tous les 5 ans pour les récipients d'ammoniaque dissoute sous pression.

(4) En procédant à l'épreuve de pression hydraulique, il faut faire en sorte que l'augmentation de pression se fasse sans à-coup. Les récipients doivent supporter la pression d'épreuve sans subir de déformation permanente ou des fissures. Afin de pouvoir s'assurer qu'à la pression d'épreuve il ne se présente pas des fissures ou des déformations permanentes, l'indication du manomètre de contrôle devra rester constante au moins pendant une minute.

### C.

#### Équipement des récipients (soupapes, inscriptions).

(1) Les récipients servant au transport des gaz comprimés, liquéfiés, ou dissous sous pression (à l'exception de l'air liquide et de l'oxygène liquide) doivent être munis d'une soupape au moins pour le remplissage. S'il s'agit de solutions d'acétylène (11°), les parties de la soupape en contact avec le gaz ne doivent pas contenir de cuivre. Pour l'oxychlorure de carbone, le gaz d'huile et le gaz mixte, on peut employer au lieu de soupapes des bouchons métalliques vissés; ceux-ci doivent fermer assez bien pour que l'odeur du contenu du récipient ne puisse se faire sentir. 2

(2) Les récipients doivent porter en caractères bien apparents et durables les inscriptions suivantes:

a) pour tous les gaz:

α) le nom du gaz, la désignation du fabricant ou du propriétaire ainsi qu'un numéro d'ordre;

β) le poids du récipient vide, y compris les accessoires (soupape, chape de protection, bouchon métallique, etc.);

γ) la date de la dernière épreuve et le poinçon de l'expert qui a procédé à cette opération;

b) pour les gaz comprimés:

la valeur de la pression de chargement autorisée (voir D (1));

c) pour les gaz liquéfiés ou dissous sous pression:

le maximum de charge admissible.

gepreßten Gases; die Äthylenflaschen müssen während der Druckprobe unter Wasser bleiben, damit die völlige Dichtigkeit festgestellt werden kann;

d) alle fünf Jahre bei den Gefäßen für das unter Druck gelöste Ammoniak.

(4) Bei den Druckproben müssen Einrichtungen vorhanden sein, die ermöglichen, den Druck stoßfrei zu steigern. Die Gefäße müssen den Probedruck aushalten, ohne die Form dauernd zu ändern oder undicht zu werden. Um dies festzustellen, ist das Kontrollmanometer mindestens während einer Minute zu beobachten; der Zeiger muß während dieser Zeit auf dem Probedruck unverändert stehenbleiben.

### C.

#### Ausstattung der Gefäße (Ventile, Aufschriften).

(1) Die Gefäße für verdichtete, verflüssigte und unter Druck gelöste Gase mit Ausnahme derjenigen für flüssige Luft und flüssigen Sauerstoff müssen mit mindestens einem Ventil zum Füllen und Entleeren versehen sein. Bei Äthylenlösungen (11.) dürfen die mit dem Gase in Berührung kommenden Teile der Ventile kein Kupfer enthalten. Bei Chlorkohlenoxyd, Fett- und Mischgas sind statt der Ventile eingeschraubte Metallstöpfe zulässig; diese müssen so dicht schließen, daß sich der Inhalt des Gefäßes nicht durch Geruch bemerkbar macht.

(2) Auf den Gefäßen muß dauerhaft und deutlich vermerkt sein:

a) bei allen Gasen:

α) die Bezeichnung des Gases, die Bezeichnung des Herstellers oder des Eigentümers und die laufende Nummer des Gefäßes,

β) das Gewicht des leeren Behälters einschließlich der Ausrüstungsteile (Ventil, Schutzkappe, Metallstößel und dergleichen),

γ) der Tag der letzten Prüfung und der Stempel des Sachverständigen, der die Prüfung vorgenommen hat;

b) bei den verdichteten Gasen:

die Höhe des zulässigen Füllungsdrucks [D, Abs. (1)];

c) bei den verflüssigten und den unter Druck gelösten Gasen:

das zulässige Höchstgewicht der Füllung.

D.

Remplissage des récipients.

(1) La pression de chargement maximum admissible pour les récipients servant au transport des gaz comprimés comporte à une température de 15° centigrade:

pour l'acide carbonique sous forme	
de gaz . . . . .	20 kg/cm <sup>2</sup>
„ le gaz mixte et le gaz à l'eau	10 „
„ le gaz d'huile . . . . .	125 „
„ l'oxygène, l'hydrogène, le gaz d'éclairage, l'azote, le protocarbure d'hydrogène (grisou, méthane), l'air comprimé et les gaz rares . .	200 „

(2) La charge maximum admise pour les récipients servant au transport des gaz liquéfiés dénommés sous 5°, 6°, 7° et 8° comporte:

pour l'acide carbonique . . . . .	1 kg de liquide	pour 1,34 l	} de capacité du récipient.
„ le gaz d'huile . . . . .	1 „	2,50 l	
„ le éthane . . . . .	1 „	3,30 l	
„ le protoxyde d'azote . . . . .	1 „	1,34 l	
„ l'ammoniaque . . . . .	1 „	2,00 l	
„ le chlore et le té-			
troxyde d'azote . . . . .	1 „	0,80 l	
„ l'acide sulfureux . . . . .	1 „	0,85 l	
„ l'oxychlorure de			
carbone . . . . .	1 „	0,80 l	
„ le chlorure de mé-			
thyle . . . . .	1 „	1,25 l	
„ le chlorure d'éthyle . . . . .	1 „	1,25 l	
„ l'éther méthylique . . . . .	1 „	1,65 l	
„ le méthylamine . . . . .	1 „	1,70 l	
„ l'éthylamine . . . . .	1 „	1,70 l	

E.

Autres prescriptions.

(1) Lorsque les récipients remplis de gaz des catégories dénommées sous 5°, 6°, et 7° (à l'exception du chlore et du tétrouxyde d'azote) ou sous 8° sont emballés dans des caisses, le transport peut être effectué avec d'autres objets.

(2) Les récipients remplis de gaz comprimés et de gaz liquéfiés des catégories dénommées sous 5°, 6°, 7° et 8°, non emballés dans des caisses doivent être pourvus d'une garniture extérieure qui les empêche de rouler. Leurs soupapes porteront des chapes de protection en fer forgé, acier ou fonte malléable; les récipients en cuivre peuvent être pourvus de chapes en cuivre. Les soupapes placées dans l'intérieur du col des récipients et qui sont protégées par un bouchon métallique vissé et bien fixé n'ont pas besoin d'être pourvues de chapes.

(3) Les récipients remplis de gaz comprimés et de gaz liquéfiés des catégories dénommées sous

D.

Füllung der Gefäße.

(1) Der zulässige höchste Füllungsdruck der Gefäße für verdichtete Gase beträgt bei 15° C:

für gasförmige Kohlenäure . . . . .	20 kg/cm <sup>2</sup>
„ schwach gepreßtes Fettgas, Misch-	
gas und Wassergas . . . . .	10 „
„ stark gepreßtes Fettgas . . . . .	125 „
„ Sauerstoff, Wasserstoff, Leucht-	
gas, Stickstoff, Grubengas,	
Methan, Preßluft und die sel-	
tenen Gase . . . . .	200 „

(2) Die zulässige höchste Füllung der Gefäße für verflüssigte Gase der Ziffern 5, 6, 7 und 8 beträgt:

für Kohlenäure . . . . .	1 kg Flüssigkeit	für je 1,34 l	} Füllungsraum des Gefäßes.
„ verflüssigtes Ölgas . . . . .	1 „	2,50 l	
„ Äthan . . . . .	1 „	3,30 l	
„ Stickoxydul . . . . .	1 „	1,34 l	
„ Ammoniak . . . . .	1 „	2,00 l	
„ Chlor und Stickstoff-			
tetroxyd . . . . .	1 „	0,80 l	
„ schweflige Säure . . . . .	1 „	0,85 l	
„ Chlorkohlenoxyd . . . . .	1 „	0,80 l	
„ Chloromethyl . . . . .	1 „	1,25 l	
„ Chloräthyl . . . . .	1 „	1,25 l	
„ Methyläther . . . . .	1 „	1,65 l	
„ Methylamin . . . . .	1 „	1,70 l	
„ Äthylamin . . . . .	1 „	1,70 l	

E.

Sonstige Vorschriften.

(1) Werden Gefäße mit Gasen der Ziffern 5, 6 und 7 (ausgenommen Chlor und Stickstoff-tetroxyd) oder der Ziffer 8 in Kisten verpackt, so ist das Verpacken anderer Gegenstände gestattet.

(2) Nicht in Kisten verpackte Gefäße mit verdichteten Gasen und mit verflüssigten Gasen der Ziffern 5 bis 8 müssen mit Vorrichtungen versehen sein, die ein Rollen verhindern. Ihre Ventile müssen Schutzkappen aus Schmiedeeisen, Stahl oder schmiedbarem Guß tragen; bei Gefäßen aus Kupfer sind kupferne Schutzkappen zulässig. Keiner Kappe bedürfen Ventile, die im Innern des Flaschenhalses angebracht und durch einen aufgeschraubten, gut sitzenden Metallstöpsel geschützt sind.

(3) Auf Gefäßen mit verdichteten Gasen und mit verflüssigten Gasen der Ziffern 5 bis 8

5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> ainsi que les caisses renfermant ces récipients doivent porter d'une manière bien apparente et durable l'indication de leur contenu.

Les récipients en caisse doivent être disposés de telle sorte que les timbres d'épreuve puissent être facilement découverts.

Les caisses en bois et les coffres métalliques servant au transport de l'air et de l'oxygène liquides (9<sup>o</sup>) porteront les inscriptions bien apparentes „air (ou oxygène) liquide“, „Haut“ „Bas“ „Très fragile“.

(4) Les colis ne doivent pas être projetés, ou soumis à des chocs, ni exposés aux rayons du soleil, ni à la chaleur du feu.

(5) Le transport doit être effectué:

a) *En wagons découverts:*

1<sup>o</sup> Pour les gaz comprimés si la remise au transport est effectuée dans des véhicules spécialement aménagés pour la circulation routière et s'ils sont complètement recouverts de bâches;

2<sup>o</sup> Pour les matières dénommées sous 8<sup>o</sup>; mais pendant les mois de mars à octobre inclusivement, les wagons doivent être complètement recouverts de bâches, à moins que les récipients ne soient renfermés dans des caisses en bois.

b) *En wagons ou couverts:*

1<sup>o</sup> Pour les gaz comprimés (voir toutefois a 1<sup>o</sup> et c 1<sup>o</sup>);

2<sup>o</sup> Pour les gaz liquéfiés dénommés sous 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, pendant les mois de mars à octobre inclusivement;

3<sup>o</sup> Pour l'air liquide et l'oxygène liquide.

c) *En wagons découverts ou couverts:*

1<sup>o</sup> Pour les gaz d'huile, le gaz mixte et le gaz à l'eau; mais pendant les mois de mars à octobre inclusivement, les wagons découverts doivent être complètement protégés par des bâches, à moins que les récipients ne soient renfermés dans des caisses en bois;

2<sup>o</sup> Pour les gaz liquéfiés dénommés sous 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, pendant des mois de novembre à février inclusivement.

(6) Les récipients remplis de gaz comprimés et liquéfiés doivent être chargés dans les wagons de manière à ne pouvoir ni tomber, ni se renverser. Ceux qui renferment de l'air liquide ou de l'oxygène liquide seront placés debout et protégés contre toute détérioration pouvant être produite par d'autres colis. Les récipients ne doivent pas non plus être chargés dans la proximité immédiate de matières facilement inflammables en petits morceaux ou à l'état liquide.

und auf Kisten, in welchen Gefäße mit diesen Gasen verpackt sind, muß der Inhalt deutlich und haltbar angegeben sein. Die Gefäße sind in den Kisten so zu verpacken, daß die Prüfungstempel leicht gefunden werden können.

Holzlisten und Metalllisten mit flüssiger Luft und flüssigem Sauerstoff (Ziffer 9) müssen die deutlichen Aufschriften „Flüssige Luft“ oder „Flüssiger Sauerstoff“, „Oben“, „Unten“, „Sehr zerbrechlich“ tragen.

(4) Die Versandstücke dürfen nicht geworfen, auch nicht den Sonnenstrahlen oder der Ofenwärme ausgesetzt werden.

(5) Zur Beförderung sind zu verwenden:

a) *Offene Wagen:*

1. Für die verdichteten Gase bei Auslieferung in Fahrzeugen, die besonders für Landwege eingerichtet und mit Decken ganz eingedeckt sind.

2. Für die Stoffe der Ziffer 8; die Wagen müssen aber in den Monaten März bis Oktober einschließlich mit Decken ganz eingedeckt sein, wenn die Gefäße nicht in Holzlisten verpackt sind.

b) *Bedeckte Wagen:*

1. Für die verdichteten Gase (vgl. jedoch a, Ziffer 1, und c, Ziffer 1).

2. Für die verflüssigten Gase der Ziffern 5, 6 und 7 während der Monate März bis Oktober einschließlich.

3. Für flüssige Luft und flüssigen Sauerstoff.

c) *Offene und bedeckte Wagen:*

1. Für Fettgas, Mischgas und Wassergas; die offenen Wagen müssen aber in den Monaten März bis Oktober einschließlich mit Decken ganz eingedeckt sein, wenn die Gefäße nicht in Holzlisten verpackt sind.

2. Für die verflüssigten Gase der Ziffern 5, 6 und 7 während der Monate November bis Februar einschließlich.

(6) Die Behälter mit verdichteten oder verflüssigten Gasen sind im Eisenbahnwagen so zu lagern, daß sie nicht umfallen oder herabfallen können. Die Behälter mit flüssiger Luft oder flüssigem Sauerstoff müssen aufrecht stehen und gegen Beschädigungen durch andere Frachtstücke geschützt sein. Auch sind sie nicht in unmittelbarer Nähe von leicht entzündlichen kleinstückigen oder leicht entzündlichen flüssigen Stoffen zu verladen.

(7) a) Sont applicables à l'admission des récipients des waggon-réservoirs destinés au transport des gaz comprimés ou liquéfiés ou dissous sous pression en ce qui concerne la nature de leur matériel, l'épreuve officielle, l'équipement et le remplissage, les prescriptions sous A, B, C et D et celles figurant sous E, alinéa (2) pour les soupapes, ainsi que sous H. Les récipients doivent être solidement et bien encastrés dans les wagons et ne pouvoir en être enlevés.

b) Les wagons-réservoirs destinés au transport des gaz liquéfiés, et dont le diamètre est constant doivent être munis à l'intérieur de cloisons convenablement perforées ou de dispositifs analogues qui ralentissent le mouvement du liquide en cas de brusques changements de vitesse du véhicule.

c) Les wagons-réservoirs destinés au transport des gaz liquéfiés dénommés sous 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> doivent porter une enveloppe en bois.

d) Les wagons-réservoirs destinés au transport de l'acide carbonique liquide, de l'oxygène comprimé et de l'hydrogène comprimé peuvent renfermer des récipients de plus de 2 m de longueur et 21 cm de diamètre. Ces récipients ne doivent pas être pourvus chacun d'une soupape pour le remplissage et la vidange. Il suffit que tous les récipients soient, aux deux extrémités du wagon, raccordés à un tuyau-collecteur portant une soupape d'arrêt placée à l'intérieur de la caisse du wagon. Ces soupapes n'ont pas besoin d'être munies de chapes de protection.

#### F.

##### Exception aux prescriptions édictées sous A à E.

(1) Les gaz liquéfiés dénommés sous 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> peuvent également être transportés en petites quantités dans de forts tubes en verre hermétiquement fermés: savoir l'acide carbonique et le protoxyde d'azote jusqu'à 3 grammes, l'ammoniaque, le chlore et le tétr oxyde d'azote jusqu'à 20 grammes, l'acide sulfureux anhydre et l'oxychlorure de carbone (phosgène) jusqu'à 100 grammes, aux conditions ci-après: Les tubes en verre ne doivent être remplis qu'à moitié pour l'acide carbonique et le protoxyde d'azote, qu'aux deux tiers pour l'ammoniaque, le chlore et le tétr oxyde d'azote, et qu'aux trois quarts pour l'acide sulfureux et l'oxychlorure de carbone (phosgène). Chaque tube en verre doit être placé dans une capsule en fer-blanc soudée, remplie de terre d'infusoires et emballée dans une caisse en bois solide. Il est permis d'emballer plusieurs capsules de fer-blanc dans une même caisse, mais les tubes contenant du chlore ne doivent pas être placés dans une

(7) a) Für die zur Aufnahme verdichteter oder verflüssigter oder unter Druck gelöster Gase bestimmten Gefäße von Kesselwagen gelten hinsichtlich der Beschaffenheit des Materials, ihrer amtlichen Prüfung, ihrer Ausstattung und ihrer Füllung die Vorschriften unter A, B, C und D, hinsichtlich der Ventile die Vorschriften unter E, Abs. (2), sowie endlich die Vorschriften unter H. Die Gefäße müssen fest und sicher in die Wagen eingebaut sein und dürfen nicht aus den Wagen herausgenommen werden können.

b) Wenn die Gefäße durchweg zylindrische Gestalt haben, so müssen im Innern Querswände mit Öffnungen eingebaut sein, oder es müssen andere Einrichtungen getroffen sein, die bei plötzlichen Änderungen der Fahrgeschwindigkeit des Kesselwagens die Bewegung der Flüssigkeit verlangsamen.

c) Kesselwagen mit verflüssigten Gasen der Ziffern 5, 6 und 7 müssen mit hölzernen Überkästen versehen sein.

d) Kesselwagen für flüssige Kohlenäure, verdichteten Wasserstoff und verdichteten Sauerstoff dürfen Gefäße von mehr als 2 m Länge und mehr als 21 cm Durchmesser enthalten. Nicht jedes Gefäß braucht mit einem Ventil zum Füllen und Entleeren versehen zu sein. Es genügt, wenn alle Gefäße an beiden Enden des Wagens an ein Sammelrohr angeschlossen sind, das innerhalb des Wagenkastens ein Abschlußventil hat. Diese Ventile brauchen nicht mit Schutzklappen versehen zu sein.

#### F.

##### Ausnahmen von den Vorschriften unter A bis E.

(1) Die verflüssigten Gase der Ziffern 5, 6 und 7 dürfen in kleinen Mengen, und zwar Kohlenäure und Stickoxydul bis 3 g, Ammoniak, Chlor und Stickstofftetroxyd bis 20 g, wasserfreie, schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen) bis 100 g auch in starken, zugeschmolzenen Glasröhren unter folgenden Bedingungen befördert werden: Die Glasröhren dürfen für Kohlenäure und Stickoxydul nur bis zur Hälfte, für Ammoniak, Chlor und Stickstofftetroxyd nur bis zu zwei Dritteln, für schweflige Säure und Chlorkohlenoxyd (Phosgen) nur bis zu drei Vierteln gefüllt sein. Jede Glasröhre muß in einer zugeldeten, mit Kieselgur gefüllten Blechkapsel und diese in einer starken Holzkiste verpackt sein. Es ist zulässig, mehrere Blechkapseln in eine Kiste einzulegen, doch dürfen Röhren mit Chlor nicht mit Röhren in dieselbe Kiste gelegt werden, die Ammoniak oder schweflige Säure enthalten. Den Blechkapseln mit verflüssigten

même caisse avec des tubes contenant de l'ammoniaque ou de l'acide sulfureux. Il est également permis d'emballer d'autres objets dans la caisse contenant des capsules en fer-blanc remplis de gaz liquéfiés autres que le chlore.

(2) Les matières dénommées sous 8<sup>o</sup>, en quantités jusqu'à 100 grammes dans des tubes en verre, dont le poids total ne doit pas dépasser 5 kilogrammes, peuvent être bien calées seules ou avec d'autres objets dans de fortes caisses, à la condition que les tubes en verre soient fortement assujettis dans ces dernières. Les caisses doivent porter, imprimée sur fond rouge, l'inscription „Inflammable“. Les caisses ne renfermant pas plus de 100 grammes de ces matières peuvent être transportées en wagons couverts.

(3) Les capsules métalliques d'acide carbonique (sodor, sparklets) renfermant 25 grammes au plus d'acide carbonique liquide et au maximum 1 gramme de liquide pour 1 centimètre cube 340 millimètres cubes de capacité sont acceptées au transport sans restriction si l'acide carbonique est pur de tout résidu d'air.

(4) L'oxygène comprimé jusqu'à 0,3 kilogramme par centimètre carré renfermé dans de petits sacs en caoutchouc, tissus imprégnés ou matières analogues est admis sans condition au transport.

### G.

#### Mode de transport.

Les gaz liquéfiés dénommés sous 8<sup>o</sup> de la nomenclature ne sont acceptés au transport en grande vitesse qu'en petites quantités de 100 grammes au maximum, à condition d'être emballés conformément aux prescriptions du chapitre F, alinéa (2).

### H.

#### Dispositions transitoires.

Peuvent continuer à être admis au transport, à titre transitoire, les récipients pour gaz comprimés, liquéfiés et dissous sous pression qui ont été mis en service sous l'empire de l'Annexe 1 à la précédente Convention internationale.

Pour les délais de renouvellement des épreuves périodiques, ils sont assujettis aux conditions fixées en B.

**Ie. Matières qui, au contact de l'eau, dégagent des gaz inflammables ou facilitant la combustion.**

Sont admis au transport:

1<sup>o</sup> Les métaux alcalins et alcalins-terreux, tels que le sodium, potassium, calcium, etc., ainsi que les combinaisons entre ces métaux.

Gasen, mit Ausnahme von Chlor, dürfen auch andere Gegenstände beige packt werden.

(2) Die Stoffe der Ziffer 8 bis zu 100 g in Glasröhren, deren Gesamtgewicht 5 kg nicht übersteigt, dürfen allein oder mit anderen Gegenständen zusammen in starke Kisten verpackt werden, wenn die Glasröhren darin fest eingebettet sind. Die Kisten müssen auf rotem Grunde die gedruckte Aufschrift „Entzündlich“ tragen. Enthalten die Kisten nicht mehr als 100 g eines dieser Stoffe, so dürfen sie in bedeckten Wagen befördert werden.

(3) Metallene Kohlenstoffkapseln (Sodor, Sparklet), die höchstens 25 g flüssige Kohlenstoffsäure und höchstens 1 g Flüssigkeit auf 1,34 cm<sup>3</sup> Fassungsraum enthalten, werden ohne Beschränkung befördert, wenn die Kohlenstoffsäure frei von Luft ist.

(4) Bis zu 0,3 kg/cm<sup>2</sup> verdichteter Sauerstoff in Säcken aus Gummi, imprägnierten Geweben oder ähnlichen Stoffen wird bedingungslos zur Beförderung angenommen.

### G.

#### Beförderung.

Die Stoffe der Ziffer 8 werden nur in Mengen bis 100 g bei Erfüllung der Vorschriften unter F (2) als Eilstückgut befördert.

### H.

#### Übergangsbestimmungen.

Die Behälter für verdichtete, verflüssigte und unter Druck gelöste Gase, die nach den einschlägigen Bestimmungen der Anlage 1 zum bisherigen Internationalen Übereinkommen in den Verkehr gebracht sind, sind auch weiterhin zugelassen.

Hinsichtlich der Fristen für die Druckproben gelten die Bestimmungen unter B.

**1e. Stoffe, die in Berührung mit Wasser entzündliche oder die Verbrennung unterstützende Gase entwickeln.**

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Die Metalle der Alkalien und der alkalischen Erden sowie Natrium, Kalium, Kalzium und dergleichen, sowie Legierungen dieser Metalle miteinander.



2° Le carbure de calcium, la cyanamide de calcium, dont le contenu en carbure de calcium dépasse 0,2 %, l'hydrure de calcium.

3° Le peroxyde de sodium et le peroxyde de sodium sous forme de mélanges qui ne soient pas plus dangereux que le peroxyde de sodium.

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) L'emballage doit être fait dans des récipients en fer (ou en fer-blanc) solides, étanches, bien fermés. Les *matières dénommées sous 1°* peuvent aussi être transportées jusqu'à concurrence de 5 kilogrammes dans des bouteilles en verre, résistantes, munies d'une fermeture solide et étanche. Les récipients doivent être complètement secs ou, pour les *matières dénommées sous 1° et 2°*, remplis avec du pétrole.

(2) Les récipients renfermant des *matières dénommées sous 1° et 3°* doivent être placés dans des enveloppes de protection, savoir:

- a) les récipients en fer ou en fer-blanc renfermant des *matières dénommées sous 1°*, dans des caisses en bois ou dans des paniers métalliques de protection;
- b) les bouteilles en verre renfermant des *matières dénommées sous 1°* ou les récipients renfermant des *matières dénommées sous 3°*, dans des caisses en bois, revêtues intérieurement d'une enveloppe de tôle rendue étanche pour empêcher l'entrée de l'eau. Les bouteilles en verre emballées dans des caisses doivent être placées solidement dans de la terre d'infusoires sèche ou dans d'autres matières analogues incombustibles. Les bouteilles en verre ne renfermant pas plus de 250 grammes peuvent être emballées dans des boîtes en fer-blanc munies d'une fermeture solide et étanche, au lieu de l'être dans des caisses en bois.

(3) Les colis doivent porter en caractères bien apparents et durables l'indication de leur contenu, ainsi que l'inscription „Craint l'humidité“.

#### B.

#### Autres prescriptions.

(1) Toute quantité jusqu'à 5 kilogrammes, emballée conformément aux prescriptions édictées en A, peut être réunie avec d'autres objets.

(2) Les colis doivent être manipulés avec des précautions toutes spéciales. Ils ne doivent pas être projetés et ils seront arrimés assez solide-

2. Kalziumkarbid und Kalziumstickstoff, letzterer mit einem Gehalt an Kalziumkarbid von mehr als 0,2 v. H., Kalziumhydrür.

3. Natriumsuperoxyd, auch in Mischungen, die nicht gefährlicher sind als Natriumsuperoxyd.

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Zur Verpackung sind starke, dichte, sicher verschlossene Gefäße aus Eisen (auch Eisenblech) zu verwenden. Stoffe der Ziffer 1 bis zu 5 kg dürfen auch in starken, sicher und dicht verschlossenen Glasgefäßen befördert werden. Die Gefäße müssen völlig trocken oder bei den Stoffen der Ziffern 1 und 2 mit Petroleum beschickt sein.

(2) Die Packgefäße der in den Ziffern 1 und 3 aufgeführten Stoffe müssen in Schutzumhüllungen eingesetzt sein, und zwar:

- a) die Gefäße aus Eisen oder Eisenblech mit Stoffen der Ziffer 1 in Holzkisten oder in eiserne Schutzkörbe;
- b) Glasgefäße mit Stoffen der Ziffer 1 oder Gefäße mit Stoffen der Ziffer 3 in Holzkisten mit einem gegen das Eindringen von Wasser gedichteten Blecheinfaß. Die in solche Kisten eingesetzten Glasgefäße sind in trockene Stiefgur oder in ähnliche nicht brennbare Stoffe fest einzubetten. Bei Glasgefäßen mit Mengen bis zu 250 g dürfen statt der Holzkisten sicher und dicht verschlossene Blechgefäße verwendet werden.

(3) Auf den Versandstücken muß ihr Inhalt deutlich und haltbar angegeben sein, auch müssen sie die Aufschrift tragen: „Vor Nässe zu schützen“.

#### B.

#### Sonstige Vorschriften.

(1) Mengen bis zu 5 kg, die gemäß A verpackt sind, dürfen anderen Gegenständen beige packt werden.

(2) Die Versandstücke sind besonders sorgfältig zu behandeln. Sie dürfen nicht geworfen und müssen im Wagen so fest gelagert werden, daß sie gegen

ment dans les wagons pour être protégés contre les frottements, cahots, heurts, renversements ou chute des couches supérieures.

(3) Le transport doit être effectué en wagons couverts. Toutefois, le carbure de calcium et la cyanamide de calcium (2<sup>o</sup>) peuvent être transportés en wagons découverts bâchés.

(4) Les récipients vides qui contenaient des *matières dénommées sous 2<sup>o</sup>* doivent être exempts de restes de ces matières. Mention devra être faite dans la lettre de voiture de ce qu'ils contenaient précédemment.

#### Classe II.

#### Matières sujettes à l'inflammation spontanée.

Sont admis au transport:

1<sup>o</sup> Le *phosphore ordinaire* (blanc et jaune).

2<sup>o</sup> Le *phosphore amorphe* (rouge), le *sesquisulfure de phosphore*, les *combinaisons de phosphore avec des terres alcalines*, par exemple le *phosphure de calcium*, le *phosphure de strontium*, puis le *phosphure de fer* et les *combinaisons analogues*, sujettes à l'inflammation spontanée, de *phosphore avec des métaux*.

3<sup>o</sup> Les *mélanges de phosphore amorphe avec des résines ou des graisses*, dont le point de fusion est supérieur à 35<sup>o</sup> centigrade, les *solutions de phosphore ordinaire dans le sulfure de carbone*.

4<sup>o</sup> Le *zinc-éthyle*, le *zinc-méthyle*, ainsi que la dissolution de ces produits dans l'éther.

5<sup>o</sup> La *suie fraîchement calcinée*.

6<sup>o</sup> Le *charbon de bois fraîchement éteint*, en poudre, en grains ou en morceaux.

7<sup>o</sup> La *soie fortement chargée* (cordonnets, soie souple, bourre de soie et soie chappe) en *écheveaux*.

8<sup>o</sup> a) Les *matières suivantes imprégnées de graisse, de vernis ou d'huile*: *laine, poils, laine artificielle, coton, soie, lin, chanvre, jute* — à l'état brut, sous forme de *déchets* provenant de la *filature* ou du *tissage*, à l'état de *chiffons* ou *d'étoupes*.

b) Les *produits fabriqués avec les matières cidessus, imprégnés de graisse, de vernis ou d'huile*, par exemple bâches, cordages, courroies de transmission de coton ou de chanvre, lisses de tisserand et de harnais, fils et fils retors, articles en filet (filets de pêcheurs graissés, etc.).

9<sup>o</sup> Les *mélanges de matières combustibles grenées ou poreuses avec de l'huile de lin, du vernis, de l'huile de résine et autres matières analogues*, si ces derniers composants peuvent

Scheuern, Rütteln, Stoßen, Umfanten und Herabfallen aus den oberen Lagen gesichert sind.

(3) Zur Beförderung sind bedeckte Wagen zu verwenden. Kalziumkarbid und Kalznitrostoff (Ziffer 2) dürfen auch in offenen, mit Decken eingedeckten Wagen befördert werden.

(4) Leere Behälter, worin Stoffe der Ziffer 2 enthalten waren, müssen frei von Resten dieser Stoffe sein. Ihr früherer Inhalt muß im Frachtbrief angegeben sein.

#### Klasse II.

#### Selbstentzündliche Stoffe.

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Gewöhnlicher (weißer oder gelber) Phosphor.

2. Amorpher (roter) Phosphor, Phosphorsesquisulfid, Verbindungen von Phosphor mit alkalischen Erdmetallen, zum Beispiel Phosphorkalzium, Phosphorstrontium; ferner Phosphoreisen und ähnliche selbstentzündliche Verbindungen von Phosphor mit Metallen.

3. Mischungen von amorphem Phosphor mit Harzen oder Fetten, deren Schmelzpunkt über 35<sup>o</sup> C liegt, Lösungen von gewöhnlichem Phosphor in Schwefelkohlenstoff.

4. Zinkäthyl, Zinkmethyl, auch in ätherischer Lösung.

5. Frisch geglüheter Ruß.

6. Frisch geglühete Holzkohle, gemahlen oder körnig oder in Stücken.

7. Hochbeschwerte Seide (Cordonnet-, Souple-, Bourre de Soie- und Chappe-Seide) in Strängen.

8. a) Folgende Stoffe, gefettet oder gefirnißt oder geölt: Wolle, Haare, Kunstwolle, Baumwolle, Seide, Flach, Hanf, Jute — in rohem Zustand, als Abfälle vom Verspinnen und Verweben, als Lumpen oder Lappen.

b) Gefettete, gefirnißte oder geölte Erzeugnisse aus den vorstehenden Stoffen, zum Beispiel Schutzdecken, Seilerwaren, Treibriemen aus Baumwolle oder Hanf, Weber-, Harnisch- und Geschirrlitzen, Garne und Zwirne, Netzwaren (Fischnetze und dergleichen).

9. Gemenge aus körnigen oder porösen brennbaren Stoffen mit Leinöl, Firnis, Harzöl und dergleichen, sofern die letzteren Bestandteile noch der Selbstoxydation

encore être sujets à s'oxyder par eux-mêmes (par exemple la masse dite bourre de liège).

10° La limaille de fer ou d'acier grasse (provenant des tours ou machines à forer, etc.).

11° Le papier graissé, imprégné de vernis ou huilé et les fuseaux faits de ce papier.

12° Les métaux pyrophoriques.

13° Le zinc en poudre.

14° Les sacs à levure ayant servi, non nettoyés.

15° La matière ayant servi à épurer le gaz d'éclairage.

16° Les fils de nitrocellulose servant à la fabrication de la soie artificielle.

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) Les matières dénommées sous 1° et 2° doivent être emballées dans des récipients en fer-blanc solides, étanches et bien soudés, chacun d'eux étant assujéti solidement dans une forte caisse en bois bien fermée. Pour les matières dénommées sous 2°, par quantités de 2 kilogrammes au maximum, les récipients en fer-blanc peuvent être remplacés par des bouteilles en verre ou cruches qui doivent également être emballées chacune dans une forte caisse en bois bien fermée. Le phosphore ordinaire doit être plongé dans l'eau. Les caisses porteront en caractères bien apparents et durables la mention de leur contenu; pour le phosphore ordinaire, on ajoutera l'inscription „Haut“.

(2) Les matières dénommées sous 3° doivent être emballées soit dans des caisses ne permettant aucune fuite, ou être fondues dans des projectiles non chargés.

(3) Le zinc-éthyle, le zinc-méthyle (4°) ainsi que les dissolutions de ces produits dans l'éther doivent être emballés dans des récipients épais, solides, en terre (grès, etc.) ou en verre, scellés à la lampe ou pourvus d'une fermeture hermétique offrant une sécurité équivalente.

Les vases en verre ou en grès doivent être emballés, soit isolément, soit à plusieurs, dans des récipients en tôle solides, remplis de cendre ou de terre d'infusoires sèche, qui seront soudés hermétiquement.

Chaque colis doit porter, imprimée sur fond rouge en caractères bien apparents, la mention „Inflammable“. Les enveloppes renfermant des bonbonnes en verre doivent en outre être munies de l'inscription bien apparente „A porter avec

unterliegen können (zum Beispiel sogenannte Korffüllmasse).

10. Gefettete Eisen- oder Stahlspäne (Dreh-, Bohrspäne und dergleichen).

11. Mit Fett, Firnis oder Öl getränktes Papier und daraus gefertigte Hülsen.

12. Pyrophorische Metalle.

13. Zinkpulver (Zinkstaub).

14. Gebrauchte Hefebbeutel, ungereinigt.

15. Gebrauchte Gasreinigungsmasse.

16. Nitrozellulosefäden zur Herstellung von Kunstseide.

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Die Stoffe der Ziffern 1 und 2 müssen in starke, dichte, gut verlötete Blechgefäße verpackt und diese in starke, sicher verschlossene Holzbehälter fest eingesetzt sein. Bei den Stoffen der Ziffer 2 in Mengen bis zu 2 kg dürfen statt der Blechgefäße auch Glasgefäße oder Krufen verwendet werden, die ebenfalls in starke, sicher verschlossene Holzbehälter einzusetzen sind. — Gewöhnlicher Phosphor muß mit Wasser umgeben sein. Auf den Kisten muß ihr Inhalt deutlich und haltbar angegeben sein; bei gewöhnlichem Phosphor ist die Bezeichnung „Oben“ beizufügen.

(2) Die Stoffe der Ziffer 3 sind entweder in Kisten zu verpacken, die kein Ausstreuen gestatten, oder sie müssen in ungeladene Geschosse eingegossen sein.

(3) Zinkäthyl und Zinkmethyl (Ziffer 4), auch in ätherischer Lösung, sind in starke, dichte, zugeschmolzene oder in gleichwertiger Weise gut verschlossene Gefäße aus Glas, Ton (Steinzeug oder dergleichen) zu verpacken.

Gefäße aus Glas oder Ton sind einzeln oder zu mehreren unter Verwendung von Asche oder trockener Kieselgur in starke Blechgefäße einzusetzen, die dicht zu verlöten sind.

Jedes Versandstück muß auf rotem Grunde die deutliche, gedruckte Aufschrift tragen: „Feuergefährlich“. Ubergefäße, die Glasballons enthalten, müssen ferner mit der deutlichen Aufschrift versehen sein: „Vorsichtig tragen“. Sie dürfen nicht auf Karren gefahren,

précaution“. Ils ne doivent pas être transportés sur des diables, ni portés sur les épaules ou sur le dos.

(4) Les *matières dénommées sous 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>* doivent être emballées dans des récipients étanches et fermant bien. Les tonneaux en bois porteront à l'intérieur un revêtement imperméable; ils seront placés dans d'autres récipients solides (paniers, cuveaux, caisses).

(5) Les *matières dénommées sous 7<sup>o</sup>* doivent être emballées dans de fortes caisses. Quand ces caisses ont plus de 12 centimètres de hauteur, les couches de soie seront séparées entre elles par des espaces vides suffisants, au moyen de grilles en bois; des trous pratiqués dans les parois, s'ouvrant sur ces espaces vides, permettront la circulation de l'air. Des baguettes seront clouées extérieurement pour empêcher que les trous des caisses puissent être couverts.

(6) Parmi les *matières dénommées sous 8<sup>o</sup> a*, la laine ayant servi au nettoyage et les étoupes (torchons à nettoyer) non séchées doivent être fortement pressées et emballées dans des récipients solides, étanches et bien fermés.

(7) Les *matières dénommées sous 9<sup>o</sup>* doivent être emballées, lorsqu'elles sont pressées dans des moules, dans des récipients en fer-blanc solides, étanches ou dans de fortes caisses en bois portant à l'intérieur un revêtement de fer-blanc étanche; lorsqu'elles ne sont pas pressées dans des moules, dans des récipients forts, étanches et bien fermés.

(8) Les *matières dénommées sous 10<sup>o</sup>* doivent être emballées dans des récipients en métal solides étanches et bien fermés. L'emballage n'est pas nécessaire si le transport est effectué dans des wagons en fer munis de couvercles, ou dans des wagons en fer, dévouvverts, bâchés.

(9) Les *matières dénommées sous 12<sup>o</sup>* doivent être fondues dans des tubes en verre, emballés dans des boîtes en fer-blanc soudées, remplies de terre d'infusoires ou d'autres terres sèches analogues, appropriées.

(10) Le zinc en poudre doit être emballé dans des récipients métalliques solides et hermétiquement fermés.

(11) Les sacs à levure ayant servi, non nettoyés (14<sup>o</sup>) doivent être emballés dans des récipients bien fermés.

(12) La matière ayant servi à épurer le gaz d'éclairage n'est expédiée que dans des wagons en tôle, à moins que cet article ne soit emballé dans d'épaisses caisses en tôle. Si les dits wagons ne sont pas munis de couvercles en tôle, fermant bien, le chargement devra être parfaitement cou-

auch nicht auf der Schulter oder dem Rücken getragen werden.

(4) Die Stoffe der Ziffern 5 und 6 sind in dichte, gut verschlossene Behälter zu verpacken. Holzbehälter müssen im Innern mit dichten Stoffen ausgekleidet sein; sie sind in haltbare Ubergefäße (Körbe, Kübel, Kisten) einzusetzen.

(5) Die Stoffe der Ziffer 7 müssen in starke Kisten verpackt sein. Sind die Kisten höher als 12 cm, so müssen zwischen den einzelnen Lagen der Seide durch Holzroste ausreichende Hohlräume geschaffen sein, die mit Öffnungen in den Kistenwänden in Verbindung stehen, so daß Luft durchziehen kann. An den äußeren Kistenwänden sind Leisten anzubringen, die das Zustellen der Luftlöcher verhindern.

(6) Von den Stoffen der Ziffer 8a sind gebrauchte Puzwolle und nicht trockene Puzlappen (Puztücher) in starke, dichte, sicher verschlossene Behälter festgepreßt zu verpacken.

(7) Die Stoffe der Ziffer 9 sind, wenn in Formen gepreßt, in starke, dichte Behälter aus Blech oder in starke Holzbehälter mit dichtem Blecheinsatz, wenn nicht in Formen gepreßt, in starke, dichte, sicher verschlossene Behälter zu verpacken.

(8) Die Stoffe der Ziffer 10 sind in starke, dichte, sicher verschlossene Metallgefäße zu verpacken. Verpackung ist nicht erforderlich, wenn eiserne Deckwagen oder offene eiserne Wagen mit Decken verwendet werden.

(9) Die Stoffe der Ziffer 12 müssen in Glasröhren eingeschmolzen und diese in verlötete Blechgefäße verpackt sein, die mit Kieselgur oder mit anderen geeigneten trockenerdigen Stoffen ausgefüllt sind.

(10) Zinkpulver (Zinkstaub) ist in dichte und dicht verschlossene Metallbehälter zu verpacken.

(11) Gebrauchte, ungereinigte Hefebbeutel (Ziffer 14) sind in dicht schließende Behälter zu verpacken.

(12) Gebrauchte Gasreinigungsmasse wird — sofern sie nicht in dichte Blechbehälter verpackt zur Aufgabe gelangt — nur in eisernen Wagen zur Beförderung übernommen. Falls diese Wagen nicht mit festschließenden eisernen Deckeln versehen sind, ist die Ladung mit Decken, welche durch direkte Berüh-

vert avec des bâches préparées de telle manière qu'elles ne soient pas inflammables par le contact direct de la flamme. Le chargement et le déchargement se feront par l'expéditeur et le destinataire; c'est à l'expéditeur que, à la demande de l'administration du chemin de fer, incombe également le soin de fournir les bâches.

(13) Les  *fils de nitrocellulose servant à la fabrication de la soie artificielle*  doivent être contenus dans des récipients métalliques ou dans des tonneaux en bois hermétiquement fermés, et contenant un excès d'eau facile à vérifier par l'agitation du récipient. Dans le cas où les fils sont emballés dans des récipients métalliques on peut se contenter d'entourer chaque bobine d'une toile mouillée et la lettre de voiture doit attester que cette condition est remplie.

## B.

### Autres prescriptions.

(1) Les matières ci-dessous énumérées peuvent être emballées avec d'autres objets dans une caisse en bois solide, étanche et bien fermée, moyennant observation des prescriptions concernant les récipients, édictées en A:

a) le  *phosphore ordinaire*  (1<sup>o</sup>) par quantités ne dépassant pas 250 grammes; ces petites quantités peuvent aussi être renfermées sous l'eau dans des vases en verre solides, fermés hermétiquement, qui doivent être solidement maintenus dans des récipients en fer-blanc, avec des matières d'emballage appropriées; les récipients renfermant du phosphore doivent être solidement assujettis dans la seconde enveloppe de bois;

b) les  *matières dénommées sous 2<sup>o</sup>*  par quantités ne dépassant pas 5 kilogrammes;

c) le  *zinc-éthyle*  et le  *zinc-méthyle*  (4<sup>o</sup>) par quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes, à la condition que les vases soient solidement emballés dans les récipients: il est cependant interdit de les emballer avec d'autres matières sujettes à l'inflammation spontanée, ainsi qu'avec des matières explosibles (Ia), des munitions (Ib), des inflammateurs et pièces d'artifice (Ic) et avec les matières inflammables dénommées à la classe III a et b.

d) les  *matières dénommées sous 11<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>* , sans aucune restriction.

(2) Si les lettres de voiture contiennent une déclaration portant que

a) la  *suie*  (5<sup>o</sup>) et le  *charbon de bois en poudre, en grains ou en morceaux*  (6<sup>o</sup>) ne sont pas

rung mit  *Flammen nicht entzündet werden, vollständig einzudecken. Absender und Empfänger haben das Auf- und Abladen selbst zu besorgen. Auch hat der Absender auf Verlangen der Bahnverwaltung die Decken selbst zu beschaffen.*

(13) Nitrozellulosefäden zur Herstellung von Kunstseide müssen in luftdicht verschlossene Metall- oder Holzbehälter verpackt sein, und zwar im letzteren Falle unter Beifügung von so viel Wasser, daß dieses beim Schütteln des Behälters sich bemerkbar macht. Geschieht die Verpackung in einen dichten Metallbehälter, so genügt die Umhüllung der Nitrozellulosefäden in der Kiste mit einem gut angefeuchteten Gewebe. Das Vorhandensein dieser Umhüllung muß im Frachtbrief bescheinigt sein.

## B.

### Sonstige Vorschriften.

(1) Die nachstehenden Stoffe dürfen mit anderen Gegenständen bei Beachtung der im Abschnitt A gegebenen Vorschriften über die Behälter in einen starken, dichten, sicher verschlossenen Holzbehälter zusammengepackt werden:

a) gewöhnlicher Phosphor (Ziffer 1) in Mengen bis zu 250 g; solche geringe Mengen dürfen auch unter Wasser in starke, sicher verschlossene Glasgefäße verpackt werden, die mit geeigneten Verpackungstoffen in dichte Blechgefäße fest gelagert werden müssen; jedes Blechgefäß mit Phosphor ist in den äußeren Holzbehälter fest einzubetten;

b) die Stoffe der Ziffer 2 in Mengen bis zu 5 kg;

c) Zinkäthyl und Zinkmethyl (Ziffer 4) in Mengen bis zu 2 kg, wobei die Gefäße in den Behältern fest eingebettet sein müssen; jedoch ist das Zusammenpacken mit anderen selbstentzündlichen Stoffen sowie mit Sprengstoffen (Ia), Munition (Ib), Zündwaren und Feuerwerkskörpern (Ic) und mit den unter Klasse III a und b aufgeführten entzündlichen Stoffen nicht gestattet;

d) die Stoffe der Ziffern 11 und 12 ohne Beschränkung.

(2) Ist in den Frachtbriefen bescheinigt, daß

a) Ruß (Ziffer 5) und gemahlene oder körnige oder stückige Holzkohle (Ziffer 6)

fraîchement éteints (c'est-à-dire qu'ils sont refroidis depuis 48 heures au moins).

- b) la soie en écheveaux (7<sup>o</sup>) n'est pas fortement chargée,
- c) les matières dénommées sous 8<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup> ne sont pas imprégnées de graisse, de vernis ou d'huile,
- d) les sacs à levure ayant servi (14<sup>o</sup>) sont nettoyés,
- e) la matière ayant servi à épurer le gaz est complètement oxydée,

ces matières sont transportées sans conditions.

(3) Les matières dénommées sous 8<sup>o</sup> — à l'exception de la laine ayant servi au nettoyage et des étoupes (torchons à nettoyer) emballées aux conditions édictées au chapitre A, alinéa (6) — doivent être à l'état sec.

(4) Les fuseaux de papier dénommées sous 11<sup>o</sup> ne peuvent être transportés que si la lettre de voiture contient une déclaration certifiant qu'ils ont été chauffés après avoir été imbibés de graisse ou d'huile et ensuite refroidis complètement dans l'eau.

(5) Doivent être employés pour le transport:

- a) du zinc-éthyle et du zinc-méthyle (4<sup>o</sup>), des wagons découverts; de petites quantités jusqu'à 10 kilogrammes peuvent aussi être chargées isolément ou (en quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes) avec d'autres objets, dans des wagons couverts, aux conditions édictées à l'alinéa (1) c;
- b) des matières dénommées sous 7<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, des wagons couverts, ou des wagons découverts bâchés. La laine pour nettoyage et les étoupes (torchons à nettoyer) emballées aux conditions édictées au chapitre A, alinéa (6), peuvent aussi être transportées en wagons découverts;
- c) les fils de nitrocellulose servant à la fabrication de la soie artificielle doivent être chargés dans des wagons couverts et à panneaux pleins.

(6) Doivent en outre être observées pour le zinc-éthyle et le zinc-méthyle les prescriptions édictées sous III a B, alinéa (4).

### C.

#### Mode de transport.

Le zinc-éthyle et le zinc-méthyle ne sont admis au transport en grande vitesse qu'en petites quantités jusqu'à 10 kilogrammes s'ils sont expédiés isolément ou en quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes s'ils sont expédiés avec d'autres objets.

nicht frisch gegläht sind (das heißt mindestens 48 Stunden gelagert haben),

- b) Seide in Strängen (Ziffer 7) nicht hoch beschwert ist,
- c) Stoffe der in den Ziffern 8 und 10 bezeichneten Art nicht gefettet, gefirnißt oder geölt sind,
- d) gebrauchte Hefebeutel (Ziffer 14) gereinigt sind,
- e) gebrauchte Gasreinigungsmasse vollständig oxydiert ist,

so werden diese Stoffe ohne Beschränkung befördert.

(3) Die Stoffe der Ziffer 8 — ausgenommen gebrauchte Fußwolle und nach Abschnitt A Absf. (6) verpackte Fußlappen (Fußtücher) — müssen trocken sein.

(4) Papierhüllen der Ziffer 11 dürfen nur befördert werden, wenn im Frachtbrief bescheinigt ist, daß sie, nachdem sie mit Fett oder Öl getränkt waren, erhitzt und dann in Wasser völlig abgekühlt sind.

(5) Zur Beförderung sind zu verwenden:

- a) für Zinkäthyl und Zinkmethyl (Ziffer 4) offene Wagen; kleinere Mengen bis zu 10 kg dürfen allein oder (in Mengen bis zu 2 kg) nach Absf. (1) c mit anderen Gegenständen zusammengepackt, auch in bedeckte Wagen verladen werden;
- b) für die Stoffe der Ziffern 7, 8 und 11 nur bedeckte Wagen oder offene Wagen mit Decken. Fußwolle und Fußlappen (Fußtücher) dürfen, sofern sie nach den Vorschriften unter A (6) verpackt sind, auch in offenen Wagen befördert werden;
- c) für die Nitrocellulosefäden zur Herstellung von Kunstseide bedeckte Wagen, deren Öffnungen geschlossen zu halten sind.

(6) Für Zinkäthyl und Zinkmethyl sind weiter die Vorschriften unter III a B Absf. (4) zu beachten.

### C.

#### Beförderung.

Zinkäthyl und Zinkmethyl werden zur Beförderung als Eilstückgut in Mengen bis zu 10 kg zugelassen, wenn sie allein aufgegeben werden, oder bis zu 2 kg, wenn sie mit anderen Gegenständen zusammengepackt sind.

## Classe III.

**Matières inflammables.****III a. Liquides combustibles.**

Les objets suivants sont admis au transport sous certaines conditions:

1° Les *hydrocarbures*, savoir:

- a) Le *pétrole à l'état brut* (huile minérale) et le *pétrole rectifié*, les *huiles préparées avec le goudron de lignite*, les *huiles de tourbe et de schiste*, l'*asphalte-naphte* et les *produits de leur distillation*, les *hydrocarbures d'autres provenances* (par exemple les résidus de la compression du gaz riche), si ces liquides ne s'enflamment pas à une température de moins de 21° C de l'appareil Abel-Pensky, ni au dessus de 100° C de l'appareil Pensky-Martens, et cela à une hauteur du baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer.
- b) Le *pétrole à l'état brut* (huile minérale) et le *pétrole rectifié*, le *pétrole-naphte*, les *huiles préparées avec le goudron de lignite*, les *huiles de tourbe et de schiste*, l'*asphalte-naphte* et les *produits de leur distillation* (benzine, ligroïne, essence pour nettoyage, etc.), les *hydrocarbures d'autres provenances* (par exemple les résidus de la compression du gaz riche), lorsque ces matières émettent des vapeurs inflammables à une température de moins de 21° C de l'appareil Abel-Pensky, à une hauteur du baromètre de 760 millimètres rapportée au niveau de la mer, et si elles ont, à la température de 15° centigrade, un poids spécifique de plus de 0,680.

Les *huiles préparées avec le goudron de houille* qui, à une température de 15° centigrade, ont un poids spécifique de moins de 0,950 (benzol, toluol, xylol, cumol, etc.).

- c) L'*essence de pétrole* (gazoline, néoline, etc.) et les *autres produits facilement inflammables préparés avec du pétrole-naphte ou du goudron de lignite*, lorsque ces matières ont un poids spécifique de 0,680 au plus à une température de 15° centigrade.

2° Les *liquides formés d'une part d'un mélange de pétrole-naphte ou d'autres liquides analogues facilement inflammables, d'autre part avec des résines, du caoutchouc, de la gutta-percha, du savon, de l'asphalte, du goudron ou d'autres matières analogues.*

3° L'*éther éthylique* (éther sulfurique) *pur ou mélangé avec d'autres liquides* (par exemple les gouttes de Hoffmann), les *solutions de nitrocellu-*

## Klasse III.

**Endzündbare Stoffe.****III a. Brennbare Flüssigkeiten.**

Die nachstehenden Stoffe sind besonderen Bedingungen unterworfen:

1. Kohlenwasserstoffe, und zwar:

- a) rohes Petroleum (Erdöl) und gereinigtes Petroleum, ferner aus Braunkohlenteer bereitete Öle, Torf- und Schieferöle, Asphaltnaphta und Destillate aus solchen, Kohlenwasserstoffe anderen Ursprungs (z. B. Abfälle der Fettgasverdichtung), wenn sie bei einem auf die Meereshöhe bezogenen Barometerstand von 760 mm im Abel-Pensky-Apparat nicht unter 21° oder im Pensky-Martens-Apparat nicht oberhalb 100° C entflammen;

- b) rohes Petroleum (Erdöl) und gereinigtes Petroleum, Petroleumnaphtha, Braunkohlenteer-, Torf- und Schieferöle, Asphaltnaphta sowie Destillate aus diesen Stoffen (Benzin, Ligroin, Buzöl und dergleichen), Kohlenwasserstoffe anderen Ursprungs (z. B. Abfälle der Fettgasverdichtung), wenn sie bei einem auf Meereshöhe bezogenen Barometerstand von 760 mm im Abel-Pensky-Apparat unter 21° C entzündliche Dämpfe geben und bei 15° C ein spezifisches Gewicht von mehr als 0,680 haben.

Steinkohlenteeröle, die bei 15° C ein geringeres spezifisches Gewicht als 0,950 haben (Benzol, Toluol, Xylol, Kumol und dergleichen);

- c) Petroleumäther (Gasolin, Gasäther, Neolin und dergleichen) und ähnliche aus Petroleumnaphtha oder Braunkohlenteer bereitete, leicht entzündliche Stoffe, wenn sie bei 15° C ein spezifisches Gewicht von höchstens 0,680 haben.

2. Flüssigkeiten, die einerseits aus Petroleumnaphtha oder ähnlichen leicht entzündlichen Flüssigkeiten, andererseits aus Harz, Kautschuk, Guttapercha, Seife, Asphalt, Teer oder dergleichen bereitet sind.

3. Äthyläther (Schwefeläther), auch mit anderen Flüssigkeiten gemengt (z. B. Hoffmannstropfen), Lösungen von Nitrozellulose

lose dans l'éther éthylique (collodion), dans l'alcool amylique, dans l'alcool éthylique, dans l'alcool méthylique, dans l'éther acétique, dans l'acétate d'amyle, dans l'acétone, dans le nitrobenzol, dans le nitrotoluol ou dans des mélanges de ces liquides (par exemple le laque zapon), les solutions de 1% au plus de nitroglycérine dans l'alcool.

4° Les solutions de nitrocellulose dans l'acide acétique.

5° L'alcool méthylique (esprit de bois), brut ou rectifié, l'acétone, le paraldehyde, l'aldéhyde acétique (seulement en solution alcoolique).

Les essences de toute nature, par exemple l'acétate d'amyle (voir toutefois pour l'essence de pétrole au 1° c), les éthers liquides de toute nature sauf l'éther éthylique (vois pour ce dernier au 3°).

6° La substance employée généralement pour dénaturer l'alcool (combinaison d'esprit de bois et de pyridine).

7° Les mélanges d'esprit de bois et de benzol (avec ou sans cire fossile, par exemple le pansol).

8° Le sulfure de carbone.

9° Les huiles grasses, les vernis, les couleurs préparées avec du vernis, l'huile de térébenthine (essence de pin) et autres huiles éthérées, l'alcool absolu, l'esprit de vin (spiritus), ainsi que les liquides préparés avec ces matières (verniss à l'alcool, vernis à l'huile, siccatifs, savons à l'état liquide, etc.) par quantités supérieures à 40 kilogrammes.

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) L'emballage doit être fait dans des vases en verre, en terre (grès, etc.) ou en métal, solides, étanches et bien fermés. Les solutions de nitrocellulose dans l'acide acétique ne peuvent pas être expédiées dans des vases en métal.

Il est permis également d'employer pour les liquides dénommés sous 1° a et b, 2°, 4°, 5°, 6°, 7° et 9° des récipients en bois (tonneaux) solides, étanches et bien fermés.

(2) Les vases en verre ou en grès renfermant les liquides énumérés sous 1° à 9°, ainsi que les vases en fer-blanc servant au transport des liquides dénommés sous 3° et 8°, doivent être solidement emballés, soit isolément, soit à plusieurs, dans une seconde enveloppe (bannettes ou paniers métalliques, cuveaux ou caisses) solide. Ces enveloppes (à l'exception des caisses) seront munies de bonnes poignées. Les paniers, cuveaux et caisses découverts doivent porter un couvercle si celui-ci

in Schwefeläther (Kollodium), in Amylalkohol, in Äthylalkohol, in Methylalkohol, in Essigäther, in Amylazetat, in Azeton, in Nitrobenzol, Nitrotoluol oder in Gemengen dieser Flüssigkeiten (z. B. Zaponlade), höchstens einprozentige Lösungen von Nitroglycerin in Alkohol.

4. Lösungen Nitrocellulose in Essigsäure.

5. Methylalkohol (Holzgeist), roh und rektifiziert Azeton, Paraldehyd, Azetaldehyd (in alkoholischer Lösung).

Esther aller Art, z. B. Amylazetat, flüssige Äther aller Art, mit Ausnahme des Äthyläthers (wegen Äthyläther vgl. Ziffer 3, wegen Petroleumäther vgl. Ziffer 1 c).

6. Das allgemeine Denaturierungsmittel für Spiritus (mit Pyridin versetzter Holzgeist).

7. Gemische von Holzgeist und Benzol (mit oder ohne Erdwachs, z. B. Pansol).

8. Schwefelkohlenstoff.

9. Fette Öle, Firnisse, mit Firnis versetzte Farben, Terpentinöl (Rienöl) und andere ätherische Öle, absoluter Alkohol, Weingeist (Spiritus) sowie aus diesen bereitete Flüssigkeiten (Spirituslade, Mlade, Sifkative, flüssige Seifen und dergleichen) in Mengen über 40 kg.

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Zur Verpackung sind starke, dichte, sicher verschlossene Gefäße aus Glas, Ton (Steinzeug oder dergleichen) oder Metall zu verwenden. Lösungen von Nitrocellulose in Essigsäure dürfen nicht in Metallgefäßen versandt werden.

Für die Flüssigkeiten der Ziffern 1 a und b, 2, 4, 5, 6, 7 und 9 sind auch starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer) zulässig.

(2) Gefäße aus Glas oder Ton mit den Flüssigkeiten der Ziffern 1 bis 9 sowie Blechgefäße mit Flüssigkeiten der Ziffern 3 und 8 sind einzeln oder zu mehreren unter Verwendung geeigneter Verpackungstoffe in starke Übergefäße (Weiden- oder Metallkörbe, Kübel oder Kisten) fest einzusetzen. Diese Übergefäße (ausgenommen Kisten) müssen mit guten Handhaben versehen sein. Offene Übergefäße müssen eine Schutzdecke haben, die, wenn sie aus Stroh, Rohr, Schilf oder ähnlichen leicht entzündbaren Stoffen



consiste en paille, jonc, roseau ou autres matières analogues facilement inflammables, il doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux, etc., mélangé avec du verre soluble.

(3) Chaque colis renfermant des *liquides dénommés sous 1<sup>o</sup> b et c, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>* doit porter, imprimée sur fond rouge, en caractères bien apparents la mention „Inflammable“. Les paniers et cuveaux renfermant des vases en verre doivent en outre être munis de l'inscription bien apparente „A porter avec précaution“. Ils ne doivent pas être transportés sur des diables, ni portés sur des diables, ni portés sur les épaules ou sur le dos.

### B.

#### Autres prescriptions.

(1) Il est permis d'emballer avec d'autres objets, dans des caisses en bois solides, étanches et bien fermées, moyennant observation des prescriptions, concernant les récipients, édictées au chapitre A:

- a) les *liquides dénommés sous 9<sup>o</sup>*, sans restriction;
- b) les *liquides dénommés sous 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>*, en quantités ne dépassant pas 10 kilogrammes;
- c) le *sulfure de carbone (8<sup>o</sup>)*, en quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes.

Les vases contenant des *liquides dénommés sous 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>* doivent être soigneusement calés dans les caisses.

(2) Pour les *hydrocarbures dénommés sous 1<sup>o</sup> a et b*, la lettre de voiture doit mentionner que toutes les conditions relatives à leur point d'inflammation et à leur poids spécifique sont remplies. A défaut de cette mention, ces matières seront traitées comme de l'essence de pétrole (1<sup>o</sup> c).

(3) Doivent être employés, pour le transport, des wagons découverts: pour les *liquides dénommés sous 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>*; les petites quantités, jusqu'à 10 kilogrammes, des *matières dénommés sous 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>*, et le *sulfure de carbone (8<sup>o</sup>)*, jusqu'à 2 kilogrammes peuvent être chargés aussi dans des wagons couverts, soit isolément, soit avec d'autres objets, conformément aux dispositions de l'alinéa (1) b et c.

(4) Il y a lieu d'observer en outre ce qui suit pour les *liquides dénommés sous 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>*:

- a) avant de commencer le chargement, des étiquettes rouges, portant lisiblement les mentions „Inflammable“ et „A manœuvrer avec précaution“ seront apposées sur les deux côtés des wagons (voir à la fin de l'Annexe le modèle de ces étiquettes)

besteht, mit Lehm- oder Kalkmilch oder dergleichen unter Zusatz von Wasserglas getränkt ist.

(3) Jedes Versandstück mit Flüssigkeiten der Ziffern 1b und c, 3, 4 und 8 muß auf rotem Grunde die deutliche, gedruckte Aufschrift „Feuergefährlich“ tragen. Körbe und Kübel mit Glasballons müssen ferner mit der deutlichen Aufschrift „Vorsichtig tragen“ versehen sein. Sie dürfen nicht auf Karren gefahren, auch nicht auf der Schulter oder dem Rücken getragen werden.

### B.

#### Sonstige Vorschriften.

(1) Die nachstehenden Stoffe dürfen mit anderen Gegenständen bei Beachtung der in Abschnitt A gegebenen Vorschriften über die Behälter in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter zusammengepackt werden:

- a) die Flüssigkeiten der Ziffer 9 ohne Beschränkung,
- b) die Flüssigkeiten der Ziffern 1 bis 7 in Mengen bis zu 10 kg;
- c) Schwefelkohlenstoff (Ziffer 8) in Mengen bis zu 2 kg.

Die Gefäße mit Flüssigkeiten der Ziffern 1 bis 8 müssen in den Behälter fest eingebettet sein.

(2) Bei den Kohlenwasserstoffen der Ziffern 1a und b ist im Frachtbrief anzugeben, daß sie den in 1a und b vorgeschriebenen Bedingungen für den Entflammungspunkt und das spezifische Gewicht entsprechen. Fehlt eine solche Angabe, so sind diese Stoffe wie Petroleumäther (Ziffer 1c) zu behandeln.

(3) Zur Beförderung sind für die Flüssigkeiten der Ziffern 1 bis 8 offene Wagen zu verwenden; kleinere Mengen der in den Ziffern 1 bis 7 aufgeführten Stoffe bis zu 10 kg und von Schwefelkohlenstoff (Ziffer 8) bis zu 2 kg dürfen, allein oder nach Abs. (1) b und c mit anderen Gegenständen zusammengepackt, auch in bedeckte Wagen verladen werden.

(4) Für die Flüssigkeiten der Ziffern 1 bis 8 ist weiter zu beachten:

- a) die Wagen sind vor Beginn der Verladung auf beiden Seiten mit roten Zetteln zu versehen, die deutlich die Aufschrift „Feuergefährlich“ und „Vorsichtig verschieben“ tragen (vgl. das Muster am Schlusse der Anlage);

- b) les colis doivent être solidement arrimés dans les wagons. Les paniers et cuveaux découverts seront attachés aux parois; ils ne devront pas être superposés;
- c) les vases qui se détérioreraient pendant le transport seront immédiatement déchargés et s'il n'est pas possible de les réparer à bref délai, ils pourront être vendus avec le contenu qui y sera resté, sans autre formalité, pour le compte de l'expéditeur;
- d) les vases de fer-blanc vides, bien fermés, qui contenaient ces matières doivent être transportés en wagons couverts, les autres récipients dans des wagons découverts; mention devra être faite dans la lettre de voiture de l'usage auquel avaient servi ces récipients.

(5) Sont applicables aux liquides transportés en wagons-réservoirs les prescriptions indiquées plus haut en A, alinéa (1) et en B, alinéa (2) et (4) a.

## C.

## Mode de transport.

Sont exclus du transport en grande vitesse:

- a) les *matières énumérées de 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>* par quantités supérieures à 10 kilogrammes;
- b) le *sulfure de carbon (8<sup>o</sup>)* par quantités supérieures à 2 kilogrammes;
- c) les récipients vides ayant contenu des *matières énumérées de 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>*, à l'exception des récipients de tôle bien fermés.

## III b. Matières solides inflammables.

Les objets suivants sont admis au transport sous certaines conditions:

1<sup>o</sup> Les *matières auxquelles le feu peut facilement être communiqué* par les étincelles de la locomotive, telle que le *foin*, le *charbon de bois en morceaux*, la *sciure de bois*, les *copeaux de bois*, la *pâte de bois*, les *rognures de papier*, le *jonc* (à l'exclusion du jonc d'Espagne), les *matières textiles végétales et leurs déchets*, la *paille* (y compris celle de maïs, de riz et de lin), la *tourbe* (à l'exclusion de la tourbe mécanique ou comprimée), ainsi que les *marchandises fabriquées au moyen d'un mélange de résidus de pétrole*, de *résine* et d'autres substances semblables avec des corps poreux inflammables, enfin le *soufre*.

2<sup>o</sup> La *celloïdine*, produit de l'évaporation imparfaite de l'acool contenu dans le collodion, ayant l'apparence de savon et consistant essentiellement en fulmi-coton pour collodion.

b) die Versandstücke müssen im Wagen sicher gelagert werden. Offene Körbe und Kübel sind am Wagen zu befestigen, auch dürfen sie nicht aufeinandergestellt werden;

c) während der Beförderung schadhast gewordene Behälter sind sofort auszuladen und können, wenn ihre Wiederherstellung nicht alsbald möglich ist, mit dem vorhandenen Inhalt ohne weiteres für Rechnung des Absenders verkauft werden;

d) dicht verschlossene leere Blechbehälter, in denen diese Stoffe enthalten waren, dürfen in bedeckten Wagen, andere Gefäße müssen in offenen Wagen befördert werden; auf die frühere Verwendung der Behälter ist im Frachtbrief hinzuweisen.

(5) Für die Kesselwagen und ihre zur Aufnahme der zu befördernden Flüssigkeiten bestimmten Gefäße gelten die Vorschriften unter A, Abs. (1), und B, Abs. (2) und Abs. (4) a.

## C.

## Beförderung.

Als Eilstückgut werden nicht angenommen:

- a) die in Ziffern 1 bis 7 aufgeführten Stoffe in Mengen über 10 kg;
- b) Schwefelkohlenstoff (Ziffer 8) in Mengen über 2 kg;
- c) leere Gefäße, in denen Stoffe der Ziffer 1 bis 8 enthalten waren, ausgenommen dicht verschlossene Blechbehälter.

## III b. Entzündbare feste Stoffe.

Nachstehende Gegenstände sind besonderen Bedingungen unterworfen:

1. Gegenstände, die durch Funken der Lokomotive leicht entzündet werden können, z. B. Heu, Holzkohlen in Stücken, Holzmehl, Holzspäne, Holzstoff, Papierspäne, Rohr (ausgenommen spanisches Rohr), Spinnstoffe pflanzlichen Ursprungs und Abfälle davon, Stroh (auch Mais-, Reis- oder Flachsstroh), Torf (ausgenommen Maschinen- oder Preßtorf), Waren, die durch Vermischung von Petroleumrückständen, Harzen und ähnlichen Stoffen mit lockeren brennbaren Körpern hergestellt sind, ferner Schwefel.

2. Zelloidin, ein durch unvollständiges Verdunsten des im Kollodium enthaltenen Alkohols hergestelltes, seifenartig aussehendes, im wesentlichen aus Kollodiumwolle bestehendes Erzeugnis.

3° Le *celluloïd en plaques, feuilles, tiges, objets manufacturés ou en déchets.*

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) Les *matières dénommées sous 1°* doivent, si elles ne sont pas emballées, être transportées en wagons couverts ou en wagons découverts bâchés. Le chemin de fer peut exiger que l'expéditeur fournisse les bâches.

(2) Les *lames de celloïdine* doivent être emballées de façon à empêcher complètement leur dessiccation.

(3) Les *matières dénommées au 3° (celluloïd)* doivent être emballées soit dans des caisses à parois jointives soit en ballots constitués par un emballage de papier fort comprimé entre deux plateaux en bois à claire-voie.

#### B.

#### Mode de transport.

Les *matières dénommées sous 1°* ne sont pas acceptées en grande vitesse par expéditions partielles.

### Classe IV.

#### Matières vénéneuses.

Les objets suivants sont admis au transport sous certaines conditions:

1° Les *substances arsenicales non liquides*, notamment l'*acide arsénieux* (fumée arsenicale), l'*arsenic jaune* (sulfure d'arsenic, orpiment), l'*arsenic rouge* (réalgar), l'*arsenic natif* (cobalt arsenical écaillé ou pierre à mouches), etc.

2° Le *ferrosilicium* et le *manganosilicium* obtenus par voie électrique.

3° Le *cyanure de potassium* et le *cyanure de sodium à l'état solide*.

4° Les *substances arsenicales liquides*, particulièrement l'*acide arsénique*.

5° Les *solutions de cyanure de potassium* et de *cyanure de sodium*.

6° Les *produits métalliques vénéneux*:

- a) le *sublimé*, le *cinabre* (vermillon);  
les *couleurs à base de cuivre*, particulièrement le *vert-de-gris*, les *pigments de cuivre verts et bleus*,  
l'*acétate de plomb*;
- b) les *autres préparations de plomb*, particulièrement la *litharge* (massicot), le *minium*, la *céruse* et *autres couleurs à base de plomb*; les *résidus plombeux*.

3. Zelluloid in Platten, Blättern, Stangen; Gegenstände aus Zelluloid; Zelluloidabfälle.

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Die Stoffe der Ziffer 1 dürfen, wenn sie unverpackt sind, nur in bedeckten Wagen oder in offenen Wagen mit Decke befördert werden. Die Decken hat auf Verlangen der Eisenbahn der Absender zu beschaffen.

(2) Die einzelnen Zelloidinplatten müssen so verpackt sein, daß ihr Austrocknen vollständig ausgeschlossen ist.

(3) Die Gegenstände der Ziffer 3 (Zelluloid) sind entweder in dichte Holzkisten zu verpacken, oder es sind zunächst Packungen in starkem Papier herzustellen, die durch zwei von entgegengesetzten Seiten dagegen gepreßte Lattenwände zusammengehalten werden.

#### B.

#### Beförderung.

Die Gegenstände der Ziffer 1 werden als Eilstückgut nicht angenommen.

### Klasse IV.

#### Giftige Stoffe.

Nachstehende Gegenstände sind besonderen Bedingungen unterworfen:

1. Nicht flüssige Arsenikalien, namentlich arsenige Säure (Hüttenrauch), gelbes Arsenit (Kauschgelb, Auripigment), rotes Arsenit (Realgar), Scherbenkobalt (Fliegenstein) und dergleichen.

2. Ferrosilicium und Mangansilicium, auf elektrischem Wege gewonnen.

3. Zyankalium und Zyanatrium in fester Form.

4. Flüssige Arsenikalien, insbesondere Arsensäure.

5. Lösungen von Zyankalium und Zyanatrium.

6. Giftige Metallpräparate:

- a) Sublimat, Zinnober;  
Kupferfarben, insbesondere Grünspan, grüne und blaue Kupferpigmente;
- Essigsaures Blei (Bleizucker);
- b) Andere Bleipräparate, insbesondere Bleiglatte (Glatte, Massicot), Mennige, Bleiweiß und andere Bleifarben; bleiische Abfälle.

7° Le sulfate de cuivre et les mélanges de sulfate de cuivre avec la chaux, la soude et autres substances analogues (poudre pour bouillie bordelaise, etc.), l'acide oxalique et l'oxalate de potassium à l'état solide.

8° Les chlorates. Le bioxyde de baryum. L'azote de sodium.

9° L'aniline (huile d'aniline).

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) Les récipients utilisés pour l'emballage doivent être solides, étanches et fermés de manière qu'il ne puisse se produire ni fuite ni tamisage.

(2) Les matières dénommées sous 1° et 3° doivent être emballées comme suit:

- a) dans de forts tonneaux en fer, à couvercle vissé et munis de cercles de roulement, ou
- b) dans des tonneaux doubles, faits de bois sec et solide, consolidés au moyen de cercles, ou dans des caisses doubles construites de la même manière et entourées de bandes, les récipients intérieurs étant revêtus d'un tissu serré. Les récipients intérieurs en bois peuvent aussi être remplacés par des récipients en fer blanc soudés ou des vases en verre ou en grès. Les vases en verre ou en grès doivent être emballés solidement dans les autres récipients, garnis de matières d'emballage appropriées. Dans ces conditions, plusieurs vases peuvent être réunis en un colis.

c) Les matières dénommées sous 1° peuvent aussi être emballées dans des sacs de toile goudronnée, renfermés dans des tonneaux simples de bois fort et sec.

(3) Le ferrosilicium et le mangano-silicium (2°) doivent être emballés dans de forts récipients en bois ou en métal, imperméables à l'eau.

(4) Les matières dénommées sous 4° doivent être emballées comme suit:

- a) dans des récipients en métal, en bois ou en caoutchouc munis de bonnes fermetures, ou
- b) dans des vases en verre ou en grès soigneusement calés dans d'autres récipients (bannettes ou paniers en métal, cuveaux ou caisses) solides, avec des matières d'emballage appropriées; ces enveloppes (à l'exception des caisses) seront munies de bonnes poignées.

(5) Les matières dénommées sous 5° doivent être emballées dans des vases en fer bien clos et soigneusement calés dans des récipients en bois

7. Kupfervitriol und Mischungen von Kupfervitriol mit Kalk, Soda oder dergleichen (Pulver zur Herstellung der Bordelaiser Brühe oder dergleichen); Oxalsäure und oxalsaures Kalium in fester Form.

8. Chlorsaure Salze, Baryumsuperoxyd, Natriumazid.

9. Anilin (Anilinöl).

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Die zur Verpackung benutzten Behälter müssen haltbar, dicht und so verschlossen sein, daß kein Verstreuen, Verstauben oder Auslaufen des Inhalts möglich ist.

(2) Die Stoffe der Ziffern 1 und 3 sind zu verpacken:

- a) in starke eiserne Fässer mit aufgeschraubtem Deckel und Rollreifen, oder
- b) in doppelte Fässer aus festem, trockenem Holze mit Einlagereifen oder in ebensolche doppelte Kisten mit Umfassungsbändern, wobei die inneren Gefäße mit dichtem Stoff ausgekleidet sein müssen. Statt der inneren Holzbehälter können auch verlötete Blechgefäße oder Gefäße aus Glas oder Ton verwendet werden. Die Glas- oder Tongefäße müssen in den Übergefäßen mit geeigneten Verpackungstoffen fest verpackt sein. Unter diesen Bedingungen können auch mehrere solcher Behälter zu einem Versandstück vereinigt werden.

c) Die Stoffe der Ziffer 1 dürfen auch in Säcken von geteilter Leinwand verpackt sein, die in einfache Fässer von starkem, trockenem Holze einzuschließen sind.

(3) Ferrosilicium und Mangansilicium (Ziffer 2) sind in starke, wasserdichte Behälter aus Holz oder Metall zu verpacken.

(4) Die Stoffe der Ziffer 4 sind zu verpacken:

- a) in Metall-, Holz- oder Gummigefäße mit guten Verschlüssen, oder
- b) in Glas- oder Tongefäße, die unter Verwendung geeigneter Verpackungstoffe in starke Übergefäße (Weiden- oder Metallkörbe, Kübel oder Kisten) fest eingesetzt sind; die Übergefäße (ausgenommen Kisten) müssen mit guten Handhaben versehen sein.

(5) Die Stoffe der Ziffer 5 sind in gut verschlossene eiserne Gefäße, die in feste Holz- oder Metallbehälter mit Kieselgur, Sägemehl oder anderen

ou en métal solides garnis de terre d'infusoires, de sciure de bois ou d'autres substances absorbantes.

(6) Les *matières dénommées sous 6<sup>o</sup>* doivent être emballées comme suit:

- a) dans des tonneaux en fer ou des tonneaux étanches faits de bois sec et fort, consolidés au moyen de cercles ou dans des caisses consolidées au moyen de bandes, ou
- b) dans des boîtes en fer (dites Hobbocks), ou
- c) dans des vases en verre ou en grès ou — pour des quantités n'excédant pas 10 kilogrammes — dans des enveloppes doubles de fort papier (bourses); les récipients et les bourses doivent être soigneusement calés dans des récipients en bois solides, étanches, bien fermés et remplis de matières d'emballage appropriées;
- d) il est permis aussi d'emballer les *couleurs à base de plomb* de toute espèce dans des récipients en fer-blanc ou en tôle de fer;
- e) il est permis de même de transporter les *composés quelconques du plomb et du cuivre en solutions aqueuses*, dans des réservoirs étanches, construits en matériaux que ces mélanges ne peuvent attaquer.

(7) Les *matières dénommées sous 7<sup>o</sup>*, doivent être emballées dans des récipients en bois (tonneaux ou caisses) solides, étanches et bien fermés ou dans des sacs solides, étanches et bien fermés.

(8) Les *matières dénommées sous 8<sup>o</sup>*, à l'exception de *l'azoture de sodium*, doivent être emballées dans des récipients en bois ou en tôle ondulée forts, étanches et bien fermés. Lorsqu'on emploie des récipients en bois (tonneaux ou caisses), ceux-ci doivent être revêtus intérieurement d'une garniture ininterrompue de papier souple destiné à empêcher efficacement le tamisage. Les récipients en tôle ondulée, qui doivent avoir une épaisseur d'au moins 0,6 millimètre, seront entourés d'au moins deux douves en bois, maintenues par 6 cercles d'osier au moins.

*L'azoture de sodium* doit être emballé dans des récipients en fer (ou en fer-blanc) solides étanches et bien fermés.

(9) Les colis renfermant des *matières dénommées sous 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup>* doivent porter en caractères bien apparents et durables l'indication de leur contenu. Les désignations génériques telles que substances arsenicales, préparations de plomb, couleurs vénéneuses sont admises. En outre, les *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>* a

auffaugenden Stoffen fest eingebettet sind, zu verpacken.

(6) Die Stoffe der Ziffer 6 sind zu verpacken:

- a) in eiserne Fässer oder in dichte Fässer aus festem, trockenem Holze mit Einlagereifen oder in Kisten mit Umfassungsbändern, oder
- b) in eiserne Gefäße (sogenannte Hobbocks), oder
- c) in Glas- oder Tongefäße oder — bei Mengen bis zu 10 kg — in doppelte, starke Papierumhüllungen (Beutel); die Behälter und Beutel sind in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter mit geeigneten Verpackungstoffen fest einzubetten;
- d) bei allen Bleifarben sind auch Gefäße aus Weiß- oder anderem Eisenblech zugelassen;
- e) bei allen Blei- und Kupferverbindungen in wasserhaltiger Lösung sind auch dichte Kessel aus Stoffen zulässig, die von diesen Verbindungen nicht angegriffen werden.

(7) Die Stoffe der Ziffer 7 sind in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer oder Kisten) oder in starke, dichte, gut verschlossene Säcke zu verpacken.

(8) Die Stoffe der Ziffer 8, ausgenommen Natriumazid, sind in starke, dichte, sicher verschlossene Behälter aus Holz oder Wellblech zu verpacken. Bei Holzbehältern (Fässern oder Kisten) muß das Ausstreuen des Inhalts durch eine dichte, ununterbrochene Auslegung mit zähem Papier sicher verhindert sein. Um die Wellblechgefäße, die mindestens 0,6 mm stark sein müssen, sind wenigstens zwei Holzdauben zu legen, die durch mindestens sechs Weidenreifen festgehalten werden.

Natriumazid ist in starke, dichte, sicher verschlossene Gefäße aus Eisen (auch Eisenblech) zu verpacken.

(9) Auf den Versandstücken mit Stoffen der Ziffern 1 bis 8 muß ihr Inhalt deutlich und dauerhaft angegeben sein. Sammelbezeichnungen, wie Arsenikalien, Bleipräparate, Giftfarben sind zulässig. Außerdem ist bei den Stoffen der Ziffern 1, 3, 4 und 5 sowie 6a die Bezeichnung „Gift“, bei Ferrosilizium und Mangansilizium

doivent porter l'indication de „Poison“ et s'il s'agit de *ferrosilicium* ou de *mangano-silicium* (2°) la mention „Craint l'humidité. Ne pas renverser“.

Les récipients contenant des *matières dénommées sous 8°* doivent porter une inscription bien apparente et durable: „Danger d'incendie“. Ceux contenant de *l'azoture de sodium* recevront en outre la mention: „Craint l'humidité“.

10) *L'aniline (huile d'aniline)* doit être contenue dans des estagnons en fer ou dans des barils en bois (par exemple des fûts à pétrole) très résistants et parfaitement étanches.

## B.

### Autres prescriptions.

(1) Il est permis d'emballer avec d'autres objets dans des récipients en bois solides, étanches et bien fermés, moyennant observation des prescriptions concernant les récipients édictées au chapitre A:

- a) les *matières dénommées sous 4°*, par quantités ne dépassant pas 1 kilogramme; elles doivent être renfermées dans des vases en verre solidement calés avec de la terre d'infusoires sèche dans un récipient en fer-blanc étanche;
- b) les *matières dénommées sous 1°, 3° et 8°*, par quantités ne dépassant pas 5 kilogrammes; il est cependant interdit d'emballer du cyanure de potassium, du cyanure de sodium et des chlorates, du bioxyde de baryum et de l'azoture de sodium avec des acides ou des sels acides;
- c) les *matières dénommées sous 6° a*, par quantités ne dépassant pas 10 kilogrammes;
- d) les *matières dénommées sous 2°, 6°, b et 7°*, sans limite de poids.

Lorsque le récipient renferme des *matières dénommées sous 1°, 3°, 4°, 5° ou 6° a* il doit porter l'indication: „Poison“.

(2) Il est interdit de charger les *matières dénommées sous 1°, 3°, 4°, 5° et 6° a* avec des denrées alimentaires ou d'autres matières de consommation.

(3) Il est également interdit de charger les *matières dénommées sous 3°, 5° et 8°* avec des acides et en outre celles du 5° avec des sels acides.

(4) Les *matières dénommées sous 5°* ne doivent être transportées qu'en wagons-réservoirs ou en wagons découverts. *L'azoture de sodium* ne doit être transporté qu'en wagons couverts.

(5) Le *ferrosilicium* et le *mangano-silicium* doivent être remis au transport à l'état absolument sec et dans des récipients parfaitement secs;

(Ziffer 2) die Aufschrift „Vor Rässe zu schützen. Nicht stürzen“ hinzuzufügen.

Auf Gefäßen mit Stoffen der Ziffer 8 ist deutlich und haltbar die Bezeichnung des Inhalts, die Aufschrift „Brandgefahr“ und auf Gefäßen mit Natriumazid außerdem noch die Aufschrift „Vor Rässe zu schützen“ hinzuzufügen.

(10) Anilin (Anilinöl) ist in Metallfässer oder in durchaus widerstandsfähige, völlig dichte Holzfässer (z. B. Petroleumfässer) zu verpacken.

## B.

### Sonstige Vorschriften.

(1) Die nachstehenden Stoffe dürfen mit anderen Gegenständen bei Beachtung der im Abschnitt A gegebenen Vorschriften über die Behälter in einen starken, dichten, sicher verschlossenen Holzbehälter zusammengepackt werden:

- a) die Stoffe der Ziffer 4 bis zu 1 kg; sie müssen in Glasgefäße verpackt sein, die mit trockener Kieselgur in ein dichtes Blechgefäß fest zu lagern sind;
- b) die Stoffe der Ziffern 1, 3 und 8 bis zu 5 kg; doch ist die Verpackung von Zyankalium, Zyanatrium sowie von Chlorfauren Salzen, Baryumsuperoxyd und Natriumazid zu Säuren oder sauren Salzen verboten;
- c) die Stoffe der Ziffer 6a bis zu 10 kg;
- d) die Stoffe der Ziffern 2, 6b und 7 in beliebiger Menge.

Der Behälter muß, wenn er Stoffe der Ziffern 1, 3, 4, 5 oder 6a enthält, die Bezeichnung „Gift“ tragen.

(2) Die Stoffe der Ziffern 1, 3, 4, 5 und 6a dürfen nicht mit Nahrungs- oder Genußmitteln zusammen verladen werden.

(3) Die Stoffe der Ziffern 3, 5 und 8 dürfen nicht mit Säuren, diejenigen der Ziffer 5 auch nicht mit sauren Salzen zusammen verladen werden.

(4) Die Stoffe der Ziffer 5 dürfen nur in Kesselwagen oder in offenen Wagen befördert werden; Natriumazid darf nur in bedeckten Wagen befördert werden.

(5) Ferrosilicium und Mangansilicium sind völlig trocken und in völlig trockenen Behältern aufzuliefern; wenn sie in offene Wagen verladen

s'ils doivent être transportés en wagons découverts, les récipients seront recouverts de bâches imperméables.

(6) Les *récipients* et *sacs vides*, ayant servi au transport des *matières vénéneuses dénommées sous 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> ou 6<sup>o</sup> a* doivent être parfaitement clos. Les récipients et la lettre de voiture doivent porter la mention de ce qu'ils contenaient précédemment. Est applicable également la disposition édictée à l'alinéa (2).

(7) Sont applicables aux récipients des wagons-réservoirs destinés à transporter des *matières vénéneuses* ou leurs *solutions aqueuses* les prescriptions édictées sous A, alinéas (1) et (9) et B, alinéa (6). Ces récipients ne doivent être constitués que de matériaux inattaquables par les matières considérées ou par leurs solutions aqueuses. Les récipients des wagons-réservoirs servant au transport des *matières dénommées sous 5<sup>o</sup>* ne doivent avoir aucune couture rivée ou être alors à double paroi. Ils ne doivent, en outre, porter aucune ouverture à leur partie inférieure (robinets, soupapes, etc). Les ouvertures doivent être rendues étanches et être protégées au moyen de chapes métalliques solidement vissées. Les wagons-réservoirs remplis des *matières dénommées sous 5<sup>o</sup>* doivent être placés dans les trains de manière à être séparés par un véhicule au moins d'autres wagons remplis d'acides liquides.

### C.

#### Mode de transport.

Sont exclus du transport en grande vitesse comme expéditions partielles les *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup> a* et 8<sup>o</sup>, ainsi que les récipients vides, y compris les sacs, ayant contenu des *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> a*.

### D.

#### Exceptions aux prescriptions édictées sous A, B et C.

Ne sont pas soumis à ces prescriptions les produits dénommés dans la classe IV, destinés aux recherches scientifiques ou aux usages pharmaceutiques, expédiés en détail par quantités ne dépassant pas  $\frac{1}{2}$  kilogramme de chaque produit, pourvu qu'ils soient emballés avec soin dans des caisses solides et que les récipients en verre ou en grès soient bouchés de telle sorte que le bouchon ne puisse se déplacer en cours de route.

#### Classe V.

#### Matières caustiques.

Les objets suivants sont admis au transport sous certaines conditions:

werden, müssen diese mit wasserdichten Decken eingedeckt werden.

(6) Zurückgehende, leere Behälter und Säcke, worin giftige Stoffe der Ziffern 1, 3, 4, 5 oder 6a enthalten gewesen sind, müssen vollkommen dicht geschlossen sein. Ihr früherer Inhalt muß auf ihnen und im Frachtbrief angegeben sein. Die Vorschrift im Absatz (2) ist ebenfalls zu beachten.

(7) Für die zur Aufnahme giftiger Stoffe oder wässriger Lösungen von solchen bestimmten Gefäße von Kesselwagen gelten die Vorschriften A (1) und (9) und B (6). Sie dürfen nur aus Materialien angefertigt sein, die weder von den betreffenden Stoffen noch von ihren wässrigen Lösungen angegriffen werden. Die Gefäße von Kesselwagen zur Beförderung von Stoffen der Ziffer 5 dürfen, wenn sie nicht doppelwandig sind, keine Nietnähte haben. Ferner dürfen sie an den unteren Teilen keine Öffnungen (Hähne, Ventile oder dergleichen) haben. Die Öffnungen müssen abgedichtet und durch fest aufgeschraubte Metallkappen geschützt sein. Kesselwagen mit Stoffen der Ziffer 5 sind in die Züge so einzustellen, daß sie von Wagen mit flüssigen Säuren mindestens durch einen Wagen getrennt sind.

### C.

#### Beförderung.

Die Stoffe der Ziffern 1, 3, 4, 5, 6a und 8 sowie leere Behälter (auch Säcke), in denen Stoffe der Ziffern 1, 3, 4, 5 und 6a enthalten waren, werden nicht als Eilstückgut befördert.

### D.

#### Ausnahmen von den Vorschriften unter A, B und C.

Die Stoffe der Klasse IV sind diesen Bestimmungen nicht unterworfen, wenn sie für pharmazeutische oder wissenschaftliche Zwecke in Mengen bis zu  $\frac{1}{2}$  kg (für jeden Stoff) versandt werden. Die Stoffe sind in genügend widerstandsfähige Kisten gut zu verpacken; die gläsernen oder tönernen Gefäße müssen so sicher verschlossen sein, daß der Verschluß sich während der Beförderung nicht lockern kann.

#### Klasse V.

#### Ätzende Stoffe.

Nachstehende Stoffe sind besonderen Bedingungen unterworfen:

1° l'acide sulfurique, l'acide sulfurique, fumant (acide sulfurique contenant de l'anhydride, oleum, huile de vitriol, acide, sulfurique de Nordhausen), l'acide azotique ou nitrique (eau forte) et leurs mélanges, l'acide chlorhydrique ou muriatique, l'acide fluorhydrique et les solutions d'acide acétique à plus de 40% d'acide;

2° le chlorure de soufre de même que le nitrate ferreux et le sulfate ferreux (mordant de fer);

3° la lessive caustique (lessive de soude ou de potasse, etc.), les résidus de raffineries d'huile, l'eau ammoniacale ne contenant pas plus de 25% d'ammoniaque;

4° le brome;

5° l'anhydride sulfurique;

6° le chlorure d'acétyle, le pentachlorure d'antimoine, le chlorure de chromyle, l'oxychlorure de phosphore, le pentachlorure de phosphore (superchlorure de phosphore), le trichlorure de phosphore, le chlorure de sulfuryle, le chlorure de thionyle et l'acide chloro-sulfonique;

7° le bioxyde d'hydrogène (eau oxygénée);

8° le sulfure de sodium et les cokes à base de soude;

9° le bisulfate de soude;

10° la chaux-vive (oxyde de calcium).

### Conditions de transport.

#### A.

#### Emballage.

(1) L'emballage des matières dénommées sous 1° à 4° doit être fait dans des récipients solides, étanches et bien fermés, qui ne puissent pas être attaqués par le contenu. Pour l'acide fluorhydrique (1°) voir alinéa (5). La fermeture doit être conditionnée de manière à ne pouvoir être endommagée soit par des secousses, soit par le contenu. L'emploi de vases en verre ou en grès est subordonné aux conditions suivantes:

a) Les récipients servant au transport des matières dénommées sous 1° à 3° doivent être bien assujettis dans d'autres récipients (bannettes ou paniers en métal, cuveaux ou caisses) solides remplis de matières d'emballage appropriées. Les récipients extérieurs (à l'exception des caisses) doivent être munis de poignées solides.

b) Pour l'acide nitrique concentré d'un poids spécifique d'au moins 1,48 à 15° centigrade (46,8° Baumé), et l'acide nitrique rouge fumant, les vases en verre ou en grès doivent être entourés dans les récipients d'un volume au moins égal à leur contenu de terre

1. Schwefelsäure, rauchende Schwefelsäure (Schwefelsäure mit Anhydridgehalt, Oleum, Vitriolöl, Nordhäuser Schwefelsäure), Salpetersäure (Scheidewasser) und Mischungen daraus, Salzsäure, Flußsäure und die mehr als 40 v. H. enthaltenden Lösungen von Essigsäure.

2. Chlorschwefel sowie salpetersaures und schwefelsaures Eisenoxyd (Ferrinitrat oder Ferrisulfat, Eisenbeize).

3. Ätzlauge (Natronlauge, Kalilauge und dergleichen), Rückstände von der Dräffinerie, Ammoniakwasser mit höchstens 25 v. H. Ammoniak.

4. Brom.

5. Schwefelsäureanhydrit.

6. Azetylchlorid, Antimonpentachlorid, Chromylchlorid, Phosphoroxchlorid, Phosphorpentachlorid (Phosphorsuperchlorid), Phosphortrichlorid, Sulfurylchlorid, Thionylchlorid und Chlorsulfonsäure.

7. Wasserstoffsuperoxyd.

8. Schwefelnatrium und Natronkoks.

9. Natriumbisulfat.

10. Gebrannter Kalk (Kalziumoxyd).

### Beförderungsvorschriften.

#### A.

#### Verpackung.

(1) Zur Verpackung der Stoffe der Ziffern 1 bis 4 sind starke, dichte, sicher verschlossene Gefäße zu verwenden, die durch den Inhalt nicht angegriffen werden. Für Flußsäure der Ziffer 1 siehe Abf. (5). Der Verschluss muß so beschaffen sein, daß er weder durch Erschütterungen noch durch den Inhalt beschädigt werden kann. Bei Verwendung von Gefäßen aus Glas oder Ton ist nachstehendes zu beachten:

a) Bei den Stoffen der Ziffern 1 bis 3 sind die Gefäße unter Verwendung geeigneter Verpackungstoffe in starke Ubergefäße (Weiden- oder Metallkörbe, Kübel oder Kisten) fest einzusetzen. Die Ubergefäße (ausgenommen Kisten) müssen mit guten Handhaben versehen sein.

b) Bei konzentrierter Salpetersäure mit einem spezifischen Gewichte von mindestens 1,48 bei 15° C (46,8 Bé) und bei roter rauchender Salpetersäure sind die Glas- oder Tongefäße in den Ubergefäßen mit einer ihrem Inhalt mindestens gleichkommenden



d'infusoires ou d'autres substances terreuses sèches appropriées.

- c) La matière d'emballage prévue sous a et b n'est pas nécessaire si les vases en verre sont placés dans des enveloppes en métal les entourant complètement et calés par de bons ressorts recouverts d'amiante, de telle façon qu'ils ne puissent se déplacer dans les enveloppes.
- d) Pour le brome (4<sup>o</sup>), les vases en verre ou en grès doivent être renfermés dans des récipients solides en bois ou en métal, et entourés jusqu'au col, de cendre, de sable, de terre d'infusoires ou d'autre matières analogues incombustibles.

(2) Les extincteurs d'incendie qui contiennent des acides dénommés sous 1<sup>o</sup> doivent être construits de telle sorte que l'acide ne puisse couler.

(3) Les accumulateurs électriques montés avec de l'acide sulfurique (1<sup>o</sup>) doivent être calés dans une caisse de batterie, de manière que les bacs ne puissent se déplacer. La caisse de batterie sera solidement emballée dans une autre caisse, avec des matières d'emballage absorbantes. Les couvercles des caisses porteront, bien apparentes, les mentions „Accumulateurs électriques“ et „Haut“. Si les accumulateurs sont chargés, les pôles doivent être protégés de manière à éviter les courts-circuits.

Si les bacs sont constitués de matières résistantes, telles que le bois avec revêtement de plomb ou le caoutchouc durci, et que leur partie supérieure soit aménagée de telle sorte que l'acide ne puisse jaillir d'une manière dangereuse, on peut se passer d'emballer les bacs ou les batteries d'accumulateurs, à la condition que des dispositifs appropriés, tels que cadres, cloisons, renforcements les empêchent de se renverser ou de se déplacer et les protègent contre les avaries pouvant résulter de colis tombant sur les batteries. Les bacs ou batteries faisant corps avec des voitures n'ont pas besoin non plus d'un emballage spécial, lorsque ces véhicules sont fixés ou arrimés solidement sur les wagons de chemins de fer.

(4) On ne peut employer des récipients en bois pour les boues de plomb renfermant de l'acide sulfurique, provenant d'accumulateurs et de chambres de plomb, que s'il est possible d'empêcher tout suintement d'acide.

(5) Les récipients contenant de l'acide fluorhydrique (1<sup>o</sup>) seront en plomb ou en gutta-percha pour l'acide étendu; les récipients en bois avec garniture intérieure solide en paraffine sont

Menge von Kieselgur oder anderen geeigneten trofenerdigen Stoffen einzubetten.

- c) Der unter a) und b) erwähnte Verpackungstoff ist nicht erforderlich, wenn die Glasgefäße in eiserne Wollmantelförbe eingesetzt sind und durch gut federnde, mit Asbest belegte Schließen so gehalten werden, daß sie sich in den Körben nicht bewegen können.

- d) Bei Brom (Ziffer 4) sind die Glas- oder Tongefäße in starke Holz- oder Metallbehälter bis zum Halse in Asche, Sand oder Kieselgur oder ähnliche nicht brennbare Stoffe einzubetten.

(2) Feuerlöcher, die Säuren der Ziffer 1 enthalten, müssen so gebaut sein, daß keine Säure ausfließen kann.

(3) Mit Schwefelsäure (Ziffer 1) gefüllte elektrische Sammler (Akumulatoren) sind in einem Batteriekasten so zu befestigen, daß die einzelnen Zellen sich nicht bewegen können. Der Batteriekasten ist mit aufsaugenden Verpackungstoffen in eine Kiste fest zu verpacken. Die Kisten müssen auf den Deckeln die deutlichen Aufschriften „Elektrische Sammler (Akumulatoren)“ und „Oben“ tragen. Sind die Sammler geladen, so müssen die Pole gegen Kurzschluß gesichert sein.

Sind die Zellen aus widerstandsfähigen Stoffen, wie Holz, mit Bleifutter oder Hartgummi hergestellt und oben derart eingerichtet, daß keine gefährlichen Säuremengen verspritzt werden können, so kann von der Verpackung der Akkumulatorenzellen und -batterien abgesehen werden, wenn sie durch geeignete Vorrichtungen, wie Gestelle, Verschläge, Versteifungen, gegen Umfallen oder Verschieben und gegen Beschädigung durch andere etwa darauf fallende Frachtstücke gesichert sind. Zellen oder Batterien, die in Fahrzeuge eingebaut sind, bedürfen ebenfalls keiner besonderen Verpackung, wenn die Fahrzeuge im Eisenbahnwagen sicher befestigt oder festgelegt sind.

(4) Für schwefelsäurehaltigen Bleischwamm aus Akkumulatoren und Bleikammern dürfen Holzgefäße nur verwendet werden, wenn ein Austropfen der Säure verhindert ist.

(5) Die Behälter für Flußsäure (Ziffer 1) müssen für verdünnte Säuren aus Blei oder Gutta-percha bestehen; auch sind Holzgefäße mit haltbarem innerem Paraffinüberzug zulässig. Für Flußsäure,

également admissibles. Des récipients en fer avec tampon de fermeture étanche à vis, peuvent également être employés pour l'acide concentré, à 70 % au moins d'acide pur. Ces récipients en fer ne doivent être remis, pleins ou vides, aux gares expéditrices qu'après lavage de toute trace d'acide à leur surface extérieure. Les récipients à acide fluorhydrique, pleins ou vides, devront porter une étiquette ou une inscription bien apparente et durable, avec la mention „Acide fluorhydrique concentré à 70 % d'acide pur“.

(6) L'anhydride sulfurique (5<sup>o</sup>) doit être emballé:

- a) dans de fortes boîtes en tôle, étamées et bien soudées, ou
- b) dans de fortes bouteilles en fer ou en cuivre, munies d'une fermeture solide et hermétique.

Les boîtes et bouteilles doivent être solidement emballées dans de forts récipients en bois ou en fer-blanc, avec de la terre d'infusoires ou d'autres matières analogues incombustibles.

(7) Les *matières dénommées sous 6<sup>o</sup>* doivent être emballées:

- a) dans des récipients en fer forgé, en fer fondu, en acier fondu, en plomb ou en cuivre, absolument étanches et munis d'une bonne fermeture, ou
- b) dans des récipients en verre. En ce dernier cas, les prescriptions suivantes doivent être observées:
  - a) Les récipients en verre doivent avoir des parois épaisses et être bouchés hermétiquement avec des bouchons en verre rodé, fixés de manière à ne pouvoir se détacher.
  - β) Si les récipients en verre contiennent plus de 5 kilogrammes, ils doivent être placés dans des enveloppes métalliques. Les bouteilles d'une contenance plus faible peuvent être emballées dans des caisses en bois solides, divisées intérieurement en autant de compartiments qu'il y a de bouteilles à expédier. Chaque caisse ne peut renfermer plus de quatre compartiments.
  - γ) Les récipients en verre doivent être placés dans les enveloppes de telle sorte qu'il subsiste un espace vide de 30 millimètres au moins entre eux et les parois. Les espaces vides seront soigneusement

die auf mindestens 70 v. H. konzentriert ist, können auch eiserne Behälter mit dichten, verschraubten Verschlußstöpseln verwendet werden. Diese eisernen Behälter dürfen gefüllt oder leer nur ausgeliefert werden, wenn jede Spur der Säure auf ihrer Außenseite beseitigt ist. Die Behälter für konzentrierte Flußsäure müssen gefüllt oder leer die deutliche und haltbare Aufschrift „Konzentrierte 70 prozentige Flußsäure“ tragen.

(6) Schwefelsäureanhydrit (Ziffer 5) ist zu verpacken:

- a) in starke, verzinnete und verlötete Eisenblechgefäße, oder
- b) in starke Eisen- oder Kupferflaschen, deren Öffnungen sicher und luftdicht verschlossen sind.

Die Gefäße und Flaschen müssen mit Kieselgur oder ähnlichen nicht brennbaren Stoffen in starke Behälter aus Holz oder Eisenblech fest verpackt sein.

(7) Die Stoffe der Ziffer 6 sind zu verpacken:

- a) in vollkommen dichte und mit guten Verschlüssen versehene Gefäße aus Schweißeisen, Flußeisen, Gußstahl, Blei oder Kupfer, oder
- b) in Glasgefäße. Für diesen Fall gelten folgende Vorschriften:
  - a) Die Glasgefäße müssen starkwandig und mit gut eingeschliffenen, gedichteten und gegen Herausfallen gesicherten Glasstöpseln verschlossen sein.
  - β) Wenn die Glasgefäße mehr als 5 kg enthalten, sind sie in metallene Gefäße einzusetzen. Flaschen mit geringerem Inhalt dürfen in starke Holzbehälter verpackt werden, die durch Zwischenwände in so viele Abteilungen geteilt sind, als Flaschen versandt werden. Ein Behälter darf nicht mehr als vier Abteilungen enthalten.
  - γ) Die Glasgefäße sind in die Behälter so einzusetzen, daß sie mindestens 30 mm von den Wänden abstehen. Die Zwischenräume sind mit Kieselgur oder ähnlichen nicht brennbaren Stoffen fest auszustopfen; bei

comblés avec de la terre d'infusoires ou d'autres matières analogues incombustibles; pour le *chlorure d'acétyle*, on peut aussi faire usage de sciure de bois.

d) Le couvercle des récipients extérieurs doit porter l'indication du contenu avec la mention „Fragile“ ou un signe équivalent.

(8) Pour le *bioxyde d'hydrogène* (eau oxygénée) (7<sup>o</sup>) on doit employer des récipients qui ne soient pas fermés hermétiquement. Les touries, bouteilles et cruches doivent être bien emballées dans des caisses ou dans des paniers solides pourvus les uns et les autres de poignées. Les touries doivent être pourvues d'une fermeture de sûreté pouvant céder à un excès de pression se développant à l'intérieur.

(9) Pour le *sulfure de sodium raffiné cristallisé* (8<sup>o</sup>) on doit employer des récipients imperméables à l'eau, pour le *sulfure de sodium brut* ainsi que pour le *coke à base de soude*, des récipients en tôle étanches.

(10) Le *bisulfate de soude* doit être renfermé dans des récipients à parois étanches, inattaquables par le contenu. Il peut aussi être chargé dans des wagons-tombereaux revêtus intérieurement de plomb, recouverts par une bâche et pourvus d'un dispositif empêchant le contact immédiat de la bâche et du bisulfate.

(11) La *chaux vive* doit être renfermée dans des sacs forts et étanches. En ce qui concerne la *chaux vive en vrac*, voir ci-dessous B. Autres prescriptions.

## B

### Autres prescriptions.

(1) Il est permis d'emballer avec d'autres objets dans des récipients en bois solides, étanches et bien fermés, moyennant observation des prescriptions concernant les récipients édictées au chapitre A:

- a) jusqu'à 500 grammes de *brome* (4<sup>o</sup>);
- b) l'*anhydride sulfurique* (5<sup>o</sup>) par quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes; il peut aussi être renfermé dans de forts tubes en verre fermés au chalumeau, qui seront solidement calés dans des récipients en fer-blanc, solides, bien fermés et remplis de terre d'infusoires;
- c) jusqu'à 5 kilogrammes des *matières dénommées sous 6<sup>o</sup>*;
- d) jusqu'à 10 kilogrammes des *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>*.

Ces matières doivent être solidement calées dans les récipients.

*Ätzchlorid* dürfen auch Sägespäne verwendet werden.

d) Auf dem Deckel der äußeren Behälter ist der Inhalt anzugeben und das Glaszeichen oder das Wort „Zerbrechlich“ anzubringen.

(8) Für Wasserstoffsuperoxyd (Ziffer 7) müssen Gefäße, die nicht luftdicht verschlossen sind, verwendet werden. Ballons, Flaschen oder Krufen müssen in starken, mit Handhaben versehenen Kisten oder Körben gut verpackt sein. Ballons für Wasserstoffsuperoxyd müssen einen Sicherheitsverschluß haben, der einem inneren Überdruck nachgibt.

(9) Für raffiniertes kristallisiertes Schwefelnatrium (Ziffer 8) müssen wasserdichte Behälter, für rohes unkristallisiertes Schwefelnatrium sowie für Natronkoks dichte Blechbehälter verwendet werden.

(10) Natriumbisulfat muß in dichte Behälter verpackt sein, die vom Inhalt nicht angegriffen werden. Es kann auch in offenen, mit Blei ausgekleideten und mit einer Plane abgedeckten Wagen befördert werden, wenn das Zusammenkommen der Plane mit dem Natriumbisulfat durch geeignete Einrichtungen verhindert wird.

(11) Gebrannter Kalk muß in starke, dichte Säcke verpackt sein. Wegen Beförderung in unverpacktem Zustande vergleiche B. Sonstige Vorschriften.

## B.

### Sonstige Vorschriften.

(1) Die nachstehenden Stoffe dürfen mit anderen Gegenständen bei Beachtung der im Abschnitt A gegebenen Vorschriften über die Behälter in einen starken, dichten, sicher verschlossenen Holzbehälter zusammengepackt werden:

- a) Brom (Ziffer 4) zu bis 500 g;
- b) Schwefelsäureanhydrid (Ziffer 5) bis zu 2 kg; es darf auch in starke, zugeschmolzene Glaskolben gefüllt sein, die mit Kieselgur in starke, dicht verschlossene Blechgefäße fest eingebettet sein müssen;
- c) die Stoffe der Ziffer 6 bis zu 5 kg;
- d) die Stoffe der Ziffern 1, 2 und 3 bis zu 10 kg.

Dabei müssen diese Stoffe in den Behälter fest eingebettet sein.

(2) La lettre de voiture doit porter les mentions suivantes :

- a) pour l'acide nitrique (1<sup>o</sup>) dans des vases en verre, le poids spécifique pour une température de 15<sup>o</sup> centigrade; à défaut de cette indication dans la lettre de voiture, l'acide est considéré comme concentré [A, alinéa (1) b et c];
- b) pour les boues de plomb renfermant de l'acide sulfurique provenant d'accumulateurs et de chambres de plomb, on devra certifier que l'acide sulfurique ne peut couler;
- c) pour les résidus d'acide sulfurique provenant de la fabrication de la nitroglycérine, on devra certifier qu'ils sont complètement dénitrifiés, sinon ces résidus sont exclus du transport.

Cette déclaration n'est pas nécessaire pour les résidus d'acides provenant de la fabrication de la nitrocellulose: il n'est pas tenu compte d'une teneur minime en nitrocellulose.

(3) Les matières dénommées sous 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> doivent être transportées dans des wagons découverts. Mais des wagons couverts peuvent aussi être utilisés :

- a) pour le transport des matières dénommées sous 3<sup>o</sup>, si elles sont emballées dans des barils en fer, forts et étanches, qui ne peuvent être remplis que jusqu'aux neuf dixièmes de leur capacité;
- b) pour le transport du brome (4<sup>o</sup>) par quantités ne dépassant pas 500 grammes, pour celui de l'anhydride sulfurique (5<sup>o</sup>) par quantités ne dépassant pas 2 kilogrammes, et pour celui des matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, par quantités ne dépassant pas 10 kilogrammes, soit isolément, soit avec d'autres objets, à la condition que les récipients soient soigneusement calés dans une forte enveloppe en bois.

(4) Le bioxyde d'hydrogène (eau oxygénée) (7<sup>o</sup>) ainsi que le sulfure de sodium et les cokes à base de soude (8<sup>o</sup>) sont transportés en wagons couverts ou en wagons découverts bâchés.

(5) Les récipients vides qui ont renfermé des matières dénommées sous 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> doivent, lorsqu'ils sont remis au transport comme expéditions partielles, être bien fermés ou nettoyés à fond. La lettre de voiture doit mentionner ce qu'ils contenaient précédemment.

(6) Les prescriptions édictées aux alinéas (3) et (5) ne sont pas applicables aux extincteurs d'incendie ni aux accumulateurs électriques [A, alinéas (2) et (3)].

(2) In den Frachtbriefen muß bescheinigt werden :

- a) bei Salpetersäure (Ziffer 1) in Glasgefäßen das spezifische Gewicht bei 15<sup>o</sup> C; fehlt eine solche Angabe, so ist die Säure als konzentriert [A, Abf. (1) b und c] zu behandeln;
- b) bei schwefelsäurehaltigem Bleischwamm aus Akkumulatoren und aus Bleikammern, daß ein Austropfen der Schwefelsäure verhindert ist;
- c) bei Abfallschwefelsäure aus Nitroglyzerinfabriken, daß sie vollständig denitrifiziert ist; anderenfalls ist die Säure von der Beförderung ausgeschlossen.

Bei Abfallsäure aus Nitrozellulosefabriken bedarf es einer solchen Bescheinigung nicht; ein geringerer Gehalt an Nitrozellulose bleibt außer Betracht.

(3) Die Stoffe der Ziffern 1 bis 5 sind in offenen Wagen zu befördern.

Bedeckte Wagen dürfen jedoch verwendet werden :

- a) für Stoffe der Ziffer 3, wenn sie in starke, dichte Eisenfässer, die höchstens bis  $\frac{9}{10}$  ihres Fassungsraums gefüllt sein dürfen, verpackt sind;
- b) für Brom (Ziffer 4) bis zu 500 g, für Schwefelsäureanhydrid (Ziffer 5) bis zu 2 kg und für die Stoffe der Ziffern 1, 2 und 3 bis zu 10 kg, allein oder mit anderen Gegenständen zusammengepackt, wenn die Gefäße in starke Holzbehälter fest eingebettet sind.

(4) Wasserstoffsuperoxyd (Ziffer 7) sowie Schwefelnatrium und Natronkoks (Ziffer 8) werden in bedeckten Wagen oder offenen Wagen mit Decke befördert.

(5) Leere Gefäße, in denen Stoffe der Ziffern 1 bis 5 enthalten gewesen sind, müssen bei Aufgabe als Stückgut dicht verschlossen oder vollständig gereinigt sein. Ihr früherer Inhalt muß im Frachtbrief angegeben sein.

(6) Die Vorschriften der Abf. (3) und (5) gelten nicht für Feuerlöscher und elektrische Sammler [A, Abf. (2) und (3)].

(7) Les récipients contenant de l'acide fluorhydrique (1<sup>o</sup>) doivent être placés le tampon de fermeture en dessus.

(8) Sont applicables aux récipients des wagons-réservoirs destinés à transporter des *matières caustiques* les dispositions édictées sous A, alinéa (1) à l'exception de celles figurant sous a à d.

(9) La *chaux vive en sacs* ne doit être transportée que dans des wagons couverts et la *chaux vive en vrac* ne peut être transportée que dans des wagons métalliques.

## C.

## Mode de transport.

(1) Les *matières dénommées sous 3<sup>o</sup>* sont admises au transport en grande vitesse par expéditions partielles si elles sont emballées conformément aux prescriptions indiquées en B, alinéa (3) a; celles des 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> en quantités ne dépassant pas 10 kilogrammes, le *brome* jusqu'à 500 grammes et l'*anhydride sulfurique* jusqu'à 2 kilogrammes sont également admis sous l'emballage prévu au B, alinéa (3) b.

(2) Cette restriction ne s'applique pas aux *extincteurs d'incendie* et aux *accumulateurs électriques* [A, alinéas (2) et (3)].

## Classe VI.

## Produits répugnants et de mauvaise odeur.

Sont admis au transport:

1<sup>o</sup> Les *tendons frais*, les *retailles de peaux fraîches servant à la fabrication de la colle*, non *chaulées*, ainsi que les *déchets de ces deux sortes de matières*, les *cornes et onglons ou sabots frais* et les *os frais*, ainsi que les *autres matières animales nauséabondes et répugnantes* en tant qu'elles ne sont pas mentionnées ci-dessous.

2<sup>o</sup> Les *peaux fraîches non salées*.

3<sup>o</sup> Les *os nettoyés et séchés*, les *cornes et onglons ou sabots secs*.

4<sup>o</sup> Les *caillettes de veau fraîches*, débarrassées de tout reste d'aliments.

5<sup>o</sup> Les *résidus comprimés, provenant de la fabrication de la colle de peau* (résidus calcaires, résidus du chaulage des retailles de peau ou résidus utilisés comme engrais).

6<sup>o</sup> Les *résidus non comprimés de l'espèce désignée au 5<sup>o</sup>*.

7<sup>o</sup> Le *fumier mélangé de paille*.

8<sup>o</sup> Les *autres matières fécales*, y compris celles qui proviennent des fosses d'aisance.

(7) Behälter mit Flußsäure (Ziffer 1) müssen so aufgestellt werden, daß die Verschlußstöpfe nach oben stehen.

(8) Für die zur Aufnahme ätzender Stoffe bestimmten Gefäße von Kesselwagen gelten die Vorschriften unter A, (1) mit Ausnahme der Bestimmungen unter a bis d.

(9) Gebrannter Kalk in Säcken darf nur in bedeckten Wagen befördert werden; in loser Schüttung darf er nur in eisernen Deckelwagen befördert werden.

## C.

## Beförderung.

(1) Die Stoffe der Ziffer 3 werden nur in der unter B, Abf. (3) a vorgesehenen Verpackung, die Stoffe der Ziffern 1 bis 3 nur bis 10 kg, Brom bis 500 g und Schwefelsäureanhydrid bis zu 2 kg, bei Erfüllung der unter B, Abf. (3) b gegebenen Verpackungsvorschriften, als Eilstückgut befördert.

(2) Für Feuerlöscher und elektrische Sammler [A, Abf. (2) und (3)] gilt diese Beschränkung nicht.

## Klasse VI.

## Stelerregende und übelriechende Stoffe.

Zur Beförderung sind zugelassen:

1. Frische Flehsen, nicht gefalktes frisches Leimleder und Abfälle von beiden, frische Hörner und Klauen und frische Knochen, sowie andere säulnisfähige oder übelriechende tierische Stoffe, soweit sie nicht nachstehend genannt sind.

2. Ungefalzene frische Häute.

3. Gereinigte trodene Knochen, trodene Hörner und Klauen.

4. Frische, von allen Speisereften gereinigte Kälbermagen.

5. Ausgepreßte Kesselrückstände von der Leimlederfabrikation (Leimkalk, Leimkäse oder Leimdünger).

6. Nicht ausgepreßte Rückstände der in Ziffer 5 bezeichneten Art.

7. Mit Streu durchsetzter Stalldünger.

8. Andere Fäkalien und Latrinestoffe.

## Conditions de transport.

## A.

## Emballage.

(1) Les matières ci-dessous énumérées, remises au transport comme *expéditions partielles*, doivent être emballées ainsi qu'il suit:

a) *celles dénommées sous 1<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>*

dans des récipients en bois (tonneaux, cuveaux ou caisses) solides, étanches et bien fermés; le contenu ne doit pas se révéler par son odeur, d'une manière désagréable;

b) *celles dénommées sous 2<sup>o</sup>*

dans des récipients en bois (tonneaux, cuveaux ou caisses) solides, étanches et bien fermés, ou dans des sacs solides, imperméables et bien fermés, imprégnés de désinfectants appropriés, tels qu'acide phénique, lysol, pour que l'odeur méphitique du contenu ne puisse se faire sentir; l'emploi de ces sacs est toutefois limité aux mois de novembre, décembre, janvier et février;

c) *celles dénommées sous 3<sup>o</sup>*

dans des récipients (tonneaux ou cuveaux) étanches ou dans des sacs solides;

d) *les caillettes de veau (4<sup>o</sup>)*

dans des récipients en bois (tonneaux ou cuveaux) solides, étanches et bien fermés; pendant les mois d'avril à septembre inclusivement, les caillettes de veau doivent être salées de telle sorte qu'il soit employé de 15 à 20 grammes de sel de cuisine par caillette; une couche de sel d'au moins un centimètre d'épaisseur doit être répandue en outre au fond des récipients servant d'emballage, ainsi que sur la couche supérieure des caillettes; la lettre de voiture doit contenir une déclaration portant que ces prescriptions ont été observés;

e) *les crottes de chiens (8<sup>o</sup>)*

dans des récipients en métal, ou en bois solides, étanches et bien fermés;

f) *la fiente de pigeons (8<sup>o</sup>)*

dans des récipients en bois (tonneaux ou cuveaux) solides, étanches et bien fermés; la fiente de pigeons sèche peut aussi être emballée dans des sacs solides et imperméables.

Aucune trace du contenu ne doit adhérer extérieurement aux récipients servant d'emballage.

(2) Les prescriptions suivantes sont applicables aux *chargements par wagon complet*:

a) *Matières dénommées sous 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>*:

1<sup>o</sup> Si l'on utilise des wagons *couverts, aménagés spécialement*, portant des installations de

## Beförderungsvorschriften.

## A.

## Verpackung.

(1) Bei Aufgabe als Stückgut müssen verpackt sein:

a) die Stoffe der Ziffern 1, 5 und 6 in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer, Kübel, Kisten); der Inhalt darf sich nicht in belästigender Weise durch Geruch bemerkbar machen;

b) die Stoffe der Ziffer 2

in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer, Kübel, Kisten) oder

in starke, dichte, gut verschlossene Säcke, die mit geeigneten Desinfektionsmitteln, wie Karbolsäure, Lysol, so angefeuchtet sind, daß der üble Geruch des Inhalts nicht wahrnehmbar ist; die Verwendung solcher Säcke ist jedoch auf die Monate November, Dezember, Januar und Februar beschränkt;

c) die Stoffe der Ziffer 3

in dichte Behälter (Fässer oder Kübel) oder in starke Säcke;

d) Kälbermagen (Ziffer 4)

in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer oder Kübel); während der Monate April bis einschließlich September müssen die Kälbermagen so gesalzen sein, daß für jeden Magen 15 bis 20 g Kochsalz verwendet sind, auch muß eine mindestens 1 cm hohe Salzsicht auf den Boden des Behälters und auf die oberste Magenschicht gestreut sein; im Frachtbrief ist die Beachtung dieser Vorschrift zu bescheinigen;

e) Hundekot (Ziffer 8)

in starke, dichte, sicher verschlossene Metall- oder Holzbehälter;

f) Taubendünger (Ziffer 8)

in starke, dichte, sicher verschlossene Holzbehälter (Fässer oder Kübel); trockener Taubendünger darf auch in starke, dichte Säcke verpackt sein.

Den Packgefäßen dürfen außen keine Spuren des Inhalts anhaften.

(2) Für Wagenladungen gelten folgende Vorschriften:

a) Stoffe der Ziffern 1 und 2:

1. Bei Verwendung besonders eingerichteter bedeckter Wagen, die mit wirksamen Durchlüftungs-

ventilation efficaces, l'emballage n'est pas nécessaire. Les matières doivent être imprégnées d'acide phénique à 5% au moins ou d'autres désinfectants appropriés, de telle sorte que l'odeur méphitique du contenu ne puisse se faire sentir.

2<sup>o</sup> Si l'on emploie des wagons à marchandises ordinaires découverts:

a) du 1<sup>er</sup> mars au 31 octobre, les matières doivent être emballées dans des sacs solides et imperméables; ces sacs seront imprégnés des désinfectants dénommés sous 1<sup>o</sup>, pour que l'odeur de méphitique du contenu ne puisse se faire sentir. Tout envoi de ce genre doit être recouvert d'une bâche en tissu très fort (appelé toile à houblon), imprégnée d'une solution d'un des désinfectants précités; cette bâche doit elle-même être entièrement recouverte d'une grande bâche imperméable non goudronnée;

β) du 1<sup>er</sup> novembre à la fin de février, l'emballage en sacs n'est pas nécessaire. Cependant, les envois doivent être recouverts également d'une bâche en toile à houblon et cette bâche sera elle-même recouverte entièrement d'une grande bâche imperméable non goudronnée. La première bâche doit au besoin être passée à l'un des désinfectants énumérés sous 1<sup>o</sup>, de telle sorte qu'aucune odeur méphitique ne puisse se faire sentir;

γ) si les désinfectants ne suffisent pas pour empêcher les odeurs méphitiques, les envois doivent être emballés dans des tonneaux ou cuveaux solides, étanches et bien fermés, de telle sorte que l'odeur du contenu du récipient ne puisse se faire sentir.

b) Les *matières dénommées sous 3<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>* ne demandant pas d'emballage spécial; si elles sont remises non emballées, le chargement doit cependant être recouvert entièrement de bâches imperméables.

c) Les *caillettes de veau* (4<sup>o</sup>) doivent être emballées selon le mode prescrit à l'alinéa (1) d.

d) Les *matières dénommées sous 5<sup>o</sup>* doivent être recouverts entièrement de deux grandes bâches superposées, imperméables et non goudronnées. La bâche inférieure doit être imprégnée de désinfectants appropriés (acide phénique, lysol etc.) de telle sorte qu'aucune odeur méphitique ne puisse se faire sentir. Entre les bâches, il sera répandu une couche de chaux sèche, éteinte, de poussière de tourbe ou de tan ayant déjà servi.

vorrichtungen versehen sind, ist keine Verpackung erforderlich. Die Stoffe sind mit mindestens fünfprozentiger Karbolsäure oder mit anderen geeigneten Desinfektionsmitteln derart anzufeuchten, daß kein übler Geruch wahrnehmbar ist.

2. Bei Verwendung gewöhnlicher offener Güterwagen:

a) Vom 1. März bis zum 31. Oktober müssen die Stoffe in starke, dichte Säcke verpackt sein; diese sind mit den unter 1 genannten Desinfektionsmitteln derart anzufeuchten, daß der üble Geruch des Inhalts nicht wahrnehmbar ist. Jede Sendung muß mit einer aus starkem Gewebe (sogenanntem Hopfentuche) hergestellten, mit den vorbezeichneten Desinfektionsmitteln getränkten Decke, und diese wieder mit einer großen, wasserdichten, ungeteerten Wagendecke völlig bedeckt sein.

β) Vom 1. November bis Ende Februar sind Säcke nicht erforderlich. Die Sendung muß jedoch ebenfalls mit einer Decke aus Hopfentuch und diese wieder mit einer großen, wasserdichten, ungeteerten Wagendecke völlig bedeckt sein. Die untere Decke ist nötigenfalls mit den unter 1 genannten Desinfektionsmitteln so anzufeuchten, daß kein übler Geruch wahrnehmbar ist.

γ) Sendungen, bei denen der üble Geruch durch Desinfektionsmittel nicht beseitigt werden kann, müssen in starke, dichte, gut verschlossene Fässer oder Kübel so verpackt sein, daß sich der Inhalt des Gefäßes nicht durch Geruch bemerkbar macht.

b) Stoffe der Ziffern 3 und 7 bedürfen keiner besonderen Verpackung, müssen aber, wenn unverpackt, mit dichten Wagendecken völlig eingedeckt sein.

c) Kälbermagen (Ziffer 4) sind nach Abs. (1) d zu verpacken.

d) Stoffe der Ziffer 5 müssen mit zwei übereinanderliegenden großen, wasserdichten, ungeteerten Wagendecken völlig bedeckt sein. Die untere Decke ist mit geeigneten Desinfektionsmitteln (Karbolsäure, Lysol oder dergleichen) so zu tränken, daß kein übler Geruch wahrnehmbar ist. Zwischen den beiden Decken muß sich eine Schicht von trockenem, gelöschtem Kalk, Torfmull oder gebrauchter Lohe befinden.

- e) Les *matières dénommées sous 6<sup>o</sup>* doivent être emballées conformément aux prescriptions édictées à l'alinéa (1) a.
- f) Les *matières dénommées sous 8<sup>o</sup>* doivent être emballées dans des récipients solides, étanches et bien fermés. Les *crottes de chiens sèches* et la *fiente de pigeons sèche* peuvent aussi être emballées dans des sacs solides et imperméables.

### B.

#### Autres prescriptions.

(1) Le chemin de fer peut limiter le transport à certains trains, se faire payer d'avance le prix de transport, et prendre également des dispositions spéciales concernant l'heure et le délai du chargement et du déchargement, ainsi que du camionnage au départ et à l'arrivée. Le chemin de fer peut exiger que les bâches soient fournies par l'expéditeur.

(2) Les *matières dénommées sous 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>* (à l'exception des *crottes de chiens* et de la *fiente de pigeons*) ne sont pas acceptées comme expéditions partielles.

(3) Les récipients renfermant des *crottes de chiens* ne doivent pas être roulés, ils seront transportés debout.

(4) Le chemin de fer dernier transporteur doit soumettre les wagons de chemins de fer ayant servi au transport de chargements de *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>*, en vrac, ou de chargements de *matères dénommées sous 8<sup>o</sup>*, chaque fois qu'ils auront été utilisés à un nettoyage ou désinfection conformément aux dispositions légales, applicables dans l'Etat contractant où se trouve la station destinataire. Les frais de la désinfection grèvent la marchandise.

(5) Si une odeur nauséabonde se fait sentir en cours de route, le chemin de fer peut faire traiter en tout temps les matières avec des désinfectants appropriés, pour en enlever l'odeur; les frais sont à la charge de l'expéditeur ou du destinataire.

(6) Les *matières dénommées sous 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>* peuvent être transportées en wagons couverts. Il est interdit de les charger avec des denrées alimentaires ou d'autres matières de consommation. Les *matières dénommées sous 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>* doivent être transportées en wagons découverts [voir à cet égard A (2) a, 1<sup>o</sup>]. Le transport des *crottes de chiens sèches*, lorsqu'elles sont emballées selon les prescriptions édictées sous A (2) f, dernière phrase, sera effectué en wagons couverts ou en wagons découverts revêtus de bâches fermant bien.

- e) Stoffe der Ziffer 6 müssen nach Abs. (1) a verpackt sein.

- f) Stoffe der Ziffer 8 sind in starke, dichte, sicher verschlossene Behälter zu verpacken. Trockener Hundekot und trockener Taubendünger dürfen auch in starke, dichte Säcke verpackt sein.

### B.

#### Sonstige Vorschriften.

(1) Die Eisenbahn kann die Beförderung auf bestimmte Züge beschränken, die Vorauszahlung der Fracht fordern, auch besondere Vorschriften über Zeit und Frist des Auf- und Abladens sowie der An- und Abfuhr treffen. Die Eisenbahn kann verlangen, daß die Wagendecken vom Absender gestellt werden.

(2) Die Stoffe der Ziffern 7 und 8 (mit Ausnahme von Hundekot und Taubendünger) werden nicht als Stückgut angenommen.

(3) Behälter mit Hundekot dürfen nicht gerollt werden; sie sind aufrechtstehend zu befördern.

(4) Die Empfangsbahn muß Eisenbahnwagen, in denen Ladungen von Stoffen der Ziffern 1, 2, 3 und 7 in loser Schüttung oder Ladungen von Stoffen der Ziffer 8 befördert worden sind, nach jedesmaligem Gebrauche dem Reinigungs- oder Desinfektionsverfahren unterwerfen, das nach Maßgabe der in dem Vertragsstaate, in dem die Bestimmungstation liegt, geltenden einschlägigen gesetzlichen Vorschriften vorgeschrieben ist. Die Kosten der Desinfektion lasten auf dem Gute.

(5) Macht sich ein üblicher Geruch während der Beförderung bemerkbar, so kann die Eisenbahn die Stoffe jederzeit auf Kosten des Absenders oder des Empfängers mit geeigneten Mitteln zur Beseitigung des Geruchs behandeln lassen.

(6) Die Stoffe der Ziffern 3 und 4 dürfen in bedeckten Wagen befördert werden. Ihr Zusammenladen mit Nahrungs- und Genussmitteln ist verboten. Die Stoffe der Ziffern 1, 2, 5, 6, 7 und 8 müssen in offenen Wagen befördert werden. [Vgl. aber A (2) a 1.] Zur Beförderung von trockenem Hundekot, der gemäß der Vorschrift unter A (2) f, letzter Satz, verpackt ist, sind bedeckte Wagen oder offene Wagen mit gut schließenden Decken zu verwenden.



(7) Les récipients vides et les bâches en retour doivent être complètement nettoyés et traités avec des désinfectants appropriés, de manière qu'ils ne répandent aucune odeur méphitique. La lettre de voiture doit mentionner à quel usage ils avaient servi. Le transport doit avoir lieu en wagons découverts.

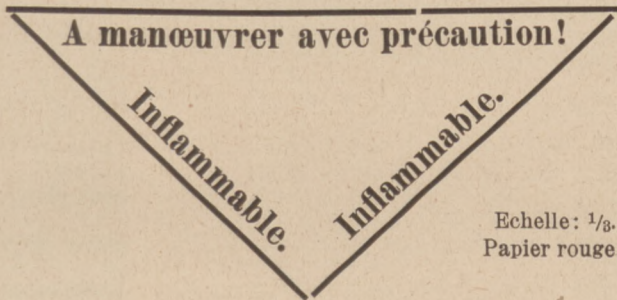
(8) Les envois sont soumis du reste aux prescriptions de police en vigueur dans chaque Etat.

## C.

**Mode de transport.**

Les matières dénommées dans la classe VI, les récipients vides qui ont contenu ces matières, et les bâches en retour qui ont servi à ces transports ne peuvent être transportés en grande vitesse par expéditions partielles.

*Modèle de l'étiquette prescrite pour les objets de la classe IIIa, B.*



Echelle:  $\frac{1}{3}$ .  
Papier rouge.

(Ci-après les signatures.)

(7) Zurückgehende leere Behälter und Wagendecken müssen völlig gereinigt und mit geeigneten Desinfektionsmitteln behandelt sein, so daß sie keinen üblen Geruch verbreiten. Im Frachtbrief ist auf ihre frühere Verwendung hinzuweisen. Sie müssen in offenen Wagen befördert werden.

(8) Die Sendungen unterliegen im übrigen den in jedem Staate geltenden polizeilichen Vorschriften.

## C.

**Beförderung.**

Die in Klasse VI genannten Stoffe, leere Behälter, in denen solche Stoffe enthalten waren, und lose Wagendecken, die zur Beförderung solcher Stoffe gedient haben, werden nicht als Eilstückgut befördert.

Muster des für die Gegenstände der Klasse IIIa, B vorgeschriebenen Anschlagzettels.



Maßstab:  $\frac{1}{3}$ .  
Rotes Papier.

(Folgen die Unterschriften.)




**TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.**

**LETTRE DE VOITURE.**

(Formulaire I.) **Petite vitesse.** (Papier blanc.)  
(Formulaire II.) **Grande vitesse.** (Papier blanc, avec bande rouge d'au moins 1 centimètre de largeur aux bords supérieur et inférieur, au recto et au verso.)

Timbre de contrôle du chemin de fer



Wagons		
Série et No. (1)	Marque de propriété (1)	Capacité de chargement et surface de plancher
No. de la feuille de route		

(1) A remplir par l'expéditeur quand il effectue le chargement.

M. (2)

Vous recevrez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'à celles des règlements et tarifs des chemins de fer qui sont applicables au présent envoi.)

(2) Inscrire ici le nom et l'adresse du destinataire (ville, rue et numéro, pays). Demander, s'il y a lieu, la livraison en gare (bureau restant) ou à domicile.

Chemin de fer expéditeur

---

Chemin de fer destinataire

---

Gare destinataire

MARQUES et NUMÉROS	NOMBRE	NATURE de L'EMBALLAGE	DÉSIGNATION DE LA MARCHANDISE	POIDS BRUT RÉEL kg	POIDS ARRONDI pour le calcul des frais de transport kg	DÉCLARATION pour l'accomplissement des formalités de douane, d'octroi, fiscales, de police ou d'autres autorités administratives. Indication des pièces jointes. Description et nombre des plombs de douane. Désignation éventuelle d'un mandataire. Autres déclarations prévues par les lois ou règlements.	TARIFS ET ITINÉRAIRES RÉCLAMÉS

Désignation des frais que l'expéditeur prend à sa charge

Intérêt à la livraison

Débours

Remboursement

Détail des débours

Timbre de la gare expéditrice:

Timbre de pesage:

Timbre de la gare destinataire:

, le

19

Signature et adresse de l'expéditeur:

A PAYER PAR L'EXPE- DITEUR	DÉTAIL DES FRAIS	UNITÉ DE TAXE	A PERCEVOIR DU DESTINATAIRE				A PAYER PAR L'EXPE- DITEUR	DÉTAIL DES FRAIS	UNITÉ DE TAXE	A PERCEVOIR DU DESTINATAIRE				TIMBRES DES GARES DE TRANSIT
	Débours .....						Report . . .							
	Remboursement .....													
	Taxe pour remboursement .....													
	Frais de transport jusqu'à .....													
	Taxe supplémentaire pour l'intérêt à la livraison .....													
	A reporter . . .													

*(Folgen die Unterschriften.)*

TRANSPORT INTERNATIONAL PAR CHEMINS DE FER.

DUPLICATA DE LA LETTRE DE VOITURE.

(Formulaire I.) Petite vitesse. (Papier blanc.)

(Formulaire II.) Grande vitesse. (Papier blanc, avec bande rouge d'au moins 1 centimètre de largeur aux bords supérieur et inférieur, au recto et au verso.)

Timbre de contrôle du chemin de fer

○

Wagons		
Série et No. (1)	Marque de propriété (1)	Capacité de chargement et surface de plancher

No. de la feuille de route

M. (2)

Vous recevrez les marchandises ci-après détaillées aux conditions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer, ainsi qu'à celles des règlements et tarifs des chemins de fer qui sont applicables au présent envoi.)

(2) Inscrire ici le nom et l'adresse du destinataire (ville, rue et numéro, pays). Demander, s'il y a lieu, la livraison en gare (bureau restant) ou à domicile.

Chemin de fer expéditeur

Chemin de fer destinataire

Gare destinataire

(1) A remplir par l'expéditeur quand il effectue le chargement.

MARQUES et NUMÉROS	NOM- BRE	NATURE de L'EMBALLAGE	DÉSIGNATION DE LA MARCHANDISE	POIDS BRUT RÉEL kg	POIDS ARRONDI pour le cal- cul des frais de transport kg	Déclaration pour l'accomplissement des forma- lités de douane, d'octroi, fiscales, de police ou d'autres autorités administratives. Indica- tion des pièces jointes.  Description et nombre des plombs de douane. Désignation éventuelle d'un mandataire Autres déclarations prévues par les lois ou règlements	TARIFS ET ITINÉRAIRES RÉCLAMÉS

Désignation des }  
frais que l'expé- }  
diteur prend à sa }  
charge }

Intérêt }  
à la livraison }  
  
Débours }  
  
Rembour- }  
sement }

En toutes lettres

Détail }  
des débours }

Timbre de la gare expéditrice:                  Timbre de pesage:                  Timbre de la gare destinataire:

....., le ..... 19.....

Signature et adresse de l'expéditeur:

A PAYER PAR L'EXPE- DITEUR	DÉTAIL DES FRAIS	UN TÈ DE TAXE	A PERCEVOIR DU DESTINATAIRE			A PAYER PAR L'EXPE- DITEUR	DÉTAIL DES FRAIS	UNITÉ DE TAXE	A PERCEVOIR DU DESTINATAIRE			TIMBRES DES GARES DE TRANSIT
	Débours						Report . . .					
	Remboursement											
	Taxe pour remboursement											
	Frais de transport jusqu'à											
	Taxe supplémentaire pour l'intérêt à la livraison											
	A reporter . . .											

(Folgen die Unterschriften.)

# INTERNATIONALE EISENBAHNBEFÖRDERUNG.

## FRACHTBRIEF.

(Formular I.) **Gewöhnliche Fracht.** (Weisses Papier.)

(Formular II.) **Eilfracht.** (Weisses Papier mit einem mindestens 1 Centimeter breiten roten Streifen am oberen und unteren Rand auf der Vorder- und Rückseite.)

Kontrollstempel der Eisenbahn.

Wagen		
Gattung und Nr. (1)	Eigentumsmerkmal (1)	Ladegewicht und Ladefläche
Nr. der Frachtkarte		

An<sup>(2)</sup>

Sie empfangen die nachstehend verzeichneten Güter auf Grund der Bestimmungen des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr, sowie der für diese Sendung anwendbaren Reglemente und Tarife der beteiligten Bahnen.

<sup>(2)</sup> Hier sind Name und Adresse des Empfängers (Stadt, Strasse und Hausnummer, Land) anzugeben. Etwaige Angabe, ob das Gut bahnlagernd gestellt oder Zuführung in die Wohnung gewünscht wird.

Versandbahn
Empfangsbahn
Bestimmungsstation

(1) Vom Absender auszufüllen, wenn er die Verladung besorgt.

ZEICHEN und NUMMER	AN-ZAHL	ART der Verpackung	BEZEICHNUNG des Gutes	Wirkliches Bruttogewicht kg	ABGERUNDETES zur Berechnung zu ziehendes Gewicht: kg	ANZUWENDENDE TARIFE UND WEGEVORSCHRIFT
						Erklärung über die Behandlung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder andere Verwaltungsbehörden. Bezeichnung der Beilagen. Beschreibung und Anzahl der Zollverschlüsse. Etwaige Bezeichnung eines Bevollmächtigten. Sonstige gesetzlich oder reglementarisch vorgesehene Erklärungen.
						Angabe der vom Absender übernommenen Kosten (Frankaturvermerk)
						Interesse an der Lieferung } Bar-Vorschuss } <i>in Buchstaben</i> Nachnahme }
						Einzelnachweis des Barvorschusses }

Stempel der Versand-Station:

Wiege-Stempel:

Stempel der Bestimmungs-Station:

....., den ..... 19.....

Unterschrift und Adresse des Absenders:

VOM ABSENDER ZU BEZAHLEN	RECHNUNG	FRACHT SATZ	VOM EMPFÄNGER ZU ERHEBEN			VOM ABSENDER ZU BEZAHLEN	RECHNUNG	FRACHT- SATZ	VOM EMPFÄNGER ZU ERHEBEN			ÜBERGANGSSTEMPEL
	Nachnahme { Barvorschuss nach Eingang						Übertrag . . .					
	Nachnahmegebühr											
	Fracht bis											
	Gebühr für Interesse an der Lieferung											
	Übertrag . . .											

(*Folgen die Unterschriften.*)



# INTERNATIONALE EISENBAHNBEFÖRDERUNG.

## FRACHTBRIEF-DUPLIKAT.

(Formular I.) **Gewöhnliche Fracht.** (Weisses Papier.)  
(Formular II.) **Eilfracht.** (Weisses Papier mit einem mindestens 1 Centimeter breiten roten Streifen am oberen und unteren Rand auf der Vorder- und Rückseite.)

Kontrollstempel der Eisenbahn.

Wagen

Gattung und Nr. (1)	Eigentumsmerkmal (1)	Ladegewicht und Ladefläche

Nr. der Frachtkarte

An<sup>(2)</sup> \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Sie empfangen die nachstehend verzeichneten Güter auf Grund der Bestimmungen des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr, sowie der für diese Sendung anwendbaren Reglemente und Tarife der beteiligten Bahnen.  
<sup>(2)</sup> Hier sind Name und Adresse des Empfängers (Stadt, Strasse und Hausnummer, Land) anzugeben. Etwaige Angabe, ob das Gut bahnlagernd gestellt oder Zuführung in die Wohnung gewünscht wird.

**Versandbahn**

---

**Empfangsbahn**

---

**Bestimmungsstation**

(1) Vom Absender auszufüllen, wenn er die Verladung besorgt.

ZEICHEN und NUMMER	AN-ZAHL	ART der Verpackung	BEZEICHNUNG des Gutes	Wirkliches Bruttogewicht kg	ABGERUNDETES zur Berechnung zu ziehendes Gewicht: kg	Erklärung über die Behandlung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- oder andere Verwaltungsbehörden. Bezeichnung der Beilagen. Beschreibung und Anzahl der Zollverschlüsse. Etwaige Bezeichnung eines Bevollmächtigten. Sonstige gesetzlich oder reglementarisch vorgesehene Erklärungen.	ANZUWENDEnde TARIFE UND WEGEVORSCHRIFT
							Angabe der vom Absender übernommenen Kosten (Frankaturvermerk)
							Interesse an der Lieferung Bar-Vorschuss Nachnahme <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 10px;"> <span style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-size: small;">in Buchstaben</span> <div style="border-left: 1px solid black; border-right: 1px solid black; width: 100%; height: 20px; margin: 0 5px;"></div> </div>
							Einzelnachweis des Barvorschusses

Stempel der <b>Versand-Station</b> :	Wiege-Stempel:	Stempel der <b>Bestimmungs-Station</b> :
--------------------------------------	----------------	--

\_\_\_\_\_, den \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_

*Unterschrift und Adresse des Absenders:*

VOM ABSENDER ZU BEZAHLEN	RECHNUNG	FRACHT SATZ	VOM EMPFÄNGER ZU ERHEBEN				VOM ABSENDER ZU BEZAHLEN	RECHNUNG	FRACHT- SATZ	VOM EMPFÄNGER ZU ERHEBEN				ÜBERGANGSSTEMPEL
	Nachnahme { Barvorschuss nach Eingang						Übertrag . . .							
	Nachnahmegebühr													
	Fracht bis													
	Gebühr für Interesse an der Lieferung													
	Übertrag . . .													

*(Folgen die Unterschriften.)*

**ABSENCE OU DÉFECTUOSITÉ  
D'EMBALLAGE.****Fehlen oder Mängel der Verpackung.****DÉCLARATION GÉNÉRALE.****Allgemeine Erklärung.**

La gare de .....  
du Chemin de fer de .....  
accepte au transport, sur ma demande, à partir  
de ce jour, les marchandises ci-après désignées  
que je lui remettrai pour être expédiées, savoir:

.....

.....

.....

Je reconnais que ces marchandises, lorsqu'elles  
sont accompagnées d'une lettre de voiture faisant  
mention de la présente déclaration, sont remises  
au transport

sans emballage\*)

sous l'emballage défectueux dont la description  
suit\*):

.....

.....

.....

.....

Die Station .....  
der ..... Bahn übernimmt  
vom heutigen Tage an auf mein Ersuchen die nach-  
bezeichneten Güter, die von mir zur Beförderung auf-  
gegeben werden:

.....

.....

.....

Ich erkenne hiermit an, daß diese Güter, wenn sie  
von einem Frachtbrief begleitet sind, der einen Hinweis  
auf diese allgemeine Erklärung enthält,

unverpackt\*),

in der nachfolgend beschriebenen mangelhaften Ver-  
packung aufgegeben sind\*):

.....

.....

.....

.....

A ....., le ..... 19 .....

....., den ..... 19 .....

(Signature)

(Unterschrift)

\*) Rayer celle des deux dispositions qui ne convient pas.

\*) Das Nichtzutreffende ist zu streichen.

(Ci-après les signatures.)

(Folgen die Unterschriften.)

Chemin de fer de .....

**Bullefin**

Service International

N° .....

**d'Affranchissement.**

Vitesse .....

Gare expéditrice .....

Gare destinataire .....

Expéditeur .....

Destinataire .....

L'expédition ci-après désignée doit être livrée  
au destinataire franco de\*

mais contre remboursement de:  
(en toutes lettres)

Le montant des frais incombant à l'expéditeur  
est à reprendre sur la gare soussignée, le présent  
bulletin d'affranchissement à l'appui.

Somme déposée par l'expéditeur:  
(en toutes lettres)

Intérêt à la livraison:  
(en toutes lettres)

..... le ..... 19.....

Le Chef de Gare:

**Frais à reprendre**

Détail

Montant

Expédition				
Date	Numéro		De	A
	de la feuille de route	de la lettre de voiture		
Adresse ou marques et numeros	Nombre	Emballage	Contenu	Poids en kilogr.
des colis				

Montant des frais affranchis . . .  
(Voir au verso)

(\*) Indiquer exactement le mode d'affranchissement sous l'une des formes admises par l'article 17, § 1 de la Convention savoir: a) „franco“; b) „franco de port et de . . . (désignation exacte de la taxe ou des taxes que l'expéditeur veut payer)“; c) „franco de tous frais“; d) „franco de port, non compris . . . (désignation exacte de la taxe ou des taxes exclues de l'affranchissement)“; e) „franco jusqu'à . . . frontière“ ou „franco jusqu'à . . .“



A renvoyer au Chef de Gare à .....

par l'intermédiaire de la gare d'.....

contre reprise de .....

*Le Chef de Gare:*

Renvoyé avec feuille d'expédition N° ..... du ..... de ..... à .....

Feuille de réinscription N° ..... du ..... de ..... à .....

Feuille de réinscription N° ..... du ..... de ..... à .....

(Ci-après les signatures.)

(Rückseite)

Zurücksendung an die  $\frac{\text{Güter}}{\text{Eilgut}}$ -Abfertigung von .....

durch Vermittlung der Station .....

gegen Nachnahme von .....

Die  $\frac{\text{Güter}}{\text{Eilgut}}$ -Abfertigung:

Mit Versandbuch Nr. .... vom ..... von ..... nach .....

Frachtkarte Nr. .... vom ..... von ..... nach .....

Frachtkarte Nr. .... vom ..... von ..... nach .....

zurückgesandt.

(Folgen die Unterschriften.)

## Modifications au Contrat de Transport.

La gare de ..... du Chemin de fer de .....  
est priée d'apporter au contrat de transport de l'expédition ci-après désignée:

MARQUES et NUMEROS	NOMBRE	NATURE de L'EMBALLAGE	DÉSIGNATION de la MARCHANDISE	POIDS en KILOGRAMMES

remise au transport avec la lettre de voiture  $\frac{\text{à grande}}{\text{à petite}}$  vitesse du .....  
19 ..... à l'adresse de M. .... à .....

les modifications suivantes\*):

- 1<sup>o</sup> la retourner à la station de départ à M. ....;
- 2<sup>o</sup> l'arrêter en cours de route en attendant des dispositions ultérieures;
- 3<sup>o</sup> surseoir à la livraison en attendant des dispositions ultérieures;
- 4<sup>o</sup> la livrer à M. .... à .....  
gare du Chemin de fer de .....
- 5<sup>o</sup> ne la livrer que contre paiement d'un remboursement de .....  
(en toutes lettres);
- 6<sup>o</sup> la livrer contre paiement, non pas du remboursement indiqué dans la lettre de voiture,  
mais d'un remboursement de .....  
(en toutes lettres);
- 7<sup>o</sup> la livrer sans recouvrer le montant du remboursement;
- 8<sup>o</sup> la livrer franco .....

A ....., le 19 .....  
(Signature)

\*) Rayer les dispositions qui ne conviennent pas.

A la gare de ..... du Chemin de fer de .....

Les ordres ci-dessus de l'expéditeur sont transmis pour y donner suite dans les conditions prévues au premier paragraphe de l'article 22 de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer. Ils ont été reproduits sur le duplicata de la lettre de voiture qui a été présenté par l'expéditeur. Le titre délivré à l'expéditeur relativement au remboursement a été  $\frac{\text{rectifié}}{\text{retiré}}$ . La présente déclaration se réfère à notre télégramme du ..... n<sup>o</sup>.

A ..... le 19 .....

Le Chef de gare

(Ci-après les signatures.)



## Nachträgliche Verfügung.

Die Station ..... der ..... Bahn  
erfuche ich, die nachstehend bezeichnete Sendung:

Zeichen und Nummer	Anzahl	Art der Verpackung	Bezeichnung d-s Gutes	Gewicht kg

die mit Eilfrachtbrief  
Frachtbrief vom ..... 19 ..... zur Beförderung  
an ..... in .....  
aufgegeben wurde,

1. auf der Versandstation an ..... zurückzugeben\*);
2. in Erwartung weiterer Verfügungen unterwegs aufzuhalten\*);
3. in Erwartung weiterer Verfügungen nicht abzuliefern\*);
4. an ..... in ..... Station der  
..... Eisenbahn abzuliefern\*);
5. nur gegen Bezahlung einer Nachnahme von ..... abzuliefern\*);  
(in Buchstaben)
6. nicht gegen Bezahlung der im Frachtbrief angegebenen Nachnahme, sondern gegen Bezahlung einer  
Nachnahme von ..... abzuliefern\*);  
(in Buchstaben)
7. ohne Erhebung einer Nachnahme abzuliefern\*);
8. franko ..... abzuliefern\*);

....., am ..... 19 .....

(Unterschrift.)

\*) Das Nichtzutreffende ist zu streichen.

An die Station ..... der ..... Bahn

in .....

Vorstehende vom Absender hier überreichten nachträglichen Verfügungen werden zur Ausführung unter Beachtung der Bestimmungen des Artikels 22 § 1 des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr übermittelt. Sie wurden auf dem vom Absender vorgelegten Frachtbriefsduplikat wiederholt. Die Bescheinigung über die Nachnahme wurde berichtigt (eingezogen). Diese Erklärung bezieht sich auf unser Telegramm vom ..... Nr. ....

....., am ..... 19 .....

Die Eilgutabfertigung  
Die Frachtgutabfertigung

(Folgen die Unterschriften.)

## Règlement relatif à l'Office central des transports internationaux par Chemins de fer.

### Article 1<sup>er</sup>

§ 1. L'Office central des transports internationaux par chemins de fer siège à Berne. Son organisation dans le cadre établi par les dispositions de l'article 57 de la Convention, ainsi que la surveillance de son activité, sont confiées au Conseil fédéral suisse.

§ 2. Les frais de l'Office central sont supportés par les Etats contractants, proportionnellement à la longueur des lignes des Chemins de fer ou des parcours desservis par les autres entreprises admises à participer aux transports effectués dans les conditions fixées par la Convention internationale. Toutefois, les lignes de navigation participent aux dépenses, proportionnellement à la moitié seulement de leurs parcours. Pour chaque Etat, la contribution est de fr. 1,40 au maximum par kilomètre. Le montant du crédit annuel afférent au kilomètre de voie ferrée sera fixé, pour chaque exercice, par le Conseil fédéral suisse, l'Office central entendu, et en tenant compte des circonstances et nécessités du moment. Il sera toujours perçu en totalité. Lorsque les dépenses effectives de l'Office central n'auront pas atteint le montant du crédit calculé sur cette base, le solde non dépensé sera versé au fonds de retraite et de pensions, dont des intérêts doivent servir à accorder des secours ou des indemnités aux fonctionnaires et employés de l'Office central pour le cas où, par suite d'âge avancé, d'accidents ou de maladie, ils seraient définitivement incapables de continuer à remplir leurs fonctions.

A l'occasion de la remise aux Etats contractants du rapport de gestion et du relevé des comptes annuels, l'Office central les invitera à verser leur part contributive aux dépenses de l'exercice écoulé. L'Etat qui, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, n'aurait pas versé sa part, sera, une deuxième fois, invité à le faire. Si ce rappel n'est pas suivi d'effet, l'Office central le renouvellera au début de l'année suivante, à l'occasion de l'envoi du rapport sur le nouvel exercice écoulé. Si, à la date du 1<sup>er</sup> juillet suivant, aucun compte n'a été tenu de ce rappel, une quatrième démarche sera faite auprès de l'Etat retardataire pour l'amener à payer les deux annuités échues; en cas d'insuccès, l'Office central l'avertira, trois mois plus tard, que si le versement attendu n'a pas été effectué jusqu'à la fin de

## Reglement für das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung.

### Artikel 1.

§ 1. Das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung hat seinen Sitz in Bern. Die Organisation des Zentralamts im Rahmen der im Artikel 57 des Übereinkommens getroffenen Bestimmungen sowie die Aufsicht über seine Geschäftsführung werden dem schweizerischen Bundesrat übertragen.

§ 2. Die Kosten des Zentralamts werden von den Vertragsstaaten nach dem Verhältnis der Länge der Eisenbahnstrecken oder der Strecken getragen, die von Unternehmungen betrieben werden, die zur Beteiligung an den nach den Bedingungen des Übereinkommens ausgeführten Beförderungen zugelassen sind. Indessen tragen die Schifffahrtsunternehmungen nur nach Maßgabe der Hälfte ihrer Streckenlängen zu den Kosten bei. Der Beitrag jedes Staates beträgt höchstens 1,40 Fr. für das Kilometer. Die Höhe des auf jedes Kilometer Eisenbahnstrecke entfallenden Jahreskredits wird für jedes Geschäftsjahr durch den schweizerischen Bundesrat nach Anhörung des Zentralamts und unter Berücksichtigung der bestehenden Verhältnisse und Bedürfnisse festgesetzt. Der Kredit wird stets in ganzer Höhe erhoben. Wenn die tatsächlichen Ausgaben des Zentralamts den Betrag des auf dieser Grundlage berechneten Kredits nicht erreicht haben, ist der nicht ausgegebene Rest dem Pensions- und Unterstützungsfonds zuzuführen, dessen Zinsen zur Unterstützung oder Entschädigung der Beamten und Angestellten des Zentralamts dienen sollen, die wegen vorgerückten Alters, infolge von Unfällen oder Krankheit dauernd zur weiteren Erfüllung ihrer Dienstpflichten unfähig werden sollten.

Bei Vorlage des jährlichen Geschäftsberichts und der jährlichen Kostenrechnung an die Vertragsstaaten wird das Zentralamt sie auffordern, ihren Kostenbeitrag für das verflossene Geschäftsjahr zu zahlen. Wenn ein Staat bis zum 1. Oktober seinen Anteil nicht bezahlt haben sollte, wird er ein zweites Mal hierzu aufgefordert. Wenn diese Aufforderung erfolglos bleibt, hat das Zentralamt sie im Anfang des folgenden Jahres bei Übersendung des Berichts über das verflossene neue Geschäftsjahr zu wiederholen. Wenn bis zum folgenden 1. Juli auch diese Mahnung erfolglos geblieben ist, wird an den säumigen Staat eine vierte Aufforderung gerichtet, um ihn zur Zahlung der beiden fälligen Jahresbeiträge zu veranlassen; wenn diese erfolglos bleibt, wird das Zentralamt dem Staate drei Monate später mitteilen, daß, wenn die erwartete Zahlung nicht bis

l'année, son abstention sera interprétée comme une manifestation tacite de sa volonté de se retirer de la Convention. A défaut d'une suite donnée à cette dernière démarche jusqu'au 31 décembre, l'Office central, prenant acte de la volonté tacitement exprimée par l'Etat défaillant, de se retirer de la Convention, procédera à la radiation des lignes de cet Etat de la liste des lignes admises au service des transports internationaux.

Les montants non recouverts devront, autant que possible, être couverts au moyen des crédits ordinaires dont dispose l'Office central et pourront être répartis sur quatre exercices. La partie du déficit qui n'aurait pas pu être comblée de la sorte sera, dans un compte spécial, portée au débit des autres Etats dans la proportion du nombre de kilomètres des voies ferrées soumises à la Convention à l'époque de la mise en compte et, pour chacun, dans la mesure où il aura déjà, pendant la période de deux ans qui se sera terminée par la retraite de l'Etat défaillant, été avec lui partie à la Convention. Un Etat dont les lignes auront été radiées dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent ne pourra les faire réadmettre au service des transports internationaux qu'en payant au préalable les sommes dont le dit Etat sera resté débiteur, pour les années entrant en considération et ce avec intérêt de cinq pour cent à compter de la fin du sixième mois écoulé depuis le jour où l'Office central l'aura invité la première fois à payer les parts contributives lui incombant.

### Article 2.

§ 1. L'Office central publie un Bulletin mensuel contenant les renseignements nécessaires à l'application de la Convention, notamment les communications relatives à la liste des lignes de Chemins de fer et d'autres entreprises et aux objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, ainsi que les documents de jurisprudence et de statistique qu'il jugerait utile d'y insérer.

§ 2. Le Bulletin est rédigé en français et en allemand. Un exemplaire est envoyé gratuitement à chaque Etat et à chacune des Administrations intéressées. Les autres exemplaires demandés sont payés à un prix fixé par l'Office central.

### Article 3.

§ 1. Les bordereaux et créances pour transports internationaux restés impayés peuvent être adressés par l'Administration créancière à l'Office central, pour qu'il en facilite le recouvrement. A

zum Schlusse des Jahres geleistet werde, seine Nichtzahlung als stillschweigende Erklärung seines Willens aus dem Übereinkommen auszuschneiden, angesehen werden würde. Wenn diesem letzten Schritt bis zum 31. Dezember keine Folge gegeben wird, wird das Zentralamt von dem stillschweigend durch den säumigen Staat erklärten Wunsch aus dem Übereinkommen auszuschneiden, Kenntnis nehmen und zur Streichung der Strecken dieses Staates aus der Liste der zum internationalen Verkehre zugelassenen Strecken schreiten.

Die nicht wiedererlangten Beträge sollen nach Möglichkeit aus den laufenden Mitteln, über die das Zentralamt verfügt, gedeckt werden und können auf vier Geschäftsjahre verteilt werden. Der Teil des Fehlbetrags, der auf diese Weise nicht gedeckt werden kann, wird auf ein besonderes Rechnungskonto gebucht, mit dessen Betrag die übrigen Staaten im Verhältnis der Kilometerzahl ihrer Strecken belastet werden, die zur Zeit der Rechnungsstellung dem Übereinkommen angehört haben. Dabei wird jeder Staat in dem Ausmaß beteiligt, wie er bereits während des zweijährigen Zeitraums, der mit dem Austritt des säumigen Staates abschließt, dem Übereinkommen gleichzeitig mit ihm angehört hat. Ein Staat, dessen Strecken unter den im vorhergehenden Absatz genannten Bedingungen gestrichen worden sind, kann sie dem internationalen Verkehre nur dann wieder unterstellen lassen, wenn er vorher die Summen, die er schuldig geblieben ist, für die betreffenden Jahre bezahlt, und zwar mit 5 v. H. Zinsen, deren Lauf am Ende des sechsten Monats nach dem Tage beginnt, an dem das Zentralamt ihn erstmals aufgefordert hat, die auf ihn entfallenden Kostenbeiträge zu zahlen.

### Artikel 2.

§ 1. Das Zentralamt gibt eine Monatschrift heraus, die die zur Anwendung des Übereinkommens notwendigen Mitteilungen enthält, namentlich über die Liste der Strecken der Eisenbahnen und anderen Unternehmungen, sowie über die von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände und außerdem die Nachrichten über Rechtsprechung und Statistik, deren Veröffentlichung es für zweckmäßig hält.

§ 2. Die Zeitschrift erscheint in französischer und deutscher Sprache. Ein Stück wird unentgeltlich jedem Vertragsstaat und jeder beteiligten Verwaltung zugesandt. Weitere gewünschte Stücke sind nach einem von dem Zentralamt festzusetzenden Preise zu zahlen.

### Artikel 3.

§ 1. Die aus dem internationalen Verkehre herrührenden unbezahlt gebliebenen Forderungen können von der fordernden Verwaltung dem Zentralamt zur Erleichterung der Eintreibung mitgeteilt werden. Zu

cet effet, l'Office central met l'entreprise de transports débitrice en demeure de régler la somme due ou de fournir les motifs de son refus de payer.

§ 2. Si l'Office central estime que les motifs de refus allégués sont suffisamment fondés, il renvoie les parties à se poursuivre devant le juge compétent.

§ 3. Lorsque l'Office central estime que la totalité ou une partie de la somme est réellement due, il peut, après avoir consulté un expert, déclarer que l'entreprise de transport débitrice sera tenue de verser à l'Office central tout ou partie de la créance; la somme ainsi versée doit rester consignée jusqu'à décision au fond par le juge compétent.

§ 4. Dans le cas où une entreprise de transport n'a pas obéi dans la quinzaine aux injonctions de l'Office central, il lui est adressé une nouvelle mise en demeure, avec indication des conséquences de son refus.

§ 5. Dix jours après cette nouvelle mise en demeure, si elle est restée infructueuse, l'Office central adresse à l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport un avis motivé, en invitant cet Etat à aviser aux mesures à prendre et notamment à examiner s'il doit maintenir sur la liste les lignes de l'entreprise de transport débitrice.

§ 6. Si l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport débitrice déclare que, malgré le non-paiement, il ne croit pas devoir faire rayer de la liste cette entreprise, ou s'il laisse sans réponse pendant six semaines la communication de l'Office central, il est réputé de plein droit accepter la garantie de la solvabilité de ladite entreprise, en ce qui concerne les créances résultant des transports internationaux.

(Ci-après les signatures.)

#### ANNEXE VII

(Article 60)

### **Règlement relatif à la Commission d'experts.**

#### **Article premier.**

L'Allemagne, la France et l'Italie sont représentées en permanence dans la Commission d'experts. Tous les autres Etats contractants peuvent, s'ils le jugent nécessaire, se faire représenter aux séances de la Commission.

diesem Zwecke fordert das Zentralamt die schuldnerische Unternehmung auf, die geschuldete Summe zu begleichen oder die Gründe der Zahlungsverweigerung anzugeben.

§ 2. Ist das Zentralamt der Ansicht, daß die Weigerung genügend begründet ist, so hat es die Parteien vor den zuständigen Richter zu verweisen.

§ 3. Wenn das Zentralamt der Ansicht ist, daß die Summe ganz oder teilweise wirklich geschuldet wird, so kann es nach Anhörung eines Sachverständigen bestimmen, daß die schuldnerische Unternehmung die Schuld ganz oder teilweise an das Zentralamt abzuführen hat; die so bezahlte Summe bleibt bis nach Entscheidung der Sache durch den zuständigen Richter in Händen des Zentralamts.

§ 4. Wenn eine Unternehmung innerhalb von zwei Wochen die Aufforderung des Zentralamts nicht beachtet, so ist an sie eine neue Aufforderung unter Androhung der Folgen ihrer Nichtbeachtung zu richten.

§ 5. Wird auch dieser zweiten Aufforderung binnen zehn Tagen nicht entsprochen, so hat das Zentralamt an den Staat, dem die betreffende Unternehmung angehört, eine mit Gründen versehene Mitteilung und zugleich das Ersuchen zu richten, die geeigneten Maßnahmen in Erwägung zu ziehen und namentlich zu prüfen, ob die Strecken der schuldnerischen Unternehmung weiter in der Liste zu belassen sind.

§ 6. Wenn der Staat, dem die schuldnerische Unternehmung angehört, erklärt, daß er trotz der Nichtzahlung die Strecken dieser Unternehmung von der Liste nicht streichen zu lassen gedenkt, oder wenn er während sechs Wochen die Mitteilung des Zentralamts unbeantwortet läßt, so wird rechtswirksam angenommen, daß er die Gewähr für die Zahlungsfähigkeit der genannten Unternehmung übernimmt, soweit es sich um Forderungen aus dem internationalen Verkehr handelt.

(Folgen die Unterschriften.)

#### Anlage VII.

(Artikel 60.)

### **Règlement für die sachmännische Kommission.**

#### **Artikel 1.**

In der sachmännischen Kommission sind Deutschland, Frankreich und Italien ständig vertreten. Alle anderen Vertragsstaaten können sich in den Sitzungen der Kommission vertreten lassen, wenn sie es für nötig halten.

**Article 2.**

Les Gouvernements des Etats contractants communiquent leurs vœux et leurs propositions motivées concernant l'Annexe I à l'Office central des transports internationaux par chemins de fer qui les porte immédiatement à la connaissance des autres Etats contractants. Chaque fois que la nécessité s'en fera sentir, l'Office central invitera la Commission à siéger. Tous les Etats contractants seront avisés des séances de la Commission deux mois à l'avance. L'avis doit indiquer exactement les objets de l'ordre du jour.

**Article 3.**

La Commission est valablement constituée lorsque trois Etats contractants sont représentés.

**Article 4.**

La Commission désigne pour chaque session son président et son vice-président.

**Article 5.**

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix des Etats représentés. En cas d'égalité, le Président de la séance a voix prépondérante.

**Article 6.**

Chaque Etat supporte les frais de ses représentants.

**Article 7.**

L'Office central assume le service du Secrétariat et des correspondances de la Commission.

**Article 8.**

Le directeur, ou, à son défaut, le vice-directeur de l'Office central assiste aux séances de la Commission avec voix consultative.

(Ci-après les signatures.)

**Protocole.**

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur le transport des marchandises par chemins de fer, conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont, en présence et avec la participation du Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre, déclaré et stipulé ce qui suit:

**I. Ratification et entrée en vigueur.**

La Convention sera ratifiée, les instruments de ratification devront être déposés à Berne le plus tôt possible; elle entrera en vigueur entre

**Artikel 2.**

Die Regierungen der Vertragsstaaten teilen ihre Begehren und Anträge nebst Begründung bezüglich der Anlage I dem Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung mit; das Zentralamt bringt sie sofort den übrigen Vertragsstaaten zur Kenntnis; das Zentralamt beruft die Kommission je nach Bedürfnis zu einer Sitzung ein. Die Anberaumung der Kommissionsitzungen wird allen Vertragsstaaten zwei Monate im voraus unter genauer Bezeichnung der Verhandlungsgegenstände mitgeteilt.

**Artikel 3.**

Die Kommission ist verhandlungsfähig, wenn drei Vertragsstaaten vertreten sind.

**Artikel 4.**

Die Kommission bezeichnet für jede Tagung ihren Präsidenten und Vizepräsidenten.

**Artikel 5.**

Die Beschlüsse der Kommission werden mit Stimmenmehrheit der vertretenen Staaten gefasst; bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten der Sitzung.

**Artikel 6.**

Die Staaten tragen die Kosten ihrer Vertretungen.

**Artikel 7.**

Das Sekretariat und die Schriftführung der Kommission werden vom Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung besorgt.

**Artikel 8.**

Der Direktor oder in seiner Vertretung der Vize-Direktor des Zentralamts wohnen den Sitzungen der Kommission mit beratender Stimme bei.

(Folgen die Unterschriften.)

**Protokoll.**

Im Begriffe, zur Unterzeichnung des am heutigen Tage abgeschlossenen Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr zu schreiten, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten, in Gegenwart und unter Beteiligung des Delegierten der Regierungskommission des Saarbeckengebiets, das Nachstehende erklärt und vereinbart:

**I. Ratifikation und Inkrafttreten.**

Das Übereinkommen ist zu ratifizieren, und die Ratifikationsurkunden sind sobald als möglich in Bern zu hinterlegen; es wird zwischen den Staaten, die es

les Etats qui l'auront ratifiée dès qu'un accord à ce sujet sera intervenu entre les Gouvernements de ces Etats.

## II. Dispositions transitoires.

Etant donné que la valeur respective des monnaies en usage dans les différents Etats est sujette à de brusques variations, chaque Etat pourra, pour une période qui ne devra pas dépasser quatre ans à partir de la mise en vigueur de la Convention, soit par des dispositions insérées dans les tarifs, soit par des actes de la puissance publique, déroger aux dispositions des articles 17, 19, 21, 29 et 36 de la Convention, en décidant, pour certains trafics:

1<sup>o</sup> a) que les expéditions au départ de cet Etat ne seront admises qu'en port payé jusqu'à ses frontières;

b) que les expéditions ne seront, à l'entrée de cet Etat, grevées d'aucun frais ou que les expéditions à destination de cet Etat ne pourront être affranchies au départ que jusqu'à ses frontières;

c) que le port des expéditions en transit par cet Etat sera payé, selon les accords des intéressés, soit dans le pays de départ, soit dans le pays d'arrivée;

2<sup>o</sup> que les transports qui empruntent les lignes de cet Etat ne pourront être grevés d'aucun remboursement et que les débours ne seront pas admis;

3<sup>o</sup> qu'il ne sera pas permis à l'expéditeur de modifier le contrat de transport en ce qui concerne l'affranchissement et le remboursement;

4<sup>o</sup> que les maxima de 50 francs et de 100 francs fixés par les articles 29 et 36 seront respectivement abaissés à 25 francs et 50 francs.

Le présent Protocole, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme en faisant partie intégrante et aura les mêmes valeur et durée que cette Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires et le Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre ont signé ce Protocole.

Fait à Berne, le vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

(Ci-après les signatures.)

ratifiziert haben, in Kraft treten, sobald eine Vereinbarung hierüber zwischen den Regierungen dieser Staaten zustande gekommen sein wird.

## II. Übergangsbestimmungen.

Da der Wert der in den verschiedenen Staaten im Umlauf befindlichen Geldsorten starken Schwankungen unterworfen ist, kann jeder Staat für einen Zeitraum, der indessen vier Jahre, gerechnet vom Inkrafttreten des Übereinkommens an, nicht überschreiten darf, durch Tarifvorschriften oder durch Maßnahmen der Staatsgewalt die Bestimmungen der Artikel 17, 19, 21, 29 und 36 des Übereinkommens abändern, indem bestimmt wird:

1. a) daß die Sendungen im Verkehr aus diesem Staate nur in Frankatur bis zu seinen Grenzpunkten zuzulassen sind;

b) daß die Sendungen beim Eintritt in diesen Staat mit keinerlei Kosten belastet sein oder daß die Sendungen im Verkehr nach diesem Staat bei der Auflieferung bis zu seinen Grenzpunkten frankiert werden dürfen;

c) daß die Frachten für Durchgangssendungen durch diesen Staat gemäß den Vereinbarungen unter den Beteiligten entweder im Versandland oder im Empfangsland bezahlt werden;

2. daß die Sendungen für die Linien dieser Staaten benutzt werden, nicht mit Nachnahme belastet werden dürfen, und daß Barvorschüsse nicht zuzulassen sind;

3. daß der Versender den Frachtvertrag hinsichtlich der Frankierung und der Nachnahme nicht abändern darf;

4. daß die in den Artikeln 29 und 36 festgesetzten Höchstbeträge von 50 Franken und von 100 Franken auf 25 Franken bzw. 50 Franken herabgesetzt werden.

Das gegenwärtige Protokoll, das gleichzeitig wie das am heutigen Tage vereinbarte Übereinkommen zu ratifizieren ist, gilt als integrierender Bestandteil dieses Übereinkommens und hat dieselbe Geltung und Dauer wie dieses.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten und der Delegierte der Regierungskommission des Saargebiets dieses Protokoll unterzeichnet.

So geschehen zu Bern, den 23. Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig, in einer einzigen Urschrift, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt und von der jeder der unterzeichneten Mächte eine amtliche Ausfertigung zugestellt werden wird.

(Folgen die Urschriften.)

**Wortlaut des Internationalen Übereinkommens  
über den Eisenbahn-Personen- und Gepäckverkehr, dem die Freie Stadt Danzig  
gemäß Gesetzbl. 1927 S. 375 beigetreten ist.**

**Convention Internationale concernant  
le transport des Voyageurs et  
des Bagages par Chemins de fer**

(C. I. V.)

conclue entre

L'Allemagne, L'Autriche, La Belgique, La Bulgarie, Le Danemark, La Ville libre de Dantzig, L'Espagne, L'Esthonie, La Finlande, La France, La Grèce, La Hongrie, L'Italie, La Lettonie, La Lithuanie, Le Luxembourg, La Norvège, Les Pays-Bas, La Pologne, Le Portugal, La Roumanie, Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, La Suède, La Suisse et La Tchécoslovaquie.

Les Gouvernements des Etats ci-dessus énumérés, ayant reconnu l'utilité d'établir une Convention concernant le transport des voyageurs et des bagages,

ont résolu de conclure à cet effet une Convention basée sur le projet qu'ils ont fait élaborer, d'un commun accord et qui est contenu dans le Procès-verbal signé à Berne le 8 juin 1923, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(Ci-après les noms des plénipotentiaires.)

Lesquels, en présence et avec la participation de (ci-après le nom) Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre,

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

**Titre premier.**

**Objet et portée de la Convention.**

*Article premier.*

**Chemins de fer et transports auxquels  
s'applique la Convention.**

§ 1. La présente Convention s'applique à tous les transports de voyageurs et de bagages avec des titres de transports internationaux pour des parcours empruntant les territoires d'au moins deux des Etats contractants et s'effectuant exclusivement par des lignes inscrites sur la liste établie conformément à l'article 58 de la présente Convention.

§ 2. Sont toutefois exceptés de l'application de la présente Convention:

1° Les transports dont les stations de départ et d'arrivée sont situées sur le territoire d'un

(Deutsche Übersetzung.)

**Internationales Übereinkommen über den  
Eisenbahn-Personen- und Gepäckverkehr**

(3. II. P.)

vereinbart zwischen

Deutschland, Österreich, Belgien, Bulgarien, Dänemark, der Freien Stadt Danzig, Spanien, Estland, Finnland, Frankreich, Griechenland, Ungarn, Italien, Lettland, Litauen, Luxemburg, Norwegen, den Niederlanden, Polen, Portugal, Rumänien, dem Königreich der Serben, Kroaten und Slowenen, Schweden, der Schweiz und der Tschechoslowakei.

Die Regierungen der oben aufgeführten Staaten, in der Erkenntnis des Nutzens einer Vereinbarung über den Eisenbahn-Personen- und Gepäckverkehr,

haben beschlossen, zu diesem Zwecke auf Grund des in ihrem Auftrag ausgearbeiteten und in dem Protokoll d. d. Bern, 8. Juni 1923, niedergelegten Entwurfs ein Übereinkommen zu treffen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

(Folgen die Namen der Bevollmächtigten.)

Die in Gegenwart und unter Beteiligung von (folgt Name), Delegierter der Regierungskommission des Saarbeckengebiets, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

**Titel I.**

**Gegenstand und Geltungsbereich des  
Übereinkommens.**

*Artikel 1.*

**Eisenbahnen und Beförderungen, auf die das  
Übereinkommen Anwendung findet.**

§ 1. Dieses Übereinkommen findet auf alle Beförderungen von Personen und Gepäck auf Grund internationaler Fahrtausweise und Gepäckscheine Anwendung, deren Beförderungsweg die Gebiete mindestens zweier Vertragsstaaten berührt und ausschließlich Strecken umfaßt, die in der gemäß Artikel 58 dieses Übereinkommens aufgestellten Liste verzeichnet sind.

§ 2. Von der Anwendung des Übereinkommens sind jedoch ausgenommen:

1. Beförderungen, deren Abgangs- und Bestimmungsstationen im Gebiete desselben Staates liegen und das

même Etat et qui n'empruntent le territoire d'un autre Etat qu'en transit:

- a) lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit sont exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ;
- b) même lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit ne sont pas exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ, si les Chemins de fer intéressés ont conclu des arrangements particuliers en vertu desquels ces transports ne sont pas considérés comme internationaux.

2° Les transports entre stations de deux Etats limitrophes s'ils sont effectués sur tout le parcours par des Chemins de fer de l'un de ces Etats, et qu'aucun de ces Etats ne s'y oppose.

§ 3. Les tarifs fixent les relations pour lesquelles des billets et des bulletins de bagages internationaux sont délivrés.

#### Article 2.

##### Participation d'entreprises autres que les Chemins de fer.

§ 1. Peuvent être inscrites sur la liste prévue à l'article premier, en sus des Chemins de fer, des lignes régulières de services automobiles ou de navigation complétant des parcours par voie ferrée et effectuant les transports internationaux sous la responsabilité d'un Etat contractant ou d'un Chemin de fer inscrit sur la liste.

§ 2. Les entreprises de ces lignes sont soumises à toutes les obligations imposées et sont investies de tous les droits reconnus aux Chemins de fer par la présente Convention, sous réserve des modifications résultant nécessairement des modalités différentes du transport. Ces modifications ne peuvent, toutefois, pas déroger aux règles de responsabilité établies par la présente Convention.

§ 3. Tout Etat qui désire faire inscrire sur la liste une des lignes désignées au § 1, doit prendre les mesures utiles pour que les modifications prévues au § 2 soient publiées dans les mêmes formes que les tarifs.

#### Article 3.

##### Soudure.

§ 1. La Convention est également applicable aux transports des voyageurs et de bagages effectués au départ d'une station non inscrite dans un tarif international, sur une station de soudure du même Etat inscrite dans ce tarif et de là sur une destination inscrite dans ce même tarif, soit avec un billet ou bulletin de bagages international dans lesquels les taxes du parcours direct et du parcours de soudure sont additionnées, soit avec deux billets soudés. S'il est établi deux billets,

Gebiet eines anderen Staates nur im Durchgang berühren:

- a) wenn die Durchgangsstrecken von einer Eisenbahn des Abgangsstaats betrieben werden;
- b) auch dann, wenn die Durchgangsstrecken nicht von einer Eisenbahn des Abgangsstaats betrieben werden, die beteiligten Eisenbahnen aber besondere Abkommen geschlossen haben, nach denen diese Beförderungen nicht als internationale angesehen werden sollen.

2. Beförderungen zwischen Stationen zweier Nachbarstaaten, wenn sie auf der ganzen Strecke von Eisenbahnen des einen dieser Staaten bewirkt werden und keiner dieser Staaten widerspricht.

§ 3. Die Tarife bestimmen, in welchen Verbindungen internationale Fahrtausweise und Gepäckscheine verabfolgt werden.

#### Artikel 2.

##### Beteiligung anderer Unternehmungen als der Eisenbahnen.

§ 1. Außer Eisenbahnstrecken können in die im Artikel 1 vorgesehene Liste auch regelmäßig betriebene Kraftwagen- oder Schiffahrtslinien aufgenommen werden, die im Anschluß an eine Eisenbahn internationale Beförderungen unter der Verantwortung eines der Vertragsstaaten oder einer in die Liste eingetragenen Eisenbahn ausführen.

§ 2. Die Unternehmungen, die solche Linien betreiben, haben alle Rechte und Pflichten, die den Eisenbahnen durch dieses Übereinkommen übertragen sind, vorbehaltlich der sich aus der Verschiedenartigkeit der Beförderungsart ergebenden Abweichungen. Die durch dieses Übereinkommen festgesetzten Haftungsbestimmungen dürfen jedoch nicht geändert werden.

§ 3. Jeder Staat, der eine im § 1 bezeichneten Linien in die Liste eintragen lassen will, muß dafür Sorge tragen, daß die im § 2 bezeichneten Abweichungen in gleicher Weise wie die Tarife veröffentlicht werden.

#### Artikel 3.

##### Anschlußabfertigung.

§ 1. Das Übereinkommen ist auch anwendbar, wenn der Reisende und sein Gepäck von einer nicht in einen internationalen Tarif aufgenommenen Station zunächst nach einer in diesem Tarif enthaltenen Anschlußstation desselben Staates und von dort aus nach der in diesem Tarif enthaltenen Bestimmungsstation entweder mit einem durchgehenden Fahrtausweis und Gepäckschein, in dem die Tariffätze für die direkte Strecke und die Anschlußstrecke zusammengerechnet sind, oder mit zwei aneinanderschließenden Fahrtausweisen befördert werden.



le second doit porter la mention de la station de départ primitive.

§ 2. Les Chemins de fer déterminent dans quelle mesure et à quelles conditions ce transport par soudure peut être demandé au départ de certaines stations. Ces stations sont dénommées dans une liste qui est notifiée aux autres Chemins de fer intéressés.

#### Article 4.

#### Obligation pour le Chemin de fer de transporter.

Lorsqu'il existe un tarif international ou qu'un transport par soudure est prévu conformément à l'article 3, le transport ne peut être refusé pourvu que :

- a) le voyageur se conforme aux prescriptions de la présente Convention;
- b) le transport soit possible avec les moyens ordinaires de transport;
- c) le transport ne soit pas interdit dans un des Etats intéressés, par suite de dispositions légales ou pour des raisons d'ordre public;
- d) le transport ne soit pas empêché par des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

### Titre II.

## Du Contrat de Transport.

### Chapitre premier.

#### Transport des voyageurs.

#### Article 5.

#### Droit au transport.

§ 1. Le voyageur doit, lorsqu'il commence son voyage, être muni d'un billet. Les tarifs peuvent prévoir des exceptions à cet égard.

§ 2. Le voyageur est tenu de conserver son billet pendant tout le cours du voyage. Il doit, s'il en est requis, le présenter à tout agent chargé du contrôle et le rendre à la fin du voyage.

#### Article 6.

#### Billets.

§ 1. Les billets délivrés pour un transport international régi par la présente Convention doivent porter le signe  $\text{C}$ .

§ 2. Les mentions suivantes sont obligatoires sur les billets :

- a) l'indication des stations de départ et de destination;
- b) l'itinéraire; si l'emploi de différents itinéraires ou moyens de transport est permis, cette faculté doit être mentionnée;

Werden zwei Fahrtausweise ausgestellt, so ist auf dem zweiten Fahrtausweis die ursprüngliche Abgangsstation zu vermerken.

§ 2. Die Eisenbahnen bestimmen, inwieweit und unter welchen Bedingungen von gewissen Stationen aus eine solche Anschlußbeförderung beansprucht werden kann. Diese Stationen werden in ein Verzeichnis aufgenommen, das den anderen beteiligten Eisenbahnen mitgeteilt wird.

#### Artikel 4.

#### Beförderungspflicht der Eisenbahn.

Soweit ein internationaler Tarif besteht oder eine Anschlußbeförderung nach Artikel 3 vorgesehen ist, kann die Beförderung nicht verweigert werden, wenn :

- a) der Reisende den Bedingungen dieses Übereinkommens nachkommt;
- b) die Beförderung mit den regelmäßigen Beförderungsmitteln möglich ist;
- c) die Beförderung nicht auch nur in einem der an der Beförderung beteiligten Staaten durch gesetzliche Bestimmungen oder aus Gründen der öffentlichen Ordnung verboten ist;
- d) die Beförderung nicht durch Umstände verhindert wird, welche die Eisenbahn nicht anzuwenden und denen sie auch nicht abzuhelpfen vermochte.

### Titel II.

## Beförderungsvertrag.

### Kapitel I.

#### Beförderung der Reisenden.

#### Artikel 5.

#### Berechtigung zur Fahrt.

§ 1. Der Reisende muß bei Antritt der Fahrt mit einem Fahrtausweis versehen sein. Die Tarife können Ausnahmen zulassen.

§ 2. Der Reisende ist verpflichtet, den Fahrtausweis bis zur Beendigung der Reise aufzubewahren. Er hat ihn auf Verlangen jedem mit der Prüfung betrauten Beamten vorzuzeigen und bei Beendigung der Fahrt abzugeben.

#### Artikel 6.

#### Fahrtausweise.

§ 1. Die für eine internationale Beförderung nach diesem Übereinkommen ausgegebenen Fahrtausweise müssen das Zeichen  $\text{C}$  tragen.

§ 2. Die Fahrtausweise müssen folgende Angaben enthalten :

- a) die Abgangs- und die Bestimmungsstation;
- b) den Beförderungsweg; wenn die Benutzung verschiedener Wege oder Beförderungsmittel gestattet ist, ist dies ersichtlich zu machen;

- c) la catégorie du train et la classe de voiture;
- d) le prix de transport;
- e) le jour où commence la validité;
- f) la durée de validité.

§ 3. Les tarifs ou les accords entre Chemin de fer déterminent la langue dans laquelle les billets doivent être imprimés et remplis, ainsi que leur forme et leur contenu.

§ 4. Les billets formés d'un livret renfermant des feuillets de contrôle ainsi que les billets à coupons combinés constituent un titre de transport unique au sens de la présente Convention.

Les billets réunis sous une couverture par des bureaux de voyage officiels ou des agences privées constituent chacun un titre de transport distinct soumis, suivant le cas, à la réglementation intérieure de l'Etat intéressé ou à la présente Convention.

§ 5. Un billet n'est cessible, à moins d'exception prévue par les tarifs, que s'il n'est pas nominatif et si le voyage n'est pas commencé.

La spéculation et la revente des billets à un prix différent de celui du tarif sont subordonnés, dans chaque Etat, aux lois et règlements de cet Etat.

#### Article 7.

##### Réduction de prix pour les enfants.

§ 1. Jusqu'à l'âge de quatre ans révolus, les enfants sont transportés gratuitement sans billet lorsqu'il n'est pas réclamé pour eux une place distincte.

§ 2. Les enfants âgés de plus de quatre ans jusqu'à dix ans révolus, et les enfants plus jeunes pour lesquels une place distincte est réclamée, sont transportés à des prix réduits qui ne peuvent dépasser la moitié des prix perçus pour les billets d'adultes.

Cette réduction n'est pas obligatoirement applicable aux prix des billets qui en comportent déjà une autre par rapport au tarif normal.

#### Article 8.

##### Durée de validité des billets.

§ 1. La durée de validité des billets doit être fixée par les tarifs.

§ 2. Cette validité doit être au minimum la suivante:

- Billets simples:  
 par fraction indivisible de 150 kilomètres . . . . . 1 jour;  
 Billets aller et retour:  
 pour les distances inférieures ou égales à 50 kilomètres . . . . . 2 jours;  
 de 51 à 100 kilomètres . . . . . 3 jours;  
 par fraction indivisible de 100 kilomètres en sus . . . . . 1 jour.

- c) die Zuggattung und die Wagenklasse;
- d) den Fahrpreis;
- e) den ersten Geltungstag;
- f) die Geltungsdauer.

§ 3. Die Tarife oder die Vereinbarungen zwischen den Eisenbahnen bestimmen, in welcher Sprache die Fahrausweise zu drucken und auszufüllen sind, sowie deren Form und Inhalt.

§ 4. Die Fahrausweise in Heftform, die Kontrollscheine enthalten, sowie die zusammengestellten Fahrscheine bilden einen einzigen Fahrausweis im Sinne dieses Übereinkommens.

Die von amtlichen Reisebüros oder privaten Agenturen in einem Heft vereinigten Fahrausweise bilden je einen besonderen Fahrausweis, der je nach dem einzelnen Fall den inneren Bestimmungen des betreffenden Staates oder denen dieses Übereinkommens untersteht.

§ 5. Ein Fahrausweis ist, soweit die Tarife nicht Ausnahmen zulassen, nur übertragbar, wenn er nicht auf den Namen lautet und die Reise noch nicht angetreten ist.

Der Handel mit Fahrausweisen und deren Wiederverkauf zu einem von den Tarifen abweichenden Preise unterliegen in jedem Staate den Gesetzen und Verordnungen dieses Staates.

#### Artikel 7.

##### Fahrpreisermäßigung für Kinder.

§ 1. Kinder bis zum vollendeten vierten Lebensjahr, für die kein besonderer Platz beansprucht wird, sind ohne Fahrausweis frei zu befördern.

§ 2. Kinder vom vollendeten vierten bis zum vollendeten zehnten Lebensjahr und jüngere Kinder, für die ein besonderer Platz beansprucht wird, sind zu ermäßigten Preisen zu befördern, die nicht mehr als die Hälfte der Preise der Fahrausweise für Erwachsene betragen dürfen.

Diese Ermäßigung braucht für Fahrausweise, die schon eine Ermäßigung gegenüber dem allgemeinen Tarif genießen, nicht gewährt zu werden.

#### Artikel 8.

##### Geltungsdauer der Fahrausweise.

§ 1. Die Geltungsdauer der Fahrausweise muß durch den Tarif bestimmt werden.

§ 2. Diese Geltungsdauer muß mindestens betragen:

- bei einfacher Fahrt:  
 für je auch nur angefangene 150 km . 1 Tag,  
 bei Hin- und Rückfahrt:  
 für Entfernungen bis und mit 50 km . 2 Tage,  
 für Entfernungen von 51 bis 100 km . 3 Tage;  
 für je auch nur angefangene weitere  
 100 km . . . . . 1 Tag.

§ 3. Les billets spéciaux à prix réduits peuvent comporter une durée de validité différente.

*Article 9.*

**Attribution et location des places.**

§ 1. L'attribution des places est réglée par les prescriptions en vigueur sur chaque Chemin de fer.

§ 2. Les tarifs ou les horaires spécifient si et à quelles conditions des places peuvent être louées pour certains trains.

*Article 10.*

**Arrêts aux stations intermédiaires.**

Les tarifs spécifient si et à quelles conditions le voyageur a le droit de s'arrêter aux stations intermédiaires pendant la durée de validité de son billet.

*Article 11.*

**Changement de classe ou de train.**

Le voyageur peut occuper une place d'une classe supérieure ou passer dans un train de catégorie supérieure à celle qui est indiquée sur le billet, dans les conditions fixées par les tarifs et moyennant paiement du supplément prévu.

*Article 12.*

**Voyageur sans billet valable.**

Le voyageur qui ne peut pas présenter un billet valable est tenu de payer une surtaxe, outre le prix du voyage pour le parcours effectué et sans préjudice des sanctions pénales; cette surtaxe est calculée conformément aux règlements du Chemin de fer sur lequel la production du billet a été exigée; à défaut de prescriptions à cet égard, le voyageur doit acquitter une surtaxe dont le montant sera égal au prix du voyage pour le parcours effectué.

*Article 13.*

**Personnes exclues du train ou admises conditionnellement.**

§ 1. Ne sont pas admises dans le train ou peuvent en être exclues en cours de route:

- a) les personnes en état d'ivresse, celles qui se conduiraient d'une manière inconvenante ou qui n'observeraient pas les prescriptions des lois et règlements; ces personnes n'ont droit au remboursement ni du prix de leur billet, ni de la taxe qu'elles ont payée pour le transport de leurs bagages;
- b) les personnes qui, en raison d'une maladie ou pour d'autres causes, paraîtraient devoir incommoder leurs voisins, à moins qu'un compartiment entier n'ait été loué pour elles d'avance ou ne puisse être mis à leur disposition contre paiement. Toutefois, les personnes tombées malades en cours de route

§ 3. Besondere Fahrweise zu ermäßigten Preisen können eine andere Geltungsdauer haben.

*Artikel 9.*

**Anweisung und Vorausbestellung der Plätze.**

§ 1. Für die Anweisung der Plätze gelten die Bestimmungen der einzelnen Eisenbahnen.

§ 2. Ob und unter welchen Bedingungen für einzelne Züge bestimmte Plätze bestellt werden können, bestimmen die Tarife oder die Fahrpläne.

*Artikel 10.*

**Unterbrechung der Fahrt auf Zwischenstationen.**

Ob und unter welchen Bedingungen der Reisende innerhalb der Geltungsdauer der Fahrweise die Fahrt unterbrechen darf, bestimmen die Tarife.

*Artikel 11.*

**Übergang in eine höhere Wagenklasse oder in einen Zug höherer Gattung.**

Der Übergang in eine höhere Wagenklasse oder in einen Zug höherer Gattung, als der Fahrweis angibt, ist dem Reisenden unter den in den Tarifen enthaltenen Bedingungen gegen Zahlung des vorgesehenen Zuschlags gestattet.

*Artikel 12.*

**Reisende ohne gültigen Fahrweis.**

Ein Reisender, der keinen gültigen Fahrweis vorzeigen kann, hat unbeschadet seiner strafrechtlichen Verantwortlichkeit außer dem Fahrpreis für die durchfahrene Strecke einen Zuschlag zu bezahlen, der sich nach den Vorschriften der Eisenbahn, wo die Vorzeigung des Fahrweises verlangt wurde, berechnet; in Ermangelung solcher Vorschriften hat der Reisende einen Zuschlag in Höhe des Fahrpreises für die durchfahrene Strecke zu bezahlen.

*Artikel 13.*

**Von der Fahrt ausgeschlossene oder nur bedingungsweise zugelassene Personen.**

§ 1. Folgende Personen werden in die Züge nicht zugelassen oder können unterwegs von der Fahrt ausgeschlossen werden:

- a) betrunkene Personen und solche, die den Anstand verletzen oder die Vorschriften der Gesetze und Reglemente nicht beachten; solche Personen haben weder Anspruch auf Rückerstattung des Fahrpreises noch der bezahlten Gepäckfracht;
- b) Personen, die wegen einer Krankheit oder aus andern Gründen Mitreisenden augenscheinlich lästig fallen würden, wenn nicht ein besonderes Abteil für sie im voraus gemietet ist oder ihnen sonst gegen Bezahlung angewiesen werden kann. Unterwegs erkrankte Personen sind jedoch wenigstens bis zur nächsten geeigneten Station zu befördern

doivent être transportées au moins jusqu'à la première station où il est possible de leur donner les soins nécessaires; le prix du transport et la taxe perçue pour les bagages leur seront restitués, après déduction de la part afférente au parcours effectué.

§ 2. Le transport des personnes atteintes de maladies contagieuses est régi par les Conventions internationales ou, à défaut, par les dispositions en vigueur dans chaque Etat.

#### Article 14.

##### Objets exclus des voitures.

§ 1. Ne peuvent être introduits dans les voitures de voyageurs les objets dangereux, spécialement les armes chargées, les matières explosibles, facilement inflammables ou corrosives, de même que les objets de nature à gêner ou à incommoder les voyageurs.

Toutefois, les voyageurs qui, dans l'exercice d'un service public, portent une arme à feu, ainsi que les chasseurs et les tireurs, sont autorisés à prendre avec eux des munitions, sans dépasser la plus faible des limites de poids fixées par les règlements en vigueur sur les territoires empruntés. Il est permis aux gardes accompagnant des prisonniers et voyageant avec ces derniers dans des voitures ou compartiments spéciaux de prendre avec eux des armes à feu chargées.

§ 2. Les employés du Chemin de fer ont le droit de s'assurer, en présence du voyageur, de la nature des objets introduits dans les voitures, quand il existe des motifs sérieux de soupçonner une contravention aux dispositions du § 1.

§ 3. Le contrevenant est responsable de tout dommage résultant des infractions aux dispositions du § 1 et encourt, en outre, les peines prévues par les lois et règlements.

#### Article 15.

##### Introduction des colis à la main et d'animaux dans les voitures.

§ 1. Les voyageurs sont autorisés à prendre gratuitement avec eux dans les voitures des objets faciles à porter (colis à la main), pourvu que les prescriptions de douane, d'octroi, fiscales ou de police ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas et que ces objets ne puissent endommager le matériel. Chaque voyageur ne dispose, pour ses colis à la main, que de l'espace situé au-dessus et au-dessous de la place qu'il occupe; les tarifs peuvent prévoir d'autres restrictions.

§ 2. Les animaux vivants ne peuvent pas être introduits dans les voitures. Les petits chiens et autres petits animaux domestiques sont cependant

wo sie Pflege finden können. Das Fahrgehalt und die Gepäckfracht sind nach Abzug des Betrags für die durchfahrene Strecke zu erstatten.

§ 2. Für die Beförderung von Personen, die an ansteckenden Krankheiten leiden, sind die internationalen Vereinbarungen und mangels solcher die in den einzelnen Staaten geltenden Bestimmungen maßgebend.

#### Artikel 14.

##### Von der Mitnahme in die Personenwagen ausgeschlossene Gegenstände.

§ 1. Gefährliche Gegenstände, insbesondere geladene Schusswaffen, explosionsfähige, leicht entzündbare und ätzende Stoffe sowie Gegenstände, die geeignet sind, den Reisenden lästig zu fallen, dürfen nicht in die Personenwagen mitgenommen werden.

Reisende, die in Ausübung des öffentlichen Dienstes eine Schusswaffe führen, sowie Jäger und Schützen dürfen jedoch Handmunition mitnehmen; die in den geltenden Reglementen der berührten Gebiete festgesetzten untersten Gewichtsgrenzen dürfen aber nicht überschritten werden. Den Begleitern von Gefangenen, die mit diesen in besonderen Wagen oder Wagenabteilen fahren, ist gestattet, geladene Schusswaffen mitzuführen.

§ 2. Die Eisenbahnbediensteten sind berechtigt, sich von der Beschaffenheit der mitgenommenen Gegenstände in Gegenwart des Reisenden zu überzeugen, wenn triftige Gründe eine Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des § 1 vermuten lassen.

§ 3. Der Zuwiderhandelnde haftet für jeden aus der Übertretung des Verbots (§ 1) entstehenden Schaden und verwirkt außerdem die durch die Gesetze und Reglemente festgesetzten Strafen.

#### Artikel 15.

##### Mitnahme von Handgepäck und Tieren in die Personenwagen.

§ 1. Der Reisende darf leicht tragbare Gegenstände (Handgepäck) unentgeltlich in Personenwagen mitnehmen, wenn keine Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizeivorschriften oder sonstige verwaltungsbehördlichen Vorschriften entgegenstehen, und wenn die Wagen dadurch nicht beschädigt werden können. Jedem Reisenden steht für sein Handgepäck nur der Raum über und unter seinem Sitzplatz zur Verfügung; weitere Beschränkungen können die Tarife bestimmen.

§ 2. Lebende Tiere dürfen in die Personenwagen nicht mitgenommen werden. Jedoch sind kleine Hunde und andere kleine Haustiere zugelassen, soweit nicht

admis, si les prescriptions de police des différents Etats ne s'y opposent pas et si aucun voyageur n'y fait d'objection.

Les tarifs ou les horaires peuvent interdire ou autoriser l'admission d'animaux dans certaines catégories de voitures ou de trains.

Les tarifs indiquent si et pour quels animaux une taxe de transport doit être payée.

§ 3. La surveillance des colis à la main et animaux que le voyageur prend avec lui incombe au voyageur lui-même.

#### Article 16.

#### Retards. Correspondances manquées. Suppressions de trains.

Lorsque, par suite du retard d'un train, la correspondance avec un autre train est manquée, ou lorsqu'un train est supprimé sur tout ou partie de son parcours, et que le voyageur veut continuer son voyage, le Chemin de fer est tenu de l'acheminer, avec ses bagages, dans la mesure du possible et sans aucune surtaxe, par un train se dirigeant vers la même destination par la même ligne ou par une autre route appartenant aux mêmes administrations, qui lui permettra d'arriver à sa destination avec moins de retard. Le chef de station doit, s'il y a lieu, certifier sur le billet que la correspondance a été manquée ou le train supprimé, prolonger dans la mesure nécessaire la durée de validité, et le rendre valable pour la nouvelle route, pour une classe supérieure ou pour un train à taxes plus élevées. Le Chemin de fer est, toutefois, en droit de refuser l'utilisation de certains trains par voie de tarif ou d'horaire.

### Chapitre II.

#### Transport des bagages.

##### Article 17.

#### Définition des bagages. Objets exclus du transport.

§ 1. Ne sont considérés comme bagages que les objets affectés à l'usage personnel du voyageur pour son voyage contenus dans des malles, paniers, valises, sacs de voyage, boîtes à chapeaux et autres emballages de ce genre.

§ 2. Sont, en outre, admis au transport comme bagages, à condition qu'ils servent à l'usage du voyageur:

- a) les fauteuils portatifs ou roulants pour malades;
- b) les voitures d'enfants;
- c) les malles d'échantillons de marchandises;
- d) les instruments de musique portatifs en caisses, étuis ou autres enveloppes;
- e) le matériel pour représentations d'artistes, pourvu que son conditionnement, son volume

Polizeivorschriften der einzelnen Staaten entgegenstehen und kein Mitreisender widerspricht.

Die Tarife oder Fahrpläne können die Mitnahme von Tieren in bestimmte Gattungen von Wagen oder Zügen verbieten oder zulassen.

Die Tarife bestimmen, ob und für welche Tiere eine Beförderungsgebühr zu bezahlen ist.

§ 3. Die in die Personenwagen mitgenommenen Gegenstände und Tiere sind von den Reisenden selbst zu beaufsichtigen.

#### Artikel 16.

#### Verpätungen. Versäumung des Anschlusses. Ausfall von Zügen.

Wird infolge einer Zugverspätung der Anschluß an einen anderen Zug versäumt, oder fällt ein Zug ganz oder teilweise aus, und will der Reisende seine Reise fortsetzen, so hat ihn die Eisenbahn nebst seinem Gepäck, soweit es möglich ist, und zwar ohne Preiszuschlag, mit einem auf der gleichen oder auf einer anderen Strecke derselben Eisenbahnen nach derselben Bestimmungsstation fahrenden Zuge zu befördern, wenn hierdurch die Ankunft auf der Bestimmungsstation beschleunigt wird. Der Stationsvorstand hat gegebenenfalls auf dem Fahrausweis die Versäumung des Anschlusses oder den Zugausfall zu bescheinigen, die Geltungsdauer des Fahrausweises soweit erforderlich zu verlängern und ihn mit Gültigkeitsvermerk für den neuen Weg, für eine höhere Wagenklasse oder für einen Zug mit höheren Fahrpreisen zu versehen. Die Eisenbahn ist indessen berechtigt, durch den Tarif oder durch die Fahrpläne einzelne Züge von der Benutzung auszuschließen.

### Kapitel II.

#### Gepäckbeförderung.

##### Artikel 17.

#### Begriff des Reisegepäcks. Von der Beförderung ausgeschlossene Gegenstände.

§ 1. Als Reisegepäck werden nur die Gegenstände angesehen, die zum persönlichen Gebrauch des Reisenden für seine Reise bestimmt und in Reisekoffer, Reisekörbe, Reiseetaschen, Reisefäcke, Hutschachteln oder dergleichen verpackt sind.

§ 2. Ferner sind zur Beförderung als Reisegepäck unter der Bedingung zugelassen, daß sie dem Gebrauch des Reisenden dienen:

- a) Trag- und Rollstühle für Kranke;
- b) Kinderwagen;
- c) Warenproben- und Musterkoffer;
- d) tragbare Musikinstrumente in Kasten, Futteralen und anderen Umschließungen;
- e) Geräte für Schaustellungen von Artisten unter der Bedingung, daß ihre Art und Verpackung

et son poids permettent de le charger et placer rapidement dans les fourgons;

- f) les instruments d'arpenteur, jusqu'à concurrence de 4 mètres de longueur, et les outils de travail à main;
- g) les vélocipèdes et les motocycles à une place, à condition qu'ils soient démunis d'accessoires et que les réservoirs à essence soient pourvus de robinets de vidange et complètement vides d'essence, ainsi que les luges à une ou deux places, les skis et les voiles pour patineurs.

§ 3. D'autres objets non affectés à l'usage personnel des voyageurs, ainsi que les animaux enfermés dans des cages présentant des garanties suffisantes, peuvent être acceptés comme bagages, si les tarifs l'autorisent.

§ 4 Sont exclus du transport comme bagages les objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis que sous certaines conditions.

#### Article 18.

##### Responsabilité du voyageur en ce qui concerne ses bagages. Surtaxes.

§ 1. Le détenteur du bulletin de bagages est responsable de l'observation des prescriptions de l'article 17; il supporte toutes les conséquences d'une infraction à ces prescriptions.

§ 2 Le Chemin de fer a le droit, en cas de présomption de contravention, de vérifier si le contenu des bagages répond aux prescriptions. Le détenteur du bulletin est appelé à assister à la vérification; s'il ne se présente pas ou s'il ne peut être atteint et à défaut d'autres prescriptions légales ou réglementaires en vigueur dans l'Etat où la vérification a lieu, celle-ci doit se faire en présence de deux témoins étrangers au Chemin de fer. Si une infraction est constatée, les frais occasionnés par la vérification doivent être payés par le détenteur du bulletin de bagages.

§ 3. En cas d'infraction aux dispositions du § 4 de l'article 17, le détenteur du bulletin de bagages doit payer une surtaxe sans préjudice du supplément de taxe et, s'il y a lieu, des indemnités pour le dommage ainsi que des sanctions pénales.

La surtaxe doit être payée par chaque kilogramme brut des objets exclus du transport, à raison de 15 francs, avec un minimum de perception de 30 francs, si ces objets comprennent des matières qui sont exclues du transport en vertu du 4<sup>o</sup> de l'article 3 de la Convention internationale concernant le transport des marchan-

ihr Rauminhalt und ihr Gewicht das rasche Verladen und Unterbringen in die Gepäckwagen gestatten;

- f) Vermessungsgeräte bis zu 4 m Länge und Handwerkzeug;
- g) Fahrräder, auch einsitzige Motorräder, wenn die Zubehörstücke von ihnen entfernt sind, und wenn die Brennstoffbehälter Ablaßhähne haben und vollständig leer sind; ferner ein- und zweisitzige Handschlitten, Skis und Schlittschuhsegel.

§ 3. Die Tarife können noch andere, nicht zum Reisebedarf gehörende Gegenstände, auch Tiere in genügend sicheren Behältern, als Reisegepäck zulassen.

§ 4. Die nach den Bestimmungen des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahn-Frachtverkehr von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände sind zur Beförderung als Reisegepäck nicht zugelassen.

#### Artikel 18.

##### Verantwortlichkeit des Reisenden für sein Gepäck. Zuschläge.

§ 1. Der Inhaber des Gepäckscheins ist für die Beachtung der Vorschriften des Artikels 17 verantwortlich und trägt alle Folgen einer Zuwiderhandlung gegen diese Vorschriften.

§ 2. Vermutet die Eisenbahn eine solche Zuwiderhandlung, so hat sie das Recht, nachzuprüfen, ob der Inhalt der Gepäckstücke den Vorschriften entspricht. Der Inhaber des Gepäckscheins wird aufgefordert, bei der Prüfung zugegen zu sein. Falls er sich nicht einstellt oder nicht zu erreichen ist, so hat die Nachprüfung in Ermangelung anderer gesetzlicher oder reglementarischer Bestimmungen des Staates, in dem sie stattfindet, unter Zuziehung von zwei der Eisenbahn nicht angehörenden Zeugen zu erfolgen. Wird eine Zuwiderhandlung festgestellt, so hat der Inhaber des Gepäckscheins die Kosten der Nachprüfung zu bezahlen.

§ 3. Bei einer Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des § 4 des Artikels 17 hat der Inhaber des Gepäckscheins unbeschadet seiner strafrechtlichen Verantwortlichkeit den Unterschied der Beförderungsgebühren nachzubezahlen, den etwaigen Schaden zu ersetzen und außerdem einen Zuschlag zu entrichten.

Der Zuschlag beträgt für das Kilogramm Rohgewicht der von der Beförderung ausgeschlossenen Gegenstände 15 Fr., mindestens aber 30 Fr. für jede Gepäcksendung bei den gemäß Artikel 3 Ziffer 4 des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr von der Beförderung ausgeschlossenen oder bei den in der Anlage I zum Übereinkommen über den Eisenbahn-

dises par Chemins de fer ou qui sont rangées dans les classes I et II de l'Annexe I à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer, et à raison de 5 francs, avec un minimum de perception de 10 francs, dans les autres cas.

Si les prescriptions en vigueur pour le trafic intérieur du Chemin de fer sur lequel la convention a été découverte donnent lieu à une surtaxe totale moins élevée, c'est cette dernière qui est perçue.

#### Article 19.

##### Emballage et conditionnement des bagages.

§ 1. Les bagages dont l'emballage est insuffisant ou le conditionnement défectueux peuvent être refusés. S'ils sont néanmoins acceptés, le Chemin de fer aura le droit de mentionner leur état sur le bulletin de bagages.

§ 2. Les colis doivent porter, dans les conditions de fixité suffisantes, le nom et l'adresse du voyageur et la station de destination. Les colis qui ne portent pas ces indications peuvent être refusés.

§ 3. Les anciennes étiquettes, adresses ou autres indications se rapportant à des transports antérieurs doivent être enlevées par le voyageur.

#### Article 20.

##### Enregistrement. Bulletin de bagages.

§ 1. L'enregistrement des bagages n'a lieu que sur la présentation de billets valables au moins jusqu'à la destination des bagages.

Les tarifs déterminent si et dans quelles conditions des bagages peuvent être admis au transport sans présentation d'un billet.

§ 2. Lors de l'enregistrement des bagages il est délivré un bulletin au voyageur.

§ 3. Pour les surplus, les formalités de l'enregistrement des bagages sont déterminées par les règlements en vigueur à la station de départ.

§ 4. Les bulletins de bagages délivrés pour les transports internationaux doivent être établis sur le formulaire constituant l'Annexe I à la présente Convention.

§ 5. Les mentions suivantes sont obligatoires sur les bulletins de bagages:

- a) l'indication des stations de départ et de destination;
- b) l'itinéraire;
- c) le jour de la remise et le train pour lequel a été effectuée cette remise;
- d) le nombre des billets (sauf dans le cas prévu au 2<sup>me</sup> alinéa du § 1);
- e) le nombre et le poids des colis;
- f) le montant du prix de transport et des autres droits éventuels;

frachtverkehr in die Klassen I und II eingereichten Gegenständen und 5 Fr., mindestens aber 10 Fr. für jede Sendung in den übrigen Fällen.

Wenn die für den Binnenverkehr der Eisenbahn, wo die Zuwiderhandlung festgestellt wurde, geltenden Vorschriften niedrigere Gesamtzuschläge vorsehen, sind diese zu erheben.

#### Artikel 19.

##### Verpackung und Beschaffenheit des Gepäcks.

§ 1. Gepäckstücke, deren Verpackung ungenügend oder deren Herrichtung zur Beförderung mangelhaft ist, können zurückgewiesen werden. Werden sie gleichwohl zur Beförderung angenommen, so ist die Eisenbahn berechtigt, in den Gepäckschein einen Vermerk über den Zustand aufzunehmen.

§ 2. Auf den Gepäckstücken müssen der Name und die Adresse des Reisenden sowie die Bestimmungsstation in genügender Haltbarkeit verzeichnet sein. Gepäckstücke, die diese Angaben nicht tragen, können zurückgewiesen werden.

§ 3. Der Reisende hat alte Gepäckzettel, Adressen oder andere Aufschriften, die sich auf frühere Beförderungen beziehen, zu entfernen.

#### Artikel 20.

##### Abfertigung. Gepäckschein.

§ 1. Reisegepäck wird nur gegen Vorweis eines mindestens bis zur Bestimmungsstation des Gepäcks gültigen Fahrausweises abgefertigt.

Die Tarife bestimmen, ob und inwieweit Reisegepäck ohne Fahrausweis zur Beförderung zugelassen ist.

§ 2. Bei der Auslieferung des Gepäcks ist dem Reisenden ein Gepäckschein zu verabsolgen.

§ 3. Im übrigen richtet sich das Verfahren für die Abfertigung des Reisegepäcks nach den für die Aufgabestation geltenden Bestimmungen.

§ 4. Die Gepäckscheine, die für internationale Sendungen ausgegeben werden, sind nach dem diesem Übereinkommen als Anlage I beigegebenen Muster auszustellen.

§ 5. Die Gepäckscheine müssen folgende Angaben enthalten:

- a) die Aufgabe- und Bestimmungsstation;
- b) den Beförderungsweg;
- c) den Tag der Aufgabe und den Zug, zu dem das Gepäck aufgegeben worden ist;
- d) die Anzahl der Fahrausweise (mit Ausnahme des im § 1, 2. Absatz vorgesehenen Falles);
- e) die Anzahl und das Gewicht der Gepäckstücke;
- f) die Gepäckfracht und etwaige andere Gebühren;

g) s'il y a lieu, le montant en toutes lettres de la somme représentant l'intérêt à la livraison, déclaré conformément à l'article 35.

§ 6. Les tarifs ou les accords entre Chemins de fer déterminent la langue dans laquelle les bulletins de bagages doivent être imprimés et remplis.

*Article 21.*  
**Livraison.**

§ 1. La livraison des bagages a lieu contre la remise du bulletin de bagages. Le Chemin de fer n'est pas tenu de vérifier si le détenteur du bulletin a qualité pour prendre livraison.

§ 2. Le détenteur du bulletin de bagages est en droit de réclamer au bureau de la station destinataire la livraison des bagages aussitôt que s'est écoulé, après l'arrivée du train pour lequel les bagages ont été enregistrés, le temps nécessaire pour la mise à disposition ainsi que, le cas échéant, pour l'accomplissement des formalités requises par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives.

§ 3. A défaut de présentation du bulletin de bagages, le Chemin de fer n'est tenu de remettre les bagages que si le réclamant justifie de son droit; si cette justification semble insuffisante, le Chemin de fer peut exiger une caution.

§ 4. Les bagages sont livrés à la station pour laquelle ils ont été enregistrés. Toutefois, à la demande du détenteur du bulletin faite en temps utile, si les circonstances le permettent et si les prescriptions douanières, d'octroi, fiscales, de police ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas, les bagages peuvent être restitués à la station de départ ou livrés à une station intermédiaire contre remise du bulletin de bagages et, en outre, si le tarif l'exige, présentation du billet.

§ 5. Le détenteur du bulletin auquel le bagage n'est pas livré dans les conditions indiquées au § 2 ci-dessus peut exiger la constatation, sur le bulletin de bagages, du jour et de l'heure auxquels il a réclamé la livraison.

§ 6. Pour le surplus, la livraison et soumise aux règles en vigueur sur le Chemin de fer chargé de la livraison.

**Chapitre III.**

**Dispositions communes aux transports des voyageurs et des bagages.**

*Article 22.*

**Trains. Horaires. Extraits de tarifs.**

§ 1. Sont affectés au transport les trains réguliers prévus aux horaires et les trains mis en marche suivant les besoins.

§ 2. Les Chemins de fer sont tenus d'afficher dans les stations, en temps utile, les horaires

g) gegebenenfalls den Betrag (in Buchstaben) des nach Artikel 35 angegebenen Interesses an der Lieferung.

§ 6. Die Tarife oder die Vereinbarungen zwischen den Eisenbahnen bestimmen, in welcher Sprache die Gepäckscheine zu drucken und auszufüllen sind.

**Artikel 21.**  
**Auslieferung.**

§ 1. Das Gepäck wird gegen Rückgabe des Gepäckscheins ausgeliefert. Die Eisenbahn ist nicht verpflichtet, die Berechtigung des Inhabers zu prüfen.

§ 2. Der Inhaber des Gepäckscheins ist berechtigt, auf der Bestimmungsstation die Auslieferung des Gepäcks an der Ausgabestelle zu verlangen, sobald nach der Ankunft des Zuges, zu dem es aufgegeben war, die Zeit abgelaufen ist, die zur Bereitstellung und gegebenenfalls zur zoll-, steuer-, finanzamtlichen, polizeilichen oder sonstigen verwaltungsbehördlichen Abfertigung erforderlich ist.

§ 3. Wird der Gepäckschein nicht beigebracht, so ist die Eisenbahn zur Auslieferung des Gepäcks nur verpflichtet, wenn die Empfangsberechtigung nachgewiesen wird; wird dieser Ausweis für ungenügend erachtet, so kann die Eisenbahn Sicherstellung verlangen.

§ 4. Das Gepäck ist auf der Station auszuliefern, nach der es abgefertigt war. Auf rechtzeitiges Verlangen des Inhabers des Gepäckscheins kann es jedoch, wenn die Umstände dies gestatten, auch keine zoll-, steuer-, finanzamtlichen, polizeilichen oder sonstigen verwaltungsbehördlichen Vorschriften entgegenstehen, gegen Rückgabe des Gepäckscheins und, wenn es der Tarif vorschreibt, gegen Vorzeigung des Fahrausweises auf der Aufgabestation zurückgegeben oder auf einer Zwischenstation ausgeliefert werden.

§ 5. Der Inhaber des Gepäckscheins, dem das Gepäck nicht unter den im vorstehenden § 2 bezeichneten Bedingungen ausgeliefert wird, kann verlangen, daß ihm auf dem Gepäckschein Tag und Stunde der Abforderung bescheinigt werden.

§ 6. Im übrigen unterliegt die Auslieferung den bei der ausliefernden Bahn bestehenden Bestimmungen.

**Kapitel III.**

**Gemeinsame Bestimmungen für Personen- und Gepäckbeförderung.**

*Artikel 22.*

**Züge. Fahrpläne. Tarifauszüge.**

§ 1. Zur Beförderung dienen die im Fahrplan enthaltenen regelmäßigen und die nach Bedarf verkehrenden Züge.

§ 2. Die Eisenbahnen haben die Fahrpläne der Züge ihrer eigenen Strecken rechtzeitig auf den Stationen



des trains de leurs propres lignes. Ceux-ci doivent indiquer la catégorie des trains, les classes de voitures et les heures de départ des trains; pour les stations de transit suffisamment importantes et les stations terminus, ils doivent indiquer aussi les heures d'arrivée, de même que les principales correspondances de trains.

Les horaires qui ne sont plus en vigueur doivent être enlevés sans retard.

§ 3. Dans chaque station ouverte au trafic international, le voyageur doit pouvoir prendre connaissance des tarifs ou des extraits de tarifs indiquant les prix des billets internationaux qui y sont en vente et les taxes correspondantes pour les bagages.

#### Article 23.

##### Bases pour le calcul des prix de transport. Tarifs.

§ 1. Les prix de transport sont calculés conformément aux tarifs légalement en vigueur et dûment publiés dans chaque Etat. Ces tarifs doivent contenir toutes les indications nécessaires pour le calcul des prix de transport et des frais accessoires, et spécifier, le cas échéant, les conditions dans lesquelles il sera tenu compte du change.

§ 2. Les tarifs doivent faire connaître les conditions spéciales aux transports.

Les tarifs doivent être appliqués à tous les intéressés d'une manière uniforme; leurs conditions sont valables, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la présente Convention; sinon, elles sont considérées comme nulles et non avenues.

Les tarifs directs internationaux et leurs modifications entrent en vigueur à la date indiquée lors de leur publication; en cas de relèvement de ces tarifs ou d'autres aggravations des conditions de transport, la publication devra précéder de huit jours au moins la date fixée pour la mise en vigueur.

S'il est délivré des billets ou des bulletins de bagages internationaux sans qu'il existe de tarif direct, et qu'un Chemin de fer apporte une modification à son tarif, l'application de cette modification ne peut être exigée des autres Chemins de fer que huit jours au plus tôt après que ces derniers en auront reçu l'avis.

Les tarifs établis seulement à titre temporaire cessent d'être en vigueur à l'expiration du délai fixé pour leur validité.

#### Article 24.

##### Interdiction des traités particuliers.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur le prix des tarifs est formellement interdit et nul de plein droit.

auszuhängen. Aus ihnen müssen Gattung, Wagenklassen und Abfahrzeiten, für die größeren Übergangs- und die Endstationen auch die Ankunftszeiten der Züge sowie die wichtigeren Zuganschlüsse zu ersehen sein.

Außer Kraft getretene Fahrpläne sind sofort zu entfernen.

§ 3. Auf jeder dem internationalen Verkehr dienenden Station muß der Reisende den Tarif oder Tarifauszug einsehen können, der die Preise der dort verkäuflichen internationalen Fahrtafeln und die entsprechenden Gepäckfrachten enthält.

#### Artikel 23.

##### Grundsätze für die Berechnung der Beförderungspreise. Tarife.

§ 1. Die Beförderungspreise sind nach Maßgabe der zu Recht bestehenden und in jedem Staate gehörig veröffentlichten Tarife zu berechnen. Diese Tarife müssen alle zur Berechnung der Beförderungspreise und Nebengebühren nötigen Angaben enthalten und gegebenenfalls bestimmen, in welcher Weise den Verschiedenheiten der Währungen Rechnung getragen werden soll.

§ 2. Die Tarife müssen die besonderen Bedingungen für die Beförderung enthalten.

Die Tarife müssen jedermann gegenüber in gleicher Weise angewendet werden. Ihre Bestimmungen gelten nur insoweit, als sie diesem Übereinkommen nicht widersprechen, andernfalls sind sie nichtig.

Direkte internationale Tarife sowie deren Abänderungen treten an dem in der Veröffentlichung angegebenen Tage in Kraft. Erhöhungen dieser Tarife oder andere Erschwerungen der Beförderungsbedingungen sind spätestens 8 Tage vor dem für die Einführung festgesetzten Zeitpunkt zu veröffentlichen.

Falls internationale Fahrtafeln oder Gepäckscheine ohne Bestehen eines direkten Tarifs ausgegeben werden und eine Eisenbahn ihren Tarif ändert, kann die Durchführung der Änderung bei den anderen Bahnen frühestens 8 Tage nach Eintreffen der Mitteilung beantragt werden.

Tarife, die nur für eine bestimmte Zeit eingeführt sind, treten mit Ablauf dieser Frist außer Kraft.

#### Artikel 24.

##### Verbot von Sonderübereinkommen.

Jedes Sonderübereinkommen, wodurch einem oder mehreren Reisenden eine Preisermäßigung gegenüber den Tarifen gewährt wird, ist verboten und nichtig.

Toutefois, sont autorisées les réductions de prix dûment publiées et également accessibles à tous aux mêmes conditions, ainsi que celles qui sont accordées, soit pour le service du Chemin de fer, soit pour le service des administrations publiques, soit au profit d'œuvres de bienfaisance, d'éducation et d'instruction.

#### Article 25.

### Formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives.

Le voyageur est tenu de se conformer aux prescriptions édictées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives, tant en ce qui concerne sa personne qu'en ce qui concerne la visite de ses bagages et de ses colis à la main. Il doit assister à cette visite, sauf les exceptions admises par les règlements. Le Chemin de fer n'assume aucune responsabilité, vis-à-vis du voyageur, pour le cas où celui-ci ne tiendrait pas compte de ces obligations.

#### Article 26.

### Restitutions.

§ 1. Lorsqu'un billet n'est pas utilisé, la restitution du prix payé peut être demandée, sous réserve des déductions mentionnées aux §§ 3 et 4 ci-après.

§ 2. Lorsqu'un billet n'est utilisé que partiellement, par suite de la mort, de la maladie ou d'un accident survenu au voyageur, ou d'autres causes impérieuses de nature analogue, il est restitué, sous réserve des déductions mentionnées aux §§ 3 et 4, la différence entre le prix total payé et la taxe pour le parcours effectué, calculée sur la base du tarif normal.

§ 3. Sont exclus de la restitution les impôts, les suppléments payés pour les places réservées, les frais de confection des billets en livrets et les commissions payées pour la vente des billets.

§ 4. Sont déduits du montant à restituer, un droit de 10 %, avec minimum de 0 fr. 50 et maximum de 3 fr. par billet, ainsi que, s'il y a lieu, les frais d'envoi.

Cette déduction n'est pas opérée lorsqu'un billet resté inutilisé est restitué le jour même de l'émission au bureau qui l'a délivré.

§ 5. Lorsqu'un voyageur, empêché de continuer son voyage conformément à l'horaire par suite d'un manque de correspondance provoqué par le retard d'un train, de la suppression d'un train ou de l'interruption du service, renonce à poursuivre sa route, il a le droit demander l'application des dispositions du paragraphe 2, sans que le Chemin de fer puisse faire les déductions prévues au § 4.

Dagegen sind Preisermäßigungen zulässig, die gehörig veröffentlicht sind und unter Erfüllung der gleichen Bedingungen jedermann in gleicher Weise zugute kommen, ebenso Ermäßigungen, die für den Eisenbahndienst, für Zwecke der öffentlichen Verwaltungen oder für Wohlfahrts-, Erziehungs- und Unterrichtszwecke gewährt werden.

#### Artikel 25.

### Abfertigung durch die Zoll-, Steuer-, Finanz-, Polizei- und sonstigen Verwaltungsbehörden.

Die Reisenden haben die zoll-, steuer- und finanzamtlichen, polizeilichen und sonstigen verwaltungsbehördlichen Vorschriften hinsichtlich ihrer Person und hinsichtlich der Untersuchung ihres Gepäcks und Handgepäcks zu befolgen. Dieser Untersuchung haben sie beizuwohnen vorbehaltlich der durch die Reglemente zugelassenen Ausnahmen. Die Eisenbahn ist gegenüber den Reisenden von jeder Haftung für die Folgen der Nichtbeachtung dieser Vorschriften befreit.

#### Artikel 26.

### Rückerstattungen.

§ 1. Ist ein Fahrausweis nicht benutzt worden, so kann vorbehaltlich der in den §§ 3 und 4 bezeichneten Abzüge der bezahlte Fahrpreis zurückverlangt werden.

§ 2. Ist ein Fahrausweis infolge von Tod, Krankheit oder Unfall des Reisenden oder wegen zwingender Gründe ähnlicher Art nur teilweise benutzt worden, so wird vorbehaltlich der in den §§ 3 und 4 bezeichneten Abzüge der Unterschied zwischen dem bezahlten Gesamtpreis und dem nach dem Normaltarif für die zurückgelegte Strecke berechneten Fahrpreis erstattet.

§ 3. Von der Rückerstattung ausgeschlossen sind die Steuern, Zuschläge für Platzkarten, Herstellungskosten für Fahrausweise in Heftform und die für den Verkauf der Fahrausweise bezahlten Provisionen.

§ 4. Von dem zu erstattenden Betrage wird außer den etwaigen Portoauslagen für seine Zusendung eine Gebühr von 10 vom Hundert, jedoch nicht weniger als Fr. —,50 und nicht mehr als Fr. 3,— für die Fahrkarte abgezogen.

Dieser Abzug findet nicht statt, wenn ein unbenutzt gebliebener Fahrausweis am Ausgabestage der Ausgabestelle zurückgegeben wird.

§ 5. Verzichtet ein Reisender, der infolge von Anschlußversäumnis wegen Zugverspätung den Anschlußzug versäumt hat oder durch den Ausfall eines Zuges oder durch eine Verkehrsunterbrechung an der fahrplanmäßigen Fortsetzung seiner Reise verhindert worden ist, auf die Weiterreise, so ist er berechtigt, von der Eisenbahn die Anwendung der Bestimmung des § 2 zu verlangen; die Abzüge nach § 4 dürfen jedoch nicht gemacht werden.

§ 6. Pour ce qui concerne les billets à prix réduit, la restitution n'est effectuée que dans les cas et avec les limitations prévus au § 5; les billets à prix réduit pour enfants établis en vertu du premier alinéa du § 2 de l'article 7 ne sont pas considérés comme billets à prix réduit au sens du présent paragraphe.

§ 7. Aucune restitution n'est effectuée pour les billets perdus.

§ 8. Si des bagages sont retirés avant qu'ils aient quitté la station expéditrice, la restitution du prix de transport peut être demandée.

Si les bagages sont retirés à une station intermédiaire, la restitution n'est effectuée que dans les cas et suivant les dispositions des §§ 2 et 5 ci-dessus.

Dans les deux cas, un droit de 0 fr. 50 par bulletin ainsi que, le cas échéant, les impôts sont déduits du montant de la restitution.

§ 9. Les tarifs peuvent contenir des dispositions différentes, pourvu qu'elles ne constituent pas une aggravation pour les voyageurs.

§ 10. Toute demande de restitution basée sur les dispositions des §§ 1, 2, 5, 6 et 8 éteinte si elle n'a pas été présentée au Chemin de fer dans un délai de six mois après l'expiration de la validité du billet.

§ 11. En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur dans la détermination des frais de transport et des frais divers, la différence en plus ou en moins devra être remboursée.

§ 12. Les différences en plus constatées par le Chemin de fer doivent être si possible portées d'office à la connaissance de l'intéressé lorsqu'elles dépassent 0 fr. 50 par chaque billet ou par chaque bulletin de bagages, et le règlement doit en être opéré le plus tôt possible.

§ 13. Dans tous les cas non prévus dans le présent article et à défaut d'ententes particulières entre les Chemins de fer, les règlements intérieurs sont applicables.

#### Article 27.

##### Contestations.

Les contestations entre voyageurs ou entre ceux-ci et les agents sont provisoirement tranchées dans les stations par le chef de service et en cours de route par le chef de train.

§ 6. Auf Fahrweise zu ermäßigtem Preise kann eine Rückerstattung nur in den Fällen und im Umfang des § 5 beansprucht werden; die nach Artikel 7, § 2, Absatz 1, ausgegebenen Kinderfahrkarten gelten nicht als Fahrweise zu ermäßigtem Preis im Sinne dieser Bestimmung.

§ 7. Für verlorene Fahrweise wird keine Rückerstattung gewährt.

§ 8. Wird das aufgebene Gepäck zurückgenommen, ehe es die Aufgabestation verlassen hat, so kann die bezahlte Gepäckfracht zurückverlangt werden.

Wird das Gepäck auf einer Unterwegsstation zurückgenommen, so kann die Frachterstattung nur in den Fällen und im Umfang der Bestimmungen der §§ 2 und 5 verlangt werden.

In beiden Fällen wird eine Gebühr von Fr. —,50 für den Gepäckschein und eine etwaige Steuer abgezogen.

§ 9. Die Tarife können abweichende Bestimmungen treffen, die jedoch keine Erschwerungen für die Reisenden enthalten dürfen.

§ 10. Alle Ansprüche auf Rückerstattungen nach den Bestimmungen der §§ 1, 2, 5, 6 und 8 dieses Artikels sind erloschen, wenn sie nicht binnen sechs Monaten nach Ablauf der Gültigkeitsdauer des Fahrweises bei der Eisenbahn geltend gemacht worden sind.

§ 11. Wurde der Tarif unrichtig angewendet, oder sind bei der Festsetzung der Beförderungspreise und Gebühren Fehler vorgekommen, so muß der Mehr- oder Minderbetrag erstattet werden.

§ 12. Von der Eisenbahn festgestellte Überzahlungen müssen, wenn sie für einen Fahrweis oder Gepäckschein den Betrag von Fr. —,50 übersteigen, soweit möglich von Amt wegen den Beteiligten mitgeteilt und möglichst bald ausgeglichen werden.

§ 13. In allen anderen in diesem Artikel nicht vorgesehenen Fällen sowie in Ermangelung von besonderen, zwischen den Eisenbahnen getroffenen Vereinbarungen gelten die Bestimmungen des Binnenverkehrs der einzelnen Eisenbahnen.

#### Artikel 27.

##### Streitigkeiten.

Streitigkeiten unter den Reisenden und Streitigkeiten zwischen den Reisenden und den Bediensteten entscheidet vorläufig auf den Stationen der Aufsichtsbeamte, während der Fahrt der Zugführer.

## Titre III.

**Responsabilité des Chemins de fer.  
Actions.****Chapitre premier.  
Responsabilité.***Article 28.***Responsabilité pour le transport des voyageurs,  
des colis à la main et des animaux.**

§ 1. La responsabilité du Chemin de fer, pour la mort d'un voyageur ou pour les blessures résultant d'un accident de train, ainsi que pour les dommages causés par le retard ou la suppression d'un train ou par le manque d'une correspondance, reste soumise aux lois et règlements de l'Etat où le fait s'est produit. Les articles ci-après du présent titre ne sont pas applicables à ces cas.

§ 2. Le Chemin de fer n'est responsable, en ce qui concerne les colis à la main et les animaux dont la surveillance incombe au voyageur en vertu de l'article 15, § 3, que des dommages causés par sa faute.

§ 3. Il n'y a pas, en cette matière, de responsabilité collective.

*Article 29.***Responsabilité collective des Chemins de fer  
pour les bagages.**

§ 1. Le Chemin de fer qui a accepté au transport des bagages en délivrant un bulletin de bagages international est responsable de l'exécution du transport sur le parcours total jusqu'à la livraison.

§ 2. Chaque Chemin de fer subséquent, par le fait même de la prise en charge des bagages, participe au contrat de transport et accepte les obligations qui en résultent, sans préjudice des dispositions de l'article 42, § 2, concernant le Chemin de fer destinataire.

*Article 30.***Etendue de la responsabilité.**

§ 1. Le Chemin de fer est responsable, dans les conditions déterminées au présent chapitre, du dommage résultant, soit de la perte totale ou partielle des bagages ainsi que des avaries qu'ils subissent, à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison, soit des retards à la livraison.

§ 2. Il est déchargé de cette responsabilité, en cas de perte totale ou partielle ou d'avarie des bagages, s'il prouve que le dommage a eu pour cause une faute du voyageur, un vice propre des bagages ou un cas de force majeure.

Il n'est pas responsable du dommage résultant de la nature particulière du bagage, d'un vice de l'emballage ou du fait que des objets exclus du

## Titel III.

**Haftung der Eisenbahnen. Klagen.****Kapitel I.  
Haftung.***Artikel 28.***Haftung für die Beförderung von Reisenden,  
Handgepäck und Tieren.**

§ 1. Die Haftung der Eisenbahn für die Tötung oder Verletzung eines Reisenden insolge eines Zugunfalles sowie für den Schaden, der durch Verspätung oder Ausfall eines Zuges jeder durch Anschlußversäumnis verursacht wird, richtet sich nach den Gesetzen und Reglementen des Staates, in dem das schädigende Ereignis eingetreten ist. Die Vorschriften dieses Titels finden in diesen Fällen keine Anwendung.

§ 2. Für Handgepäck und Tiere, deren Überwachung dem Reisenden nach Artikel 15, § 3, obliegt, haftet die Eisenbahn nur insoweit, als der Schaden durch ihr Verschulden entstanden ist.

§ 3. Eine Haftungsgemeinschaft der Eisenbahnen ist in diesen Fällen ausgeschlossen.

*Artikel 29.***Haftungsgemeinschaft der Eisenbahnen  
für das Reisegepäck.**

§ 1. Die Eisenbahn, die Reisegepäck unter Auswägung eines internationalen Gepäckscheins zur Beförderung angenommen hat, haftet für die Ausföhrung der Beförderung auf der ganzen Strecke bis zur Auslieferung.

§ 2. Jede nachfolgende Eisenbahn tritt dadurch, daß sie das Gepäck übernimmt, in den Beförderungsvertrag ein und übernimmt die sich daraus ergebenden Verpflichtungen, unbeschadet der die Empfangsbahn betreffenden Vorschrift des Artikels 42, § 2.

*Artikel 30.***Umfang der Haftung.**

§ 1. Die Eisenbahn haftet unter den in diesem Kapitel festgesetzten Bedingungen für den Schaden, der durch gänzlichen oder teilweisen Verlust oder Beschädigung des Gepäckes in der Zeit von der Annahme bis zur Auslieferung oder durch verspätete Auslieferung entsteht.

§ 2. Sie ist bei gänzlichem oder teilweisem Verlust oder bei Beschädigung des Gepäckes von dieser Haftung befreit, wenn sie beweist, daß der Schaden durch ein Verschulden des Reisenden, durch die natürliche Beschaffenheit des Gepäckes oder durch höhere Gewalt herbeigeföhrt worden ist.

Sie ist von der Haftung für Schäden befreit, die aus der besonderen Beschaffenheit des Gepäckes oder daraus entstehen, daß das Gepäck mangelhaft verpackt

transport ont été néanmoins expédiés comme bagages.

Lorsque, en égard aux circonstances de fait, le dommage a pu résulter d'un risque inhérent, soit à la nature particulière du bagage, soit à un vice de l'emballage, soit au fait qu'il contenait des objets dont le transport comme bagages est interdit, il y a présomption qu'il résulte réellement de l'une de ces causes, à moins que l'ayant droit n'ait fait la preuve qu'il n'en résulte pas.

§ 3. Il est également déchargé de la responsabilité pour le dommage résultant du retard à la livraison, s'il prouve que le retard a eu pour cause des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

#### Article 31.

##### Montant de l'indemnité en cas de perte totale ou partielle des bagages.

Quand, en vertu des dispositions de la présente Convention, une indemnité pour perte totale ou partielle de bagages est mise à la charge du Chemin de fer, il peut être réclamé:

a) si le montant du dommage est prouvé:  
une somme égale à ce montant, sans pouvoir excéder 20 francs par kilogramme de poids brut manquant;

b) si le montant du dommage n'est pas prouvé:  
une somme calculée à forfait à raison de 10 francs par kilogramme de poids brut manquant.

Sont, en outre, remboursés les frais de transport, les droits de douane ou autres sommes déboursées pour le bagage perdu, sans autres dommages-intérêts, sous réserve des exceptions prévues aux articles 35 et 36 ci-après.

#### Article 32.

##### Présomption de perte des bagages. Cas où ils sont retrouvés.

§ 1. Un colis manquant est considéré comme perdu à partir de l'expiration du quatorzième jour qui suit celui où la demande de livraison a été faite.

§ 2. Si un colis réputé perdu est retrouvé dans l'année qui suit la demande de livraison, le Chemin de fer est tenu d'en donner avis au voyageur, lorsque son domicile est connu ou peut être découvert.

§ 3. Dans le délai de trente jours après avoir reçu cet avis, le voyageur peut exiger que le colis lui soit livré sans frais, à la station de destination ou à la station de départ, à son choix, contre restitution de l'indemnité qu'il a reçue et sous réserve de tous droits à l'indemnité pour retard prévue à l'article 34 et, s'il y a lieu, à l'article 35, § 3,

war oder von der Beförderung ausgeschlossene Gegenstände trotzdem als Gepäck aufgegeben wurden.

Konnte nach den Umständen des Falles ein Schaden aus einer Gefahr entstehen, die mit der besonderen Beschaffenheit des Gepäcks, mit Mängeln der Verpackung oder damit verbunden ist, daß von der Beförderung ausgeschlossene Gegenstände als Gepäck aufgegeben wurden, so wird bis zum Nachweis des Gegenteils durch den Berechtigten vermutet, daß der Schaden hieraus entstanden ist.

§ 3. Sie ist von der Haftung für den Schaden aus der verspäteten Auslieferung befreit, wenn sie beweist, daß die Verspätung durch Umstände herbeigeführt worden ist, die sie nicht abzuwenden und denen sie auch nicht abzuhelfen vermochte.

#### Artikel 31.

##### Höhe der Entschädigung bei ganzlichem oder teilweisem Verlust des Reisegepäcks.

Wenn von der Eisenbahn auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens für ganzlichen oder teilweisen Verlust des Gepäcks Entschädigung zu leisten ist, so kann beansprucht werden:

a) wenn der Betrag des Schadens nachgewiesen ist, der Ersatz dieses Schadens bis zur Höhe von 20 Franken für jedes fehlende Kilogramm des Rohgewichts;

b) wenn der Betrag des Schadens nicht nachgewiesen ist,  
ein Pauschalatz von 10 Franken für jedes fehlende Kilogramm des Rohgewichts.

Dazu kommt die Erstattung dessen, was an Gepäckfracht, Zölle und sonstigen Kosten für das verlorene Gepäck bezahlt worden ist, jedoch ohne weiteren Schadenersatz, vorbehaltlich der in den Artikeln 35 und 36 vorgesehenen Ausnahmen.

#### Artikel 32.

##### Vermutung für den Verlust des Reisegepäcks. Wiederauffinden verlorenen Gepäcks.

§ 1. Ein fehlendes Gepäckstück gilt nach Ablauf des vierzehnten Tages nach der Abforderung als verloren.

§ 2. Wird ein für verloren gehaltenes Gepäckstück innerhalb eines Jahres nach der Abforderung wieder aufgefunden, so hat die Eisenbahn den Reisenden, wenn sein Aufenthaltsort bekannt ist oder sich ermitteln läßt, hiervon zu benachrichtigen.

§ 3. Innerhalb von 30 Tagen nach erhaltener Nachricht kann der Reisende verlangen, daß ihm das Gepäck nach seiner Wahl auf der Bestimmungsstation oder der Aufgabestation kostenfrei gegen Rückerstattung der ihm bezahlten Entschädigung und vorbehaltlich aller Ansprüche auf Entschädigung wegen Verspätung gemäß Artikel 34 und gegebenenfalls Artikel 35, § 3, ausgeliefert werde.

§ 4. Si le colis retrouvé n'a pas été réclamé dans le délai de trente jours prévu au § 3 ci-dessus ou si le colis n'est retrouvé que plus d'un an après la demande de livraison, le Chemin de fer en dispose conformément aux lois et règlements de l'Etat dont il relève.

*Article 33.*

**Montant de l'indemnité en cas d'avarie des bagages.**

En cas d'avarie, le Chemin de fer doit payer le montant de la dépréciation subie par les bagages, sans autres dommages-intérêts, sous réserve des exceptions prévues aux articles 35 et 36.

Toutefois, l'indemnité ne peut dépasser :

- a) si la totalité de l'expédition est dépréciée par l'avarie, le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte totale;
- b) si une partie seulement des bagages est dépréciée par l'avarie, le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte de la partie dépréciée.

*Article 34.*

**Montant de l'indemnité pour retard à la livraison des bagages.**

§ 1. En cas de retard dans la livraison, si le voyageur ne prouve pas qu'un dommage soit résulté de ce retard, le Chemin de fer est tenu de payer une indemnité fixée à dix centimes par kilogramme de poids brut des bagages livrés en retard et par période indivisible de vingt-quatre heures à compter de la demande de livraison, avec maximum de quatorze jours.

§ 2. Si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard, il est payé, pour ce dommage, une indemnité qui ne peut pas dépasser le quadruple de l'indemnité forfaitaire déterminée au § 1 de cet article.

§ 3. Les indemnités prévues aux deux paragraphes qui précèdent ne peuvent pas se cumuler avec celles qui seraient dues pour perte totale des bagages.

En cas de perte partielle, elles sont payées s'il y a lieu, pour la partie non perdue.

En cas d'avarie, elles se cumulent, s'il y a lieu, avec l'indemnité prévue à l'article 33.

*Article 35.*

**Déclaration d'intérêt à la livraison.**

§ 1. Tout transport de bagages peut faire l'objet d'une déclaration d'intérêt à la livraison inscrite dans le bulletin de bagages.

A défaut d'indication contraire dans les tarifs, le montant de l'intérêt déclaré doit être indiqué dans la monnaie de l'Etat de départ.

§ 4. Wird das wieder aufgefundenene Gepäck nicht innerhalb der im § 3 vorgesehenen Frist von 30 Tagen zurückverlangt, oder wird es erst nach Ablauf eines Jahres nach der Abforderung wiedergefunden, so kann die Eisenbahn darüber nach den Gesetzen oder Reglementen ihres Staates verfügen.

*Artikel 33.*

**Höhe der Entschädigung bei Beschädigung des Reisegepäcks.**

Bei Beschädigung hat die Eisenbahn den Betrag des Mindertwerts des Gepäcks zu zahlen, und zwar ohne weiteren Schadenersatz vorbehaltlich der in den Artikeln 35 und 36 vorgesehenen Ausnahmen.

Die Entschädigung darf jedoch nicht übersteigen:

- a) wenn die ganze Sendung durch die Beschädigung entwertet ist, den Betrag, der im Fall des Verlustes der ganzen Sendung zu zahlen wäre;
- b) wenn nur ein Teil der Sendung durch die Beschädigung entwertet ist, den Betrag, der im Fall des Verlustes dieses Teils der Sendung zu zahlen wäre.

*Artikel 34.*

**Höhe der Entschädigung für Reisegepäck bei verspäteter Auslieferung.**

§ 1. Bei verspäteter Auslieferung hat die Eisenbahn, falls der Reisende nicht nachweist, daß ein Schaden aus dieser Verspätung entstanden ist, eine Entschädigung von 0,10 Fr. für das Kilogramm des Rohgewichts des Gepäcks, soweit es verspätet ausgeliefert worden ist, für je angefangene 24 Stunden von der Abforderung an gerechnet, höchstens aber für 14 Tage, zu zahlen.

§ 2. Wird der Nachweis erbracht, daß ein Schaden aus der Verspätung entstanden ist, so ist für diesen Schaden eine Entschädigung zu zahlen, die das Vierfache der im § 1 dieses Artikels bestimmten Pauschalentschädigung nicht übersteigen darf.

§ 3. Die in den §§ 1 und 2 dieses Artikels vorgesehenen Entschädigungen können nicht neben der bei ganzlichem Verlust zu leistenden Entschädigung verlangt werden.

Bei teilweisem Verlust sind sie gegebenenfalls für den nicht verlorengegangenen Teil zu entrichten.

Bei Beschädigungen treten sie gegebenenfalls neben die im Artikel 33 vorgesehene Entschädigung.

*Artikel 35.*

**Angabe des Interesses an der Lieferung.**

§ 1. Für jede Gepäcksendung kann das Interesse an der Lieferung angegeben werden. Der Betrag ist auf dem Gepäckschein zu vermerken.

In Ermangelung einer entgegenstehenden Vorschrift der Tarife muß die angegebene Summe in der Währung des Versandstaates ausgedrückt werden.

§ 2 Dans ce cas, il est perçu une taxe supplémentaire d'un quart pour mille de la somme déclarée, par fraction indivisible de 10 kilomètres.

Les tarifs peuvent réduire ces taxes et fixer un minimum de perception.

§ 3. S'il y a eu déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être réclamé, en cas de retard:

- a) s'il n'est pas prouvé qu'un dommage soit résulté de ce retard et dans les limites de l'intérêt déclaré, 0 fr. 20 par kilogramme de poids brut de bagages livrés en retard et par fraction indivisible de vingt-quatre heures à compter de la demande de livraison, avec maximum de quatorze jours;
- b) si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard, une indemnité pouvant s'élever jusqu'au montant de l'intérêt déclaré.

Lorsque le montant de l'intérêt déclaré est inférieur aux indemnités prévues à l'article 34, celles-ci peuvent être réclamées au lieu des indemnités prévues sous les lettres a et b du présent paragraphe.

§ 4. Si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté de la perte totale ou partielle ou des avaries des bagages ayant fait l'objet de la déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être alloué des dommages-intérêts atteignant au maximum la somme déclarée. Ces dommages s'ajoutent aux indemnités prévues aux articles 31 et 33.

#### Article 36.

##### Indemnité en cas de dol ou de faute lourde imputable au Chemin de fer.

Dans tous les cas où la perte totale ou partielle, l'avarie ou le retard des bagages a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer, le voyageur doit être complètement indemnisé pour le préjudice prouvé jusqu'à concurrence du double des maxima prévus aux articles 31, 33, 34 et 35.

#### Article 37.

##### Intérêts de l'indemnité.

Le voyageur peut demander des intérêts à raison de six pour cent de l'indemnité allouée sur un bulletin de bagages lorsque cette indemnité dépasse dix francs.

Ces intérêts courent du jour de la réclamation administrative prévue à l'article 40 ou, s'il n'y a pas eu de réclamation, du jour de la demande en justice.

#### Article 38.

##### Restitution des indemnités.

Toute indemnité indûment perçue doit être restituée.

§ 2. Es wird eine besondere Gebühr von einem Viertel vom Tausend der angegebenen Summe für je angefangene 10 km erhoben.

Die Tarife können die Gebühr herabsetzen, auch einen Mindesterhebungsbetrag festsetzen.

§ 3. Ist das Interesse an der Lieferung angegeben, so kann bei verspäteter Auslieferung beansprucht werden:

- a) wenn nicht nachgewiesen wird, daß ein Schaden aus dieser Verspätung entstanden ist, bis zur Höhe des angegebenen Interesses 0,20 Franken für das Kilogramm des Rohgewichts des verspätet ausgelieferten Gepäcks, für je angefangene 24 Stunden von der Abforderung an gerechnet, höchstens aber für 14 Tage;
- b) wenn der Nachweis erbracht wird, daß ein Schaden aus der Verspätung entstanden ist, eine Entschädigung bis zur Höhe des angegebenen Interesses.

Ist der Betrag des angegebenen Interesses geringer als die im Artikel 34 vorgesehenen Entschädigungen, so können diese an Stelle der unter a und b erwähnten Beträge verlangt werden.

§ 4. Wird der Nachweis erbracht, daß ein Schaden aus einem gänzlichen oder teilweisen Verlust oder aus einer Beschädigung des Gepäcks entstanden ist, das den Gegenstand einer Angabe des Interesses an der Lieferung bildet, so kann außer der in den Artikeln 31 und 33 vorgesehenen Entschädigung Schadenersatz bis zur Höhe der angegebenen Summe beansprucht werden.

#### Artikel 36.

##### Höhe der Entschädigung bei Vorsatz oder grober Fahrlässigkeit der Eisenbahn.

In allen Fällen, in denen der gänzliche oder teilweise Verlust, die Beschädigung oder die verspätete Auslieferung auf Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit der Eisenbahn zurückzuführen ist, ist der Schaden jeweils bis zum Doppelten der in den Artikeln 31, 33, 34 und 35 vorgesehenen Höchstbeträge zu ersetzen.

#### Artikel 37.

##### Verzinsung der Entschädigungsbeträge.

Der Reisende kann sechs vom Hundert Zinsen der ihm auf einen Gepäckschein gewährten Entschädigung verlangen, sofern sie den Betrag von 10 Franken übersteigt.

Diese Zinsen laufen vom Tage der im Artikel 40 vorgesehenen Reklamation oder, wenn keine Reklamation vorausging, vom Tage der Klageerhebung an.

#### Artikel 38.

##### Rückstattung der Entschädigung.

Jede zu Unrecht empfangene Entschädigung ist zurückzuerstatten.

En cas de fraude, le Chemin de fer a droit en outre au versement d'une somme égale à celle qu'il a payée indûment, sans préjudice des sanctions pénales.

*Article 39.*

**Responsabilité du Chemin de fer pour ses agents.**

Le chemin de fer est responsable des agents attachés à son service et des autres personnes qu'il emploie pour l'exécution d'un transport dont il est chargé.

Toutefois, si, à la demande des voyageurs, les agents du Chemin de fer leur rendant des services qui n'incombent pas au Chemin de fer, ils sont considérés comme agissant pour le compte du voyageur à qui ils rendent ce service.

**Chapitre II.**

**Réclamations administratives. Actions, procédure et prescription en cas de litiges nés du contrat de transport.**

*Article 40.*

**Réclamations administratives.**

§ 1. Les réclamations administratives fondées sur le contrat de transport doivent être adressées par écrit au Chemin de fer désigné à l'article 42.

§ 2. Le droit de présenter la réclamation appartient aux personnes qui ont le droit d'activer le Chemin de fer en vertu de l'article 41.

§ 3. Les billets, bulletins de bagages et autres documents que l'ayant droit juge utile de joindre à sa réclamation doivent être présentés soit en originaux, soit en copies, celles-ci dûment légalisées si le Chemin de fer le demande.

Lors du règlement de la réclamation, le Chemin de fer pourra exiger la restitution des billets ou bulletins de bagages.

*Article 41.*

**Personnes qui peuvent exercer le droit d'action contre le Chemin de fer.**

L'action contre le Chemin de fer qui naît du contrat de transport n'appartient qu'à la personne qui produit le billet ou le bulletin de bagages, suivant le cas, ou qui, à défaut, justifie de son droit.

*Article 42.*

**Chemins de fer contre lesquels l'action peut être exercée. Compétence.**

§ 1. L'action en restitution d'une somme payée en vertu du contrat de transport ne peut être exercée que contre le Chemin de fer qui a perçu cette somme.

§ 2. Les autres actions qui naissent du contrat de transport ne peuvent être exercées que con-

Außerdem hat die Eisenbahn im Falle eines Betrugs unbeschadet der strafrechtlichen Folgen Anspruch auf Zahlung einer Summe, die dem zu Unrecht gezahlten Betrage gleichkommt.

*Artikel 39.*

**Haftung der Eisenbahn für ihre Leute.**

Die Eisenbahn haftet für ihre Leute und für andere Personen, deren sie sich bei der Ausführung der von ihr übernommenen Beförderung bedient.

Wenn indessen Bahnangestellte auf Verlangen eines Reisenden Verrichtungen ausüben, die der Bahn nicht obliegen, gelten sie als Beauftragte des Reisenden, für den sie tätig sind.

**Kapitel II.**

**Reklamationen. Klagen. Verfahren bei Rechtsstreitigkeiten aus dem Beförderungsvertrag. Verjährung der Ansprüche aus dem Beförderungsvertrag.**

*Artikel 40.*

**Reklamationen.**

§ 1. Außergerichtliche Ansprüche aus dem Beförderungsvertrag müssen schriftlich bei der in Artikel 42 näher bezeichneten Eisenbahn angebracht werden.

§ 2. Zur Geltendmachung sind die gemäß Artikel 41 zur Erhebung der Klage gegen die Eisenbahn berechtigten Personen befugt.

§ 3. Der Berechtigte muß den Fahrausweis, den Gepäckschein und sonstige Belege, die er seiner Reklamation beifügen will, in Urschrift oder Abschrift vorlegen, Abschriften auf Verlangen der Eisenbahn in gehörig beglaubigter Form.

Die Eisenbahn kann bei der endgültigen Erledigung der Reklamation die Rückgabe der Fahrausweise und Gepäckscheine verlangen.

*Artikel 41.*

**Zur Erhebung der Klage gegen die Eisenbahn berechnete Personen.**

Zur gerichtlichen Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Eisenbahn ist nur befugt, wer den Fahrausweis oder den Gepäckschein vorweist oder, wenn er den Fahrausweis oder den Gepäckschein nicht beibringen kann, seine Berechnung nachweist.

*Artikel 42.*

**Eisenbahnen, gegen welche die Klagen zu richten sind. Zuständigkeit.**

§ 1. Ansprüche auf Rückerstattung von Zahlungen, die auf Grund des Beförderungsvertrags geleistet sind, können nur gegen die Eisenbahn gerichtlich geltend gemacht werden, die den Betrag erhoben hat.

§ 2. Sonstige Ansprüche aus dem Beförderungsvertrag können nur gegen die Abgangsbahn, die Be-



tre le Chemin de fer de départ, le chemin de fer destinataire ou celui sur lequel s'est produit le fait générateur de l'action.

Dans le cas où le Chemin de fer destinataire n'a pas reçu les bagages, il peut néanmoins être actionné.

Le demandeur a le choix entre lesdits Chemins de fer; l'action intentée le droit d'option est éteint.

§ 3. L'action ne peut être intentée que devant le juge compétent de l'Etat duquel relève le Chemin de fer actionné, à moins qu'il n'en soit décidé autrement dans les accords entre Etats ou les actes de concession.

Lorsqu'une entreprise exploite des réseaux autonomes dans divers Etats, chacun de ces réseaux est considéré comme un Chemin de fer distinct au point de vue de l'application du présent paragraphe.

§ 4. L'action peut être formée contre un Chemin de fer autre que ceux qui sont désignés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, lorsqu'elle est présentée comme demande reconventionnelle ou comme exception, dans l'instance relative à une demande principale fondée sur le même contrat de transport.

§ 5. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux recours des Chemins de fer entre eux, réglés au chapitre III du présent titre.

#### Article 43.

##### Constatation de la perte partielle ou d'une avarie subie par les bagages.

§ 1. Lorsqu'une perte partielle ou une avarie est découverte ou présumée par le Chemin de fer ou alléguée par le voyageur, le Chemin de fer est tenu de faire dresser sans délai et si possible en présence de ce voyageur, un procès-verbal constatant l'état et le poids des bagages et, autant que possible, le montant du dommage, sa cause et le moment où il s'est produit.

Une copie de ce procès-verbal doit être remise au voyageur sur sa demande.

§ 2. Lorsque le voyageur n'accepte pas les constatations du procès-verbal, il peut demander la constatation judiciaire de l'état et du poids des bagages ainsi que des causes et du montant du dommage, conformément aux lois et règlements de l'Etat où la livraison est effectuée.

§ 3. Dans le cas de perte de colis, le voyageur est tenu, pour faciliter les recherches du Chemin de fer, de donner la description aussi exacte que possible des colis perdus.

stimmungsbahn oder diejenige Eisenbahn gerichtlich geltend gemacht werden, auf deren Strecke sich die den Anspruch begründende Tatsache ereignet hat.

Auch wenn die Bestimmungsbahn das Gepäck nicht erhalten hat, kann sie gleichwohl gerichtlich in Anspruch genommen werden.

Unter den bezeichneten Eisenbahnen steht dem Kläger die Wahl zu; mit der Erhebung der Klage erlischt das Wahlrecht.

§ 3. Die Klage kann, wenn nicht in Staatsverträgen oder Konzessionen ein anderes bestimmt ist, nur vor den zuständigen Gerichten des Staates erhoben werden, dem die beklagte Eisenbahn angehört.

Betreibt ein Eisenbahnunternehmen mehrere Eisenbahnneze mit selbständiger Betriebsverwaltung in verschiedenen Staaten, so wird jedes dieser Eisenbahnneze als besondere Eisenbahn im Sinne dieser Vorschrift angesehen.

§ 4. Im Wege der Widerklage oder der Einrede können Ansprüche auch gegen eine andere als die in den §§ 1 und 2 bezeichneten Eisenbahnen erhoben werden, wenn sich die Klage auf denselben Beförderungsvertrag gründet.

§ 5. Die Vorschriften dieses Artikels finden keine Anwendung auf den Rückgriff der Eisenbahnen gegeneinander nach Maßgabe des Kapitels III dieses Titels.

#### Artikel 43.

##### Feststellung eines teilweisen Verlustes oder einer Beschädigung des Reisegepäcks.

§ 1. Wird ein teilweiser Verlust oder eine Beschädigung des Gepäcks von der Eisenbahn entdeckt oder vermutet oder vom Reisenden behauptet, so hat die Eisenbahn den Zustand und das Gewicht des Gepäcks und, soweit dies möglich ist, den Betrag, die Ursache und den Zeitpunkt des Schadens sofort, womöglich in Gegenwart des Reisenden, durch eine Tatbestandsaufnahme festzustellen.

Dem Reisenden ist auf sein Verlangen eine Abschrift der Tatbestandsaufnahme auszuhändigen.

§ 2. Wenn der Reisende die Feststellungen der Tatbestandsaufnahme nicht anerkennt, kann er verlangen, daß der Zustand und das Gewicht des Gutes, die Schadensursache sowie der Betrag des Schadens gemäß den Gesetzen und Reglementen des Staates, in dem die Auslieferung stattgefunden hat, gerichtlich festgestellt wird.

§ 3. Bei Verlust eines Gepäckstücks ist der Reisende, um die Nachforschungen der Eisenbahn zu erleichtern, verpflichtet, eine möglichst genaue Beschreibung des verloren gegangenen Gepäckstücks zu geben.

## Article 44.

**Extinction de l'action contre le Chemin de fer née du contrat de transport des bagages.**

§ 1. La réception des bagages éteint, contre le Chemin de fer, toute action provenant du contrat de transport.

§ 2. Toutefois l'action n'est pas éteinte:

1° si le voyageur fournit la preuve que le dommage a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer;

2° en cas de réclamation pour cause de retard, lorsqu'elle est faite à l'un des Chemins de fer désignés par l'article 42, § 2, dans un délai ne dépassant pas quatorze jours non compris celui de la réception;

3° en cas de réclamation pour perte partielle ou pour avarie:

a) si la perte ou l'avarie a été constatée avant la réception des bagages par le voyageur conformément à l'article 43;

b) si la constatation, qui aurait dû être faite conformément à l'article 43, n'a été omise que par la faute du Chemin de fer;

4° en cas de réclamation pour dommages non apparents dont l'existence est constatée après la réception, à la condition:

a) que la vérification des bagages à la station d'arrivée n'ait pas été offerte par le Chemin de fer au voyageur;

b) que la demande de constatation conformément à l'article 43 soit faite immédiatement après la découverte du dommage et au plus tard dans les trois jours qui suivent celui de la réception;

c) que le voyageur fasse la preuve que le dommage s'est produit dans l'intervalle écoulé entre l'acceptation au transport et la livraison;

5° lorsque l'action a pour objet la restitution de sommes payées.

§ 3. Le voyageur peut refuser la réception des bagages, tant qu'il n'a pas été procédé aux vérifications requises par lui en vue de constater le dommage allégué.

Les réserves qu'il ferait, tout en retirant les bagages, ne seraient d'aucun effet, à moins d'être acceptées par le Chemin de fer.

§ 4. Si une partie des colis mentionnés dans le bulletin de bagages manque lors de la livraison, le voyageur peut exiger, avant de retirer les autres, que le Chemin de fer lui délivre une attestation à ce sujet.

§ 5. La responsabilité pour perte totale prend fin si, dans l'espace de six mois après l'arrivée du train par lequel ils devraient être transportés, les bagages ne sont pas réclamés à la station destinataire, sans préjudice de l'avis qui doit être

## Artikel 44.

**Erlöschen der Ansprüche gegen die Eisenbahn aus dem Gepäckbeförderungsvertrag.**

§ 1. Mit der Abnahme des Gepäcks sind alle Ansprüche gegen die Eisenbahn aus dem Gepäckbeförderungsvertrag erlöschen.

§ 2. Jedoch erlöschen nicht:

1. Entschädigungsansprüche, bei denen der Reisende nachweist, daß der Schaden durch Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit der Eisenbahn herbeigeführt worden ist;

2. Entschädigungsansprüche wegen verspäteter Auslieferung, wenn sie an eine der im Artikel 42, § 2, bezeichneten Eisenbahnen innerhalb einer Frist von nicht mehr als vierzehn Tagen, den Tag der Abnahme nicht mitgerechnet, angebracht werden;

3. Entschädigungsansprüche wegen teilweisen Verlustes oder Beschädigung:

a) wenn der Verlust oder die Beschädigung vor der Abnahme des Gepäcks durch den Reisenden gemäß Artikel 43 festgestellt ist;

b) wenn die Feststellung, die gemäß Artikel 43 hätte erfolgen müssen, nur durch Verschulden der Eisenbahn unterblieben ist;

4. Entschädigungsansprüche wegen äußerlich nicht erkennbarer Schäden, die erst nach der Abnahme festgestellt worden sind, jedoch nur unter nachstehenden Voraussetzungen:

a) daß sich die Eisenbahn dem Reisenden gegenüber nicht zur Feststellung des Zustandes des Gepäcks auf der Bestimmungsstation bereit erklärt hat;

b) daß unverzüglich nach der Entdeckung des Schadens und spätestens drei Tage nach der Abnahme des Gepäcks der Antrag auf Feststellung gemäß Artikel 43 angebracht wird;

c) daß der Reisende beweist, daß der Schaden in der Zeit zwischen der Annahme zur Beförderung und der Auslieferung entstanden ist;

5. Ansprüche auf Rückerstattung geleisteter Zahlungen.

§ 3. Der Reisende kann die Abnahme des Gepäcks so lange verweigern, bis seinem Antrag auf Feststellung der behaupteten Schäden stattgegeben ist.

Vorbehalte bei der Abnahme des Gepäcks sind wirkungslos, sofern sie nicht von der Eisenbahn anerkannt sind.

§ 4. Wenn von mehreren im Gepäckschein verzeichneten Stücken bei der Auslieferung einzelne fehlen, so kann der Reisende, ehe er die anderen annimmt, von der Eisenbahn eine Bescheinigung hierüber verlangen.

§ 5. Die Haftung für gänzlichen Verlust erlischt, wenn das Gepäck nicht binnen sechs Monaten nach der Ankunft des Zuges, zu dem es aufgegeben war, auf der Bestimmungsstation abgefordert wird, unbeschadet der Verpflichtung der Eisenbahn, den Rei-

à toute époque donné au voyageur, si le colis est retrouvé et porte les indications nécessaires pour découvrir son adresse.

*Article 45.*

**Prescription de l'action née du contrat de transport.**

§ 1. L'action née du contrat de transport est prescrite par un an, lorsque la somme due n'a pas été déjà fixée par une reconnaissance, par une transaction ou par un jugement.

Toutefois la prescription est de trois ans, s'il s'agit d'une action fondée soit sur un dommage ayant pour cause un dol ou une faute lourde, soit sur le cas de fraude visé dans l'article 38.

§ 2. La prescription court :

- a) pour les demandes d'indemnité en cas de perte partielle, d'avarie ou de retard à la livraison :  
du jour où la livraison a eu lieu;
- b) pour les demandes d'indemnité en cas de perte totale :  
du jour où la livraison aurait dû avoir lieu;
- c) pour les demandes en paiement ou en restitution de taxes, de frais accessoires ou de surtaxes ou pour les demandes en rectification de taxes, en cas d'application irrégulière du tarif, ou d'erreur de calcul :  
du jour du paiement de la taxe, des frais accessoires ou de la surtaxe ou, s'il n'y a pas eu paiement, du jour où le paiement aurait dû être effectué;
- d) pour des demandes en paiement de supplément de droit réclamé par la douane :  
du jour de la réclamation de la douane;
- e) pour les autres demandes concernant le transport des voyageurs :  
du jour de l'expiration de la validité du billet.

Le jour indiqué comme point de départ n'est jamais compris dans le délai.

§ 3. En cas de réclamation administrative écrite adressée au Chemin de fer conformément à l'article 40, la prescription cesse de courir. La prescription reprend son cours à partir du jour où le Chemin de fer a repoussé la réclamation par écrit et restitué les pièces qui y étaient jointes. La preuve de la réception de la réclamation ou de la réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge de celui qui invoque ce fait.

Les réclamations ultérieures ne suspendent pas la prescription.

§ 4. Sous réserve des dispositions qui précèdent, la suspension et l'interruption de la prescription sont réglées par les lois et règlements de l'Etat où l'action est intentée.

senden auch später zu benachrichtigen, falls das Gepäckstück wiedergefunden wird und die zur Ermittlung der Adresse des Reisenden nötigen Merkmale trägt.

*Artikel 45.*

**Verjährung der Klagen aus dem Beförderungsvertrag.**

§ 1. Klagen aus dem Beförderungsvertrag verjähren in einem Jahr, wenn die geschuldete Summe nicht bereits durch Anerkenntnis, Vergleich oder gerichtliches Urteil festgestellt worden ist.

Die Verjährung beträgt indessen drei Jahre, wenn es sich um Klagen wegen eines durch Vorsatz oder grobe Fahrlässigkeit verursachten Schadens oder wegen des im Artikel 38 erwähnten Falles des Betrugs handelt.

§ 2. Die Verjährung beginnt:

- a) bei Entschädigungsansprüchen wegen teilweisen Verlustes, Beschädigung oder verspäteter Auslieferung :  
mit dem Tage der Auslieferung;
- b) bei Entschädigungsansprüchen wegen gänzlichen Verlustes :  
mit dem Tage, an dem die Auslieferung hätte erfolgen sollen;
- c) bei Ansprüchen auf Zahlung oder Rückerstattung von Beförderungs- und Nebengebühren oder von Zuschlägen oder auf Berichtigung bei unrichtiger Tarifanwendung oder bei Rechenfehlern :  
mit dem Tage der Zahlung oder, wenn keine Zahlung stattgefunden hat, mit dem Tage, an dem sie hätte erfolgen sollen;
- d) bei Ansprüchen auf Zahlung eines von der Zollbehörde verlangten Zuschlags :  
mit dem Tage, an dem die Zollbehörde das Verlangen gestellt hat;
- e) bei sonstigen, die Personenbeförderung betreffenden Ansprüchen :  
mit dem Tage des Ablaufs der Gültigkeitsdauer des Fahrausweises.

Der als Beginn der Verjährung bezeichnete Tag ist in der Frist nicht einbegriffen.

§ 3. Wenn der Reisende eine schriftliche Reklamation gemäß Artikel 40 bei der Eisenbahn eingereicht hat, wird der Lauf der Verjährung gehemmt. Der Lauf beginnt wieder mit dem Tage, an dem die Eisenbahn die Reklamation durch schriftlichen Bescheid zurückgewiesen und die der Reklamation etwa beigelegten Belege zurückgegeben hat. Der Beweis des Einganges der Reklamation oder des Bescheides und der Rückgabe der Belege liegt dem ob, der sich auf diese Tatsachen beruft.

Weitere Reklamationen hemmen die Verjährung nicht.

§ 4. Vorbehaltlich vorstehender Bestimmungen gelten für die Hemmung und die Unterbrechung der Verjährung die Gesetze und Reglemente des Staates, wo die Klage angestellt wird.

*Article 46.***Inadmissibilité de la reprise de l'action éteinte ou prescrite.**

L'action éteinte ou prescrite conformément aux dispositions des articles 26, § 10, 44 et 45 ne peut être reprise ni sous la forme d'une demande reconventionnelle ni sous celle d'une exception.

**Chapitre III.****Règlement des comptes et recours des Chemins de fer entre eux.***Article 47.***Règlement des comptes entre Chemins de fer.**

Tout Chemin de fer est tenu de payer aux autres Chemins de fer intéressés la part leur revenant sur un prix du transport qu'il a encaissé ou qu'il aurait dû encaisser.

*Article 48.***Recours en cas d'indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie.**

§ 1. Le Chemin de fer qui a payé une indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie de bagages, en vertu des dispositions de la présente Convention, a le droit d'exercer un recours contre les Chemins de fer qui ont concouru au transport, conformément aux dispositions suivantes:

- a) le Chemin de fer par le fait duquel le dommage a été causé en est seul responsable;
- b) lorsque le dommage a été causé par le fait de plusieurs Chemins de fer, chacun d'eux répond du dommage causé par lui. Si la distinction est impossible dans l'espèce, la charge de l'indemnité est répartie entre eux d'après les principes énoncés à lettre c);
- c) s'il ne peut être prouvé que le dommage a été causé par le fait d'un ou de plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité due est répartie entre tous les Chemins de fer ayant participé au transport, à l'exception de ceux qui prouveraient que le dommage n'a pas été occasionné sur leurs lignes. La répartition est faite proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

§ 2. Dans le cas d'insolvabilité de l'un des Chemins de fer, la part lui incombant et non payée par lui est répartie entre tous les autres Chemins de fer qui ont pris part au transport, proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

*Article 49.***Recours en cas d'indemnité pour retard dans la livraison.**

Les règles énoncées dans l'article 48 sont appliquées en cas d'indemnité payée pour retard.

*Artikel 46.***Unzulässigkeit der Geltendmachung erloschener oder verjährter Ansprüche.**

Ansprüche, die gemäß den Artikeln 26, § 10, 44 und 45 erloschen oder verjährt sind, können auch nicht im Wege einer Widerklage oder einer Einrede geltend gemacht werden.

**Kapitel III.****Abrechnung.****Rückgriff der Eisenbahnen gegeneinander.***Artikel 47.***Abrechnung zwischen den Eisenbahnen.**

Jede Eisenbahn hat den übrigen beteiligten Eisenbahnen die ihnen zukommenden Anteile an den Beförderungsgebühren zu bezahlen, die sie erhoben hat oder hätte erheben müssen.

*Artikel 48.***Rückgriff bei Entschädigung für gänzlichen oder teilweisen Verlust oder Beschädigung.**

§ 1. Hat eine Eisenbahn auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens eine Entschädigung für gänzlichen oder teilweisen Verlust oder Beschädigung des Gepäcks geleistet, so steht ihr der Rückgriff gegen die an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen nach Maßgabe folgender Bestimmungen zu:

- a) die Eisenbahn, die den Schaden allein verursacht hat, haftet ausschließlich dafür;
- b) haben mehrere Eisenbahnen den Schaden verursacht, so haftet jede Eisenbahn für den von ihr verursachten Schaden. Ist eine solche Unterscheidung nach den Umständen des Falles nicht möglich, so bestimmen sich ihre Anteile an der Entschädigung nach den Grundsätzen unter c);
- c) wenn nicht nachgewiesen werden kann, daß eine oder mehrere Eisenbahnen den Schaden verursacht haben, so haften sämtliche an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen mit Ausnahme derjenigen, die beweisen, daß der Schaden auf ihrer Strecke nicht verursacht worden ist; die Verteilung erfolgt nach dem Verhältnis der Tarifkilometer.

§ 2. Bei Zahlungsunfähigkeit einer dieser Eisenbahnen wird der auf sie entfallende, aber von ihr nicht bezahlte Anteil unter alle anderen an der Beförderung beteiligten Eisenbahnen nach Verhältnis der Tarifkilometer verteilt.

*Artikel 49.***Rückgriff bei Entschädigung für Überschreitung der Lieferfrist.**

Die Vorschriften des Artikel 48 finden auch bei Entschädigung für verspätete Auslieferung Anwendung.

Si le retard a eu pour causes des irrégularités constatées sur plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité est répartie entre ces Chemins de fer proportionnellement à la durée du retard sur leurs réseaux respectifs.

*Article 50.*

**Procédure de recours.**

§ 1. Le Chemin de fer contre lequel est exercé un des recours prévus aux articles 48 et 49 ci-dessus n'est jamais recevable à contester le bien fondé du paiement effectué par l'administration exerçant le recours, lorsque l'indemnité a été fixée par l'autorité de justice après que l'assignation lui avait été dûment signifiée et qu'il avait été mis à même d'intervenir dans le procès. Le juge saisi de l'action principale fixe, selon les circonstances de fait, les délais impartis pour la signification et pour l'intervention.

§ 2. Le Chemin de fer qui veut exercer son recours doit former sa demande dans une seule et même instance contre tous les Chemins de fer intéressés avec lesquels il n'a pas transigé, sous peine de perdre son recours contre ceux qu'il n'aurait pas assignés.

§ 3. Le juge doit statuer par un seul et même jugement sur tous les recours dont il est saisi.

§ 4. Les Chemins de fer actionnés ne peuvent exercer aucun recours ultérieur.

§ 5. Il n'est pas permis d'introduire les recours en garantie dans l'instance relative à la demande principale en indemnité.

*Article 51.*

**Compétence pour les recours.**

§ 1. Le juge du domicile du Chemin de fer contre lequel le recours s'exerce est exclusivement compétent pour toutes les actions en recours.

§ 2. Lorsque l'action doit être intentée contre plusieurs Chemins de fer, le Chemin de fer demandeur a le droit de choisir entre les juges compétents, en vertu du paragraphe précédent, celui devant lequel il porte sa demande.

*Article 52.*

**Conventions particulières au sujet des recours.**

Sont réservées les conventions particulières qui peuvent intervenir entre les Chemins de fer, soit d'avance pour les divers recours qu'ils pourraient avoir les uns contre les autres, soit pour un cas spécial.

**Titre IV.**

**Dispositions diverses.**

*Article 53.*

**Application du droit national.**

A défaut de stipulations dans la présente Convention, les dispositions des lois et règlements

Wird die Verspätung durch Unregelmäßigkeiten veranlaßt, die im Bereich mehrerer Eisenbahnen festgestellt worden sind, so ist die Entschädigung unter diese Eisenbahnen nach Verhältnis der Zeitdauer der auf ihren Strecken vorgekommenen Verspätung zu verteilen.

**Artikel 50.**

**Verfahren bei Rückgriffen.**

§ 1. Keine Eisenbahn, gegen die nach Artikel 48 oder 49 Rückgriff genommen wird, ist befugt, die Rechtmäßigkeit der durch die Rückgriff nehmende Eisenbahn geleisteten Zahlung zu bestreiten, wenn über die Entschädigung gerichtlich entschieden worden ist, nachdem der Eisenbahn in gehöriger Weise der Streit verkündet und ihr die Möglichkeit gegeben war, in dem Rechtsstreit zu intervenieren. Der Richter der Hauptsache bestimmt nach den Umständen des Falles die Fristen für die Streitverkündung und für die Intervention.

§ 2. Die den Rückgriff nehmende Eisenbahn hat sämtliche beteiligten Eisenbahnen, mit denen sie sich nicht gütlich geeinigt hat, in einer und derselben Klage zu belangen, widrigenfalls das Recht des Rückgriffs gegen die nicht belangten Eisenbahnen erlischt.

§ 3. Der Richter hat in einem und demselben Verfahren über alle Rückgriffe, mit denen er befaßt ist, zu entscheiden.

§ 4. Den beklagten Eisenbahnen steht ein weiterer Rückgriff nicht zu.

§ 5. Die Verbindung des Rückgriffverfahrens mit dem Entschädigungsverfahren ist unzulässig.

**Artikel 51.**

**Zuständigkeit im Rückgriffverfahren.**

§ 1. Der Richter des Wohnsitzes der Eisenbahn, gegen die der Rückgriff genommen wird, ist für alle Rückgriffsansprüche ausschließlich zuständig.

§ 2. Ist die Klage gegen mehrere Eisenbahnen zu erheben, so hat die klagende Eisenbahn die Wahl unter den nach § 1 dieses Artikels zuständigen Richtern.

**Artikel 52.**

**Besondere Vereinbarungen über den Rückgriff.**

Die Befugnis der Eisenbahnen, über den Rückgriff im voraus oder im einzelnen Falle andere Vereinbarungen zu treffen, bleibt unberührt.

**Titel IV.**

**Verschiedene Vorschriften.**

**Artikel 53.**

**Anwendung des inneren Rechtes.**

Soweit in diesem Übereinkommen keine Bestimmungen getroffen sind, finden die Gesetze und Regle-

nationaux relatifs au transport dans chaque Etat sont applicables.

*Article 54.*

**Règles générales de procédure.**

Pour tous les litiges auxquels donnent lieu les transports soumis à la présente Convention, la procédure à suivre est celle du juge compétent, sous réserve des dispositions contraires insérées dans la Convention.

*Article 55.*

**Exécution des jugements. Saisies et cautions.**

§ 1. Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent, en vertu des dispositions de la présente Convention, sont devenus exécutoires d'après les lois appliquées par ce juge, ils deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans cet Etat. La révision du fond de l'affaire n'est pas admise.

Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement, non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées, en sus des dépens, contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

§ 2. Les créances engendrées par un transport international, au profit d'un Chemin de fer sur un Chemin de fer qui ne relève pas du même Etat que le premier, ne peuvent être saisies qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat duquel relève le Chemin de fer titulaire des créances saisies.

§ 3. Le matériel roulant d'un Chemin de fer, ainsi que les objets mobiliers de toute nature lui appartenant et contenus dans ce matériel, ne peuvent faire l'objet d'une saisie, sur un territoire autre que celui de l'Etat duquel relève le Chemin de fer propriétaire, qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de cet Etat.

§ 4. La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens ne peut être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

*Article 56.*

**Unité monétaire, Cours de conversion ou d'acceptation des monnaies étrangères.**

§ 1. Les sommes indiquées en francs dans la présente Convention ou ses Annexes sont considérées comme se rapportant au franc or, valant  $\frac{1}{5,18}$  dollar or des Etat-Unis d'Amérique.

§ 2. Le Chemin de fer est tenu de publier, par voie d'affichage aux guichets ou de toute autre manière appropriée, les cours auxquels il

mente für den inneren Verkehr jedes Staates Anwendung.

*Artikel 54.*

**Allgemeine Vorschriften über das Verfahren.**

In allen Rechtsstreitigkeiten, zu denen die diesem Übereinkommen unterworfenen Beförderungen Anlaß geben, richtet sich das Verfahren nach dem Recht des zuständigen Richters, soweit nicht durch dieses Übereinkommen andere Bestimmungen getroffen sind.

*Artikel 55.*

**Vollstreckbarkeit von Urteilen.**

**Beschlagnahmen und Sicherstellungen.**

§ 1. Urteile, die auf Grund der Bestimmungen dieses Übereinkommens von dem zuständigen Richter infolge eines kontradiktorischen oder eines Veräumnisverfahrens erlassen und nach den für den urteilenden Richter maßgebenden Gesetzen vollstreckbar geworden sind, erlangen im Gebiete jedes anderen Vertragsstaates Vollstreckbarkeit, sobald die in diesem Staat vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt sind. Eine sachliche Nachprüfung des Inhalts ist nicht zulässig.

Auf nur vorläufig vollstreckbare Urteile findet diese Vorschrift keine Anwendung, ebensowenig auf solche Bestimmungen eines Urteils, durch die der Kläger, weil er im Rechtsstreit unterliegt, außer in dessen Kosten zu einer weiteren Entschädigung verurteilt wird.

§ 2. Aus einer internationalen Beförderung hervührende Forderungen einer Eisenbahn gegen eine andere Eisenbahn, die nicht dem gleichen Staat angehört wie die erstere, können nur auf Grund einer Entscheidung der Gerichte des Staates, dem die forderungsberechtigte Eisenbahn angehört, mit Arrest belegt oder gepfändet werden.

§ 3. Das rollende Material einer Eisenbahn mit Einschluß sämtlicher beweglichen, der betreffenden Eisenbahn gehörenden Gegenstände, die zu diesem Material gehören, kann im Gebiet eines anderen Staates als desjenigen, dem die betreffende Eisenbahn angehört, nur auf Grund einer Entscheidung der Gerichte des Staates, dem die betreffende Eisenbahn angehört, mit Arrest belegt oder gepfändet werden.

§ 4. Eine Sicherstellung für die Kosten des Rechtsstreits kann bei Klagen, die auf Grund des internationalen Beförderungsvertrags erhoben werden, nicht gefordert werden.

*Artikel 56.*

**Währungen. Umrechnungs- und Annahmefurze für fremde Währungen.**

§ 1. Als Franken im Sinne dieses Übereinkommens oder seiner Anlagen gelten Goldfranken im Werte von  $\frac{1}{5,18}$  Golddollar der Vereinigten Staaten von Amerika.

§ 2. Die Eisenbahn hat die Kurze, zu denen sie die in ausländischer Währung ausgedrückten Beträge, die in inländischer Währung bezahlt werden, umrechnet

effectue la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, qui sont payées en monnaie du pays (cours de conversion).

§ 3. De même un Chemin de fer qui accepte en paiement des monnaies étrangères est tenu de publier les cours auxquels il les accepte (cours d'acceptation).

#### Article 57.

### Institution d'un Office central des transports internationaux par Chemins de fer.

§ 1. Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il est institué un Office central des transports internationaux par Chemins de fer chargé;

- a) de recevoir les communications de chacun des Etats contractants et de chacun des Chemins de fer intéressés et de les notifier aux autres Etats et Chemins de fer;
- b) de recueillir, coordonner et publier les renseignements de toute nature qui intéressent le service des transports internationaux;
- c) de prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les Chemins de fer;
- d) de faciliter, entre les divers Chemins de fer, les relations financières nécessitées par le service des transports internationaux et le recouvrement des créances restées en souffrance et d'assurer, à ce point de vue, la sécurité des rapports des Chemins de fer entre eux;
- e) d'instruire les demandes de modifications à la présente Convention et de proposer la réunion des Conférences prévues à l'article 60, quand il y a lieu.

§ 2. Un règlement spécial constituant l'Annexe II à la présente Convention détermine le siège, la composition et l'organisation de cet Office, ainsi que ses moyens d'action. Ce règlement et les modifications qui y sont apportées par des accords entre tous les Etats contractants ont la même valeur et durée que la Convention.

#### Article 58.

### Liste des lignes soumises à la Convention.

§ 1. L'Office central prévu à l'article 57 est chargé d'établir et de tenir à jour la liste des lignes soumises à la présente Convention. A cet effet, il reçoit les notifications des Etats contractants relatives à l'inscription sur cette liste ou à la radiation des lignes d'un Chemin de fer ou d'une des entreprises mentionnées à l'article 2.

§ 2. L'entrée d'une ligne nouvelle dans le service des transports internationaux n'a lieu qu'un

(Umrechnungskurse), durch Schalteraushang oder auf sonstige geeignete Weise bekanntzugeben.

§ 3. Ebenso hat eine Eisenbahn, die fremdes Geld in Zahlung nimmt, die Kurse bekanntzugeben, zu denen sie es annimmt (Annahmekurse).

#### Artikel 57.

### Einrichtung eines Zentralamts für die internationale Eisenbahnbeförderung.

§ 1. Um die Ausführung dieses Übereinkommens zu erleichtern und zu sichern, wird ein Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung errichtet, das die Aufgabe hat:

- a) die Mitteilungen eines jeden der vertragschließenden Staaten und einer jeden der beteiligten Eisenbahnen entgegenzunehmen und sie den übrigen Staaten und Eisenbahnen zur Kenntnis zu bringen;
- b) Nachrichten aller Art, die für das internationale Beförderungswesen von Wichtigkeit sind, zu sammeln, zusammenzustellen und zu veröffentlichen;
- c) auf Verlangen der Parteien Entscheidungen über Streitigkeiten der Eisenbahnen untereinander zu treffen;
- d) die durch den internationalen Verkehr bedingten finanziellen Beziehungen zwischen den beteiligten Eisenbahnen sowie die Einziehung rückständig gebliebener Forderungen zu erleichtern und in dieser Hinsicht die Sicherheit des Verhältnisses der Eisenbahnen untereinander zu fördern;
- e) die geschäftliche Behandlung der Vorschläge zur Abänderung dieses Übereinkommens zu übernehmen und, wenn ein Anlaß dazu vorliegt, den Zusammentritt von Konferenzen (Artikel 60) vorzuschlagen.

§ 2. Ein besonderes Reglement, das die Anlage II zu diesem Übereinkommen bildet, trifft Bestimmung über Sitz, Zusammensetzung und Organisation dieses Amtes sowie über die zur Ausübung seiner Tätigkeit nötigen Mittel. Dieses Reglement und die an ihm durch Vereinbarung aller Vertragsstaaten vorgenommenen Änderungen haben dieselbe Geltung und Gültigkeitsdauer wie das Übereinkommen selbst.

#### Artikel 58.

### Liste der dem Übereinkommen unterstehenden Strecken.

§ 1. Das im Artikel 57 bezeichnete Zentralamt hat die Liste der diesem Übereinkommen unterstehenden Strecken aufzustellen und auf dem laufenden zu halten. Zu diesem Zwecke erhält es von den Vertragsstaaten die Mitteilungen über die Eintragung oder Streichung von Strecken einer Eisenbahn oder einer der im Artikel 2 bezeichneten Unternehmungen.

§ 2. Eine neue Strecke nimmt am internationalen Beförderungsdienst erst nach Ablauf eines Monats vom

mois après la date de la lettre de l'Office central notifiant son inscription aux autres Etats.

§ 3. La radiation d'une ligne est effectuée par l'Office central, aussitôt que celui des Etats contractants sur la demande duquel cette ligne a été portée sur la liste lui a notifié qu'elle ne se trouve plus en situation de satisfaire aux obligations imposées par la Convention.

§ 4. La simple réception de l'avis émanant de l'Office central donne immédiatement à chaque Chemin de fer le droit de cesser, avec la ligne radiée, toutes relations de transport international, sauf en ce qui concerne les transports en cours, qui doivent être continués jusqu'à destination.

#### Article 59.

##### Admission de nouveaux Etats.

§ 1. Tout Etat non signataire qui veut adhérer à la présente Convention adresse sa demande au Gouvernement suisse, qui la communique à tous les Etats participants avec une note de l'Office central sur la situation des Chemins de fer de l'Etat demandeur au point de vue des transports internationaux.

§ 2. Si, dans le délai de six mois à dater de l'envoi de cet avis, deux Etats au moins n'ont pas notifié leur opposition au Gouvernement suisse, la demande est admise de plein droit et avis en est donné par le Gouvernement suisse à l'Etat demandeur et à tous les Etats participants.

Dans le cas contraire, le Gouvernement suisse notifie à tous les Etats et à l'Etat demandeur que l'examen de la demande est ajourné.

§ 3. Toute admission produit ses effets un mois après la date de l'avis envoyé par le Gouvernement suisse.

#### Article 60.

##### Révisions de la Convention.

Les Délégués des Etats contractants se réunissent pour la révision de la Convention, sur la convocation du Gouvernement suisse, au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des modifications adoptées à la dernière Conférence.

Une Conférence sera convoquée avant cette époque, si la demande en est faite par le tiers au moins des Etats contractants.

#### Article 61.

##### Disposition Complémentaires.

§ 1. Les dispositions complémentaires que certains Etats contractants ou certains Chemins de fer participants jugeraient utile de publier pour l'exécution de la Convention sont communiquées par eux à l'Office central.

§ 2. Les accords intervenus pour l'adoption de ces dispositions peuvent être mis en vigueur,

Tage der vom Zentralamt an die anderen Staaten gerichteten Mitteilungen über ihre Eintragung an teil.

§ 3. Das Zentralamt streicht eine Strecke, sobald derjenige Vertragsstaat, auf dessen Ersuchen diese Strecke in die Liste aufgenommen worden ist, ihm mitgeteilt hat, daß sie nicht mehr in der Lage ist, den durch das Übereinkommen auferlegten Verpflichtungen nachzukommen.

§ 4. Jede Eisenbahn ist, sobald sie vom Zentralamt die Nachricht von der erfolgten Streichung erhalten hat, ohne weiteres berechtigt, mit der gestrichenen Strecke alle sich aus der internationalen Beförderung ergebenden Beziehungen abzubreaken. Die bereits in der Ausführung begriffenen Beförderungen sind jedoch vollständig auszuführen.

#### Artikel 59.

##### Zulassung neuer Staaten.

§ 1. Ein an diesem Übereinkommen nicht beteiligter Staat, der ihm beitreten will, richtet seinen Antrag an die schweizerische Regierung, die ihn allen Vertragsstaaten mitteilt unter Beifügung einer Äußerung des Zentralamts über die Lage der Eisenbahnen des antragstellenden Staates hinsichtlich der internationalen Beförderung.

§ 2. Wenn innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Absendung dieser Mitteilung nicht mindestens zwei Staaten der schweizerischen Regierung ihren Widerspruch bekanntgegeben haben, ist der Antrag rechtsverbindlich angenommen und macht die schweizerische Regierung dem Antragsteller und allen Vertragsstaaten hiervon Mitteilung.

Andernfalls teilt die schweizerische Regierung allen Staaten und dem Antragsteller mit, daß die Prüfung des Antrags vertagt ist.

§ 3. Jeder Beitritt wird einen Monat nach dem Tage der von der schweizerischen Regierung versandten Mitteilung wirksam.

#### Artikel 60.

##### Revision des Übereinkommens.

Die Vertreter der Vertragsstaaten treten zur Revision des Übereinkommens auf Einladung der schweizerischen Regierung spätestens fünf Jahre nach dem Inkrafttreten der auf der letzten Konferenz beschlossenen Änderungen zusammen.

Auf Verlangen von mindestens einem Drittel der Vertragsstaaten ist eine Konferenz schon früher einzuberufen.

#### Artikel 61.

##### Zusatzbestimmungen.

§ 1. Die von den einzelnen dem Übereinkommen angehörenden Staaten oder Eisenbahnen zur Ausführung des Übereinkommens etwa erlassenen Zusatzbestimmungen sind dem Zentralamt mitzuteilen.

§ 2. Die Vereinbarungen über die Annahme dieser Bestimmungen können auf den Eisenbahnen, die ihnen



sur les Chemins de fer qui y ont adhéré, dans les formes prévues par les lois et règlements de chaque Etat, sans pouvoir porter dérogation à la Convention internationale.

Leur mise en vigueur est notifiée à l'Office central.

*Article 62.*

**Durée de l'engagement résultant de l'adhésion à la Convention.**

§ 1. La durée de la présente Convention est illimitée. Toutefois, chaque Etat participant peut se dégager dans les conditions ci-après:

Le premier engagement est valable jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention. Tout Etat qui voudrait se dégager pour l'expiration de cette période devra notifier son intention au moins un an avant cette date au Gouvernement suisse, qui en informera tous les Etats participants.

A défaut de notification dans le délai indiqué, l'engagement sera prolongé de plein droit pour une période de trois années, et ainsi de suite, de trois ans en trois ans, à défaut de dénonciation un an au moins avant le 31 décembre de la dernière année de l'une des périodes triennales.

§ 2. Les nouveaux Etats admis à participer à la Convention au cours de la période quinquennale ou d'une des périodes triennales sont engagés jusqu'à la fin de cette période, puis jusqu'à la fin de chacune des périodes suivantes, tant qu'ils n'auront pas dénoncé leur engagement un an au moins avant l'expiration de l'une d'entre elles.

*Article 63.*

**Textes de la Convention et leur valeur respective.**

La présente Convention a été conclue et signée en langue française selon l'usage diplomatique établi.

Au texte français sont joints un texte en langue allemande et un texte en langue italienne qui ont la valeur de traductions officielles.

En cas de divergence, le texte français fait foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus désignés et le Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre ont signé la présente Convention.

Fait à Berne, le 23 octobre mil neuf cent vingt-quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

(Ci-après les signatures.)

beigetreten sind, in der in den Gesetzen und Reglementen jedes Staates vorgeschriebenen Form in Kraft gesetzt werden; sie können aber die Vorschriften des Übereinkommens nicht abändern.

Ihre Einführung ist dem Zentralamt mitzuteilen.

*Artikel 62.*

**Dauer der durch den Eintritt zum Übereinkommen eingegangenen Verpflichtungen.**

§ 1. Die Dauer dieses Übereinkommens ist unbeschränkt. Jedoch kann jeder Vertragsstaat unter den nachstehenden Bedingungen zurücktreten:

Das Übereinkommen ist bis zum 31. Dezember des fünften Jahres nach dem Tage seines Inkrafttretens für jeden Vertragsstaat verbindlich. Jeder Staat, der nach Ablauf dieser Frist zurückzutreten wünscht, hat diese Absicht wenigstens ein Jahr vorher der schweizerischen Regierung mitzuteilen, die allen Vertragsstaaten davon Kenntnis gibt.

In Ermangelung einer Kündigung innerhalb der bezeichneten Frist erstreckt sich die Verpflichtung ohne weiteres auf weitere drei Jahre und so fort von drei zu drei Jahren, sofern nicht wenigstens ein Jahr vorher auf den 31. Dezember des letzten Jahres eines der dreijährigen Zeiträume gekündigt wird.

§ 2. Für die neuen Staaten, die im Laufe des fünfjährigen oder eines der dreijährigen Zeiträume zugelassen werden, ist das Übereinkommen bis zum Ende dieses Zeitraums und weiter bis zum Ende jedes folgenden Zeitraums verbindlich, sofern sie nicht wenigstens ein Jahr vor dem Ablauf eines Zeitraums ihren Rücktritt erklärt haben.

*Artikel 63.*

**Texte des Übereinkommens und deren Verhältnisse zueinander.**

Dieses Übereinkommen ist dem diplomatischen Gebrauch entsprechend in französischer Sprache abgeschlossen und gezeichnet.

Dem französischen Text sind ein deutscher und ein italienischer Text beigelegt, die als amtliche Übersetzungen gelten.

Bei Nichtübereinstimmung entscheidet der französische Text.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten und der Delegierte der Regierungskommission des Saarbeckengebiets das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet.

So geschehen zu Bern, den 23. Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig, in einer einzigen Urschrift, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt und von der jeder der unterzeichneten Mächte eine amtliche Ausfertigung zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)

**ANNEXE I.**

(Article 20.)

**Formulaire du bulletin de bagages.**

Le formulaire se compose de trois feuilles disposées pour être décalquées, avec le texte suivant:

1<sup>re</sup> feuille.

N° .....		Transport international de bagages		⌘	
(Nom de l'administration du chemin de fer)					
<b>Souche du bulletin de bagages</b>					
de ..... à .....					
via .....					
.....					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis- bagages	Poids réel  kg	Prix de transport des bagages	
19.....				Calcul de la taxe	sans franchise de bagages pour ... kg
				par unité de 10 kg	avec franchise de bagages pour ... kg
				.....	
				*)	
Train n°				.....	
	.....			Intérêt à la livraison . . . . .	
	Frais accessoires . . . . .			.....	
	Total de taxe . . . . .			.....	

110 mm

150 mm

2<sup>e</sup> feuille.

N° .....		Transport international de bagages		⌘	
(Nom de l'administration du chemin de fer)					
<b>Feuille de route</b>					
de ..... à .....					
via .....					
.....					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis- bagages	Poids réel  kg	Prix de transport des bagages	
19.....				Calcul de la taxe	sans franchise de bagages pour ... kg
				par unité de 10 kg	avec franchise de bagages pour ... kg
				.....	
				.....	
Train n°				.....	
	.....			Intérêt à la livraison . . . . .	
	Frais accessoires . . . . .			.....	
	Total de taxe . . . . .			.....	

\*) Les chemins de fer peuvent compléter cette rubrique selon leur besoin.

## Gepäckscheinmuster.

Das Muster besteht aus drei zum Durchpaußen eingerichteten Blättern mit nachstehendem Ausdruck:

1. Blatt.


Nr. ....		Internationale Gepäcksendung			⌘	
(Name der Eisenbahnverwaltung)						
<b>Gepäckschein-Stamm</b>						
von .....		nach .....				
über .....		.....				
Datum		Zahl der Fahr- ausweise	Zahl der Gepäck- stücke	Wirk- liches Gewicht kg	Gepäckfracht	
.....					Frachtberechnung in	
19.....				Einheiten zu 10 kg		mit Freigepäck für .....
Zug Nr.				*)		
				..... Interesse an der Lieferung		
				Nebengebühren		
				Erhebungsbetrag		

150 mm

2. Blatt.

Nr. ....		Internationale Gepäcksendung			⌘	
(Name der Eisenbahnverwaltung)						
<b>Gepäckbegleitschein</b>						
von .....		nach .....				
über .....		.....				
Datum		Zahl der Fahr- ausweise	Zahl der Gepäck- stücke	Wirk- liches Gewicht kg	Gepäckfracht	
.....					Frachtberechnung in	
19.....				Einheiten zu 10 kg		mit Freigepäck für .....
Zug Nr.				*)		
				..... Interesse an der Lieferung		
				Nebengebühren		
				Erhebungsbetrag		

\*) Die Eisenbahnen können diese Rubrik nach Bedarf ergänzen.

N° .....	<b>Transport international de bagages</b>				
(Nom de l'administration du chemin de fer)					
<b>Bulletin de bagages</b>					
de ..... à .....					
via .....					
.....					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis-bagages	Poids réel kg	Prix de transport des bagages	
19 .....				Calcul de la taxe	sans franchise de bagages pour ... kg
				par unité de 10 kg	avec franchise de bagages pour ... kg
Train n°					
				Intérêt à la livraison	
				Frais accessoires	
				Total de taxe	

Le transport est effectué aux conditions de la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages, ainsi, qu'à celles des tarifs applicables au présent envoi.

---

Le voyageur est tenu d'assister aux formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives, sauf les exceptions admises par les administrations compétentes.

---

Les bagages désignés au recto sont délivrés contre remise du présent bulletin.

(Ci-après les signatures.)

3. Blatt, Vorderseite.

Nr. ....		Internationale Gepäcksendung			☒
(Name der Eisenbahnverwaltung)					
<b>Gepäckempfangschein</b>					
von .....		nach .....			
über .....					
-----					
Datum	Zahl der Fahr- ausweise	Zahl der Gepäck- stücke	Wirk- liches Gewicht kg	Gepäckfracht	
19.....				Frachtberechnung in { ohne Freigepäck für ..... kg Einheiten zu 10 kg mit Freigepäck für ..... kg	
Zug Nr.					
				Interesse an der Lieferung . . . . .	
				Nebengebühren . . . . .	
				Erhebungsbetrag . . . . .	

3. Blatt, Rückseite.

Für die Beförderung gelten das Internationale Übereinkommen über den Eisenbahn-Personen- und Gepäckverkehr und die in Betracht kommenden Tarife.

Der Reisende ist verpflichtet, der zoll-, steuer-, finanzamtlichen, polizeilichen und sonstigen verwaltungsbehördlichen Abfertigung seines Gepäcks beizuwohnen, soweit nicht von den zuständigen Eisenbahnen Ausnahmen zugelassen sind.

Gegen Rückgabe dieses Scheines wird das unseitig bezeichnete Gepäck ausgeliefert.

(Folgen die Unterschriften.)

Annexe II.

(Article 57.)

**Règlement relatif à l'Office central  
des transports internationaux par  
Chemins de fer.****Article 1<sup>er</sup>.**

§ 1. L'Office central des transports internationaux par Chemins de fer siège à Berne. Son organisation dans le cadre établi par les dispositions de l'article 57 de la Convention, ainsi que la surveillance de son activité, sont confiées au Conseil fédéral suisse.

§ 2. Les frais de l'Office central sont supportés par les Etats contractants, proportionnellement à la longueur des lignes de Chemins de fer ou des parcours desservis par les autres entreprises admises à participer aux transports effectués dans les conditions fixées par la Convention internationale. Toutefois, les lignes de navigation participent aux dépenses, proportionnellement à la moitié seulement de leurs parcours. Pour chaque Etat, la contribution est de 0 fr. 80 au maximum par kilomètre. Le montant du crédit annuel afférent au kilomètre de voie ferrée sera fixé, pour chaque exercice, par le Conseil fédéral suisse, l'Office central entendu, et en tenant compte des circonstances et nécessités du moment. Il sera toujours perçu en totalité. Lorsque les dépenses effectives de l'Office central n'auront pas atteint le montant du crédit calculé sur cette base, le solde non dépensé sera versé au fonds de retraite et de pensions, dont les intérêts doivent servir à accorder des secours ou des indemnités aux fonctionnaires et employés de l'Office central pour le cas où, par suite d'âge avancé, d'accidents ou de maladie, ils seraient définitivement incapables de continuer à remplir leurs fonctions.

A l'occasion de la remise aux Etats contractants du rapport de gestion et du relevé de comptes annuels, l'Office central les invitera à verser leur part contributive aux dépenses de l'exercice écoulé. L'Etat qui, à la date du 1<sup>er</sup> octobre, n'aurait pas versé sa part, sera, une deuxième fois, invité à le faire. Si ce rappel n'est pas suivi d'effet, l'Office central le renouvellera au début de l'année suivante, à l'occasion de l'envoi du rapport sur le nouvel exercice écoulé. Si, à la date du 1<sup>er</sup> juillet suivant, aucun compte n'a été tenu de ce rappel, une quatrième démarche sera faite auprès de l'Etat retardataire pour l'amener à payer les deux annuités échues; en cas d'insuccès, l'Office central l'avisera, trois mois plus tard, que si le versement attendu n'a pas été effectué jusqu'à la fin de l'année, son abstention sera interprétée comme une manifestation tacite de sa volonté

Anlage II.

(Artikel 57.)

**Reglement  
für das Zentralamt für die internationale  
Eisenbahnbeförderung.****Artikel 1.**

§ 1. Das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung hat seinen Sitz in Bern. Die Organisation des Zentralamts im Rahmen der im Artikel 57 des Übereinkommens getroffenen Bestimmungen sowie die Aufsicht über seine Geschäftsführung werden dem schweizerischen Bundesrat übertragen.

§ 2. Die Kosten des Zentralamts werden von den Vertragsstaaten nach dem Verhältnis der Länge der Eisenbahnstrecken oder der Strecken getragen, die von Unternehmungen betrieben werden, die zur Beteiligung an den nach den Bedingungen des Übereinkommens ausgeführten Beförderungen zugelassen sind. Indessen tragen die Schiffahrtsunternehmungen nur nach Maßgabe der Hälfte ihrer Streckenlängen zu den Kosten bei. Der Beitrag jedes Staates beträgt höchstens 0,80 Franken für das Kilometer. Die Höhe des auf jedes Kilometer Eisenbahnstrecke entfallenden Jahreskredits wird für jedes Geschäftsjahr durch den schweizerischen Bundesrat nach Anhörung des Zentralamts und unter Berücksichtigung der bestehenden Verhältnisse und Bedürfnisse festgesetzt. Der Kredit wird stets in ganzer Höhe erhoben. Wenn die tatsächlichen Ausgaben des Zentralamts den Betrag des auf dieser Grundlage berechneten Kredits nicht erreicht haben, ist der nicht ausgegebene Rest dem Pensions- und Unterstützungsfonds zuzuführen, dessen Zinsen zur Unterstützung oder Entschädigung der Beamten und Angestellten des Zentralamts dienen sollen, die wegen vorgerückten Alters, infolge von Unfällen oder Krankheit dauernd zur weiteren Erfüllung ihrer Dienstpflichten unfähig werden.

Bei Vorlage des jährlichen Geschäftsberichts und der jährlichen Kostenrechnung an die Vertragsstaaten wird das Zentralamt sie auffordern, ihren Kostenbeitrag für das verfloßene Geschäftsjahr zu zahlen. Wenn ein Staat bis zum 1. Oktober nicht bezahlt hat, wird er ein zweites Mal hierzu aufgefordert. Wenn diese Aufforderung erfolglos bleibt, hat das Zentralamt sie im Anfang des folgenden Jahres bei Übersendung des Berichts über das verfloßene neue Geschäftsjahr zu wiederholen. Wenn bis zum folgenden 1. Juli auch diese Mahnung erfolglos geblieben ist, wird an den säumigen Staat eine vierte Aufforderung gerichtet, um ihn zur Zahlung der beiden fälligen Jahresbeiträge zu veranlassen; wenn diese erfolglos bleibt, wird das Zentralamt dem Staat drei Monate später mitteilen, daß, wenn die erwartete Zahlung nicht bis zum Schluß des Jahres geleistet werde, seine Nichtzahlung als stillschweigende Erklärung seines Willens, aus dem Übereinkommen auszuscheiden, angesehen werden würde.

de se retirer de la Convention. A défaut d'une suite donnée à cette dernière démarche jusqu'au 31. décembre, l'Office central, prenant acte de la volonté tacitement exprimée par l'Etat défaillant de se retirer de la Convention, procédera à la radiation des lignes de cet Etat de la liste des lignes admises au service des transports internationaux.

Les montants non recouverts devront, autant que possible, être couverts au moyen des crédits ordinaires dont dispose l'Office central et pourront être répartis sur quatre exercices. La partie du déficit qui n'aurait pas pu être comblée de la sorte sera, dans un compte spécial, portée au débit des autres Etats dans la proportion du nombre de kilomètres des voies ferrées soumises à la Convention à l'époque de la mise en compte et, pour chacun, dans la mesure où il aura déjà, pendant la période de deux ans qui se sera terminée par la retraite de l'Etat défaillant, été avec lui partie à la Convention. Un Etat dont les lignes auront été radiées dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent ne pourra les faire réadmettre au service des transports internationaux qu'en payant au préalable les sommes dont le dit Etat sera resté débiteur, pour les années entrant en considération et ce avec intérêt de cinq pour cent à compter de la fin du sixième mois écoulé depuis le jour où l'Office central l'aura invité la première fois à payer les parts contributives lui incombant.

#### Article 2.

§ 1. L'Office central publie un Bulletin mensuel contenant les renseignements nécessaires à l'application de la Convention, notamment les communications relatives à la liste des lignes de Chemins de fer et d'autres entreprises et aux objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, ainsi que les documents de jurisprudence et de statistique qu'il jugerait utile d'y insérer.

§ 2. Le Bulletin est rédigé en français et en allemand. Un exemplaire est envoyé gratuitement à chaque Etat et à chacune des Administrations intéressées. Les autres exemplaires demandés sont payés à un prix fixé par l'Office central.

#### Article 3.

§ 1. Les bordereaux et créances pour transports internationaux restés impayés peuvent être adressés par l'Administration créancière à l'Office central, pour qu'il en facilite le recouvrement. A cet effet, l'Office central met l'entreprise de transports débitrice en demeure de régler la somme due ou de fournir les motifs de son refus de payer.

Wenn diesem letzten Schritt bis zum 31. Dezember keine Folge gegeben wird, wird das Zentralamt von dem stillschweigend durch den säumigen Staat erklärten Wunsch, aus dem Übereinkommen auszuschneiden, Kenntnis nehmen und zur Streichung der Strecken dieses Staates aus der Liste der zum internationalen Verkehr zugelassenen Strecken schreiten.

Die nicht wiedererlangten Beträge sollen nach Möglichkeit aus den laufenden Mitteln, über die das Zentralamt verfügt, gedeckt werden und können auf vier Geschäftsjahre verteilt werden. Der Teil des Fehlbetrages, der auf diese Weise nicht gedeckt werden kann, wird auf ein besonderes Rechnungskonto gebucht, mit dessen Betrag die übrigen Staaten im Verhältnis der Kilometerzahl ihrer Strecken belastet werden, die zur Zeit der Rechnungsstellung dem Übereinkommen angehörten. Dabei wird jeder Staat in dem Ausmaß beteiligt, wie er bereits während des zweijährigen Zeitraums, der mit dem Austritt des säumigen Staates abschließt, dem Übereinkommen gleichzeitig mit ihm angehört hat. Ein Staat, dessen Strecken unter den im vorhergehenden Absatz genannten Bedingungen gestrichen worden sind, kann sie dem internationalen Verkehr nur dann wieder unterstellen lassen, wenn er vorher die Summen, die er schuldig geblieben ist, für die betreffenden Jahre bezahlt, und zwar mit fünf vom Hundert Zinsen, deren Lauf am Ende des sechsten Monats nach dem Tage beginnt, an dem das Zentralamt ihn erstmals aufgefordert hat, die auf ihn entfallenden Kostenbeiträge zu zahlen.

#### Artikel 2.

§ 1. Das Zentralamt gibt eine Monatschrift heraus, die die zur Anwendung des Übereinkommens notwendigen Mitteilungen enthält, namentlich über die Liste der Strecken der Eisenbahnen und anderen Unternehmungen sowie über die von der Beförderung ausgeschlossenen Gegenstände, und außerdem die Nachrichten über Rechtsprechung und Statistik, deren Veröffentlichung es für zweckmäßig hält.

§ 2. Die Zeitschrift erscheint in französischer und deutscher Sprache. Ein Stück wird unentgeltlich jedem Vertragsstaat und jeder beteiligten Verwaltung zugesandt. Weitere gewünschte Stücke sind nach einem von dem Zentralamt festzusetzenden Preise zu zahlen.

#### Artikel 3.

§ 1. Die aus dem internationalen Verkehr herrührenden unbezahlt gebliebenen Forderungen können von der fordernden Verwaltung dem Zentralamt zur Erleichterung der Eintreibung mitgeteilt werden. Zu diesem Zweck fordert das Zentralamt die schuldnerische Transportunternehmung auf, die geschuldete Summe zu begleichen oder die Gründe der Zahlungsverweigerung anzugeben.

§ 2. Si l'Office central estime que les motifs de refus allégués sont suffisamment fondés, il renvoie les parties à se poursuivre devant le juge compétent.

§ 3. Lorsque l'Office central estime que la totalité ou une partie de la somme est réellement due, il peut, après avoir consulté un expert, déclarer que l'entreprise de transport débitrice sera tenue de verser à l'Office central tout ou partie de la créance; la somme ainsi versée doit rester consignée jusqu'à décision au fond par le juge compétent.

§ 4. Dans le cas où une entreprise de transport n'a pas obéi dans la quinzaine aux injonctions de l'Office central, il lui est adressé une nouvelle mise en demeure, avec indication des conséquences de son refus.

§ 5. Dix jours après cette nouvelle mise en demeure, si elle est restée infructueuse, l'Office central adresse à l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport un avis motivé, en invitant cet Etat à aviser aux mesures à prendre et notamment à examiner s'il doit maintenir sur la liste les lignes de l'entreprise de transport débitrice.

§ 6. Si l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport débitrice déclare que, malgré le non-paiement, il ne croit pas devoir faire rayer de la liste les lignes de cette entreprise, ou s'il laisse sans réponse pendant six semaines la communication de l'Office central, il est réputé de plein droit accepter la garantie de la solvabilité de la dite entreprise, en ce qui concerne les créances résultant des transports internationaux.

(Ci-après les signatures.)

### Protocole.

Au moment de procéder à la signature de la Convention sur le transport des voyageurs et des bagages par Chemins de fer, conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés ont, en présence et avec la participation du Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre, déclaré et stipulé ce qui suit:

La Convention sera ratifiée, les instruments de ratification devront être déposés à Berne le plus tôt possible; elle entrera en vigueur entre les Etats qui l'auront ratifiée dès qu'un accord à ce sujet sera intervenu entre les Gouvernements de ces Etats.

Le présent Protocole, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme en faisant partie intégrante et aura les mêmes valeur et durée que cette Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires et le Délégué de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre ont signé ce Protocole.

Fait à Berne, le 23 octobre mil neuf cent vingt-quatre, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les Archives de la Confédération Suisse et dont une expédition authentique sera remise à chacune des Puissances signataires.

(Ci-après les signatures.)

§ 2. Ist das Zentralamt der Ansicht, daß die Weigerung genügend begründet ist, so hat es die Parteien vor den zuständigen Richter zu verweisen.

§ 3. Wenn das Zentralamt der Ansicht ist, daß die Summe ganz oder teilweise wirklich geschuldet wird, so kann es nach Anhörung eines Sachverständigen bestimmen, daß die schuldnerische Unternehmung die Schuld ganz oder teilweise an das Zentralamt abzuführen hat; die so bezahlte Summe bleibt bis nach Entscheidung der Sache durch den zuständigen Richter in Händen des Zentralamts.

§ 4. Wenn eine Unternehmung innerhalb von zwei Wochen der Aufforderung des Zentralamts nicht nachkommt, so ist an sie eine neue Aufforderung unter Androhung der Folgen der Nichtbeachtung zu richten.

§ 5. Wird auch dieser zweiten Aufforderung nicht binnen zehn Tagen entsprochen, so hat das Zentralamt an den Staat, dem die betreffende Unternehmung angehört, eine mit Gründen versehene Mitteilung und zugleich das Ersuchen zu richten, die geeigneten Maßnahmen in Erwägung zu ziehen und namentlich zu prüfen, ob die Strecken der schuldnerischen Unternehmung weiter in der Liste zu belassen sind.

§ 6. Wenn der Staat, dem die schuldnerische Unternehmung angehört, erklärt, daß er trotz der Nichtzahlung die Strecken dieser Unternehmung von der Liste nicht streichen zu lassen gedenkt, oder wenn er während sechs Wochen die Mitteilung des Zentralamts unbeantwortet läßt, so wird rechtswirksam angenommen, daß er die Gewähr für die Zahlungsfähigkeit der genannten Unternehmung übernimmt, soweit es sich um Forderungen aus dem internationalen Verkehr handelt.

(Folgen die Unterschriften.)

### Protokoll.

Im Begriffe, zur Unterzeichnung des am heutigen Tage abgeschlossenen Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahn-Personen- und Gepäckverkehr zu schreiten, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten, in Gegenwart und unter Beteiligung des Delegierten der Regierungskommission des Saarbeckengebietes, das Nachstehende erklärt und vereinbart:

Das Übereinkommen ist zu ratifizieren, und die Ratifikationsurkunden sind sobald als möglich in Bern zu hinterlegen; es wird zwischen den Staaten, die es ratifiziert haben, in Kraft treten, sobald eine Vereinbarung hierüber zwischen den Regierungen dieser Staaten zustande gekommen sein wird.

Das gegenwärtige Protokoll, das gleichzeitig wie das am heutigen Tage vereinbarte Übereinkommen zu ratifizieren ist, gilt als integrierender Bestandteil dieses Übereinkommens und hat dieselbe Geltung und Dauer wie dieses.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten und der Delegierte der Regierungskommission des Saarbeckengebietes dieses Protokoll unterzeichnet.

So geschehen in Bern, den 23. Oktober eintausendneunhundertvierundzwanzig, in einer einzigen Urschrift, die im Archiv der Schweizerischen Eidgenossenschaft hinterlegt und von der jeder der unterzeichneten Mächte eine amtliche Ausfertigung zugestellt werden wird.

(Folgen die Unterschriften.)